VICTOR SERGE

notes d'Allemagne (1923)



Préfacé et annoté par Pierre Broué



LA BRECHE

Aux éditions La Brèche-PEC

De la Commune à Mai 68. **E. Mandel**
Conférences sur la libération des femmes. **A. Kollontaï**
Les Congrès de la IVe Internationale, tome 1 (1930-1939)
Les Congrès de la IVe Internationale, tome 2 (1940-1946)
Les Congrès de la IVe Internationale, tome 3 (1946-1950)
Les Congrès de la IVe Internationale, tome 4 (1950-1952)
Les Etudiants, les intellectuels et la lutte des classes. **E. Mandel**
Femmes et mouvement ouvrier
L'Internationale communiste. **P. Frank**, 2 tomes
Sans retour ni consigne. **J. F. Batellier** *(épuisé)*
L'Anti-Rocard ou les haillons de l'utopie. **D. Bensaïd**
Un an dans le kaki. **N. Siterre**
Les Femmes dans l'islam. **Y. Nawal** *(épuisé)*
Profils de la social-démocratie européenne
L'Etat bourgeois et la révolution. **R. Luxemburg** *(épuisé)*
Le Droit de choisir
Réponse à Althusser et Ellenstein. **E. Mandel**
Programme de transition. **L. D. Trotsky**
Introduction au marxisme. **E. Mandel**
CGT : autour de la scission de 1921. **L. Batsch et M. Bouvet**
Marxisme et esthétique. **M. Lequenne**
Les Lendemains de la crise. **C. Barsoc** *(épuisé)*
Meurtres exquis. **E. Mandel**
La FEN au tournant. **L. Batsch**
Le Paradigme du Grand-Hornu. **G. Labica**
Travail des femmes, pouvoir des hommes
Ecrits d'un révolutionnaire. **Ernesto Che Guevara**
Mai si ! **D. Bensaïd et A. Krivine**
Black exit to 68 (22 nouvelles policières)
Retours sur Mai. **Etudes coordonnées par A. Artous**
L'Après-libéralisme. **N. Benies**
La CFDT. **P. Cours-Salies**
La Face cachée du Moyen Age. **I. Johsua**
La Médecine à l'époque de la Révolution française. **J. Lambert**
Aliénation ou autogestion. **V. Leduc**
Permanences de la Révolution. **Ouvrage collectif**
L'Empreinte. **S. Livrozet**

Table des matières

Présentation

Au moment où des géants de l'histoire révolutionnaire – Trotsky et les vieux bolcheviks assassinés par Staline –, réduits pendant des décennies à la condition de non-personnes en Union soviétique, y reprennent leur place dans l'Histoire, il serait normal que Victor Serge revienne à son tour au rang qu'il mérite parmi les écrivains de ce siècle, incontestablement l'un des tout premiers.

Ecrivain russe de langue française, oppositionnel de la première heure, partisan résolu de la « liberté dans la révolution », victime de Staline sauvé par la solidarité internationale, Victor Serge est loin, aujourd'hui, de connaître la notoriété que devraient lui valoir tant sa plume que sa politique.

Les chroniques qui sont publiées ici le sont à l'initiative de son fils, le grand peintre muraliste du Mexique, Vlady. Elles sont encore moins connues que leur auteur : c'est la première fois, à ma connaissance, qu'elles sont publiées sous son nom.

Victor Lvovitch Kibaltchitch, qui prit très tôt le pseudonyme littéraire de Victor Serge, est de ceux qui ont, en très peu de temps, vécu plusieurs vies, aussi pleines les unes que les autres. La première est celle de militant anarchiste. Déjà publiciste de talent, il est compromis par son amitié d'enfance avec l'un des hommes de la bande à Bonnot, ce qui lui vaut d'être condamné à cinq ans de prison qu'il supporte très mal. Ce n'est pourtant qu'un début : il est de nouveau condamné en Catalogne où il a cherché refuge mais où il a participé aux combats insurrectionnels de juillet 1917 et, quand il retrouve la France, c'est pour y être interné dans un camp où l'on parque les ressortissants russes.

La Révolution russe brillait alors de tout son éclat, « étoile au ciel d'Orient », écrira-t-il, et il s'y rallie avec enthousiasme, de loin

d'abord – son camp d'internement en France –, puis, lors de son arrivée dans ce pays affamé et héroïque, « la capitale de la Faim, du Froid, de la Haine et de la Ténacité », écrira-t-il. C'est le pays de la révolution ; elle sera de ce jour la patrie de cet internationaliste.

Sa deuxième vie commence. Membre du Parti bolchevique, collaborateur de l'Internationale communiste au sein de son appareil naissant, il remplit diverses missions à l'étranger. L'une d'entre elles le conduit en Allemagne comme collaborateur du bulletin de presse de l'Internationale communiste, la *Correspondance de presse internationale,* plus connue sous son titre abrégé d'*Inprekorr.*

Etabli clandestin à Berlin en 1923, il rédige régulièrement pour *Inprekorr* et ses différentes éditions en langue étrangère ses « notes d'Allemagne » signées du pseudonyme obscur de R. Albert. La qualité du style éclate pourtant, éveille la curiosité et je peux bien avouer que les perles scintillantes que constituaient les articles d'Albert, dans la grisaille des traductions médiocres et plates du bulletin de l'IC, avaient attiré mon attention bien avant que je me sois douté de l'identité de l'auteur.

L'Internationale communiste avait envoyé Victor Serge à Berlin à cause des événements qui se déroulaient alors en Allemagne, en marche vers une crise révolutionnaire de première grandeur que le mouvement communiste avait attendue depuis 1917 et qui semblait alors mûrir et se développer à un rythme rapide.

Il faut pourtant dire dans cette présentation que, si Victor Serge est un « non-auteur », comme Trotsky fut une « non-personne », la « révolution allemande de 1923 », comme ils disaient entre eux et dans leurs journaux, est également un « non-événement », auquel les historiens ne se sont intéressés que pour la nier ; un comportement qui, comme l'a montré récemment le bicentenaire de la Révolution française, a été maintenant étendu aux révolutions en général, dans un dessein vraisemblablement identique.

Il est donc nécessaire ici de donner au lecteur quelques indications qui lui permettront de se retrouver dans le texte de cette irremplaçable chronique, dont la publication est un événement dont je dois avouer que je le souhaitais ardemment depuis un quart de siècle.

★ ★
★

La crise allemande de 1923 plonge directement ses racines dans la Première Guerre mondiale et son règlement. Les gouvernants

allemands font leur possible pour échapper au fardeau des « réparations » auxquelles les a condamnées la paix des vainqueurs à Versailles. Les gouvernements français et belge, à l'initiative du premier, présidé alors par Raymond Poincaré, entendent bien, pour leur part, « faire payer l'Allemagne ». Ils décident donc d'occuper militairement la région industrielle de la Ruhr, véritable poumon de ce pays, en expliquant qu'il s'agit là d'un « gage productif », en d'autres termes, de prendre l'Allemagne à la gorge en lui enlevant son charbon et les produits de son industrie.

Bien entendu, l'entrée des troupes franco-belges sur le territoire allemand provoque une explosion d'indignation et une vague de nationalisme : attentats, sabotages se succèdent, les forces d'occupation expulsent les cheminots, fusillent les « terroristes » selon un schéma bien connu. Elle donne en tout cas le signal d'une détérioration rapide de la situation économique et sociale, conduisant très vite à une situation dramatique sur le plan politique pour la classe dirigeante, puisqu'elle met une révolution ouvrière à l'ordre du jour.

La crise, qui a commencé sous l'aspect d'une inflation galopante, sans précédent à l'époque, a été suivie d'une paupérisation effroyable et d'une crise sociale d'une telle profondeur qu'en quelques mois des millions d'hommes et de femmes se sont détournés du parti social-démocrate et ont cherché une issue, du côté soit de l'extrême-droite – où apparaissent alors en Bavière les nazis d'Adolf Hitler – soit du parti communiste, le KPD. Après la Révolution russe de 1917 et sa victoire dans un pays arriéré, il semblait donc que s'ouvrait en Allemagne une perspective nouvelle et à un niveau supérieur : tout était possible. Un grand pays industriel, secoué par une crise majeure, possédant un puissant mouvement ouvrier aux vieilles et profondes traditions et un jeune parti communiste soutenu par l'Internationale communiste et le gouvernement soviétique, entrait à son tour dans la voie de la révolution.

Il fallut pourtant du temps à Moscou avant de comprendre que la situation allemande avait pris un véritable tournant et qu'il fallait maintenant s'adapter à une situation tout à fait nouvelle, avec de nouvelles perspectives.

Dans les derniers jours d'août, les plus importants dirigeants du Parti bolchevique, alors en vacances loin de Moscou, s'informent fébrilement, dépouillent la presse allemande, reçoivent et interrogent des militants allemands, afin de se rendre compte de ce qui est réellement en train de se passer dans ce pays. Il semble bien que Zinoviev, Trotsky, Boukharine, aient été frappés par le déferlement d'une vague de grèves spontanées échappant à toute direction qui,

sans mot d'ordre, a chassé du pouvoir l'homme d'affaires Cuno. Travaillant séparément, les dirigeants bolcheviques en arrivent chacun de leur côté à une conclusion identique : il faut préparer sérieusement un Octobre allemand mis à l'ordre du jour par l'Histoire et qui peut changer la face du monde. C'est en ce sens que Zinoviev conclut son rapport devant le bureau politique. Il est suivi par tous les autres, particulièrement par Trotsky qui apporte des éléments supplémentaires. Staline, plus sceptique, semble-t-il, ne se compromet pas.

Bientôt commence le travail de la « commission allemande » de l'IC qui réunit pour préparer l'insurrection allemande les dirigeants russes, la direction du KPD, des spécialistes militaires et des techniciens. C'était probablement la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier qu'une insurrection était préparée avec autant de soin et d'attention, sous tous ses aspects, tant politiques que techniques et évidemment militaires. Tous les dirigeants importants du KPD, majoritaires ou minoritaires, sont convoqués à Moscou où ils constituent une grosse délégation que contrôle mal le chef du parti, le maçon Heinrich Brandler. Ce dernier, plutôt sceptique au départ – il eut le choc de sa vie en découvrant Moscou mobilisé par l'Octobre allemand –, se rallie sans discussion : il ne parlera que plus tard des réserves qu'il aurait alors gardées pour lui.

Nous savons par Ruth Fischer, qui était membre de cette commission, qu'elle élabora un plan avec le maximum de préparation technique et militaire, un plan financier, un projet détaillé de constitution d'une Armée rouge allemande, le passage dans la clandestinité de nombreux cadres du parti et les nécessaires mesures de protection. Le plan entrait dans les détails avec un véritable calendrier établi d'avance. On devait, du côté du KPD, accepter les propositions des social-démocrates de gauche des *Länder* de Saxe et de Thuringe et constituer avec eux des « gouvernements ouvriers » qui accepteraient alors d'armer les milices ouvrières en formation sous le nom de « centuries prolétariennes ». Dès lors, l'intervention de la Reichswehr serait inévitable. Dans cette perspective, un congrès des comités d'usine devait jouer le rôle du congrès des soviets en Russie et appeler à la grève générale, dans le cours de laquelle, à l'appel des gouvernements ouvriers menacés de la Saxe et de la Thuringe ouvrières, se développerait l'insurrection. La guerre civile allemande commencerait donc par un appel à la résistance à la Reichswehr pour se terminer par la prise du pouvoir. Dans un long article intitulé « Problèmes de la Révolution allemande », Zinoviev lui-même traçait les principales lignes du développement de la révolution allemande dans les

semaines à venir, cependant que Trotsky obtenait la fixation de la date de l'insurrection.

Bien des discussions ont été menées alors à Moscou, qui n'ont qu'un faible écho indirect dans les rues des villes allemandes ou la chronique de Serge. Fallait-il appeler à créer des soviets, comme le pensait Zinoviev, ou utiliser comme tels les comités d'usine, comme le proposait Trotsky ? Quels devaient être les rapports avec les militaires qui se prononçaient pour une alliance russe, les « nationaux-bolchevistes » ? Fallait-il, comme le réclamait le KPD, envoyer Trotsky en Allemagne pour diriger l'insurrection, ou bien Zinoviev, comme il le revendiquait, en tant que président de l'IC, devait-il en prendre la tête ?

Ce plan soigneusement élaboré s'effondra presque au dernier moment, alors que ses premières phases s'étaient déroulées sans encombre. Les gouvernements « ouvriers » s'étaient formés, avec des ministres communistes, et les « centuries prolétariennes » commençaient à s'armer. Le gouvernement du Reich se préparait à envoyer la Reichswehr, et la Saxe convoquait le congrès des conseils d'usine. C'est là que se produisit le raté. Lors de ce congrès, à Chemnitz, les social-démocrates de gauche de Saxe du Dr Zeigner reculèrent devant la décision d'appeler à la grève générale et refusèrent de franchir le Rubicon.

Les représentants de la « commission allemande » sur place – Radek, Piatakov, Ounschlicht – estimèrent qu'il n'était pas possible de poursuivre l'application du plan initial en l'absence de cette condition déterminante qu'était l'appui des social-démocrates de gauche. L'insurrection fut donc décommandée. Une erreur de transmission fit qu'elle eut pourtant lieu à Hambourg. Cet incident sanglant aggrava les conditions de la retraite sans combat que mena dès lors, sans même s'en apercevoir, le KPD qui s'était cru si proche du pouvoir. Pour Trotsky, la direction de l'IC, trop absorbée dans la lutte interne, n'avait vu que trop tard la nouvelle situation allemande et n'avait pas saisi le conservatisme de la direction du KPD, paniquée par le pas décisif à franchir, comme l'avaient été en Russie, à la veille d'Octobre, Zinoviev et Kamenev.

L'échec de l'Octobre allemand, le fiasco, comme on dira de façon expressive, revêt évidemment une importance énorme dans la mesure où il signifie que la révolution est isolée en Russie pour des années. Mais il est intéressant de voir plus concrètement la façon dont la mobilisation, puis la défaite, pesèrent, dans le PC russe et en URSS comme dans l'IC et ses sections, les autres partis communistes du monde.

Il y eut, en effet, en Union soviétique, une véritable mobilisation de masse autour de l'Octobre allemand. La question était sur tous

les murs sous forme d'affiches, dans les journaux sous forme d'enquêtes et d'articles, à l'ordre du jour de toutes les réunions avec le problème de l'aide financière. La constitution d'un « fonds allemand » passa par la collecte des alliances des familles les plus modestes et la préparation de plans pour ravitailler les ouvriers allemands victorieux. La presse exaltait le « bloc de deux cents millions d'êtres humains » contre lequel aucune guerre ne serait possible. Boukharine, à l'Université de Moscou, électrisait les étudiants en les appelant à « jeter les livres et empoigner les fusils ». C'était là incontestablement le terrain sur lequel se constitua, notamment dans les Jeunesses communistes et dans les Rabfaki (facultés ouvrières), la couche de jeunes qui allait être la base de l'Opposition de gauche, et qui poussa Trotsky à engager contre la troïka de ses adversaires – Zinoviev, Kamenev et Staline – ce combat qu'il avait si longtemps différé.

D'un autre côté, la défaite provoqua évidemment une sérieuse désillusion et renforça le scepticisme des plus anciens, déjà atteints dans leur confiance en la révolution mondiale par les défaites de l'immédiat après-guerre. Très simplement, la cruelle défaite allemande contribua du coup à la démoralisation et au renforcement de l'isolement sur la base desquels s'étaient constitués la bureaucratie usurpatrice et le pouvoir de Staline.

Il en fut de même dans l'Internationale communiste. De jeunes militants non-allemands qui avaient vécu l'insurrection décommandée, partagèrent les critiques de Trotsky et le suivirent dans le Cours nouveau qui exprimait la poursuite de ce nouvel élan révolutionnaire né en Allemagne : tel est le cas du Canadien Maurice Spector et celui du Bulgare Dimitar Gatchev, qui deviendront tous deux les porte-drapeau de l'Opposition de gauche dans leurs pays respectifs.

Mais, d'un autre côté, la direction du parti qui était en train de se regrouper contre Trotsky, la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline, employa tous les moyens à sa disposition, toutes les méthodes d'appareil, mensonges, calomnies, censure, pour essayer de rejeter sa propre responsabilité sur les épaules de Trotsky. Ne publiant pas les textes de ce dernier ou ne les publiant qu'encadrés par des articles serinant contre-vérités et poisons, tapant inlassablement sur un clou ou l'autre dans d'interminables textes, écœurant sous prétexte de « discussion » tous ceux qui voulaient comprendre, elle réussit à semer le trouble parmi cadres et militants. Enfin, utilisant cyniquement la vénération des militants pour le bolchevisme vainqueur en 1917, elle imposa en son nom une centralisation et une discipline mécanique qui n'avaient rien de commun avec le « centralisme démocratique » préconisé par lui.

Si l'on ajoute que le « fonds allemand » réuni pour la révolution servit à la direction de l'IC pour sa propre politique vis-à-vis des partis communistes, que la défaite allemande fut le prétexte d'une prétendue « bolchevisation » qui chassa des postes dirigeants la génération des pionniers, hommes et femmes indépendants et pensant par eux-mêmes, pour leur substituer des cadres ignorants, inexpérimentés et de toute façon rompus avant tout à l'obéissance et à l'attitude de « bénis-oui-oui », on mesurera mieux la portée de cet échec, moins importante, certes, que ne l'aurait été celle de la victoire, mais tout de même un jalon important dans l'établissement de la dictature de la bureaucratie stalinienne.



Dans ces articles et « Notes d'Allemagne », malgré les coquilles — que nous ne corrigerons pas toujours — et les imperfections, le lecteur retrouvera ou découvrira un grand écrivain de langue française. Il retrouvera des épisodes dont il a forcément entendu parler, car ils sont au menu des médias, comme les débuts de Hitler et son putsch à Munich, mais il découvrira aussi la crise économique dans toute son horreur quotidienne à travers la vie des individus et la paupérisation absolue. Il découvrira aussi la crise révolutionnaire non seulement dans ce qu'elle a de plus quotidien, la misère, la faim, les assassins qui rôdent et ne se cachent même plus, mais encore et surtout avec son aspect de rêve éveillé, la conspiration, l'enthousiasme, l'apprentissage des armes, la fraternité des combattants le doigt sur la gâchette et l'espoir qu'on va changer le monde. Il découvrira les intrigues des grands de ce monde, ces bourgeois qui n'hésitent pas à piller eux-mêmes leurs propres trésors mais veulent avant tout faire payer les autres, ces propriétaires d'acier et de charbon qui veulent s'offrir des consciences comme ils s'offrent des mines. Il pressentira aussi ce qui a été expliqué dans cette introduction, le tournant de l'Histoire, la place de cette révolution avortée dans l'histoire du communisme, le terrible choc d'un poing levé qui s'abaisse sans avoir frappé, d'une défaite sans combat. Il verra de ses yeux le désespoir et l'isolement dans lesquels ont pris racine ce « socialisme dans un seul pays » et ce stalinisme dont le monde est si loin d'avoir été guéri qu'il prospère aujourd'hui même sous des masques, comme sur la place Tian-anmen et autres endroits plus inattendus.

C'est une excellente première que la publication de ces « Notes d'Allemagne » par les éditions de La Brèche et il faut les en remercier. Victor Serge était connu et apprécié comme un

romancier, un historien et un polémiste. Le voilà, par ces chroniques, installé dans un rôle de grand, de très grand reporter, celui qui sait voir et celui qui sait faire voir, celui qui vibre et celui qui touche, bref l'écrivain véritable. Merci à ceux qui rendent possible cette découverte. Personnellement, je les remercie aussi de m'avoir demandé de faire, pour cette édition, présentation et notes, comme je remercie mon ami Vlady et son cousin Bernard Némoz, qui ont été des chaînons indispensables dans l'entreprise qui aboutit aujourd'hui à ce livre.

Et qu'il soit enfin le signe que les jeunes d'aujourd'hui apprennent de nouveau à lire Victor Serge, donc à l'aimer, ce révolutionnaire qui appelait la révolution à veiller sur la petite flammèche d'espoir qu'on connaît encore si mal et qui s'appelle la liberté.

Grenoble, le 17 septembre 1989
Pierre Broué

Notes d'Allemagne

I
Le bilan d'une année

Correspondance internationale, n° 1, 3 janvier 1923

Il est bon que, de temps à autre, l'homme soucieux d'avenir se retourne sur le chemin parcouru et l'interroge du regard. Voulez-vous que nous jetions sur l'année 1922, quatrième année de paix capitaliste depuis l'inexpiable assassinat des peuples, un coup d'œil rétrospectif? L'expérience de cette année condamne-t-elle nos espoirs, justifie-t-elle la vieille société que nous combattons ? Tant de gens qu'hier encore nous croyions des camarades vont disant avec un sourire malin : « Elle est encore solide, la vieille bâtisse dont les prophètes moscovites ont si souvent prédit l'écroulement ! »

Et peut-être le croient-ils, car il n'est pires sourds...

L'année 1922 s'est levée, elle aussi, sur des champs de morts. S'il y avait réellement chez les hommes de ce temps une conscience sociale, elle suffirait à la condamnation du régime. Elle s'est levée sur la grande famine de Russie, sur des millions d'hommes, de femmes et d'enfants mourant dans les neiges de la Volga, tandis qu'on brûlait du maïs en Argentine, qu'on entassait du blé – « invendable, vous comprenez, à cause des prix bas » – en Amérique, que la surabondance des bateaux disponibles aux Etats-Unis et en Angleterre déterminait une grave crise de la navigation. L'humanité bourgeoise chrétienne, éclairée de science et de philosophie a froidement regardé mourir les moujiks en supputant ce que ces entassements de cadavres lui permettraient d'extorquer aux soviets de concessions avantageuses...

Les hommes d'Etat des puissances victorieuses vouaient cependant toute leur ingéniosité à rationnellement affamer l'Autriche, puis l'Allemagne. La complaisance de la bourgeoisie germanique, à laquelle la fin de l'Europe se présente pour le

moment sous les aspects d'une bonne affaire, aidant, des résultats remarquables ont été atteints dans ce sens. L'Autriche n'est plus qu'une fiction diplomatique. Cent mille chômeurs y crèvent tout doucement de faim. Cinq cent mille prolétaires épuisés y attendent, sous la houlette de Friedrich Adler [1], leur tour de crever. En Allemagne, le coût de la vie a augmenté près de quarante fois ; le chômage menace ; le pain noir devient plus noir, l'enfant tuberculeux pullule, comme le mendiant mutilé, le voleur, la prostituée, le fonctionnaire vendu au *Schieber* – spéculateur – ou vendable à n'importe qui... La social-démocratie renonce à défendre la journée de huit heures, les grèves désespérées s'achèvent par des défaites : car les trusts s'enrichissent de l'immense misère de près de cinquante millions d'hommes. Et l'on sent nettement se rapprocher chaque jour, comme une ombre planant déjà sur toutes choses, la catastrophe de demain.

Le mark allemand a rejoint la couronne autrichienne. Le franc et la lire italienne, dont la stabilité artificielle repose dans une large mesure sur des marks-or, il est vrai, de plus en plus hypothétiques, ont manifesté des oscillations inquiétantes.

Débâcle, vente à l'encan, sous-alimentation, surexploitation, inflation financière formidable de l'Allemagne. Etranglement de Vienne. Chômage et marasme industriel en Tchécoslovaquie. Misère stagnante de la Pologne (dont le mark vaut trois fois moins que le mark allemand) et de la Hongrie de Horthy [2]. Voilà pour l'économie.

En politique intérieure, règne de l'homme-au-gourdin et du bourreau. L'année s'ouvre par les massacres de mineurs de Johannesburg. On pend Childers – et bien d'autres – en Irlande, on fusille le communiste Kingissep à Reval, le communiste Pourine à Riga [3], on pend encore (après sept mois de répression !) dans le Rand [4]. Terreur légale instituée pour un gouverneur anglais en Egypte « indépendante ». Lois scélérates en Yougoslavie. Terreur en Hongrie, en Roumanie. En Pologne et en Estonie, les députés communistes endossent la vareuse des forçats. En Italie, Benito Mussolini, renégat du socialisme, se fait porter à la dictature, sans nulle peine, par des incendiaires de Bourses du travail dont la « révolution » victorieuse a principalement consisté à traquer l'ennemi de classe désarmé et décimé et à purger des prisonniers, sans doute pour bien accentuer la note ignoble des choses.

En politique internationale, la note comique domine. Palabres, palabres ! De conférences en conférences, les diplomates promènent leurs soucieuses calvities. Washington, Cannes, Gênes, La Haye, Paris, Londres, re-Londres, Lausanne, longs voyages, longs palabres, longues intrigues, fiascos, fiascos ! En un an la question

des dettes interalliées ne s'est pas rapprochée d'un millimètre d'une solution. Celle du désarmement, mieux vaut n'en point parler. Celle des réparations s'est aggravée à un degré tel que nul ne peut plus se dissimuler l'état de guerre latente de l'Europe capitaliste. Parfois, les résultats obtenus par les hommes d'Etat sont exactement contraires aux buts poursuivis. A Gênes, il s'agissait de réduire à merci la République des soviets : et le seul résultat de la conférence fut le traité de Rapallo qui rétablit ses relations avec l'Allemagne. A Paris, il s'agissait de rapiécer le traité de Sèvres que la Turquie nouvelle déchirait le lendemain – irrémédiablement – d'un large coup de baïonnette. A Lausanne, il s'agit de passer autour du cou de cette Turquie nouvelle un lacet à toute épreuve. Rien n'est fait. Le feu couve en Orient. Les financiers de la City mesurent tous les jours le danger croissant où se trouvent les pétroles de Mossoul et la route des Indes...

– Oui, mais il y a le socialisme !

Le socialisme, hélas ! continue lui aussi dans la voie où il est entré le 2 août 1914. On pend dans le Rand, on fusille en Irlande, on massacre aux Indes : le Labour Party se tait. Signataire du traité de Versailles, M. Vandervelde [5] déblatère contre les soviets. Quand triomphe le fascisme, Jules Destrée [6], autre ex-ministre socialiste du roi des Belges, s'en félicite hautement. M. Paul Levi [7], naguère communiste et l'un des premiers insurgés contre « la tyrannie moscovite » achève une évolution accidentelle en tombant dans les bras de Scheidemann et de Noske [8]. La social-démocratie indépendante, faute de pouvoir payer ses fonctionnaires, fusionne avec les majoritaires à tout faire – et le vieux Ledebour [9] s'en va... Serrati [10], après que l'Italie ouvrière, vaincue parce que divisée et trahie, ait chaque jour versé son sang pendant dix-huit mois, fait amende honorable et sollicite sa réadmission à l'Internationale communiste... Le socialisme démocratique, depuis longtemps attaché aux destinées de la société bourgeoise, apparaît, comme elle, en déliquescence. Il n'a fait en 1922 qu'une grande campagne, contre la révolution russe, pour les socialistes révolutionnaires de contre-révolution. Il a repoussé la proposition communiste de front unique. Il se prépare à remanier solennellement, au congrès de Hambourg, le socialisme des ministres et celui des velléitaires, les Internationales de Londres et de Vienne.

Dans toutes les batailles sociales de l'année, sa complicité a procuré la victoire à l'offensive patronale. Sur les cheminots et les mineurs aux Etats-Unis – grâce à M. Gompers [11] et aux réformistes qui ont permis l'exportation du charbon d'Europe – sur les mineurs du Rand, sur les cheminots allemands et hier encore, sur les grévistes de Ludwigshafen.

Ainsi va le vieux monde, ainsi va le « socialisme », vivant outrage au socialisme véritable ! Domaine de ce qui meurt, de ce qui pourrit d'une société dont le déclin, pour s'être ralenti, n'en reste pas moins indéniable. Tournons nos regards vers ce qui naît, dans la douleur, la peine, l'effort, l'incertitude de toute nativité.

Malgré les immenses souffrances d'un lendemain de guerre civile et de famine, malgré les maux accablants d'une époque de transition au socialisme dans un pays arriéré, ruiné, cerné par des puissances capitalistes, en voie de dégénérescence, la Russie des soviets clôt son année sur ce bilan :

La production nationalisée tombée à 6 % de la production normale en 1919-1920 est remontée en 1921-1922 à 25 % environ. Au cours de la même année, le salaire réel des ouvriers russes, bien que leurs privations soient grandes encore, a plus que doublé. La campagne s'est pacifiée, l'impôt en nature est rentré intégralement. La famine, non sans de navrants sacrifices certes, est à peu près vaincue. A Gênes, à La Haye, à Lausanne, la République rouge n'a rien cédé de sa dignité, ni de son droit [12]. Elle a proclamé, à la face des puissances, le droit de l'expropriation révolutionnaire. Une éclatante victoire bien plus morale que militaire lui a restitué l'Extrême-Orient sibérien tout entier, obligeant l'impérialisme japonais à lâcher sa proie : Vladivostok. Et la fin de l'année l'a trouvée au travail, achevant au Xe Congrès des soviets son unification intérieure...

Tournons-nous vers ce qui naît !

1. Friedrich Adler (1879-1960), un des dirigeants du parti social-démocrate autrichien, avait été le secrétaire de l'UPS, dite Internationale 2 $^{1/2}$, et allait devenir aussi secrétaire de l'IOS (la IIe Internationale).

2. Miklós Horthy von Nagybánya (1868-1957) commanda, en 1918, la flotte austro-hongroise, puis les troupes blanches contre l'Armée rouge de la République des conseils. Avec le titre de « régent », il gouverna la Hongrie en dictateur jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

3. Le nationaliste et indépendantiste irlandais Robert Erskine Childers (1870-1922), venait de rejoindre l'IRA quand il fut pris par des soldats de l'Etat libre, jugé et condamné par un tribunal militaire et fusillé. Viktor Kingisepp (1888-1922), membre de la direction du PC estonien, avait été arrêté au retour d'un voyage en URSS, sommairement jugé et fusillé. Arnold Pourine avait été arrêté, condamné et exécuté à peu près au même moment, à Riga.

4. Il s'agit de la grève des mineurs blancs du Rand, qui vit 220 grévistes tués et 1500 arrêtés.

5. Emile Vandervelde (1866-1938), leader du Parti ouvrier belge, avait été ministre pendant la guerre et ministre de la Justice en 1920.

6. Jules Destrée (1863-1936), avocat, spécialiste de la question wallonne, avait été ministre des Sciences et des Arts.

7. Paul Levi (1883-1930), avocat de Rosa Luxemburg, avait été à la tête du parti allemand, le KPD, de 1919 à avril 1921 et avait eu un grave conflit avec l'IC à propos de l'action insurrectionnelle de mars 1921 qu'il qualifiait de « putsch ». Il était revenu au parti social-démocrate.

8. Philip Scheidemannn (1865-1939) était l'un des dirigeants des « socialistes de guerre », chef du gouvernement après l'élection de son collègue Ebert à la présidence de la République. Gustav Noske, (1868-1946) social-démocrate de droite, lié à l'état-major et partisan de la politique coloniale, avait organisé la répression contre les révolutionnaires allemands et portait la responsabilité politique de nombre de meurtres, commis par les Corps-Francs.

9. Georg Ledebour (1850-1947) avait été le plus pittoresque des porte-parole des gauches allemandes, s'était retrouvé presque seul au parti social-démocrate indépendant après le retour du gros de ce parti au parti social-démocrate.

10. Giacinto M. Serrati (1874-1926), leader des maximalistes italiens, avait rompu avec l'IC en 1921, mais revint vers l'Internationale communiste où il fut admis en 1924.

11. Samuel Gompers (1850-1924), ouvrier cigarier, était devenu le leader de la centrale américaine AFL.

12. La question des confiscations et indemnisations pour confiscation de biens étrangers par les Russes avait été au centre des conférences internationales énumérées ci-dessus.

II
L'anniversaire du 15 janvier : Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg

Correspondance internationale, n° 3, 10 janvier 1923

Le 15 janvier est devenu, depuis 1919, pour tous les révolutionnaires du monde un jour de deuil.

Le 15 janvier 1919, la jeune révolution allemande était décapitée et le sort de la révolution européenne compromis, par le double assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg [1].

Il ne faut rien oublier de ce jour-là. La guerre des classes continue. Rappelons ce qu'a fait l'ennemi, ce dont il est capable. Voici des documents : une liasse du *Vorwärts* [2] social-démocrate, des déclarations officielles... Relisons cela, camarades, au moment de l'occupation de la Ruhr, tandis que s'installe la faim au foyer de trente millions de travailleurs allemands...

Les 13-14 janvier 1919, les spartakistes – ce sont les communistes allemands du fier groupe Spartacus qui, seul, a défié naguère le Kaiser et Ludendorff [3] – se battent dans les rues de Berlin contre les troupes d'un gouvernement socialiste. C'est ce gouvernement qui a provoqué l'émeute en destituant le préfet rouge de Berlin, notre camarade Eichhorn [4]. La classe ouvrière entend garder le pouvoir dans la capitale. De la défensive, elle passe à l'offensive et c'est une bataille pour le pouvoir qui s'engage.

Le 14 janvier, le gouvernement social-démocrate, manifestement inquiet, lance un appel à la population... « Défendons nos frontières contre le nouveau despotisme militaire de la Russie » – c'est écrit en 1919, à un moment où plusieurs miracles historiques paraissent nécessaires pour sauver la Russie communiste affamée et cernée contre laquelle opèrent Koltchak, Denikine et Ioudenitch [5] ! – « Le bolchevisme est la mort de la paix, la mort de la liberté, la mort du socialisme... » écrivent ceux qui, le surlendemain, vont trouer les têtes de Karl et de Rosa ! « Le

gouvernement actuel est composé de social-démocrates [...] représentants de la classe ouvrière [...] Le gouvernement actuel défend la cause de la démocratie et du socialisme... » Et c'est signé : Ebert, Scheidemann, Landsberg, Noske, Wissell [6].

Le 15 janvier, la victoire de l'ordre socialiste s'affirme. Liebknecht, reconnu et dénoncé, est capturé dans un faubourg de Berlin, Mannheimerstrasse, 43, à Wilmersdorf. Le *Vorwärts* exulte : il rentre ce même jour dans ses locaux habituels d'où la police de Noske a chassé les « bandits » spartakistes. Puis, un jour de silence. L'ordre.

Le 17, à l'aube, Berlin ouvrier apprend par les journaux l'abominable tragédie qu'on lui cache depuis quarante-huit heures. Il y a quarante-huit heures que Karl et Rosa sont morts « victimes de la guerre civile qu'ils avaient eux-mêmes allumée » écrit l'anonyme rédacteur du *Vorwärts* préposé au lavage du pavé après l'assassinat.

Un avis officiel de la préfecture – on dit *Polizeïpraesidium* – relate le crime en termes d'une telle imbécillité administrative qu'on en a honte pour les assassins. Ecoutez.

« Arrêté le soir à Wilmersdorf, le Dr Karl Liebknecht avait été amené à l'hôtel Eden où siégait l'état-major de la division de cavalerie de la garde. De là, il devait être transféré à la prison de Moabit.

« A 9 h, une foule nombreuse obstruait les issues de l'hôtel. On réussit à faire sortir le Dr Liebknecht par une porte de service et à le faire monter dans une auto en l'avertissant qu'à la moindre tentative d'évasion, les hommes de garde feraient usage de leurs armes. » (Ce maladroit aveu de préméditation est souligné dans le texte.) « La foule entoura l'auto. Un inconnu porta par derrière au Dr Liebknecht un coup violent à la tête. Le sang coula d'abondance. Le chauffeur donna de la vitesse. Pour éviter les attroupements, il fut décidé de faire un détour par le Tiergarten. Auprès du Neuen See, la voiture stoppa, le moteur déréglé par un excès de vitesse devant être réparé. On demanda au Dr Liebknecht s'il se sentait la force de gagner à pied la chaussée de Charlottenbourg où l'on espérait rencontrer un taxi. Le prisonnier répondit affirmativement. A peine s'était-on éloigné de cinquante mètres de la voiture que le Dr Liebknecht se détacha de son escorte et se mit à courir droit devant lui. Un homme, en tentant de le retenir, reçut un coup de couteau à la main droite. » (Souligné dans l'original.) « Comme Liebknecht ne cessait pas de courir, en dépit de sommations réitérées, plusieurs coups de feu furent tirés après lui. Il tomba, tué sur le coup. »

Le Tiergarten est un vaste parc situé au milieu de la ville, désert le soir. On y conduit Liebknecht « pour éviter les attroupements ». Liebknecht n'a pas la présence d'esprit de se jeter dans les fourrés qui bordent des deux côtés toutes les allées. Il « court droit devant lui », sachant très bien qu'on va tirer sur lui. Ce prisonnier emmené sous menace de mort, n'a pas les mains liées. A l'état-major de la garde, on lui a même laissé un couteau. Scrupuleux, les soldats de Noske réitèrent leurs sommations avant d'abattre, tué raide, cet homme qui court dans l'obscurité d'un bois à 11 h du soir !

Pour composer cette inepte version, les autorités n'ont pas eu besoin de moins de quarante-huit heures. Il fallait bien expliquer qu'arrêté sans avoir opposé la moindre résistance à 9 h 30, Liebknecht était tué dans un lieu désert deux heures plus tard !

A la même heure, mourait Rosa Luxemburg...

« La foule menaçante qui entourait l'hôtel Eden avait tenté à plusieurs reprises de s'emparer de Madame Rosa Luxemburg. Ses gardes réussirent à l'amener jusqu'au marchepied de l'automobile préparée pour elle. A ce moment, une mêlée se produisit. Madame Rosa Luxemburg se trouva séparée des hommes d'escorte qui ne l'arrachèrent à la foule que sans connaissance. Ils l'étendirent sur la banquette de devant de la voiture. Comme l'auto démarrait, un inconnu sauta sur le marchepied et tira à bout portant sur Madame Rosa Luxemburg évanouie un coup de pistolet.

« L'auto fila par le Kurfürstendamm vers le centre de Berlin. A la hauteur du canal, des inconnus crièrent : Halte ! Le chauffeur, croyant avoir à faire à une patrouille, obéit. La foule entoura la voiture au crit de : "C'est la Rosa !" Le corps de Madame Rosa Luxemburg en fut arraché et entraîné dans l'obscurité. »

La dépouille de l'assassinée allait être jetée dans le canal.

Dans l'histoire contemporaine, fertile en horreurs variées, il y a peu de scènes aussi hideuses que celle de cette foule bourgeoise acharnée à lyncher une prisonnière, une femme à cheveux blancs, en syncope, qui est l'une des plus hautes intelligences du socialisme mondial. Il faut remonter à la répression de la Commune de Paris pour trouver quelque chose d'approchant. Les Versaillaises de 1871 touchaient du bout de leurs ombrelles — avec une petite moue de dégoût sans doute — les corps de ces affreux communards. Les Berlinois de 1919 traînent sur le pavé, jusqu'au canal, le corps pantelant de Rosa Luxemburg.

Et le lendemain le *Vorwärts* écrivait : « La social-démocratie, malgré tous les égarements de droite et de gauche, défend l'ordre, la vie humaine, le droit contre la force. C'est pourquoi elle combat ! Que nul ne croie qu'on la peut désarmer ! » Dans le même numéro, épinglons les titres et sous-titres suivants : « La fin du

bolchevisme » — « Pétrograd meurt » — « La contre-révolution en Russie » — « Gorki, en fuite, serait arrivé à Londres ».

Quatre années ont passé depuis. L'assassin principal de Liebknecht est mort accidentellement. Les assassins de Rosa Luxemburg, connus, n'ont pas été poursuivis. L'un d'eux, Runge, a fait des aveux : ses indiscrétions lui ont valu six mois de prison. Le geôlier Tamschick qui, à la prison de Moabit, a successivement tué Leo Tychko et Dorrenbach [7], a recu de l'avancement...

Quatre années se sont écoulées. On connaît maintenant les fruits de la victoire, acquise à ce prix, de la social-démocratie allemande.

Grâce à elle, la révolution prolétarienne qui pouvait vaincre en Allemagne centrale n'a pas vaincu. Les Stinnes, les Thyssen, les trusteurs de l'Anilin et de bien d'autres industries ont connu de beaux jours. M. Cuno de la Hamburg — America Linie [8] gouverne.

L'Allemagne ouvrière, que la social-démocratie menaçait en 1919 de blocus et de famine, si elle faisait sa révolution, n'a pas fait sa révolution, et n'en est pas moins affamée. L'Allemagne ouvrière, que les Scheidemann menaçaient d'une intervention alliée, voit peut-être à cette heure les Sénégalais entrer dans la Ruhr. Le fascisme la menace. On a tué Erzberger et Rathenau [9], grands bourgeois à peine radicaux ; et Ludendorff n'a pas été inquiété et le colonel Hitler [10] organise tranquillement en Bavière ses troupes d'assaut blanches.

« Ordre, respect de la vie humaine, droit, socialisme » écrivaient les social-démocrates aux jours de la mort de Karl et de Rosa — avec un singulier cynisme. La réalité a d'autres noms : famine, colonisation de l'Allemagne par le capital étranger, triomphe de la grande spéculation, gouvernement de profiteurs, offensive patronale, armement de la réaction.

Communistes, nous ne professons point de fatalisme historique. Dans la lutte des classes, il n'y a pas de défaites ou de victoires fatales. Des forces matérielles, intellectuelles, morales se heurtent, et la plus forte brise l'autre. En janvier 1919, la révolution russe arrivait, bien qu'en danger mortel, dans son corps à corps avec la réaction à l'apogée de sa puissance d'expansion et de création. La Hongrie s'acheminait vers le régime des soviets. Le flot révolutionnaire montait en Italie. Dans les Etats victorieux, la démobilisation n'était pas faite : les travailleurs en armes revenaient des tranchées avec leur formidable colère mal contenue ; la bourgeoisie craintive et lâche de l'arrière reculait partout devant eux. L'Allemagne ouvrière voulait réaliser son programme de socialisation, suivre le grand exemple russe. Elle avait encore ces quatre admirables têtes : Franz Mehring [11], érudit et penseur intrépide,

l'âme du groupe Spartacus ; Leo Tychko (Jogiches), le meilleur des organisateurs, le plus habile des conspirateurs ; Karl et Rosa. L'Allemagne ouvrière pouvait vaincre.

La contre-révolution bourgeoise et socialiste abattit trois têtes, puis le vieux Franz Mehring mourut dans ce brusque, noir, désespérant, crépuscule de défaite. La social-démocratie savait bien qu'une classe décapitée est à demi-vaincue. Ses égorgeurs achevaient l'œuvre de démoralisation commencée par sa trahison. Si, au lieu de cela, elle avait rempli son plus élémentaire devoir socialiste, quel avenir s'ouvrait à la classe ouvrière d'Europe, après un âpre combat, certes, mais le morne présent ne fait que retarder, ne fera que prolonger ! Pensons-y le jour de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. Souvenons-nous de quoi l'ennemi est capable. Il y a, dans le crime du 15 janvier 1919, une grande leçon historique.

1. Karl Liebknecht (1880-1919), fils d'un des fondateurs du parti social-démocrate allemand, avocat des pauvres, leader des jeunesses et du combat anti-militariste, et Rosa Luxemburg (1870-1919), d'origine polonaise, théoricienne de la gauche de la social-démocratie allemande, avaient ensemble fondé le KPD ; arrêtés en même temps, ils furent également assassinés dans la même nuit.

2. Le *Vorwärts* (*En avant*), quotidien de l'organisation berlinoise de tendance gauche en 1914, avait été saisi par les autorités militaires et remis à l'exécutif du parti dont il était devenu le porte-parole.

3. Kaiser est le mot allemand qui se traduit par empereur ; il s'agit ici de Guillaume II (1859-1941) qui avait abdiqué après la révolution de novembre 1918.

Erich Ludendorff (1865-1937), général, avait été le chef d'état-major de Hindenburg. D'extrême-droite, il était l'ennemi des Juifs, des bolcheviks, des francs-maçons et protégeait Adolf Hitler.

4. Emil Eichhorn (1863-1925), social-démocrate indépendant, était devenu préfet de police de Berlin en novembre 1918 ; sa révocation devait provoquer le soulèvement de janvier 1918 des ouvriers berlinois.

5. A. V. Koltchak (1874-1920), amiral, avait été « commandant suprême » des Blancs et, à ce titre, invité à la conférence de la Paix à Versailles ; les bolcheviks l'avaient pris et fusillé. A. I. Denikine (1872-1947) et N. N. Ioudenitch (1862-1933) avaient commandé les armées blanches au Sud et à l'Ouest.

6. Friedrich Ebert (1871-1925), secrétaire du parti social-démocrate et patron de l'appareil, avait pris la tête du gouvernement en novembre 1918 au double titre de chancelier du Reich et de président du Conseil

des commissaires du peuple. Il avait été élu président de la République en 1919. Otto Landsberg (1869-1957) et Rudolf Wissell (1869-1962) étaient, comme Ebert, Noske et Scheidemann, également ministres et commissaires du peuple.

7. Leo Jogiches (1867-1919), dit entre autres Tyszka, organisateur du parti social-démocrate en Pologne et longtemps compagnon de Rosa Luxemburg, avait été l'organisateur de la Ligue Spartacus et avait été assassiné en prison, après son arrestation, par le brigadier de police Ernst Tamschik, de même que Heinrich Dorrenbach (1888-1919), lieutenant, commandant de la Division de marine du peuple, les « marins rouges ».

8. Hugo Stinnes (1870-1924) était en train de construire un empire industriel dont il ne connaissait pas lui-même les frontières. Fritz Thyssen (1842-1926), un industriel, magnat de l'acier, avait adhéré au parti nazi. La Badische Anilin allait vers le regroupement de l'industrie chimique allemande finalement réalisé en 1925 au sein de l'I. G. Farben. Wilhelm Cuno (1876-1933), du DVP, parti populaire, était l'ancien président de la compagnie maritime Hamburg-Amerika Linie.

9. Matthias Erzberger (1875-1921), membre du Zentrum catholique, avait dirigé la délégation allemande à la commission d'armistice et avait été assassiné par des extrémistes de droite ; Walter Rathenau (1867-1922), président de l'AEG, ministre des affaires étrangères en 1922, avait également été assassiné par des gens d'extrême-droite.

10. Visiblement, Victor Serge ne s'est pas encore beaucoup informé sur Hitler, puisqu'il qualifie de « colonel » l'ancien caporal. Il est vrai que ce dernier venait juste d'apparaître dans la presse.

11. Franz Mehring (1846-1919), critique littéraire et historien, avait rejoint Liebknecht et Luxemburg pendant la guerre et appartenait au jeune KPD.

III
Nouvelles d'Allemagne

Correspondance internationale, n° 12, 9 février 1923

Qu'advient-il des finances allemandes ? Bien hardi serait l'éminent économiste qui se chargerait d'en pronostiquer l'évolution. La banqueroute est un fait. Elle est chaque jour plus ruineuse, plus complète. Jusqu'où ira-t-elle ?

Du 17 au 23 janvier – rapport officiel –, la Banque nationale a émis pour 217 000 000 000 (neuf zéros...) de marks de nouveaux billets de banque. Et dans les premiers jours de février, de gros établissements financiers berlinois ne payaient pas plus de 150 000 marks, faute de papier monnaie !

On annonce ces jours-ci l'émission de billets de 50 000 marks et prochainement celle de billets de 100 000.

Au total il y avait en circulation, le 23 janvier, pour 1 654 600 000 000... lisez : mille six cent cinquante-quatre milliards... de billets de banque [1].

Les presses de l'Etat continuent à fonctionner. Et les hommes d'Etat les plus chauves étudient le problème de la stabilisation du mark !

La hausse des prix, ou pour mieux dire la diminution automatique, à l'infini, des salaires va naturellement de pair avec les émissions. Qu'on en juge :

Le 3 février, au soir, une livre de beurre fin se vendait 6 900 marks et le 5 février, 7 200 marks. Dans le même laps de temps, la margarine de seconde qualité, le beurre du pauvre, montait de 10 % : de 4 200 à 4 500 ; les pommes de terre de 15 %, de 26 marks la livre à 30 ; le saindoux passait de 6 000 à 7 200 la livre (20 %) ; un œuf de 380 à 420 marks (11 %).

Il est à remarquer que ce sont les articles de consommation les plus usuels dont les prix montent le plus.

Pendant ce temps, on discute les augmentations de salaires ultérieures. Quand elles arriveront, les prix auront encore doublé ou triplé.

Une centaine de cas d'empoisonnement par la mauvaise farine ont été constatés aux environs de Berlin et plusieurs cas par la viande de cheval pourrie. Plusieurs cas mortels. On entrevoit à la lumière de ce fait divers comment se nourrissent les pauvres d'Allemagne.

En janvier, 116 574 personnes dont 9 135 femmes, sans gîte ont été hébergées par les asiles de nuit de Berlin. En janvier 1922, le nombre des sans-gîte berlinois n'était que de 78 263. Augmentation : 38 211 en un an. Qui paie les... réparations ?

Nous avons signalé en son temps la mort d'un député communiste au Landtag de Bavière, Hagemeister[2], un des courageux prisonniers de la révolution soviétique à Munich, mort le 16 janvier à la forteresse de Niederschoenenfeld où il purgeait une longue peine de réclusion.

La vérité, révélée par la fraction communiste du Reichstag, c'est que Hagemeister est mort des suites de mauvais traitements. Malade, il s'est vu refuser le secours d'un médecin. Il a passé des nuits désespérées dans l'isolement absolu de sa cellule, tour à tour transi et brûlé par la fièvre. L'administration pénitentiaire a consciemment laissé mourir, à l'abandon, cet ennemi de classe condamné et sans défense.

C'est ainsi qu'on tue dans les prisons de la démocratie allemande. Remarquons que la mort authentique de Hagemeister a fait beaucoup, beaucoup moins de bruit dans la presse socialiste d'Europe que la mort imaginaire du socialiste révolutionnaire Timofeiev, à Moscou, naguère...

On tue passablement dans la Ruhr. C'est par dizaines que se comptent déjà les pauvres gens abattus à coup de fusil par des sentinelles françaises ou belges que des consignes féroces abrutissent. A Düsseldorf, un écolier a été tué : il regardait peut-être d'un œil moqueur les troupes sur la place. Une fillette à côté du petit assassiné a reçu une balle dans le ventre. M. Poincaré[3] appelle à la « protection – pacifique ! – de ses ingénieurs ». Il emploie ingénieusement l'euphémisme. Au fond, il ne fait que traiter les habitants de la Ruhr comme les grévistes du Havre[4]. C'est son métier. Mais quand il recevra les douze balles, il ne les aura pas volées.

1. Victor Serge emploie ici le mot « trillion » et plus loin le mot « billion » qui, depuis 1948, sont respectivement 10^{18} et 10^{12}. Pour éviter

toute confusion, nous employons ici « milliard » pour « billion » et « 1 000 milliards » pour « trillion », leur sens exact en 1923 ! Par la suite, nous avons laissé les termes employés par Serge.

2. August Hagemeister, membre du conseil ouvrier de Munich, lié à Max Levien, avait été membre du KPD et condamné à dix ans de prison.

3. Raymond Poincaré (1860-1934) avait été président de la République, surnommé « Poincaré-la-Guerre ». Après la guerre, devenu « l'homme qui rit » à cause d'une célèbre photo prise dans un cimetière militaire, il était redevenu président du Conseil d'un gouvernement du Bloc national.

4. La grève des métallos du Havre, commencée le 19 juin 1922 par 14 000 grévistes, était une riposte aux diminutions de salaires de 15 % décidées par le patronat. Au bout de neuf semaines, les métallos avaient été rejoints par les dockers, les gaziers, les traminots et les ouvriers du bâtiment. Le 28 août, les forces de l'ordre étaient intervenues contre une manifestation, faisant quatre morts.

IV
Dans la débâcle de l'Allemagne bourgeoise

Correspondance internationale, n° 56, 13 juillet 1923

La situation révolutionnaire mûrit en Allemagne. L'accroissement remarquable et si rapide de l'influence communiste le fait peut-être le mieux ressortir. Après s'être maintenue pendant de longs mois à un tirage moyen de 25 000 exemplaires, *Die Rote Fahne* de Berlin, tirant désormais à 60 000, dépasse le *Vorwärts*. Et l'on sait qu'elle n'est que l'un des trente quotidiens du parti allemand. L'augmentation des effectifs du parti est aussi sensible ; l'extension de son influence syndicale, l'hégémonie morale qu'il exerce dans le mouvement, le plus vivant du monde prolétarien de l'Allemagne, des comités d'usine – son rôle décisif dans la vie politique en Saxe et en Thuringe –, ses éclatants succès électoraux dans une contrée aussi arriérée que le Mecklenbourg-Strelitz [1] nous apportent autant de témoignages du réveil, dans les masses, de la volonté d'action. Quand un parti communiste se développe de la sorte, c'est que l'on approche d'un tournant de l'histoire. Les révolutionnaires allemands en ont conscience.

Die Rote Fahne du 12 juillet publie un document dont le style et le ton nous ramènent à la veille des grandes journées de 1919. Il s'agit d'un appel du comité central du Parti communiste allemand au Parti. La gravité de la situation politique y est dénoncée sans ménagement et sans emphase en termes précis. Les conclusions sont formulées avec la sobre énergie d'un défi jeté après mûre réflexion à la réaction qui guette aux coins des lois. Le comité central du Parti communiste mentionne les préparatifs faits dans la région rhénane pour y proclamer, sous l'égide des autorités d'occupation et avec leur concours financier, une république rhénane. Les fascistes bavarois ont reçu de l'argent français ; certains fascistes rhénans en reçoivent encore. Le gouvernement et

les social-démocrates qui y participent sont parfaitement au courant des préparatifs de coup de force de la réaction et de l'intervention étrangère. L'action fasciste peut commencer aussi par des mesures du gouvernement central contre la Saxe et la Thuringe rouge ; elle peut enfin devenir la soudaine conséquence d'une simple lutte des salaires. Mais citons le document même :

« Notre parti doit porter la combativité de ses organisations à un degré tel qu'elles ne soient en aucun endroit surprises par le déclanchement de la guerre civile.

« [...] Au cas où les communications légales seraient entravées par la grève générale des postes et des chemins de fer ou par les opérations militaires, il convient d'assurer, à l'avance, tous nos services de liaison.

« [...] Les fascistes comptent vaincre dans la guerre civile par une brutalité foudroyante et par la violence la plus résolue. Tous les travailleurs qui, leur ayant résisté, seront faits prisonniers doivent être passés par les armes. Pour briser les grèves, ils iront jusqu'à faire fusiller chaque dixième gréviste. Leur coup de force ne peut être réprimé que par la terreur rouge, opposée à la terreur blanche. Si les fascistes, armés jusqu'aux dents, fusillent nos combattants prolétariens, ils nous trouveront implacables et résolus à les anéantir. S'ils collent au mur le dixième gréviste, les travailleurs révolutionnaires fusilleront le cinquième fasciste.

« Les associations fascistes sont armées et équipées militairement. Les travailleurs qui ne sont pas encore en possession d'armes doivent savoir où et quand ils peuvent, en cas de besoin, s'armer. »

C'est dans la Ruhr et la région occupée que la classe ouvrière est la plus menacée. Le parti considère comme impossible la lutte armée contre l'impérialisme français et y envisage, en cas de nécessité, la grève générale.

Pourquoi ?

Les blés allemands sont plus chers en Allemagne même que les blés américains et argentins. Cent kilogrammes de céréales coûtaient dans les premiers jours de juillet, à Hambourg (frêt compris pour les blés étrangers) :

Froment de la Plata	11,50 gouldens soit	730 000 marks
Froment américain	11,70 gouldens soit	737 000 marks
Seigle russe	8,35 gouldens soit	530 000 marks
Seigle allemand		610 000 marks
Froment allemand		850 000 marks

Corollaire : en une semaine le prix d'un pain monte de 7 000 à 20 000 marks dans le commerce libre et de 4 200 à 10 000 (à

partir du 23 juillet) à la carte, pour les pauvres. Du 29 juin au 5 juillet, le coût minimum de la vie d'un ménage avec deux enfants a augmenté de 147 000 pour une semaine, s'élevant au total à 919 668 marks d'après l'index officiel. Du 10 au 11 juillet, on observait à Berlin, en vingt-quatre heures, un augmentation du coût de la vie de 22 %. La livre de margarine passait de 34 000 à 38 000 marks, un œuf de 3 400 à 4 400, une livre de lard de 35 000 à 48 000 (soit 37 % d'augmentation). Il est question, il est vrai, de réviser les salaires... tous les dix jours.

Tels sont les résultats des efforts combinés d'un gouvernement à la dévotion du gros capital et des agrariens et de l'impérialisme français.

Dans cette Allemagne ouvrière, la statistique constate que depuis les nouvelles chutes du mark, le chômage a légèrement décru. En mai, il n'y avait que 6,2 % de sans-travail parmi les syndiqués contre 7 % en avril. Dans l'industrie du tabac, la plus atteinte, il n'y en avait que 21,5 % au lieu de 32,3 %. Le nombre des sans-travail secourus par les organisations (ils sont loin de l'être tous) est tombé, dans le même laps de temps, de 279 135 à 244 742. Les industries atteintes par des restrictions de la durée du travail enbrassent 5 400 000 ouvriers dont 1 159 963 soit 21,7 % ne font que des semaines écourtées (cordonniers, métallurgistes, textile, vêtement, tabac).

Quand on sait que l'ouvrier allemand a depuis longtemps épuisé ses réserves et ses économies, quels salaires dérisoires il gagne lorsqu'il fait des semaines complètes, on peut se représenter la somme de misère que représentent ces chiffres. On s'explique alors les troubles de la région rhénane et de la Saxe, au cours desquels un certain nombre de sans-travail ont été tués par la police de l'ordre démocratique.

La danse du dollar continue. Le Reich consacre des millions-or à « stabiliser le mark », c'est-à-dire en empêcher une volatilisation par trop rapide et à favoriser les jeux de bourses des barons-bandits de la finance. A ce propos, la fraction communiste du Reichstag pose à M. Cuno les perfides questions ci-dessous : « La firme steamers Hugo Stinnes (société de navigation) a été exemptée de la livraison obligatoire des devises étrangères. Pourquoi ? Est-elle la seule ? »

Elle n'est pas la seule. Et qui ne comprend pourquoi ?

Mais le 10 juillet au soir, le dollar, coté 256 000 ou 266 000 marks à Danzig et 276 000 marks à New York, ne l'était officiellement à Berlin, grâce à l'action gouvernementale, qu'à 187 000 marks. La différence entre le change réel et le change officiel est

payée par les petits porteurs — les seuls touchés — aux grands établissements financiers. Ça s'appelle « stabiliser »...

La dette flottante du Reich a doublé en juin, atteignant le beau chiffre de 24,9 billions de marks. Au 30 juin, il y avait du papier monnaie en circulation pour 17 291,1 milliards de marks.

Mais si les finances du Reich s'expriment par des chiffres – négatifs ! – aussi fabuleux, si la banqueroute de l'Etat s'accuse tous les jours un peu plus, les grands établissements financiers, eux, paraissent prospères. Voyez plutôt. La *Diskontogesellschaft*, troisième banque allemande, publie son bilan. Il se clot, par un bénéfice net de 4,8 milliards de marks c'est-à-dire augmenté vingt-quatre fois par rapport à celui de l'an dernier. Elle paie 250 % de dividendes à ses bienheureux actionnaires. Tous ces chiffres sont d'ailleurs frelatés pour ne pas trop effaroucher les gens sans pain ni chemise qui lisent tout de même les journaux.

La *Dresdner Bank* ne paie elle que 200 % de dividendes pour 1922. Son compte de profits et pertes se clôt avec un bénéfice net de 18 227 522 795 marks.

L'inflation fiduciaire grossit évidement tous ces chiffres qui, ramenés aux proportions de 1914, n'en resteraient pas moins fort respectables. Surtout au pays des enfants tuberculeux, des salaires les plus misérables, de la mendicité et de la prostitution la plus développée.

Nous n'avons produit ici que des chiffres, des faits notoires, connus, publiés, incontestés. Ils te montrent, camarade, ce que c'est qu'une société capitaliste en décomposition à la veille de quelque formidable crise... Ils expliquent pourquoi les communistes allemands, seuls dans ce grand naufrage à voir la réalité en face, tiennent, en revendiquant la saisie des valeurs réelles de la bourgeoisie, le langage résolu que nous avons cité plus haut.

1. Des élections venaient d'avoir lieu au Landtag de Mecklenburg-Strelitz. Le PC, qui n'était pas représenté jusqu'alors, avait obtenu sept mandats sur trente-cinq et 10 853 voix sur 53 467, dans un pays sans industrie.

V
Un document sur le patriotisme allemand

Correspondance internationale, n° 44, 1er juillet 1923

La presse communiste de France et d'Allemagne vient de s'enrichir d'une collaboration aussi inattendue que précieuse, celle de M. Lutterbeck, suppléant du Regierungspräsident de Dusseldorf, auteur d'une lettre au général Denvignes, dont certains passages méritent de rester dans la littérature ouvrière. Le Préfet suppléant de Dusseldorf sollicite le bienveillant concours du commandement français pour réprimer le mouvement ouvrier [1]. Nous ne pourrions exprimer mieux que lui les besoins et les raisons de la solidarité capitaliste internationale. Le rappel des événements de 1871 revêt sous la plume du haut-fonctionnaire prussien écrivant à un lieutenant de Foch [2] une saveur toute particulière. Mais citons textuellement :

« Des événements tels que ceux de Gelsenkirchen sont de nature à encourager les éléments hostiles à l'Etat. De nouveaux troubles se produiront et l'ordre, qui est la base nécessaire de la culture et de la production, menace d'être ébranlé pour un temps assez prolongé.

« Le jeu serait dangereux si la France s'imaginait pouvoir, dans les circonstances présentes, rétablir facilement la situation normale. La région industrielle est trop complexe pour qu'une étincelle, partie d'une ville, ne puisse devenir flamme dans une autre et flamme telle que la force des armes ne la puisse maîtriser et que ni le Rhin, ni les frontières de l'Allemagne au-delà du Rhin, ne la puissent arrêter. Cette menace est suspendue sur le monde. Et si le commandement français attend dans l'inaction que l'émeute s'en prenne à lui, il semblera que la France souhaite l'ébranlement de l'autorité allemande dans la Ruhr à tout prix, même au prix d'un soulèvement qui menacerait la civilisation européenne en mettant

la Ruhr au pouvoir de la populace. Ce jeu est dangereux pour la France même. L'armée d'occupation n'est pas constituée de matériel inanimé, fusils, mitrailleuses et tanks ; des hommes qui ont des yeux et des oreilles portent ces armes. Ils risquent d'emporter de la Ruhr une semence dangereuse appelée à germer en territoire français. En présence de ces dangers, je me permets de souligner les lourdes responsabilités que le commandement français encourrait en se montrant indulgent envers l'anarchie. S'il n'agit pas lui-même, son devoir est tout au moins de laisser aux autorités allemandes les mains libres pour accomplir le leur. M. le président du conseil Poincaré a dernièrement déclaré au député socialiste Auriol [3] que des incidents en territoire occupé ne sont pas inévitables, témoin le précédent de 1871-1872. A cette époque, il ne se produisit pas en France de conflits entre l'occupant et les populations. Je me permets de rappeler à ce propos que lors du soulèvement de la Commune de Paris, le commandement allemand alla de son mieux au-devant des besoins des autorités françaises, agissant en vue de la répression [4]. Je suis dans l'obligation de vous demander d'observer une attitude analogue si, à l'avenir, des collisions dangereuses ne peuvent pas être évitées. »

Ce haut-fonctionnaire prussien n'est pas embarrassé de scrupules patriotiques. L'idéologie de revanche, qu'il cultive sans doute, n'obscurcit nullement son sain jugement de bourgeois conscient. Il est fait pour s'entendre avec ces clairvoyants bourgeois français qui en 1918-1919, les morts de la Grande Guerre à peine enterrés, affirmaient carrément : plutôt Ludendorff que Liebknecht.

1. A partir du 16 mai, la Ruhr avait été secouée par une série de grèves sauvages et d'émeutes spontanées. Les incidents les plus graves avaient eu lieu à Gelsenkirchen, pillages, violences, etc.

2. Ferdinand Foch (1851-1929), maréchal de France en 1918, avait été le commandant en chef des forces alliées à la fin de la guerre.

3. Vincent Auriol (1884-1966), avocat, était alors un obscur député socialiste ; il devait devenir président de la République.

4. Bismarck fit libérer nombre d'officiers de l'armée impériale faits prisonniers notamment à Sedan, pour encadrer les troupes versaillaises dans la reconquête de Paris communard.

VI
La disette à Berlin

Correspondance internationale, n° 61, 30 juillet 1923

Il faut qu'on puisse mesurer, jour après jour, le progrès du glissement vers l'abîme de ce grand pays capitaliste, merveilleusement organisé, qu'est l'Allemagne.

Les faits nouveaux de la semaine sont : la crise du papier-monnaie, la disette – formelle – de pommes de terre et de matières grasses, la hausse énorme du coût de la vie, la baisse proportionnelle des salaires. La Reichsbank émet des billions de marks-papier chaque jour : mais à la Bourse de New York, le mark tombe plus vite. A peine imprimés, les billets de banque allemands ne valent plus ce qu'ils coûtent de papier et d'encre. Ces jours derniers, les coupons ont fait défaut. On a dû mobiliser en hâte des imprimeries privées et y faire imprimer des coupures de un, deux, cinq et dix millions de marks... Elles ne sont pas encore en circulation que le dollar, qui valait il y a cinq jours 400 000 marks, est coté à 1 000 000 (28 au soir). Qu'on fasse vite imprimer des coupures, d'un, cinq et dix milliards !

Du 20 au 26, le coût de la vie a augmenté de 50 %. Du 25 au 27, en deux jours, les prix des vivres faisaient un bond de... 107,7 % (beurre : de 70 000 la livre à 180 000 ; margarine de 50 000 à 80 000 ; viande de porc de 60 000 à 120 000, etc.). L'office des statistiques du Reich falsifie délibérément l'index du coût de la vie. Le 23, il constatait pour la semaine écoulée une augmentation de 36,1 % : *Rote Fahne* vérifiait et trouvait 50 %. Les ménagères vérifient mieux encore.

Elles trouvent pis... Les boutiquiers refusent tout simplement de leur vendre. Ils attendent la hausse de la semaine prochaine pour faire de plus beaux bénéfices ou moins risquer. De sorte que les pommes de terre – aliment essentiel du travailleur allemand –,

le beurre, la margarine, le lait, ont disparu sur le marché berlinois depuis quatre jours. Comme les veilles de révolution se ressemblent ! L'accapareur est un des derniers produits d'une société exploitatrice en décomposition.

Mais tous nos chiffres ne valent que comparés à ceux des salaires. Je connais un ouvrier qualifié bien payé qui gagnait en mars dernier 500 000 marks environ, à l'époque le dollar était « stabilisé » à 20 000, cela lui faisait 25 dollars environ par mois. En juillet son salaire s'est élevé à quatre millions environ, soit, si nous admettons une valeur moyenne du dollar de trois cent mille, 13 à 14 dollars c'est-à-dire une diminution nette de 11 sur 25). A la fin de 1922, me dit-il, il gagnait 3 000 marks par mois, ce qui lui faisait plus de 30 dollars. En deux ans son salaire réel a baissé de moitié. C'est un social-démocrate ; mais il s'est mis à lire *Die Rote Fahne.* Quand il y lit que les salaires sont en hausse en Russie, il fronce les sourcils et demeure songeur.

La bourgeoisie a peur

La *Kreuz-Zeitung* du Centre catholique, très modéré, vient d'écrire que « l'on observe dans la population le même état d'esprit qu'à la vielle du 9 novembre 1918 », c'est-à-dire la chute du Kaiser. Sans doute, mais qu'est-ce qui pourrait bien tomber aujourd'hui ? M. Cuno ? Ce ne serait pas grand-chose. D'où vient donc l'inquiétude du bourgeois ?

Il est assez probable que M. Cuno va tomber, en effet ; mais là n'est pas l'important. Sa brillante opération de stabilisation du mark a coûté à la Reichsbank quelques deux cents millions de marks-or : elle a prodigieusement enrichi quelques requins de la finance et chevaliers d'industrie. Le 25, les actions de la Siemens-Rhein-Elbe-Schuckert Union (Stinnes) montaient d'un coup de 60 %. Certaines valeurs atteignaient deux millions pour cent de leur valeur nominale. Mais on ne peut pas tondre indéfiniment le pauvre de cette façon. Le bourgmestre de Berlin est allé, sur mandat de son conseil municipal, faire d'amères représentations à M. Cuno. « Un orage est suspendu sur la capitale. Si les événements de Francfort [1] et de Breslau se reproduisaient à Berlin ils prendraient figure de révolution. Le sort du pays se joue dans nos rues *. » On a entendu dire ces choses au conseil municipal, le 27. Les édiles n'en ont d'ailleurs pas moins décidé d'élever les prix de l'eau, du gaz et de l'électricité...

Tout ceci explique l'anxiété causée par l'annonce des manifestations antifascistes du 29 [2]. M. Severing [3] les défendait. Le Parti

communiste les maintenait – faisant ressortir ainsi tout le désarroi de l'adversaire, obligeant le ministre Severing à démasquer ses batteries. C'est fait. Nous sommes en possession d'une circulaire secrète adressée par ses soins à toutes les unités de la police, de la police criminelle et de la Reichswehr. Ordre de se tenir prêtes à toutes les éventualités. Ne tolérer aucun attroupement. Agir avec la plus grande énergie. Employer la force des armes. Si la police ne suffit pas à sa tâche, la troupe doit donner. Qu'est-ce à dire ? Le ministre socialiste des ploutocrates, des agitateurs, des accapareurs et des spéculateurs, se rendant compte de l'immensité du danger, craignant la grande manifestation populaire qui eut réalisé dans la rue le bloc des affamés et des ennemis de la réaction, – celui de toute la population pauvre en somme – prenait le parti désespéré de faire, lui, le bloc de la force armée et des bandes fascistes pour noyer tout de suite le mouvement dans le sang. Le parti a déjoué cette provocation. Il peut se flatter d'avoir fait trembler les gouvernants de la République. Il n'a d'ailleurs pu décommander sa manifestation ; au cortège en plein air de Potsdam, il a substitué vingt-trois meetings de masse à Berlin et aux environs.

Le parti social-démocrate – auquel appartient Severing – est dans un profond embarras. Il a dégagé maladroitement sa responsabilité des événements de Francfort. Contrairement à ses habitudes, il a observé sur les préparatifs de la manifestation antifasciste un silence presque complet. Breitscheid [4] y élève la voix pour exiger la cessation de la neutralité bienveillante à l'égard de M. Cuno et d'adoption par le parti d'une politique d'opposition résolue. Pour l'instant un fait crève les yeux, même les yeux des social-démocrates les plus attardés dans le rang : le Parti communiste est le seul qui dénonce tout le mal, appelle toute chose par son nom, montre les remèdes : saisie des valeurs réelles, gouvernement ouvrier, rapprochement avec la Russie des soviets.

M. Cuno s'en va...

M. Cuno n'a pas encore démissionné au moment où j'écris ; mais il est devenu sans cela tellement impossible qu'il n'est question que de son départ. Qui le remplacera ? Ce lundi 30, la disette s'est aggravée. Beaucoup d'échoppes dans les marchés et aux halles sont fermées : pas de vivres. Un journal bourgeois, *Neue Berliner Zeitung*, écrit : « Nous sommes devant une catastrophe autrement grave qu'une crise ministérielle. » M. Cuno, l'habile homme d'affaires de la Hamburg Amerika-Linie, a dilapidé une partie du trésor du Reich, acculé le Reich à la banqueroute, tué le

mark qu'il voulait « stabiliser », placé le pays devant la famine, discrédité puissamment le gouvernement bourgeois. Admirable jeu des institutions démocratiques ! Ce ministre — « responsable devant la Chambre », comme ils le sont tous —, ayant créé cette jolie situation, tire sa révérence et s'en va. Mais qui le remplacera ? Personne ne veut du terrible héritage. Il est question d'une grande coalition dont feraient partie, avec les éléments bourgeois de droite et M. Stresemann[5], les social-démocrates. Le fait que pour imposer encore au peuple allemand une persévérante politique de ruine et d'affamement — au profit de quelques ploutocrates et d'une tourbe de spéculateurs —, il faut absolument le concours du parti social-démocrate. Et de façon ou d'autre le concours est assuré. Nous verrons immanquablement sous peu la social-démocratie officielle tenter encore un suprême effort pour sauver ce lamentable Etat bourgeois qui croule...

La comparaison Allemagne et Russie

De curieuses controverses ont lieu çà et là entre communistes et nationalistes, fascistes, nationaux-socialistes. Les intellectuels prolétarisés, des jeunes gens des classes moyennes tombés dans la misère et que hante le regret de la grande Allemagne prospère des Hohenzollern ne sont ni complètement aveugles ni complètement sourds. Ils se souviennent d'avoir, avec le social-démocrate Noske, réprimé trois tentatives révolutionnaires. Et quel en est le résultat après cinq années d'ordre, démocratique sans doute, mais bourgeois tout de même ? La Ruhr, la faim, la ruine, l'appréhension de sinistres lendemains. L'Allemagne n'est plus une puissance, ni grande ni petite : un soudard français la foule aux pieds — Nos camarades communistes ont beau jeu de montrer à ces adversaires l'exemple de la Russie rouge, redevenue incontestablement une des grandes puissances d'Europe et d'Asie, tenant en échec toutes les diplomaties bourgeoises, fortifiant son armée rouge, créant une aviation, organisant des foires et des grandes expositions, réorganisant ses transports, se préparant moins de deux ans après la famine à exporter du blé, créant de nouvelles banknotes (le *tchervonietz*) parfaitement stables et cotées à Londres, à Stockholm, à Copenhague, comme la livre-sterling, augmentant les salaires de ses travailleurs, les payant — comme on vient de le faire dans diverses usines de Petrograd— en *tchervonietz* ! La démonstration est saisissante. Il est vrai que la Russie a prodigieusement souffert. Mais quel calvaire reste encore à gravir à l'Allemagne ? La preuve est faite que les peuples massacrés, ruinés, jetés dans le chaos par

les guerres impérialistes ne peuvent être sauvés que par la révolution. La preuve est faite que la bourgeoisie est désormais indigne de gouverner les nations. La bourgeoisie russe s'est alliée à l'intervention étrangère contre la nation révolutionnaire, a pillé le trésor de l'Etat (Koltchak), vendu sa flotte (Wrangel[6], Merkoulov) hypothéqué toutes les richessses nationales et sombré finalement dans le déshonneur. La bourgeoisie allemande, pendant cette débâcle de l'Allemagne, place des fonds à l'étranger, spécule, vend aux Français les secrets de son industrie chimique (la *Badische Anilin*), intrigue en Bavière avec les agents de M. Poincaré, dilapide la réserve d'or du Reich... Depuis la guerre mondiale le prolétariat internationaliste est le seul représentant véritable des intérêts vitaux des nations.

* On a remarqué en juin une forte augmentation de la criminalité et des suicides. Dans la seule ville de Berlin, 2 700 attentats à la propriété se sont produits au cours de ce mois. Il y a eu plus de 150 suicides.

1. Le 23 juillet, au cours d'une manifestation organisée en commun à Francfort par le KPD et le SPD, des passants à allure bourgeoise avaient été contraints de porter des pancartes et crier des mots d'ordre, des magasins fermés, des autobus arrêtés ; les heurts avec la police en fin de journée avaient été particulièrement violents. Breslau avait été le théâtre d'incidents analogues.

2. C'était le 29 juillet que *Die Rote Fahne* avait annoncé la décision de la Centrale du KPD de faire du 29 juillet une « journée antifasciste » avec des manifestations dans toutes les villes allemandes. La plupart des Etats les avaient interdites.

3. Carl Severing (1875-1952), qui s'était déjà distingué lors de la répression du mouvement ouvrier dans la Ruhr au lendemain du putsch de Kapp en 1920, était ministre de l'Intérieur en Prusse et avait interdit la manifestation KPD prévue à Potsdam.

4. Rudolf Breitscheid (1874-1944), ancien social-démocrate indépendant, était revenu au parti majoritaire. Il n'appartenait pas à la gauche du parti et sa réaction était d'autant plus significative.

5. Gustav Stresemann (1878-1929), industriel saxon, était un des hommes politiques de droite les plus habiles.

6. P. N. Wrangel (1878-1928), un général de l'armée du tsar, avait été le dernier chef d'armée blanche à tenir tête à l'Armée rouge, avec l'appui du gouvernement français en 1920.

VII
Phynances : l'emprunt-or, etc.

Correspondance internationale, n° 63, 7 août 1923

Moralement effondré, parti, chassé – comme il vous plaira – le cabinet Cuno gouverne encore parce qu'on ne réussit pas à lui trouver de successeur. L'héritage n'en est pas gai à recueillir, – et l'horreur des responsabilités est le propre des démocraties bourgeoises. Donc, pendant qu'on l'enterre, le cabinet Cuno s'occupe de phynances. Par quelle alchimie transmuer en or le papier sans valeur de la Reichsbank ? Il vient d'inventer un emprunt-or, payable en papier au cours du dollar le jour de la souscription, garanti par tous les biens de la nation : banques, industries, commerce, agriculture, bref par tout ce qui est imposable ; pour en payer l'intérêt, le gouvernement aura le droit de prélever cinq cents millions-or sur l'impôt sur le revenu, augmenté au besoin. Les coupures vaudront un, deux, cinq, dix dollars, etc. L'emprunt sera exonéré de l'impôt sur les affaires de bourse et sur les successions, donc d'un placement avantageux ; il rapportera 6 %. Les petites coupures doivent en être remboursées en 1935 à 50 % au-dessus de leur valeur nominale. D'ici là, elles ne rapportent rien. Le but de l'emprunt est de fournir au public allemand une valeur allemande stable : aveu officiel de la mort du mark. Mais... 1935 ! ce cap est lointain. Je doute fort que les classes possédantes de ce pays, fort habiles à déjouer toutes les mesures fiscales – qu'on ne prend d'ailleurs que pour la forme démagogique – souscrivent avec enthousiasme. Elles trouveront certainement moins aléatoire de continuer leurs achats de vrais dollars...

La Reichsbank, elle-même, vient de décider (3 août) de n'accorder de crédits que sur les valeurs stables. N'allez pas lui en demander sur les marks qu'elle émet ! Elle élève en même temps le taux de l'escompte à 30 %, mesure tout à fait dérisoire. Dans le

commerce de gros, les transactions ne se font plus qu'en valeurs étrangères. Le mark ne sert plus qu'à payer les salaires ; c'est la fausse pièce qu'on glisse tous les samedis dans la main de l'ouvrier et qui a, pour lui seul, cours obligatoire.

Revenons pourtant aux pharamineuses « finances » du Reich. Toute l'action du gouvernement Cuno contre la spéculation n'a pas eu d'autres résultats que de favoriser scandaleusement la spéculation. La réglementation du commerce des devises, incontrôlable en réalité, à un gouvernement bourgeois indulgent et faible vis-à-vis des grandes banques dont il est l'instrument, aboutissait le 19 juillet à un fiasco irrémédiable et complet. La Reichsbank, prétendant contrôler la réception des devises par les exportateurs allemands, se chargeait d'en fournir aux importateurs. Ce jour-là, ils lui demandèrent à la Bourse de Berlin pour vingt billions de marks de devises étrangères. La Reichsbank ne pouvait en offrir que pour 14 % de cette somme. La demande était formidablement exagérée par ces bons patriotes que sont les hommes d'affaires. Il y eut un gros conflit entre les banques et la Reichsbank. La réglementation tombait.

L'institution d'un cours officiel du dollar à la Bourse de Berlin avait eu un résultat non moins pittoresque. A Dantzig, à Cologne, à Londres, le dollar payé en marks valait sensiblement plus qu'à Berlin. Résultat : les hommes d'affaires, l'achetaient en Allemagne à vil prix, l'exportaient... à Dantzig et réalisaient des fortunes aux dépens des porteurs de petites sommes en *valuta* et de l'Etat. Toujours ce patriotisme, ce sentiment de l'intérêt national du bon bourgeois !

Un gouvernement bourgeois, c'est-à-dire représentant les intérêts de la haute finance, du grand patronat, de la grande propriété foncière qui, dans le naufrage de la nation, s'enrichissent encore et croient, avec l'aveuglement des classes condamnées, pouvoir s'enrichir indéfiniment de la misère collective, – qui, faisant partie d'associations capitalistes internationales, en réalité, croient pouvoir soustraire une grande partie de leurs richesses à l'emprise même d'une révolution, qui, enfin, sont les responsables directs de la catastrophe exclusivement causée par leur égoïsme de classe riche résolue à ne rien céder de son bien – périsse plutôt l'univers ! –, est évidemment voué, dans une pareille crise, à la plus ridicule impuissance...

La volatilisation des salaires continue

Du 23 au 30 juillet, augmentation officielle du coût de la vie de 31,7 %. Du 27 juillet au 2 août la viande de bœuf passe de 58

et 109 000 marks la livre, à 130 et 180 000 ; un œuf de 6 et 17 000 marks à 12 et 25 000 ; le pain de 1 200 grammes, dans le commerce libre de 31 000 à 58 000, 100 briquettes de charbon qui valaient le 27 juillet 60 000 valent, le 2 août, 98 000 et le 4 août 218 000 marks. Quant aux salaires...

On parle, on revendique, on commence plutôt à revendiquer dans la bureaucratie social-démocrate des syndicats des salaires calculés en valeurs stables. Les salaires actuels sont révisés non sans peine, luttes, efforts, échecs répétés, toutes les semaines ou tous les dix jours ou tous les quinze jours, selon les corporations. Et ils diminuent automatiquement tous les jours... Du 27 juillet au 2 août, l'index hebdomadaire du coût de la vie pour un ménage ouvrier ayant deux enfants en bas âge, monte de 93 % et atteint le chiffre minimum de 5 158 912 marks, à peu près le salaire mensuel de beaucoup de ménages.

Pour comble, les salaires ne sont pas toujours payés ! A Munich, depuis une dizaine de jours, il y a crise de papier-monnaie, les banques ne délivrent pas plus de 500 000 marks – 2,50 F d'avant-guerre ! – par personne et par semaine. Les ouvriers reçoivent des bons qui seront payés plus tard ; ne serait-ce que dans trois jours ils auront déjà perdu la moitié de leur valeur. Même crise à Cologne. Dans le Mecklenbourg, les métallurgistes doivent attendre leurs salaires...

Troubles à Oberhausen (Ruhr) : la police tire sur les travailleurs descendus dans la rue pour crier qu'ils n'ont plus de pain : deux tués, huit blessés. Troubles à Wiesbaden. Troubles à Munich. Troubles à Dresde. Troubles dans l'Erzgebirge. Le problème se pose en ces termes : pendant combien de temps le plomb de l'ordre bourgeois pourra-t-il, dans un pays de soixante millions d'habitants, dont les neuf dixièmes sont dans une situation misérable, tenir lieu de pain ?

Le dernier défenseur de la bourgeoisie allemande

La social-démocratie s'aperçoit enfin que ça ne va pas du tout. Les grands partis bourgeois lâchent M. Cuno autant qu'ils le peuvent lâcher ; la social-démocratie hésite, délibère et... lui vote la confiance. Trente députés social-démocrates de l'opposition se réunissent à Weimar (30 juillet) ; Kurt Rosenfeld [1], l'ex-indépendant, et Paul Levi, l'ex-communiste, discourent. Que veulent-ils ? L'opposition au cabinet Cuno (il serait temps...) le renoncement à la grande coalition ministérielle – de Stinnes aux socialistes – en préparation (tiens, tiens !), la collaboration avec

les communistes... (ni plus ni moins). Il est touchant de voir Paul Levi souhaiter la collaboration avec le Parti communiste qu'il a trahi, quitté, essayé de noyauter, calomnié, injurié... Cet exécrable parti moscovite a donc du bon à ses yeux, quand le prolétariat affamé et désespéré commence à lâcher les Paul Levi, et les Rosenfeld tout autant que les Stampfer et les Wels [2] ? Tous ces ex-social-démocrates indépendants restent, par excellence, le parti de l'hésitation et de la vaine protestation ; leur attitude actuelle montre seulement qu'ils se rendent compte de la croissante désaffection des masses à l'endroit de la social-démocratie. S'ils avaient vraiment quelque énergie révolutionnaire elle ne pourrait avoir qu'une conséquence : la rupture immédiate avec le lamentable parti réformiste social-démocrate, parti de tous les reniements, parti de toutes les turpitudes qui demain, va tenter, avec Stinnes, de sauver encore le capitalisme allemand. Par 120 contre 60 (dit-on), la fraction social-démocrate du Reichstag décide en effet (le 4 août) de maintenir son attitude précédente à l'égard de M. Cuno et de préparer la grande coalition ministérielle, dont le citoyen Stampfer se fait dans *le Vorwärts* le chaleureux avocat... Les social-démocrates de Hesse se prononcent déjà hautement pour la collaboration ministérielle. *Le parti socialiste réformiste est en Allemagne le dernier, le plus tenace, le plus influent, des défenseurs de la société bourgeoise en pleine faillite...*

1. Kurt Rosenfeld (1877-1943), ancien social-démocrate indépendant, revenu au SPD en 1922, avait participé à Weimar à la conférence d'organisation de la gauche du KPD inspirée par Paul Levi.

2. Friedrich Stampfer (1874-1957), journaliste d'origine autrichienne, était rédacteur en chef du *Vorwärts.* Otto Wels (1873-1939), ouvrier tapissier, avait gagné une réputation d'homme à poigne en 1918-1919 contre les révolutionnaires, en tant que commandant militaire de Berlin. En 1920, c'est lui qui avait organisé la résistance au putsch de Kapp.

VIII
La grève générale en Allemagne

Correspondance internationale, n° 64, 15 août 1923

Le jeudi 9 août, le chancelier Cuno, l'homme de la banqueroute et de la disette, dont toute la presse et l'opinion déclaraient la succession ouverte, se présentait devant le Reichstag, lui demandait un vote de confiance et l'obtenait : les social-démocrates observaient à son égard une neutralité bienveillante. Il avait tout à fait, pendant la mémorable séance, l'aspect d'un homme fini, accablé par ses responsabilités. Il commençait son discours par ces mots : « Dans quelques jours... » – « Dans quelques jours, lui criait un interrupteur, le dollar vaudra dix millions ! » Sous la huée des communistes, il baissait la tête. puis il bredouillait que « le gouvernement réprimera impitoyablement les troubles ». La majorité lui votait la confiance et le lendemain le *Berliner Tageblatt* déclarait « la crise ministérielle désormais inadmissible ». L'organe de Stinnes le *Deutsche Allgemeine Zeitung* louait dans son article leader, la parole « si claire, si forte, si résolue » de M. Cuno et concluait : « Il n'y a pas de crise ministérielle ». M. Cuno restait. On était le vendredi... Et le samedi 11, M. Cuno s'en allait.

L'unanimité des partis bourgeois avait dit au banqueroutier – la social-démocratie opinant du bonnet – « Vous gardez le pouvoir ! » La classe ouvrière lui criait : « Va-t-en ! » Et il s'en allait.

Il faisait sagement. Depuis deux jours, les cours du Reichstag étaient assiégés par d'innombrables délégations des usines qui venaient réclamer la démission de M. Cuno. Le samedi (10 août), la grève est quasi générale dans toute l'Allemagne. De grandes usines berlinoises commençaient la résistance passive, grève perlée systématisée et plus vigoureuse. Les métallurgistes berlinois cessaient le travail. Les imprimeurs aussi – notamment ceux de la

Reichsbank ; une grève du métro venait d'être mal étouffée. A Hambourg, le travail avait cessé dans le port. A Lübeck en Saxe, à Emden, à Brandebourg, à Géra, à Lausitz, à Hanovre, à Léa, de formidables mouvements de masse interrompaient la vie économique, jetaient des foules dans la rue, tournaient parfois à l'émeute, dressaient devant le boutiquier et le capitaliste la menace immédiate d'une révolution.

La social-démocratie réunissait alors sa fraction parlementaire et révisait ses décisions de l'avant-veille. Trois partis bourgeois, le Centre catholique, les démocrates et le Parti populaire allemand souscrivaient tout de suite au programme de coalition des social-démocrates (énergiques mesures financières, révision de la politique fiscale sur la base d'une impulsion de leurs réelles, lutte contre l'inflation, orientation vers le rétablissement du mark-or, salaire en valeur stable, épuration de la Reichswehr des organisations illégales, solution du problème des répartitions, compatible avec l'unité et la souveraineté du peuple allemand, adhésion à la Société des nations). Le cabinet Stresemann était formé. Le chef en est un vieil homme d'affaires ambitieux, que l'on dit à poigne, qui été leader du Parti national-libéral et dirige maintenant le Parti populaire allemand, à la dévotion de M. Stinnes. Sa grande coalition signifie l'alliance de la ploutocratie et de la social-démocratie, de Stinnes et de Noske pour remédier à la faillite et combattre la révolution.

L'homme de Stinnes, l'ancien syndic de l'Union des industriels saxons, l'ex-monarchiste « avancé » s'est adjoint, pour gouverner l'Allemagne ouvrière affamée, à bout de force, l'éminent « marxiste » de l'école autrichienne, Hilferding [1], auteur du *Capital financier*, ancien rédacteur de la *Freiheit*, du Parti social-démocrate indépendant, le plus grand théoricien, après Kautsky, du réformisme socialiste – et l'un des paternes fossoyeurs de la Commission de socialisation de 1918. Il a gardé à l'Intérieur, le social-démocrate Oeser et réinstallé à la Justice le social-démocrate Radbruch [2] des extraditions scandaleuses. Pendant que s'installait au pouvoir cette brillante coalition, tous les partis d'une bourgeoisie impitoyablement égoïste, qui vient d'acculer la nation à l'abîme et d'une social-démocratie à plat ventre devant elle, le sang ouvrier coulait dans presque toute l'Allemagne... Il y a bien eu cinquante morts, cinquante assassinats d'ouvriers en trois jours...

Quelques causes et effets de la banqueroute

La grande coalition doit remédier à un beau gâchis. En moins d'une semaine, la crise économique s'est aggravée dans des porpor-

tions invraisemblables. Le 7, le dollar était coté à New York 2 127 600 marks ; le 9, il valait 6 500 000 marks. Le même jour, le *bushel* de blé se payait à New York 2,08 dollars et à Berlin 2,45 dollars. Le blé était sensiblement plus cher à Berlin qu'au pays du dollar. Les prix montaient fabuleusement. Du 7 au 8, ils doublaient ou triplaient (1 œuf passait de 15 à 30 000 ; une livre de pommes de terre de 15 à 30 000 ; la livre de farine de 70 000 à 150 000 ; le riz de 50 000 à 200 000 ; le café de 600 000 à 1 800 000 marks). En trois jours, le prix du pain triplait, passant de 82 000 à 160 000 marks, puis à 240 000 marks. Du 7 au 8 août, les prix des vêtements et des chaussures bondissaient plus haut encore. Les chaussures d'hommes, le meilleur marché passait de 3 500 000 à 9 500 000. Le tramway était à 20 000, les journaux arrivaient à 30 000. Or, l'index du commerce de gros de la *Frankfurter Zeitung* accusait déjà pour le mois de juillet une augmentation de 617 %. Pour que ces chiffres effarants aient encore une signification précise, il faut les comparer une fois de plus à ceux des salaires. Dans les premiers jours d'août, les prix du commerce de gros étaient 286 248 fois ceux d'avant-guerre ; les salaires étaient 87 000 fois ceux d'avant-guerre. L'ouvrier de 1923 a donc perdu les deux tiers de son salaire de 1914. Les salaires de l'ouvrier allemand varient en règle générale entre 5 et 25 centimes – d'avant-guerre – l'heure de travail. Quant aux pensionnés, aux invalides, aux retraités, nous en connaissons auxquels on a payé en juillet une mensualité de 10 800 marks (un parcours en tramway). Devant cette fabuleuse hausse quotidienne des prix, les détaillants, pris eux-mêmes à la gorge par les négociants en gros, limitaient la vente ou l'arrêtaient, craignant de plus pouvoir se ravitailler. L'ouvrière se voyait refuser son argent par l'épicier circonspect. Le lait, le beurre, les œufs, les pommes de terre, les légumes manquaient. Le jeudi 9, les détaillants faisaient grève et les grands magasins se solidarisaient avec eux, exigeant du gouvernement qu'on leur permît de fixer les prix en marks-or – à une population laborieuse payée en marks-papier ! Pour comble, la banque d'Etat fermait ses portes, débordée par la demande de papier-monnaie. Depuis huit jours, on manquait de coupures. On imprimait sans arrêt des cinq, dix et vingt millions – on imprime maintenant jusque dans des imprimeries privées des assignats de 50 et 100 000 000. La ville de Berlin met en circulation de vieilles coupures dont une surcharge augmente mille fois la valeur. Les banques émettaient des chèques de 5 000 000 quelquefois dactylographiés que peu de gens acceptaient...

Le rapport du ministre des Finances, Hermes [3], au Reichstag apportait des révélations écrasantes. La dette publique du Reich qui

s'élevait au 1er janvier à 1 629 milliards atteignit le 4 août à 210 millions de marks-or. Dans les dix premiers jours d'août, la dette de l'Etat s'est accrue de 40 % alors que ses revenus, en fin juillet, couvraient à peine 4 % des dépenses. Ces jours-ci, ils n'en couvraient pas plus de 2 %. Autrement dit, l'Etat allemand n'avait plus de revenus.

Beaux mécanismes d'un Etat capitaliste ! Industriels et négociants calculent en dollars, ne font des affaires qu'en dollars ou autre *valuta* stable. Le mark, répétons-le, n'est plus que la fausse monnaie que le patron glisse tous les samedis aux ouvriers – et que le patron, le financier, l'agioteur glissent aussi au receveur des contributions quand ils consentent, après six mois ou deux ans de retard à payer les impôts. La Reichsbank a accordé au commerce et à l'industrie des crédits en or qui lui ont été remboursés en papier déprécié. En un an, elle a ainsi donné aux capitalistes près de cinquante millions de marks-or – et cet appauvrissement de l'Etat est une des causes principales de la mort du mark. Quand on demanda au directeur de la Reichsbank, M. Havenstein [4], quelles preuves de l'étendue de leurs besoins lui donnaient les demandeurs de devises étrangères, ce digne financier répondit froidement : « La parole de l'homme d'affaires. »

Plus un sou vaillant dans les caisses de l'Etat. La réserve d'or donnée aux forbans de la haute finance. Plus de vivres dans les villes, plus de salaires, plus même de papier-monnaie disponibles pour distribuer un semblant de salaires. – La social-démocratie a bien trahi, assoupi et aveuli une partie de ce peuple ouvrier. Le militarisme français l'écrase dans la Ruhr, prêt à se coaliser lui aussi, avec Stinnes et Noske contre l'insurrection ouvrière. Mais tout de même, ça ne pouvait pas durer. Sous la pression d'un irrésistible mouvement gréviste et des émeutes de la faim, le gouvernement Cuno, avant de culbuter, faisait voter au Reichstag une série de lois obligeant enfin le négoce, l'industrie, les banques à payer quelque chose : augmentation de 400 % de l'impôt sur les sociétés, taxation nouvelle des gros revenus, variant entre 200 et 1 600 % de l'ancienne ; obligation pour les industriels de payer le double de la retenue sur les salaires des ouvriers (impôts sur les salaires) ; impôt en or sur l'agriculture (1,50 mark par mois pour une propriété valant 2 000 marks d'avant-guerre). La bourgeoisie apeurée avait compris la nécessité de faire des sacrifices.

La grève générale

Au moment où j'écris, la grève générale, proclamée dans toute l'Allemagne par les comités d'usine, semble s'étendre, malgré la

constitution du nouveau gouvernement et les appels réitérés des dirigeants de l'Union des syndicats à la reprise du travail. Les comités d'usine ont, dans la situation actuelle, un rôle qui rappelle quelque peu celui des soviets russes au début de la révolution de mars 1917. Groupant tout ce qu'il y a de viril dans tous les partis ouvriers, ils constituent en face du gouvernement un véritable pouvoir ouvrier. Tout Berlin s'arrête maintenant devant leurs petites affiches rouges, on s'émeut, on discute : personne n'ose les lacérer. Le mouvement gréviste spontané des derniers jours, marqué par les grèves des métallurgistes de Berlin, par celles des mineurs saxons et des dockers de Hambourg, les comités d'usine l'ont canalisé, dirigé, unifié. Partout le mouvement a été formellement condamné et saboté par les dirigeants réformistes des syndicats. Partout la police et la social-démocratie ont fait front contre lui. A Hambourg, samedi, il y a eu plusieurs tués. A Wilhelmsburg, lundi, six. A Hanovre, Noske, potentat social-démocrate du lieu, a fait tirer sur la foule : vingt morts. A Greisz, quinze morts. A Aix-la-Chapelle, dix. A Zeitz (près de Halle) vingt. A Iéna, les fascistes et la Schupo ont donné ensemble, il y a une trentaine de tués et de blessés. A Breslau, on signale un tué et trente blessés. A Kulmbach un tué ; à Crefeld, quatre ; à Ratibor, quatre ; à Strassfurt, un. Mais il est impossible de dénoncer ces événements qui se succèdent et se multiplient d'heure en heure. Partout, on signale des tentatives de pillages de boutiques, le pillage par les ménagères de stocks de pommes de terre sur les marchés, de grandes manifestations de grévistes, de brutales interventions de la police, des morts – ouvriers – et des blessés. Le sang ouvrier cimente la grande coalition. A Halle et à Leipzig, les grévistes ont réquisitionné le bétail des propriétaires fonciers des environs, en ont abattu une partie et ont fait des distributions de viande.

A Halle, les fascistes du « Casque d'acier » attaquent la rédaction du journal : bataille rangée. Non loin de là, à Helmstedt, les jeunes Allemands assaillent les communistes et ont un tué.

Deux fois en vertu d'une nouvelle ordonnance du 10 août sur la presse, signée de Cuno et d'Ebert, qui prévoit la suspension et la confiscation des journaux publiant des appels à la violence contre la république, *Die Rote Fahne* berlinoise a été saisie. A Hambourg, le Sénat a proclamé l'état de siège. Dans tous les centres ouvriers, la troupe et la police patrouillent.

A Berlin, les travailleurs municipaux, ceux du gaz et de l'électricité, les tramways, le métropolitain, un nombre important de cheminots, une partie des imprimeurs de la banque d'Etat et les trois quarts au moins des travailleurs des grandes industries sont

en grève. L'aide technique assure le service des trains de banlieue. La situation reste « sérieuse » – c'est-à-dire que le mouvement est puissant – à Hambourg, Stettin, Halle, Leipzig, Dresde, Hanovre, Lubeck, Breslau.

Ses revendications : démission immédiate de Cuno, saisie des stocks de vivres pour assurer le ravitaillement des populations pauvres, reconnaissance des commisssions ouvrières de contrôle des prix, abrogation de l'arrêté interdisant la formation des centuries prolétariennes, minimum de salaire de soixante pfennigs-or par heure, allocations de chômage et pfennigs proportionnés au taux primordial, libération des prisonniers politiques. On voit que ce sont des revendications à la fois politiques et économiques, que la première est satisfaite et que celles concernant le salaire et le ravitaillement ont trouvé un écho dans les conditions posées par la social-démocratie aux partis bourgeois pour la formation du gouvernement Stresemann.

Une bataille gagnée

Les comités d'usine ont décidé la cessation de la grève pour mercredi 15 août. La consigne donnée à la presse par le gouvernement est d'atténuer l'importance du mouvement gréviste. Il n'est reste pas moins que les comités d'usine réalisant le front uni des social-démocrates, des social-démocrates indépendants, des sans-parti et des communistes et se plaçant en réalité sur la plate-forme des revendications communistes, appuyés d'ailleurs sans réserves par le parti, viennent de livrer une grande bataille, point décisive encore, mais gagnée.

1. La grève générale a chassé Cuno du pouvoir.
2. Elle a mobilisé les masses et ce, malgré la social-démocratie et les dirigeants syndicaux.
3. Elle a imposé à la bourgeoisie des sacrifices matériels et une nouvelle politique financière.
4. Elle a mis la social-démocratie au pied du mur, elle l'oblige à se discréditer par la grande coalition.
5. Elle a étendu et renforcé l'influence communiste *. Le prolétariat entier a vu, en ces heures graves, qu'il ne pouvait réellement compter que sur notre parti.

Les masses social-démocrates même, comme en témoignent de nombreuses manifestations locales et notamment la conférence des social-démocrates de Brunswick sont nettement hostiles à la collaboration, avec la bourgeoisie. La grande coalition est l'œuvre des dirigeants « socialistes ». Une trêve relative survient maintenant

qui doit lui donner le temps de se dicréditer plus complètement aux yeux des petits-bourgeois et des ouvriers attardés auxquels le nom d'un Hilferding inspire encore quelque vague espoir.

* Tout récemment l'accroissement de l'influence communiste s'était fait sentir par les élections faites au sein du syndicat des métallurgistes qui avait été un beau succès pour le PC et par les élections des délégués au congrès des travailleurs du textile, également un gros succès communiste.

1. Rudolf Hilferding (1877-1942), Viennois installé à Berlin en 1906, était l'auteur d'un ouvrage célèbre sur *le Capital financier.* Il avait une grande réputation d'économiste. Indépendant, il était revenu au SPD en 1922.

2. Rudolf Oeser (1858-1926) était un homme d'ordre. Il avait été ministre d'Etat en Prusse depuis 1919, et appartenait au DDP. Gustav Radbruch (1878-1942) était un professeur de droit.

3. Andreas Hermes (1878-1964), agronome, membre du Centre catholique, ministre des Finances du Reich en 1922-1923. Participa en 1944 au complot de Beck et Goerdeler.

4. Rudolf Havenstein (1857-1925) avait d'abord été président de la Banque d'Etat de Prusse, puis de la Reichsbank en 1908. Les spécialistes lui attribuent une responsabilité dans le rythme fou de l'inflation.

IX
La grande coalition à l'œuvre

Correspondance internationale, n° 70, 5 septembre 1923

Les nouveaux ministres du Reich manifestent une prolixité peut-être égale à celle de M. Poincaré. Tandis que celui-ci pérore sur les tombes de ses morts, ceux-là discourent sur la fosse béante où va choir leur Allemagne moribonde. Le grand bourgeois Stresemann et le socialiste Hilferding affirment d'une seule voix que leur ministère, s'il échoue, sera « le dernier gouvernement constitutionnel de l'Allemagne ». « Nous sommes la dernière réserve de la démocratie. » Ils ont probablement raison. Mais voyons-les à l'œuvre. Ou plutôt écoutons-les encore : car ils parlent surtout.

Ils parlent avec une insistance particulière de certaines choses à retenir. Le 22 août, M. Stresemann expose aux leaders des partis qu'il ne reculera pas devant les mesures dictatoriales et qu'il est essentiel d'augmenter les exportations et de limiter les importations. Financiers et politiciens acquiescent. Le 23, à la commission du budget du Reichstag, grand discours du citoyen Hilferding. « Extrême gravité, bords de l'abîme, disparition possible de l'Allemagne *(sic).* » Le gouvernement, déficitaire lui-même – et comment – est contraint de subsidier des industries privées déficitaires ; « Sans contrôle du change du dollar, il ne pourra avoir de politique ni extérieure ni intérieure. » « Les salaires atteignent et souvent dépassent le niveau du temps de paix. » Le lendemain, M. Stresemann, parlant à l'Union des industriels et des commerçants, éclaircit l'allusion du compère social-démocrate : l'industrie fera ses calculs en or ; « Quant aux salaires, il ne faut pas songer à les ramener au niveau qu'ils atteignaient dans la florissante Allemagne d'autrefois, ils doivent correspondre à la pénible situation actuelle... » C'est au moins parler clair. Le 28, interwievé

par un rédacteur des *Münchener Neueste Nachrichten* (dernières nouvelles de Munich), M. Stresemann, dont c'est décidément l'idée fixe, y revient. « Les salaires supérieurs à ceux du temps de paix deviennent un très grand danger. » Le 31, M. Raumer [1], ministre de l'Economie nationale, affirme dans son discours programme, que les salaires ont augmenté plus vite que le mark ne se dépréciait ; d'autre part, qu'il faut intensifier le travail, intensifier l'exportation... Le dimanche 2 septembre, à Stuttgart, le Stresemann répète son refrain : les classes possédantes doivent faire des sacrifices mais les classes laborieuses doivent travailler davantage.

Voilà bien une campagne gouvernementale nette et persévérante. Les sacrifices qu'on « imposera » aux possédants n'y figurent évidemment que pour servir de contrepoids à ceux qu'on veut imposer, beaucoup plus réellement, aux travailleurs. Dans tous ces discours, trois idées reviennent sans cesse : 1. les salaires sont trop hauts ; 2. il faut intensifier le travail (heures supplémentaires) ; 3. le salut est dans l'exportation... Or, les prix du charbon, des vivres, des vêtements, du papier dépassent désormais en Allemagne les prix mondiaux, l'industrie germanique ne peut donc tenter de récupérer sa capacité de concurrence qu'en rognant les salaires... Et c'est à quoi s'emploie énergiquement le gouvernement de la grande coalition que Kautsky [2] appelle « la dernière flèche du carquois de l'Allemagne » (*Arbeiter Zeitung* de Vienne). L'image est heureuse. Cette flèche, les social-démocrates l'envoient dans le dos du prolétariat allemand.

L'organe de Stinnes, *Die Deutsche Allgemeine Zeitung* poursuit au même moment de significatives campagnes : 1. contre le paiement anticipé, trimestriel, du traitement des fonctionnaires ; 2. contre les hauts salaires (!) ; 3. contre les exagérations qu'il relève dans l'index officiel du coût de la vie ; 4. pour l'intensification du travail... La feuille du grand patronat industriel se félicite en ces termes charmants du concours prêté aux exploiteurs par les socialistes. « Quand le train déraille, on ne regarde pas à la couleur du frein. » Nous verrons bien si le frein socialiste empêchera le train de Stinnes de dérailler...

En tous cas, un fait est acquis : les social-démocrates, dans la grande coalition, ne sont que les complices et les instruments, conscients, du reste, de la réaction économique et politique.

Par le chômage et par la répression.

La guerre aux salaires de famine de l'ouvrier allemand doit en effet être poursuivie à la fois sur les plans économique et politique.

Quantité d'entreprises ferment, soit que la crise les y oblige réellement – ce doit être le cas des petites – ou que leur intérêt soit de suspendre le travail jusqu'à la fin de la guerre de la Ruhr et de réduire les ouvriers par le chômage. Prés de mille entreprises industrielles sont en voie de liquidation en Saxe. A Hambourg, la cessation du travail de nombreuses usines va réduire au chômage plus de 100 000 salariés ; la direction des usines textiles de Neumünster arrête la production à la suite d'un différend sur les salaires. A Dresde, on compte 17 000 sans-travail. En Bavière et en Silésie, les éditeurs de périodiques cessent leurs publications. Les libraires-éditeurs allemands se déclarent dans l'impossibilité d'éditer de nouveaux livres cette année. A Berlin, les lignes de tramways vont être réduites à trente, la majeure partie du personnel est congédiée. On licencie, on congédie, on liquide, on ferme... L'exploiteur est bien certain, lui, de ne manquer de pain ni de beurre ; quant au prolétaire, qu'il se débrouille. Ça lui apprendra à se montrer plus conciliant...

Un rapprochement s'impose ici avec la révolution russe. Nos camarades russes savent que le sabotage de la production par le patronat (la fermeture de nombreuses entreprises, les lock-outs déguisés sous des apparences de liquidation, etc.) obligea souvent, en 1917, les ouvriers russes à s'emparer des usines et des ateliers. Les comités d'usine décidèrent plus d'une fois de remettre en activité des entreprises dont les patrons, non expropriés, avaient délibérément arrêté le fonctionnement. Que le patronat allemand y prenne garde : il croit, en étendant le chômage, se préparer une réserve de main-d'œuvre avilie, vaincue : il pourrait bien, au contraire, fournir une armée à la révolution.

Les arrestations n'y feront rien. Celles des bolcheviks russes, en juillet 1917, n'ont pas empêché Octobre. Parallèlement à l'offensive verbale des ministres et des folliculaires bourgeois, à l'offensive économique, très nette du patronat, l'offensive policière contre les comités d'usine et le Parti communiste espère peut-être parer au danger. Pendant la récente grève générale, il y eut à Berlin plus de deux cents arrestations fortuites. Au lendemain, plus de dix mille ouvriers étaient congédiés par manière de représailles et le ministre socialiste Severing dissolvait l'organisation berlinoise des *Betriebsräte* (Comités d'usine). L'organisation dissoute se transportait à Iéna (Thuringe), c'est-à-dire devenait illégale. Les perquisitions et les arrestations suivaient. Presque toute la commission berlinoise du Parti communiste est sous les verrous ; presque tous les conseillers municipaux communistes de Berlin le sont aussi. *Die Rote Fahne* a été plusieurs fois saisie cette semaine et est maintenant suspendue pour huit jours. Les organes communistes de

Breslau, de Magdebourg, de Hambourg ont été saisis ou temporairement suspendus ; la conférence du Parti communiste wurtembergeois a été interdite. On dit que les ministres compétents songent à instruire contre les militants arrêtés un procès de haute trahison. Pourvu que les ministres ne se fassent pas coffrer eux-mêmes avant la fin de l'instruction !

Saluons le quinzième zéro !

La police est, certes, fort utile à une bourgeoisie banqueroutière : mais l'éminent financier socialiste Hilferding, même assisté de tous les geôliers républicains ou monarchistes d'Allemagne, aura une tâche difficile pour tirer ses maîtres du mauvais pas où ils se sont mis...

Au 15 août, les émissions de la Reichsbank seule – car les villes, les grands établissements de crédit, les compagnies de chemins de fer, les Etats confédérés émettent aussi du papier monnaie pour des sommes absolument incalculables – s'élevaient à 116 402 548 057 000 marks. Veuillez remarquer que ce nombre a quinze chiffres. Mais il a été depuis bougrement dépassé. Du 8 au 15 août, on n'avait émis que 54 000 milliards de marks ; aujourd'hui, la dette flottante du Reich dépasse le trillion, c'est-à-dire – le conçoive qui pourra – mille millions de millions... Au 15 août, en revanche, toute la réserve d'or de la Reichsbank ne s'élevait pas à plus 516 millions, alors qu'elle était de plus d'un milliard au 1er janvier de cette année. Nul ne songe pourtant encore à inculper M. Cuno de dilapidation des fonds de l'Etat. Et l'inflation continue, avec toutes ses conséquences.

Arrêtons-nous une fois de plus sur celles-ci puisque aussi bien il vient d'être question des salaires trop élevés. Les prix de gros de la viande de boucherie ont augmenté de dix à vingt fois en août ; en bien des endroits, note un camarade de *Die Rote Fahne*, on n'a pas vendu, en tout un mois, plus de bétail à abattre qu'on en vendait en 1913 en une journée de marché. Comme il y a au moins deux marchés par semaine, la consommation de la viande a baissé seize fois environ. A la vérité, la viande devient un mets rare, réservé aux riches. La hausse des prix continue, insensée. Les boutiquiers qui ont combattu M. Cuno fixent, depuis l'avènement de la grande coalition, tous leurs prix en or, selon le cours du dollar. Le tramway est à 150 000 marks. Un journal coûte 200 à 400 000 marks. Le pain vendu à la carte atteint 520 000 marks, et la carte de pain, minime mais appréciable ressource du ménage ouvrier, va être supprimée. La livre de beurre coûte de 3 à

4 millions, un œuf atteint 380 000 marks. Tous les prix varient d'une heure à l'autre, faisant dans la même journée des bonds prodigieux, au gré des rumeurs de bourse et des fantaisies de commerçants. Les tarifs de la poste et des chemins de fer sont désormais calculés en or, ce qui met pour la première quinzaine de septembre, la lettre pour le pays même à 75 000 marks. Un repas de gargote vaut 2 à 3 millions. Et une camarade employée, travailleuse qualifiée, qui nourrit deux enfants, me disait tout à l'heure avoir gagné en août quelque 90 millions. Le citoyen Hilferding trouve sans doute que c'est trop.

Tous les établissements de bains de Berlin se sont fermés : ils étaient en déficit. Les prix phénoménaux des combustibles, de l'électricité, du gaz, etc. menacent d'entraîner la fermeture de tous les sanatoriums et hôpitaux privés de la capitale. Tant pis pour les gens qui n'ont pas de baignoire chez eux et ne peuvent pas, lorsqu'ils sont malades, aller se faire soigner en Forêt noire !

La bourgeoisie ne veut pas lâcher un centime.

« Les classes possédantes doivent consentir des sacrifices. » Telle est la formule du gouvernement Stresemann-Hilferding et l'on sait qu'il exige le paiement en *valuta* des divers impôts nouveaux. Nécessité inéluctable. D'après le compte-rendu budgétaire officiel du 20 août, les dépenses de l'Etat ont augmenté 3 500 000 fois – celles du temps de paix étaient égales à 1 – et les revenus 77 250 fois. Avec un semblable déficit, le fonctionnement de la machine doit s'arrêter à bref délai. Puis, si l'on veut faire travailler davantage l'affamé, il faut bien lui dire que le riche, lui, donnera quelque chose...

Seulement voilà : le riche est idiot, le riche est buté, le riche ne veut pas payer. Crève la Nation, la République, le *Vaterland*, je garde mon argent ! L'Union des industriels saxons écrit au citoyen Hilferding que les nouveaux impôts sont trop élevés : elle ne peut pas payer. Les députés agrariens du Reichstag, convenablement harangués par M. Helfferich[3] – l'un des assassins moraux de Rathenau – demandent « la dictature contre les partis et la rue » et... l'adoucissement des impôts. Les commerçants berlinois se préparent à congédier leur personnel et à fermer leurs magasins le 1er octobre, si les impôts restent aussi élevés. On a beau tondre le consommateur, voyez-vous, on ne peut plus vivre ! Une grève des marchés s'organise pour les mêmes raisons ; les tenanciers des cafés et les restaurateurs s'agitent, protestent, parlent de fermer... Les Chambres de commerce déclarent certaines mesures fiscales

inapplicables. Les petits négociants, les petits industriels interrompent les affaires, faisant d'une pierre deux coups, contre le prolétariat et contre le fisc.

Cette résistance spontanée des capitalistes entêtés à ne pas lâcher un centime, à une heure où la vie de la société bourgeoise est en jeu, montre combien sont profondes, insolubles, les contradictions internes qui condamnent le système capitaliste. En l'occurrence, elles semblent vouer les efforts des Stresemann-Hilferding à l'insuccès : ces tardifs sauveteurs de la bourgeoisie s'ils la font crier, ne réussiront pas à lui faire payer ne serait-ce que les frais d'entretien de l'Etat ; elle ne paiera que lorsque la classe ouvrière la prendra à la gorge ; et ils ne réussiront pas davantage à faire travailler le prolétaire, qui voit venir le dénouement, plus qu'il ne peut et plus qu'il ne veut.

1. Hans von Raumer (1870) était PDG dans l'électrochimie et membre du parti populaire.

2. Karl Kautsky (1854-1938), né en Autriche, installé en Allemagne où il avait dirigé *Die neue Zeit*, avait été longtemps le « pape de la social-démocratie ». Parti avec les Indépendants, il était revenu au SPD en 1922.

3. Karl Helfferich (1872-1924), banquier, avait été ministre des Finances, puis de l'Intérieur pendant la guerre ; il était opposé à l'exécution du traité de Versailles.

X
Phynances et bêtise

Correspondance internationale, n° 71, 2 septembre 1923

Le dollar était coté avant-hier, 5 septembre, à Berlin, 19 500 000. Une intervention de la Reichsbank en Bourse n'avait d'autre résultat que de faire passer un certain nombre de millions-or des caisses de l'Etat dans les poches des spéculateurs. Et le dollar, hier, valait 46 000 000, aujourd'hui 60 000 000. Que vaudra-t-il demain ? Cent millions ? Il est tout bonnement à craindre que le papier imprimé de l'Etat allemand ne soit plus reçu, dans peu de jours, par les financiers étrangers. Le dernier effort de stabilisation du mark de la Reichsbank a été d'une imbécillité telle que toute la presse bourgeoise l'a révélé. Le *Berliner Tageblatt* a raconté comment l'intervention de la Reichsbank faisait baisser, pour quelques instants, le cours de la livre anglaise et du dollar. Les flibustiers de la bourse n'avaient qu'à acheter à vil prix la *valuta* vendue par les agents de l'Etat – pour la revendre une demi-heure plus tard au prix fort...

M. Helfferich propose

Alarmé par la nouvelle dégringolade du mark, le gouvernement Stresemann-Helfferich, l'homme des grands agrariens de la restauration monarchique et du mauvais coup Rathenau [1]. M. Helfferich propose de créer un nouveau papier-monnaie allemand dont l'étalon de valeur ne serait plus calculé en or mais en blé. M. Helfferich a visiblement fait son profit des expériences de la Russie des soviets avec ses emprunts en blé. Le papier-monnaie qu'il propose d'émettre serait garanti par l'économie privée,

principalement par l'agriculture, c'est-à-dire les gros propriétaires fonciers. Toutes les finances allemandes seraient contrôlées désormais par une oligarchie agrarienne. Le beau projet ! La crise actuelle n'aurait d'autre conséquence que de permettre aux propriétaires fonciers d'exproprier décemment la Reichsbank et d'instituer une sorte de dictature économique.

M. Helfferich, gredin sérieux, prête à rire. S'imagine-t-il vraiment qu'on peut, à notre époque de lutte des classes, conquérir le pouvoir par un stratagème d'affameurs et d'usuriers ?

La grande coalition conspire contre la classe ouvrière

On dit que le gouvernement prépare des mesures dictatoriales. On le dit et le répète tous les soirs. Mais la situation financière et générale s'est tellement aggravée de nouveau ces derniers jours qu'il doit y avoir du vrai, dans ces on-dit de plus en plus précis. Un décret sur la livraison obligatoire des devises doit paraître ces jours-ci. Un « commissaire » à poigne, sera chargé, dit-on, de l'appliquer. Il est question de l'institution d'une sorte de dictature financière dont le citoyen Helfferich serait le porteur. Il est question d'abroger les règlements entravant l'exportation. Il est question, enfin, d'ordonnances gouvernementales sur l'intensification du travail, c'est-à-dire pratiquement sur la prolongation de la journée de travail... Toutes ces mesures seraient édictées sans consultation du Reichstag. Grâce à l'appui des social-démocrates, M. Stresemann croit pouvoir très ostensiblement passer outre les coutumes démocratiques et parlementaires. Car il faut agir et l'on ne peut rien demander aux masses sans prendre quelque chose aux classes possédantes — ou sans faire semblant de le leur prendre. La réquisition des devises se heurtera évidemment à de si nombreux obstacles qu'elle échouera infailliblement dans une large mesure. Mais elle justifiera, par contrecoup, l'intensification légale, voire dictatoriale, de l'exploitation du travail.

Remarquons que la grande coalition des partis bourgeois et social-démocrates prépare cet attentat aux droits élémentaires de la classe ouvrière à l'heure précise où le chômage s'étend dans tous les centres et dans toutes les industries...

1. Le 22 juin 1922, Walter Rathenau, ministre des Affaires étrangères, signataire du traité de Rapallo avec la Russie soviétique, était assassiné.

Il était la cible de l'extrême-droite et Helfferich le dénonçait avec violence comme un complice et fourrier du bolchevisme. Des rumeurs persistantes liaient le groupe des assassins de Rathenau, l'Organisation Consul, le capitaine Ehrhardt et Helfferich lui-même.

XI
La boucherie de Sorau

Sorau, petite cité industrielle du Lausitz, vient d'être (le 15) le théâtre d'une boucherie. Les ouvriers y font de courtes journées. Ils touchaient tout dernièrement des salaires de 9 à 15 millions par semaine, soit un tiers, un quart, un cinquième de dollar. Les troubles ont commencé au marché et se sont terminés (?) par une boucherie. On compte douze morts, dont deux femmes, et plusieurs dizaines de blessés. Le *Vorwärts* à Noske, indigné, relate que le bourgmestre de Sorau, pressé par les délégués ouvriers de rappeler les hommes de police apostés sur la place communale, aurait répondu : « Je prends toutes les responsabilités. » Le mot est heureux. Les bourgmestres allemands d'aujourd'hui ont de l'étoffe. Mais l'indignation du *Vorwärts* nous plaît. Ce monsieur n'est donc pas un social-démocrate ?

La boucherie de Sorau survient au moment précis où nous apprenons que les social-démocrates de Thuringe se décident à négocier avec le Parti communiste la constitution d'un gouvernement ouvrier. Les territoires rouges s'élargissent sur la carte d'Allemagne. Pour qu'ils soient rouges bon teint, la bourgeoisie les teint de sang. Mais lorsqu'elle en arrive là pour durer, lorsque chacun de ses crimes a pour contre-poids, sinon pour contre-coup, une victoire communiste, c'est que le grand réglement des comptes se rapproche...

M. von Knilling menace

M. von Knilling [1] est ce président du Conseil des ministres de Bavière chargé de remplir l'intérim avant la restauration du roi

Rupprecht [2] ou l'avènement d'un Hitler. M. von Knilling rempli consciencieusement, et non sans une certaine arrogance, ses devoirs. Sous son gouvernement, les multiples organisations fascistes de Bavière enfreignent ouvertement et impunément la législation extraordinaire sur la défense de la République. L'antisémitisme fleurit à Munich au point qu'on a signalé récemment dans les journaux le scandale de l'expulsion de Bavière d'un enfant juif étranger adopté par des Juifs depuis longtemps fixés à Munich. Plusieurs grandes mobilisations fascistes comme celle des premiers jours de ce mois à Nuremberg [3] ont pu s'accomplir avec le concours des chemins de fer de l'Etat. Les citoyens allemands du reste du Reich ne peuvent cependant pas pénétrer librement dans cet Etat fédéré de leur patrie. De louches intrigues se poursuivent d'autre part entre les conducteurs du nationalisme bavarois et les agents, affectés aux plus obscures besognes, des impérialismes rivaux anglais et français. Enfin, pour compléter à grands traits cette esquisse, rappelons que la Bavière s'est mise à la tête du mouvement de protestation des classes possédantes contre les impôts nouveaux votés dans la dernière journée du gouvernement de M. Cuno.

M. Stresemann ayant dernièrement conféré de la façon la plus amicale avec M. von Knilling, des notes officieuses avaient annoncé à la presse allemande la parfaite entente réalisée entre le chef de la grande coalition et le représentant officiel de la réaction bavaroise. Cet optimisme officiel était exagéré. Les complaisances du gouvernement Stresemann-Hilferding ne désarment pas la Bavière blanche, sûre de sa force, et qui prépare méthodiquement la guerre civile.

Le dimanche 16 septembre, M. von Knilling a prononcé à Munich, devant l'assemblée générale d'une Ligue de paysans un discours que l'on peut considérer comme une déclaration de guerre à peine courtoise à la Grande Coalition ou comme une vigoureuse tentative de chantage politique à son égard.

M. von Knilling a dit que le gouvernement Stresemann-Hilferding « ne devait pas compter trouver en Bavière le même appui que celui de M. Cuno ». Les sympathies du fascisme sud-allemand pour le grand dilapidateur de la réserve d'or du Reich et le complice des profiteurs de la Ruhr étaient autrement grandes ! En cas de nécessité, la Bavière a résolu de suivre « sa propre politique de ravitaillement ». Elle ne craindra pas non plus d'avoir recours à la grève de l'impôt. Elle n'a pourtant pas de visées séparatistes... que non ! Seulement, « si le conflit de la Ruhr était résolu d'une façon pour elle inadmissible, on la trouverait prête à toutes les éventualités. » La phrase est à souhait vague et à préciser comme

il vous plaira. En cas d'une dictature de gauche, la Bavière ne se séparera pas non plus du Reich : non, « mais elle resserrera ses liens avec tous les éléments sains des autres Etats allemands » pour écraser l'ennemi intérieur. « Deux mentalités irréductiblement opposées s'affrontent en Allemagne : nationale-chrétienne et internationale-marxiste. » Le salut de l'Allemagne est dans le triomphe de la première. Non, certes, par la guerre civile, mais « par un tel renforcement du mouvement patriote que les tendances antinationales ne pussent même plus se manifester... » Et voilà comme M. von Knilling entend le maintien de l'unité nationale et de la paix sociale !

Il n'est pourtant ni un odieux farceur, ni un grossier sophiste. Il est le porte-parole des éléments réactionnaires, maîtres de l'Allemagne du Sud, armés pour la guerre des classes, prêts à la commencer, animés du plus profond mépris des hypocrisies démocratiques et qui le disent très haut avec le strict minimum des précautions oratoires.

1. Eugen von Knilling (1865-1927) avait fait des études de droit. Ministre de l'Intérieur en Bavière de 1912 à 1918, membre du BVP, député au Landtag, il était devenu ministre-président en Bavière en 1920.

2. Rupprecht von Bayern (1869-1945), fils du dernier roi de Bavière, était général et avait été chef d'armée.

3. Les « Journées allemandes » de Nuremberg, les 1er et 2 septembre, avaient été l'occasion d'un rassemblement de masses des troupes des diverses organisations nationalistes.

XII
Les profiteurs de la Ruhr

Correspondance internationale, n° 72, 11 septembre 1923

« Les populations même de la Ruhr veulent être débarrassées de cet abcès... » L'abcès en question – on pourrait aussi traduire l'expression allemande par foyer de gangrène – c'est le secours financier du Reich à la Ruhr. Et le journal qui s'exprime en ces termes vigoureux n'est autre que la *Germania* bourgeoise et fort patriote. Ces temps derniers, la presse allemande a été à peu près unanime à constater que les frais occasionnés par la résistance passive dans la Ruhr sont largement cause de la débâcle financière du Reich. Sous le prétexte aussi fallacieux que patriotique de financer la résistance passive, on a drainé toutes les ressources du pays, on a vidé les caisses de l'Etat ; cinq cents millions de marks-or sont ainsi passés, depuis les débuts de l'occupation de la Reichsbank, dans les coffres-forts et les poches de la haute spéculation, des centaines de millions sont allés s'engouffrer dans les coffres-forts des gros industriels de la Ruhr – pendant que la population ouvrière, dont la résistance passive est la seule vraie, qui en supporte d'ailleurs tout le poids, parce qu'elle défend consciemment l'avenir du prolétariat allemand, crevait de faim. On découvre maintenant le scandale. Un peu tard, il n'y a plus rien à donner aux insatiables profiteurs de la Ruhr. Ceux-ci, écrit fort bien l'organe russe de Berlin *Nakanounié*, ont gagné une bataille, non sur M. Poincaré mais sur leur propre Nation.

Nous saisissons là sur le vif un des traits du capitalisme finissant. La classe qui le domine, poussant jusqu'au bout la logique de ses instincts, devient l'ennemie des Nations dont elle a contribué à créer la puissance industrielle et financière. Sitôt que dans l'immense navire se découvre la voie d'eau qui le fera couler, tous ceux qui sont à bord ne songent plus qu'à le piller. L'émigration

russe pendant la révolution pilla, vendit, revendit la « patrie ». Le désastre de l'Allemagne capitaliste a plusieurs causes analogues :
1. La fuite des capitaux. Les capitalistes allemands ont fait évader à l'étranger des milliards de marks-or.
2. Jeu de la Bourse allemande à la baisse ; l'enrichissement de forbans du commerce et de l'industrie par la dépréciation du mark (on connaît le mécanisme : salaires dérisoires, produits à bon marché, concurrence victorieuse à l'étranger – et ruine finale du pays).
3. L'immense escroquerie qu'a été la guerre économique de la Ruhr.

Le capitaliste, voilà l'ennemi de la nation : parce que les intérêts véritables des nations sont désormais ceux de l'Internationale du travail.

Les victimes de la Ruhr

Les oublierait-on parce que Mussolini tire sur Corfou, parce que la terre tremble au Japon, parce que la soldatesque de Degoutte [1] les piétine depuis trop longtemps et qu'il faut à la grande presse des drames d'une plus fraîche actualité ?

Cent mille personnes ont été brutalement chassées de leurs foyers. Toute la presse ouvrière est bâillonnée. Des dizaines de militants ouvriers ont été condamnés par les conseils de guerre ou attendent de l'être. On tue presque tous les soirs, au hasard, un passant dans la rue noire, un ouvrier ivre [2] qui rentre chez lui sans avoir trouvé le pain du lendemain... On isole des villes comme pendant les sièges du Moyen Age. On vient de suspendre pour trois jours toutes les communications postales de diverses localités importantes.

Il y a dans les hôpitaux de Francfort une vieille femme de quatre-vingt-six ans, huit femmes enceintes, une mère atteinte de pleurésie accompagnée de son enfant malade, une mère de deux jumeaux nouveaux-nés ; toutes ces femmes ont été expulsées de la région « pacifiquement occupée » par les autorités françaises.

On a expulsé, on expulse encore, parfois dans les vingt-quatre heures, parfois dans les soixante minutes, les familles nombreuses – de travailleurs – comprenant des vieillards, des infirmes, des nouveaux-nés. Jusqu'au 4 septembre, il y a eu mille six cents expulsions dans le seul Palatinat. Ce sont naturellement en très grande majorité des expulsions de pauvres.

Et ces pauvres font à la fois les fortunes des profiteurs allemands de la Ruhr et les carrières des sous-ordres zélés du général Degoutte...

Aucune voix ne s'est élevée, que nous sachions, dans la presse française d'avant-garde, pour flétrir ces faits odieux. La presse de la bourgeoisie française en 1923 est aussi servile envers l'impérialisme que l'était, en 1914, la presse de la bourgeoisie allemande. En 1914, quatre-vingt-treize intellectuels allemands, fleur des universités et des salons littéraires, approuvaient l'invasion de la Belgique. En 1923, les mondaines [3] de la Sorbonne, du Collège de France, de l'Académie, de toutes les chaires et de tous les instituts se taisent devant l'occupation de la Ruhr. Toutes les bourgeoisies, tous les impérialismes, toutes les valetailles lettrées se valent...

Un bluff : la confiscation des devises

Pendant que l'on imprime en toute hâte des billets de 100 000 000 de marks. M. Stresemann revêt enfin après un discours sur l'« ère des révolutions » (devant des journalistes berlinois, 7 septembre) son masque de dictateur. Une ordonnance extraordinaire sur la confiscation des devises et des valeurs étrangères a paru le 8. Ses dispositions suspendent momentanément les articles 115, 117 et 153 de la Constitution (inviolabilité des biens, du domicile et de la correspondance postale). Un haut commissaire est investi des pouvoirs les plus étendus pour confisquer les devises indûment conservées. La confiscation de tous les biens et de longues peines de prison sont prévues pour les réfractaires à la loi. Que les riches pensent d'abord au salut de la patrie ! Prolétaire, es-tu content ? Nous avons même, pour te faire plaisir, porté un grand coup de canif dans la Constitution...

Ne peuvent être saisies les devises et les banknotes étrangères détenues pour des fins commerciales et industrielles, nécessaires à des entreprises fonctionnant en Allemagne, appartenant à des personnes résidant en général à l'étranger ou à des personnes qui les reçoivent « en vertu d'obligations morales »... Fort bien. Mais alors quelles devises peuvent être saisies ? Quel est l'imbécile de boursier qui ne peut invoquer – preuves à l'appui ! – des nécessités commerciales ou industrielles plus les obligations morales les plus hautes ?

Tout au plus le gouvernement pourra-t-il, grâce à cette ordonnance, dévaliser quelques petits porteurs malchanceux, servir quelques louches vendettas de Bourse, entretenir autour de quelques poursuites une agitation démagogique utile au citoyen Hilferding.

Une vérité de M. Stinnes

Point tenu de cultiver le bluff des mesures fiscales de messieurs Stresemann-Hilferding, les journalistes à la solde de Stinnes continuent leur campagne directe contre la classe ouvrière.

Sous le titre de « Vérité », une « influente personnalité anonyme » écrivait ces jours-ci dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung* (8 septembre leader article) « qu'affirmer qu'on peut tirer l'Allemagne de sa dangereuse situation actuelle en imposant les classes possédantes, c'est mentir ». Car la vérité, c'est que « le peuple allemand doit travailler au moins deux heures de plus, avec au moins autant d'intensité qu'avant la guerre ». Textuel.

Telle est l'opinion des milieux d'affaires qui ne veulent pas penser. Leur résistance au fisc se développe, prenant des aspects variés. Les 3 et 4 septembre, les marchés berlinois manquaient complètement de beurre et de matières grasses. Les agrariens — du parti de M. Helfferich — n'en veulent point vendre pour des marks-papier et signifient ainsi au gouvernement leur désapprobation de sa politique fiscale. Les industriels bavarois protestent contre les nouvelles lois fiscales. Les agriculteurs saxons aussi. En Bavière, toute l'opinion publique est mobilisée à cette fin. Rappelons-nous que les impôts sur le capital dont on demande l'abrogation ont été votés sous Cuno à la veille de la dernière grève générale dans une atmosphère d'inquiétude grandissante. Prise au collet par les comités d'usine, la bourgeoisie allemande criait : « je paie ». Mais les citoyens Hilferding et Severing ont calmé ses coliques. Elle resserre les cordons de sa bourse. Elle perd de vue que, pour être quelquefois légalement dissous, les comités d'usine n'en sont pas moins chaque jour un peu plus forts...

Déplacements...

M. Stresemann est allé faire des politesses à M. von Knilling, chef du gouvernement profasciste bavarois. Monsieur Hitler, le sous-Mussolini bavarois, l'organisateur le plus qualifié du prochain coup de force fasciste, vient librement conférer à Berlin avec l'orateur nationaliste Wulle [4]. Messieurs Stinnes et Hindenburg [5] rendent visite à Ludendorff dans sa résidence de Ludwigshöhe (Bavière, naturellement). La trame du complot réactionnaire s'ourdit.

La journée de Sedan (2 septembre) est pourtant, pour le fascisme, une défaite. Nulle part, il ne se montra dans la rue, si ce n'est à Nuremberg où sa mobilisation quoique imposante — près de cent mille participants, un ouvrier tué —, est considérée, pour

diverses raisons et notamment à cause des dissensions intérieures qui se révèlent à cette occasion, comme un échec.

Toutes les rigueurs de la grande coalition sont réservées aux révolutionnaires – dont les déplacements sont autrement mouvementés. Un congrès local des comités d'usines devait se tenir dimanche à Berlin (9 septembre). Severing l'interdit. Cinq cents délégués ouvriers prirent alors le train et se réunirent à Velten – où la politique [6] vint les relancer. Le congrès dut s'achever en plein air. Arrivée trop tard, la police du ministère social-démocrate s'en prit aux militants de l'endroit, dont plusieurs furent arrêtés. On croirait entendre le récit d'un congrès clandestin de révolutionnaires russes sous l'ancien régime. Les méthodes employées contre le mouvement ouvrier par le citoyen Severing n'ont pas réussi au tsarisme. Porteront-elles bonheur au parti de Noske et de Hilferding ?

1. Jean-Marie Degoutte (1866-1938) était le général qui commandait les troupes françaises d'occupation dans la Ruhr.

2. Il s'agit d'une coquille, Victor Serge avait écrit « hâve » et non « ivre ».

3. Nouvelle coquille : « mondaines » pour « mandarins ».

4. Reinhard Wulle (1882-1955) était député « nationaliste » d'extrême-droite.

5. Paul von Hindenburg und Beneckendorff (1847-1934), devenu maréchal pendant la guerre, avait commandé l'armée allemande et Ludendorff avait été son principal collaborateur.

6. Lire « police politique » au lieu de « politique » : nouvelle coquille.

XIII
Dans la social-démocratie

Correspondance internationale, n° 73, 14 septembre 1923

Pendant que MM. Stresemann-Hilferding capitulent tout doucement devant M. Poincaré et se préparent à constituer, avec le Comité des Forges, le puissant syndicat franco-allemand pour l'exploitation du prolétariat germanique dont ils attendent le salut, le dollar dépasse glorieusement les cent millions de marks et les prolétaires social-démocrates se demandent, de plus en plus inquiets, de plus en plus indignés, ce que font leurs dirigeants dans la grande coalition gouvernementale.

La crise intérieure de la social-démocratie évolue assez rapidement. Le 7 septembre, les militants responsables de l'organisation social-démocrate de Berlin, après avoir entendu les rapports du citoyen ministre Severing et de l'ex-indépendant Crispien [1], votaient une motion tout à fait subversive constatant l'incapacité de la grande coalition, demandant la rupture avec la politique de collaboration de classe, l'élimination des leaders qui la préconisent, la formation d'un gouvernement socialiste...

Ils vont bien, les « mencheviks » berlinois ! M. Renaudel [2] va rougir d'appartenir à la même Internationale que ces « fonctionnaires » social-démocrates visiblement trop influencés par l'agitation communiste. Leur attitude ne nous surprendra pas. Ces militants sont en contact avec les masses et la rue. Et le courant qui emporte les masses et la rue est irrésistible. (C'est pourquoi d'ailleurs MM. Stresemann-Hilferding voudraient ne pas retarder la capitulation d'une heure.) Ailleurs, des social-démocrates saxons demandent l'exclusion du parti du citoyen... Ebert. Ils ont bougrement raison. Mais qui l'eût cru ?

En Thuringe...

En Thuringe, le cabinet social-démocrate Frölich [3] s'en va, « démissionné » par les communistes. Situation curieuse. Les social-démocrates ont au Landtag de Thuringe 22 sièges ; les partis bourgeois 26 ; et les communistes 6. Seulement, ces six-là – représentant l'élément ouvrier le plus énergique et le plus conscient, appuyés depuis quelque temps par les ouvriers social-démocrates même les plus avancés – sont les arbitres de la situation. Le cabinet Frölich n'était pas méchant ; il était plutôt lâche. Les communistes mettent, en le renversant, les dirigeants social-démocrates de Thuringe, au pied du mur. Ou ils feront, eux aussi, la grande coalition – dont leurs propres adhérents ne veulent pas – ou il faudra qu'ils se résignent à faire, avec l'appui des masses et du Parti communiste, une politique réellement socialiste. Terrible alternative pour de vieux réformistes bien installés : ici l'action, là le discrédit !

... pas un centime !

Le gouvernement profasciste bavarois ne pardonne décidément pas aux gouvernants de Berlin d'avoir fait voter à la veille de la grève générale les impôts de la peur, les premiers impôts visant les classes possédantes votés depuis la victoire de la contre-révolution social-démocrate en 1918-1919. Le gouvernement von Knilling déclare s'ériger en « défenseur des véritables intérêts de l'économie allemande » et réclame des adoucissements, des atténuations, des dérogations, des délais, bref l'abrogation, pas même bien déguisée, de la nouvelle législation fiscale. Il ne voit lui, comme Stinnes, de salut que dans l'intensification du travail. La Bavière fasciste se met ainsi carrément à la tête du mouvement de protestation de la bourgeoisie contre les nouveaux impôts et identifie solennellement leur sabotage avec « l'intérêt supérieur du pays ».

Sa politique a, au moins, sur celle de Hilferding, un avantage : celui de la franchise.

La *Kölnische Zeitung* et le *Berliner Tageblatt* flétrissent ensemble « l'immoralité scandaleuse » des profiteurs de la Ruhr, commerçants et industriels fort patriotes, qui ont employé en achats de devises étrangères les millions (or) que leur dispensait généreusement M. Cuno pour soutenir la résistance passive. Le scandale, dit-on, ne fait que commencer. Gageons que le citoyen Hilferding l'étouffera.

Les classes possédantes – auxquelles appartiennent les profiteurs de la Ruhr ! – ne veulent pas lâcher un centime. Que

M. Stresemann se dépêche de capituler pour qu'elles puissent abriter leurs coffres-forts derrière les tanks du général Degoutte ! Il est temps.

Des typos dont la main est vraiment trop malheureuse ont parsemé mes dernières *Notes d'Allemagne* (n° 72 de la CI, du 11 septembre) de déplorables coquilles.

Ils me font dire que, dans la Ruhr, on tue presque tous les soirs « un ouvrier *ivre* qui rentre chez lui ». C'est *hâve* qu'il faut lire !

Plus loin, ils me font parler des « *mondaines* de la Sorbonne, du Collège de France, de l'Académie ». J'avais – évidemment – écrit des *mandarins*...

Ils me font encore parler « des millieux d'affaires allemands qui ne veulent pas *penser* ». J'avais écrit : qui ne veulent pas *payer*. Ils ne pensent que trop – à ne pas payer...

Ils me font dire enfin que la « *politique* vint relancer le congrès illégal des comités d'usines de Berlin à Velten ». C'est la *police politique*, malheureux ! qui vint le relancer – nos camarades n'étant là que pour faire de bonne politique révolutionnaire.

On ne saurait faire mieux ; tout est assez fort pour que nos lecteurs aient sans doute rétabli d'eux-mêmes et sans peine le sens véritable. Imprimée à l'étranger dans un pays où le travail est passablement difficile, *la Correspondance internationale* a évidemment besoin de l'indulgence de ses amis ; et les camarades qui s'en servent feront bien, le cas échéant, de relire la copie avec soin. C'est la leçon de ce massacre.

1. Arthur Crispien (1875-1946) ancien dirigeant social-démocrate indépendant revenu au SPD en 1922.

2. Pierre Renaudel (1871-1935), rallié à la guerre en 1914, était le chef de l'aile droite nationaliste dans la SFIO.

3. August Frölich (1877-1966), social-démocrate, était le chef du gouvernement de Thuringe.

XIV
Fascistes et communistes

Bulletin communiste, n° 77, 26 septembre 1923

« La croix fasciste et l'étoile soviétiste se conjuguent... M. le comte Reventlow et Radek [1] s'entendent à merveille... Les corrupteurs de Moscou, les Machiavels de la IIIe Internationale et les aventuriers de la réaction allemande scellent contre la démocratie un pacte monstrueux... Le bolchevisme tartare, métamorphosé en nationalisme germanique, aiguise son couteau – vous savez, celui qui se porte entre les dents ! – pour égorger les innocentes Républiques de Léon Blum et d'Ebert, du général Degoutte et du citoyen Noske... »

Le communisme est la pensée vivante, souple et logique des avant-gardes de la classe ouvrière, partout engagées à fond dans le combat révolutionnaire. Les formules de tout repos, les credos mirifiques du socialisme d'inaction, les phrases prestigieuses – bons oreillers pour les esprits fainéants ! – ne sont pas son fait. Le communisme tient de la Révolution russe, dont la pensée fut toujours essentiellement action, l'habitude de plonger au cœur des réalités, de s'y adapter, de s'y forger sans cesse des armes, des tactiques, des stratégies nouvelles...

(– Armes, tactiques, stratégies... Horrible vocabulaire militaire ! – J'en conviens, mon camarade. Mais ce n'est ni ma faute, ni celle de Moscou. Devons-nous, oui ou non, dans les luttes de classes d'aujourd'hui, avoir des armes, savoir, prévoir, calculer ce que nous faisons, c'est-à-dire employer une tactique et une stratégie ?)

Social-démocrates allemands et dissidents [2] français pensent dormir sur les lauriers de Versailles. Les premiers ne pensent qu'au sauvetage de l'ordre capitaliste fort menacé outre-Rhin ; les seconds n'ont en tête que les savantes « combinaisons » du bloc des

gauches et de la prochaine campagne électorale. Les communistes allemands, eux, sont face à face avec la famine, la contre-révolution fasciste, l'impérialisme allié. – Chaque jour, la clameur impérieuse de vingt millions d'affamés monte vers eux ; chaque semaine, enjambant les cadavres des pauvres gens fusillés sur les marchés par la Schutzpolizei, des hommes sortis de tous les partis viennent vers eux. Chaque semaine, la répression les frappe. Ils ont des milliers d'emprisonnés. Ils forment un parti de révolution. Devant le fascisme, ils ont dû agir.

« Notre tactique vis-à-vis du fascisme, me disait ces jours-ci un militant berlinois, a déjà été couronné d'un succès positif. Il y a six mois, le fascisme entamait çà et là les masses ouvrières. Il était en pleine montée quand l'occupation de la Ruhr lui procura l'appoint formidable d'un réveil légitime du sentiment national. Maintenant, s'il est loin d'être vaincu, ses progrès sont enrayés. Ce n'est plus la démagogie du socialisme national antisémite qui a prise sur certains éléments prolétariens démoralisés par les turpitudes de la social-démocratie, c'est notre argumentation révolutionnaire qui mord sur les classes moyennes prolétarisées et désorientées. Comme deux courants internes, l'un pangermaniste, l'autre séparatiste, divisent d'autre part le fascio allemand, alors que l'unité ouvrière se réalise de plus en plus autour du PC – les événements de Thuringe en témoignent une nouvelle fois –, l'étoile soviétiste a pour le moment l'avantage sur la croix gammée. Et c'est beaucoup, car le moment n'est pas drôle... »

Le fait est que la « journée de Sedan » (2 septembre) a été fiasco pour le fiasco ; qu'après deux ou trois réunions contradictoires avec des orateurs communistes, le Parti ouvrier national-socialiste a fait dans son organe, le *Völkische Beobachter* (l'Observateur populaire), le 14 août, défense formelle à ses adhérents d'entrer en controverse avec les communistes... ; que les trois controverses publiques soutenues contre des orateurs fascistes par notre camarade Hermann Remmele [3] – à Stuggart les 2 et 10 août et à Göppingen le 16 – ont, comme les articles de Radek [4], fait le tour de l'Allemagne réactionnaire, armée pour la guerre civile...

Parcourons ensemble la petite brochure qui contient les discours de Remmele aux fascistes sud-allemands, et nous serons fixés sur ce que des imbéciles – ou des politiciens de mauvaise foi – appellent le national-bolchevisme [5]. « Vous combattez la finance juive, dit Remmele aux fascistes, bien ! Mais combattez aussi l'autre, celle des Thyssen, des Krupp, des Stinnes, des Klöckner [6] ! » et il fait applaudir par ces antisémites, la lutte des classes. « Vous combattez les ouvriers parce que vos maîtres, les grands capitalistes nous divisent, vous gens des classes moyennes

ruinées et demain prolétarisées et nous prolétaires pour régner ! » et il fait applaudir par ces réactionnaires le front unique de tous les exploités. « Vous êtes patriotes ? » et il montre la grosse industrie allemande associée en maintes affaires fructueuses au capital français, lui vendant ses secrets de fabrication, comme le trust badois de l'Aniline, préparant la colonisation de l'Allemagne, s'enrichissant de la baisse du mark. « Lequel d'entre vous veut se faire tuer pour cette Allemagne capitaliste ? » Et il fait crier par la salle entière : « Pas un ! »

Dans sa partie positive son argumentation est simple : « L'Allemagne affamée ne peut se libérer qu'en secouant d'abord le joug de son capitalisme national. » « Le traité de Versailles ne pourra être annulé que lorsqu'il n'y aura plus d'Allemagne capitaliste. » « Un peuple vous déjà montré comment on se libère : voyez l'exemple des Soviets internationalistes ! » « Ensemble, nous sommes seize à dix-huit millions de prolétaires dont les salaires ont baissé au moins des quatre cinquièmes ; et neuf à onze millions de petites gens ruinés. On vous a dit autrefois que le communisme vous prendrait tout : c'est le capitalisme qui vous a tout pris. Le prolétariat vous libérera en se libérant. » « L'unité nationale de l'Allemagne ne peut avoir d'autre appui que le mouvement ouvrier international. »

Cet orateur communiste, parlant à des fascistes wurtembergeois, leur fait acclamer André Marty[7] et la France ouvrière qui « produiraient des milliers de Marty, si les armées françaises marchaient contre la révolution allemande ». Mais rappeler ainsi à des Allemands, bernés par les excitations chauvines de la presse de Stinnes, rendus haineux par les exploits de Degoutte dans la Rhur, aigris par la misère, qu'il y a une France rouge, communarde, qui a fait ou tenté quatre révolutions en un siècle et qui ne sera jamais le bourreau d'un grand mouvement libérateur, c'est peut-être, pour les gens du populaire, se livrer à de basses agitations démagogiques.

Les communistes allemands sont allés offrir la discussion aux fascistes, avec tout leur programme, avec toute la puissante intransigeance de l'idéologie révolutionnaire. Qu'on épluche ces discours de Remmele ; on n'y trouvera pas une concession, pas une réticence. Pour soulever, à propos de cette remarquable campagne de propagande, la vertueuse indignation des social-démocrates de France et d'Allemagne, il a fallu triturer des textes, violenter des faits, en ignorer d'autres de parti pris – comme le vaste travail d'organisation de la résistance armée au fascisme accompli dans toute l'Allemagne par les communistes – user des trucs les plus grossiers de l'agitation. « Radek serre la main au comte Reventlow », a écrit le *Vorwärts*. (Et Remmele de lui répondre :

« Nous vous offrons bien le front uni, à vous qui avez assassiné Liebknecht et Rosa Luxemburg, à vous dont le Noske a sur la conscience le sang de quinze mille révolutionnaires ! »)

Le mouvement fasciste naît de la misérable condition des classes moyennes paupérisées par les luttes de l'époque impérialiste et déçues de la démocratie, du pacifisme, du réformisme, du socialisme douceâtre dont elles se sont nourries au temps où l'aisance semblait leur partage assuré. Il dresse contre le prolétariat des millions d'hommes résolus à tout risquer puisqu'ils ont presque tout perdu, ennemis du socialisme qui les a trompés, disposés pour la même raison à prendre le contrepied de leurs croyances d'hier. En Allemagne, il constitue la suprême ressource de l'ordre capitaliste ; et comme il pourrait compter sur des couches sociales de plus de dix millions d'hommes, il serait, le jour venu, adossé à la haute finance et à la *Schwerindustrie*, encadré par la police et *Reichswehr*, dirigé par les meilleurs stratèges des états-majors du Kaiser, un terrible facteur de réaction.

Les communistes allemands sont allés à lui et l'ont frappé aux endroits les plus vulnérables : dans son idéologie absurde, dans la duplicité consciente de ses chefs, dans les sentiments anticapitalistes et antidémocratiques de ses masses. L'occupation de la Ruhr avait fait passer sur l'Allemagne entière une vague de nationalisme. Ils l'ont quelquefois neutralisée, quelquefois transformée en un élément révolutionnaire de plus. Au lieu de laisser Ludendorff et Hitler dévoyer les forces ouvrières vers une guerre civile de répression, ils ont réussi à neutraliser une partie des classes moyennes en faveur de l'internationalisme révolutionnaire qui veut – qui est – la paix des peuples.

Où l'on voulait acclamer Hindenbourg, ils ont fait acclamer Marty.

1. Le comte Ernst zu Reventlow (1868-1943), ancien officier de marine, devenu journaliste pangermaniste, penchait à l'époque vers le national-bolchevisme. Député en 1924, il rejoignit le parti nazi en 1927. Karl B. Sobelsohn, dit Radek (1885-1940) avait milité dans les partis social-démocrates polonais et allemand avant de rejoindre le parti bolchevique en 1917. Il fut représentant de l'IC en Allemagne en 1918 et, au cours de son séjour en prison en 1919, connut des nationalistes influents qui lui rendaient visite dans sa prison. Secrétaire de l'IC en 1920, il était le mentor du KPD et passait pour un partisan du « national-bolchevisme ».

2. Ceux que Victor Serge appelle « les dissidents français » sont les membres du parti socialiste SFIO, minorité du Congrès de Tours qui, n'ayant pas accepté sa décision d'adhérer à l'IC, avaient rompu et reconstitué la « vieille maison » autour de Léon Blum.

3. Hermann Remmele (1880-1939), métallo, venu au KPD par les social-démocrates indépendants, membre de la centrale, participa à plusieurs meetings nazis dans les mêmes conditions. Il n'était pas une exception, les communistes cherchant systématiquement la discussion avec les nazis pour détourner d'eux les éléments abusés par leur démagogie.

4. Le KPD avait édité en une brochure de 60 pages sous le titre *Schlageter : une discussion*, des articles de Radek et Frölich, mais aussi de Reventlow et Moeller van den Bruck, qui eut une grosse circulation.

5. Tout le passage qui suit est une polémique de Victor Serge contre une thèse, encore en vogue aujourd'hui, selon laquelle les communistes allemands auraient cherché, en 1923, l'alliance avec les nazis et auraient fait ainsi du « national-bolchevisme ».

6. Peter Klöckner (1865-1940) était, comme les précédents, un magnat de l'industrie.

7. André Marty (1886-1956) était officier mécanicien sur le Protêt et dirigea une mutinerie contre l'envoi de la flotte contre les bolcheviks. Condamné à vingt ans de bagne, il adhéra au PC et devint député et membre de sa direction.

XV
Vers la guerre civile

Correspondance internationale, 28 septembre 1923

Communistes, nous sommes loin de méconnaître la puissance, les facultés créatrices, la vitalité dont fait encore preuve le système capitaliste. Mais il nous semble qu'un ingénieur fou le symboliserait à merveille. Ce serait un constructeur habile de ponts, d'aqueducs, de machines hautement perfectionnées. Il accomplirait d'admirables travaux – non sans exploiter impitoyablement sa main-d'œuvre. Seulement, à de certaines heures, dominé par son mal, ce technicien, ce logicien commettrait d'énormes fautes, vouant à la ruine toute son œuvre. Le capitalisme européen est bien cet ingénieur fou.

La bourgeoisie allemande vient de perdre une deuxième guerre. La première, commencée par les impérialismes ennemis à l'apogée de la société capitaliste, a causé la ruine de l'Europe, suscité la Révolution russe et, en Allemagne, la révolution de novembre 1918. La deuxième, la guerre économique de la Ruhr, met la France et l'Allemagne bourgeoises en présence d'une révolution d'Octobre (qui pourrait très bien d'ailleurs ne se produire qu'au printemps...). Pourquoi ? Parce que l'oligarchie financière et industrielle d'outre-Rhin ne voulait rien céder à sa rivale française des bénéfices que lui rapporte l'exploitation du travail « national » ; parce que le Comité des forges tenait à s'assurer sur la Schwerindustrie germanique une hégémonie complète, et la France impérialiste à affermir son prestige... De ce prestige assurément fameux, de cette hégémonie, de ces richesses qu'arrivera-t-il, si demain des drapeaux rouges se déploient sur les cités d'Allemagne ? M. Stresemann se le demande avec angoisse. M. Poincaré [1] n'en a cure. Il est le maître de la situation tout comme Napoléon l'était en

1812. L'ingénieur fou ! vous dis-je. Même lucide, il ne cesse pas de porter dans son cerveau la démence qui le condamne.

Dilemme

L'Allemagne a capitulé. Pour ne pas lâcher un centime de leur avoir, les capitalistes allemands livrent à l'impérialisme français, pieds et poings liés, ventre creux, l'Allemagne du travail. Mais peut-être est-il déjà trop tard. La résistance passive s'achève en catastrophe. Elle a vidé le trésor de l'Etat, rempli les poches des naufrageurs, payé l'armement de la réaction. Elle a fait passer sur le pays des souffles de révolte et dressé à la fois contre l'impérialisme français et contre le capitalisme « national » le prolétariat de la Ruhr. La lutte est finie. Restent la banqueroute, les naufrageurs et la réaction en armes devant ses sacs d'écus volés, les masses en fermentation obéissant à la logique des faits, suivant l'avalanche, roulant avec elle. Messieurs Stresemann et Hilferding réussiront-ils à empêcher l'avalanche ?

C'est-à-dire !

Réussiront-ils, dans les trois à cinq mois de froid et de faim qui viennent, à tirer du néant un papier-monnaie valant quelque chose ? à donner du pain aux trente millions de pauvres gens qui n'en ont plus ? à résister ou à canaliser à leur profit la guerre civile imminente ? à satisfaire — sans se suicider — l'impérialisme français ?

Si c'est oui — l'ingénieur fou continue.

Si c'est non — la révolution commence.

Dans les deux cas, sans doute M. Poincaré aura vaincu : mais l'Europe capitaliste risque fort de crever de sa victoire.

Entre deux dictatures

La grande coalition, « dernière réserve de la démocratie allemande », est devenue, du fait de sa capitulation, à peu près aussi impopulaire que l'était, à la veille du jour où les comités d'usine le chassèrent, le cabinet Cuno. Les partis populaire allemand, démocratique et du Centre catholique sont, comme la social-démocratie, en pleine crise intérieure. M. Stresemann a fait annoncer — en même temps que la cessation de la résistance passive dans la Ruhr — par voie de notes officieuses qu'il prendra s'il le faut la dictature. Les journaux ont, à ce propos, fait courir le bruit que le citoyen Noske, dictateur rêvé jadis par le major Ehrhardt, était venu à Berlin conférer avec le chef de l'Etat...

Fort bien, mais... dictature contre qui ? On n'exerce pas de dictature à vide. Contre le fascisme et la grande industrie dont Stresemann n'est qu'un vieil avoué retors ? Supposition absurde. Contre le prolétariat ? Mais le citoyen Noske ne pourrait plus recommencer ses exploits de 1919. A cette époque, il a pu armer contre la classe ouvrière toute la canaille réactionnaire, employer les Ehrhardt [2], des Lüttwitz, les Hoffmann [3]. S'il l'essayait maintenant ce serait la fin immédiate de son parti et à brève échéance celle de son régime : car ni les masses ouvrières ne le ménageraient, ni Ludendorff ne ferait grâce aux « scélérats qui ont fait la révolution de novembre ».

Sur l'évolution à gauche des masses de la social-démocratie, les indices se multiplient. Le congrès régional social-démocrate de Berlin vient de constater (résolution publiée par le *Vorwärts* du 25 septembre) la faillite de la politique de coalition et d'exiger le retour à la lutte de classes. Il a voté en même temps un ordre du jour de sympathie au président du conseil socialiste de la Saxe rouge, Zeigner [4], et l'a félicité pour sa tenace campagne en faveur de l'épuration de la Reichswehr.

La grande coalition n'a plus avec elle ni les masses de la bourgeoisie, – qui ne veut pas de ses impôts et souhaite de plus plus un coup de barre énergique de droite – ni celles de la social-démocratie qui comprennent de mieux en mieux que les communistes ont raison. Ici s'arme la Bavière blanche, là travaille la Saxe rouge. Entre les deux, Hilferding et Stresemann impriment de nouveaux assignats.

Von Kahr et Gessler simili-dictateurs

Voici l'Allemagne pourvue le même jour de deux succédanés de dictateurs : von Kahr en Bavière et Gessler à Berlin [5]. Le gouvernement bavarois a soudainement pris le 26, la décision de conférer à M. von Kahr, nommé haut commissaire de l'Etat, des pouvoirs extraordinaires, dictatoriaux. Depuis quelques jours, on attendait le coup de force bavarois ; le gouvernement réactionnaire pro-fasciste de Munich se prémunit. Sur la signification de ces événements, le *Vorwärts*, grandement intéressé, dit des choses fort justes. La différence entre le cabinet de Munich et les ultra-fascistes bavarois consiste uniquement en ceci : les seconds croient que le moment est venu de dénouer la situation en frappant le « bolchevisme grandissant à Berlin » : le premier pense que mieux vaut temporiser quelque temps encore. Sur le principe ils sont d'accord.

Aussi l'institution de l'Etat de siège renforcé en Bavière et la nomination de von Kahr ont-ils eu, dans tout le Reich, l'effet d'un coup de toscin. Von Kahr est un vieil « antisocialiste fanatique » (*Vorwärts*). Qu'il impose sa volonté à Hitler et Ludendorff ou qu'il s'entende avec eux, la Bavière constitue dans les deux cas un camp retranché de la réaction dont on peut attendre du jour au lendemain les plus audacieuses sorties.

Le gouvernement du Reich lui a donné la réplique le soir même en instituant à son tour l'état de siège renforcé sur tout le territoire allemand. Toutes les libertés constitutionnelles sont suspendues. Les dispositions pénales prévues contre les crimes politiques sont aggravées. Peine de mort en cas de haute trahison, d'insurrection, d'émeute, de résistance à la force légale, etc. M. Gessler, ministre de la Reichswehr a pleins pouvoirs pour appliquer immédiatement ce décret.

M. Gessler ! La mesure est, dit-on, une mesure de défense de la République rendue nécessaire par la menace bavaroise. Et c'est M. Gessler que les ministres social-démocrates et le citoyen Ebert chargent de l'appliquer : Gessler, paravent officiel des chefs fascistes de la Reichswehr, leur ami, leur complice, Gessler dont un von Seeckt [6] est le principal collaborateur ! Tant d'ingénuité doit être suspecte. La Reichswehr réactionnaire, organisée en associations nationalistes secrètes, commandées par le simili-dictateur Gessler, ne marchera à fond que contre la classe ouvrière. Toutes les dispositions du décret instituant l'état de siège peuvent d'ailleurs être appliquées beaucoup plus facilement aux communistes qu'aux fascistes bavarois. Cette suprême tentative de MM. Stresemann — Hilferding pour empêcher la guerre civile semble donc, en réalité, accroître seulement les chances immédiates de la réaction.

Rien que ses chances immédiates parce que, dans l'état actuel des forces ouvrières, ce n'est sûrement pas elle qui aura le dernier mot.

L'avance fasciste

M. von Knilling, président du Conseil bavarois, adressait l'autre dimanche un ultimatum à peine déguisé au gouvernement du Reich. Le 23 septembre à la « soirée allemande » d'Augsbourg, en présence de Ludendorff, le capitaine D. Heiss [7] criait textuellement ceci à ses auditeurs : « L'heure est venue de faire donner les fusils, les mitrailleuses et notre paire de canons... Et si nous manquons de chevaux, attelons-nous nous-mêmes à nos pièces ! »

« Le poing bavarois résoudra à Berlin le problème de la liberté allemande. » Ludendorff approuvait.

Le numéro du *Völkische Beobachter* national-socialiste, de ce jour-là, portait en manchette : « Armons-nous pour la guerre civile ».

Ce ne sont pas uniquement des mots, Hitler mobilise officiellement ses « troupes de choc ». Le 22 septembre, la police procédait à de nombreuses arrestations de cheminots : exactement vingt-cinq. Le même jour à Munich des fascistes de l'*Oberland* tiraient dans la rue sur des ouvriers ; un blessé grièvement.

Les visites domiciliaires suivies d'ignobles brutalités – à l'italienne – se généralisent en Bavière.

Le 22, toujours, à l'autre bout de l'Allemagne, seize mille fascistes mobilisés par l'association Olympia se réunissaient à Hohenbourg (Mecklenbourg).

Le 25, non loin de Leipzig : à la frontière de la Saxe et de la Prusse, des collisions se produisaient entre fascistes et communistes : onze blessés.

Par ailleurs, les troubles de la faim continuent. Ceux de Dresde fournissent à la presse bourgeoise le motif d'une incessante campagne tendant à une intervention du Reich – et de la Reichswehr – en Saxe. En Haute-Silésie – à Gleiwitz – la police tire.

La Reichswehr est « prête à toute éventualité ». Malgré les révélations de M. Zeigner et les efforts des social-démocrates, le ministre « démocrate » Gessler reste à sa tête parce qu'il a « la confiance des chefs » et les bonnes grâces du général von Seeckt. La police verte reçoit des provisions de grenades et, dit-on, des masques contre les gaz asphyxiants. L'association des fonctionnaires de l'Etat bavarois avertit, par circulaire, ses membres qu'en cas de coup d'Etat, c'est au gouvernement bavarois, fût-il issu d'un coup d'Etat, qu'ils ont à obéir. Le gouvernement de Berlin réagit en leur intimant de n'obéir qu'à ses propres ordres. Un chiffon de papier de plus dans la corbeille de M. von Knilling. Le fascisme se prépare ainsi à tordre le cou à la république d'Ebert et à imposer au peuple allemand, après un nombre suffisant d'exécutions sommaires, son programme de régénération : « extirpation du marxisme juif, journée de dix heures ».

Le gouvernement de la grande coalition lui facilite la tâche en frappant à gauche. Le 24 septembre, il suspend *Die Rote Fahne* et tous les organes communistes de Berlin pour quinze jours. Le *Vorwärts* cependant, pour faire diversion à l'opinion des social-démocrates, découvre à Berlin des dépôts d'armes clandestins – ce n'est pas ce qui manque il est vrai – « achalandé à l'en croire, par un attaché militaire de l'ambassade soviétiste ». Ces

gens-là sont-ils plus aveugles que fourbes, ou plus fourbes qu'aveugles ? Cruelle énigme !

Chiffres

Du 13 au 19 septembre, augmentation normale du coût de la vie de 165 %. Minimum nécessaire pour la semaine à un ménage ouvrier ayant deux enfants : 1 400 563 440 marks. Près d'un milliard et demi. Salaire ordinaire de l'homme – journée complète – la moitié.

En août, 43 % des entreprises industrielles étaient dans une situation précaire ou mauvaise. Fin août, la situation du marché du travail se présente comme suit : 7,06 % des métallurgistes, 4,53 % des textiles, 12,90 % des travailleurs du livre et 12,6 % du vêtement sont sans travail ; 16,58 % des métallurgistes, 46,19 % des textiles, 32,09 % des travailleurs du livre et 57,98 % du vêtement ne font que des journées de travail écourtées. De juillet à août, le nombre des chômeurs a plus que doublé, le nombre des ouvriers faisant des semaines incomplètes presque triplé.

Du 7 au 21 septembre, la somme des billets de banque du Reich en circulation passe de 518,8 milliards à 1 182 milliards, soit plus d'un trillion. Dans le même laps de temps, la réserve d'or diminue de vingt millions.

Le 22 septembre, le citoyen Hilferding parvient à abaisser le change du dollar à moins de cent millions (il avait précédemment atteint trois cent vingt-cinq millions avec une moyenne de deux cents environ, dans les journées précédentes). Mais les prix du commerce de détail établis sur un étalon-dollar à plus de deux cents millions ne baissent pas. On constate, du 15 au 21 septembre, une augmentation de 148 % de l'index des prix de gros. Qui est volé ? le pauvre.

Le commissaire extraordinaire chargé de la saisie des devises et des *valutas* étrangères, M. Fellinger, fait faire des rafles dans les rues et les cafés. Les premières lui ont apporté seize mille marks-or environ. Gare au passant s'il a dans son portefeuille un dollar tristement unique. Mais respect aux banques !

1. Napoléon Ier (1769-1821) avait, en 1812, occupé Moscou et ses conquêtes semblaient alors à leur zénith : en réalité, la campagne de Russie était le commencement d'une fin qu'il ne put empêcher.

2. Le capitaine de corvette Hermann Ehrhardt (1881) avait constitué le premier noyau de son corps-franc, la Brigade de marine, à Wilhelmshaven. Il avait été avec sa troupe le fer de lance du putsch de Kapp.

3. Walter von Lüttwitz (1859-1942), général, était le vrai chef, commandant militaire lors du putsch dit de Kapp contre le gouvernement qui avait signé le Traité de Versailles. Sans doute, le Hoffmann du texte est-il l'ancien ministre-président et protecteur des Corps-francs, Adolf Hoffmann (1858-1930).

4. Erich Zeigner (1886-1961), magistrat, social-démocrate en 1919, partisan de l'alliance avec les communistes. Ministre-président en avril 1923, il allait prendre des ministres communistes en octobre.

5. Gustav von Kahr (1862-1954), royaliste, fédérateur des organisations monarchistes et des Ligues réactionnaires bavaroises, se fit nommer Commissaire de l'Etat par von Knilling, le 26 septembre 1923. Otto Gessler (1875-1955), membre du parti démocrate, était ministre de la Reichswehr et il fut nommé Commissaire du Reich avec des pouvoirs dictatoriaux le 27 septembre : ce civil était l'homme de confiance des chefs de la Reichswehr.

6. Le général Hans von Seeckt (1866-1956) réorganisa la Reichswehr sous l'aile de Gessler et en fit un instrument redoutable en même temps qu'une force disciplinée.

7. Le capitaine D. Heiss, qui commandait le corps-franc Reichsflagge, était alors l'un des plus en vue des baroudeurs des Corps-francs, mais il allait se brouiller avec Roehm et se ranger contre Hitler, du côté de von Kahr.

XVI
Le dimanche rouge de Düsseldorf

Correspondance internationale, n° 78, 30 septembre 1923

Seize tués, une centaine de blessés, tel est le bilan des « pacifiques » manifestations séparatistes de Düsseldorf, ce 30 septembre. La troupe française est intervenue pour rétablir l'ordre au profit exclusif des manifestants de la « République rhénane », agresseurs de la police bleue. Ces tragiques incidents de Düsseldorf surviennent à un moment où toute l'Allemagne, émue par des rumeurs persistantes venant des régions occupées, attend comme un signal de démembrement et de guerre civile la proclamation d'une république rhénane [1].

Depuis longtemps, l'intrigue française y travaille. Bien des industriels rhénans croient avoir tout avantage à s'unir avec le puissant capital français en se séparant définitivement d'une Allemagne où gronde la révolution. Une fiévreuse agitation se poursuit dans les régions occupées sous le mot d'ordre de la création d'un Etat-tampon pour « assurer la paix entre la France et l'Allemagne ».

Qu'on ne s'y trompe pas. Voulue par des capitalistes français et rhénans, dont le coffre-fort est la seule patrie, la proclamation d'une république rhénane créerait un double et terrible danger au cœur de l'Europe occidentale. Danger de guerre, certitude même d'une guerre future : car, pas plus que la Grande-Bretagne n'admettait, il y a cent dix ans, l'hégémonie napoléonienne sur la Confédération du Rhin, la Grande-Bretagne d'aujourd'hui n'admettra l'hégémonie continentale de la France, cause pour elle de ruine et de mort. Danger, certitude et même certitude immédiate d'un accroissement des forces de la réaction en Allemagne. M. Wulle, un des leaders de l'extrémisme nationaliste, disait ces jours-ci, dans les couloirs du Reichstag, à un journaliste que nous

connaissons : « Le lendemain de la séparation de la Rhénanie, nous prendrons, dans toute l'Allemagne, les responsables à la gorge. » En tous cas, la séparation de la Rhénanie donnerait tout de suite une puissante impulsion au mouvement nationaliste. Elle deviendrait le point de départ d'une incessante agitation pour une guerre de revanche. D'autre part, elle aurait pour conséquence de séparer les masses ouvrières du reste de l'Allemagne de celles de la Rhénanie, affaiblissant d'autant l'Allemagne ouvrière de demain. C'est pour ces graves raisons, pour la paix de l'Europe et pour la révolution allemande qui seule peut l'assurer, que le Parti communiste allemand s'oppose de toute son énergie au séparatisme rhénan.

Simili-dictature à droite

A quelques jours de distance, on commence à mieux distinguer les dessous des récents événements de Munich et de Berlin qui ont amené l'institution des deux dictatures différentes, mais très analogues, de M. Gessler et von Kahr. M. von Kahr, nanti des pouvoirs dictatoriaux, déclarait ces jours-ci au *Völkische Beobachter*, organe fasciste, qu'il se considère comme remplaçant provisoirement le roi Rupprecht et gouvernera contre la gauche. Ses premières mesures confirment ces déclarations et s'accordent avec son passé de séparatiste résolu. Les voici : 1. annulation pour la Bavière de la loi sur la défense de la république promulguée par le gouvernement du Reich au lendemain de l'assassinat de Rathenau ; 2. dissolution des organisations de défense social-démocrates ; 3. révocation du bourgmestre libéral de Nuremberg, Luppe, qui avait, il y a quelque temps, demandé contre les bandes fascistes l'appui de la police d'Empire ; 4. perquisition à la *Münchner Post*, social-démocrate, accompagnée d'un imposant déploiement de force (automobiles blindées et autos-mitrailleuses !). Aucune mesure n'a été prise contre les bandes de Hitler dont la mobilisation continue. Il y a mieux. M. Gessler, dictateur pour le Reich, a suspendu la parution du *Völkische Beobachter*, qui continue néanmoins à paraître sous la tutélaire protection de M. von Kahr.

Que s'est-il donc passé à Munich ? Ceci : ce que les nationalistes pangermanistes, avec Hitler et Ludendorff, voulaient faire extra-légalement, les nationalistes royalistes le font légalement. Le coup de force s'est accompli au nom de la loi.

Et que s'est-il passé à Berlin ? Ceci : impuissant à remédier à cette situation, le cabinet Stresemann-Hilferding l'a sanctionnée en

instituant dans le Reich entier la dictature militaire. Sur les instances personnelles du président Ebert, l'exercice de celle-ci a été confié au ministre de la Reichswehr Gessler, l'homme du gouvernement le plus proche des Bavarois. A Munich, l'autorité dictatoriale revient formellement au subordonné direct de M. Gessler, le général von Lossow, auprès duquel von Kahr remplit les fonctions de commissaire civil. Pure prestidigitation diplomatique ! Le général von Lossow est l'ami et le subordonné de fait de von Kahr. Tandis que ce dernier abroge les lois du Reich – on ne peut vraiment pas agir plus carrément ! –, le Kronprinz Rupprecht, le président du conseil von Knilling, le général von Lossow[2] l'accompagnent à une grande solennité militaire – la revue de la compagnie traditionnelle de la Reichswehr de Munich du 30 septembre –, qui se termine au cri de : Vive le roi !

A l'égard de la Bavière monarchiste et de la réaction, la dictature du Reich n'est qu'une simili-dictature, apparente, formelle et, semble-t-il, tout à fait vaine.

Dictature authentique à gauche

Le gouvernement bourgeois et social-démocrate de Berlin ne peut ni ne veut prendre aucune mesure énergique contre la réaction bavaroise. Il sait très bien d'ailleurs que sa Reichswehr ne marcherait pas. Mais, instituée officiellement en réponse à la nomination de von Kahr à Munich, la dictature de Gessler crée en Saxe et en Thuringe rouges une situation intolérable. On sait que le président social-démocrate de gauche du Conseil de la Saxe, Zeigner, était depuis longtemps dédaigneusement boycotté par les autorités de la Reichswehr dont il a obstinément dénoncé les menées réactionnaires. Le président Ebert et tous ses coreligionnaires de parti, ministres social-démocrates, lui ont répondu en plaçant la Saxe ouvrière sous la dictature du lieutenant-général de la Reichswehr Müller[3] qui, dès le 27 septembre, annonçait la dissolution des centuries ouvrières légalement constituées. Le général Müller a pour l'instant reculé devant cette mesure. Mais il gouverne Dresde à la manière du capitan general de Barcelone. Son ordonnance du 27 dit en sept points (que j'abrège) :

« 1. J'exerce dès aujourd'hui la plénitude du pouvoir [...]. 2. Les officiers et assimilés aux officiers de la troupe ont tous les droits des fonctionnaires de la police [...]. 3. Défense est faite de publier sans mon autorisation préalable quelque imprimé nouveau que ce soit [...]. 4. Toutes les manifestations dans la rue sont défendues ; pour les réunions en local clos l'autorisation préalable

doit m'être demandée. 5. Défense est faite de suspendre le travail dans les industries nécessaires à la vie publique (eau, gaz, électricité, mines de charbon et de potasse, transports, alimentation). 6. Les rassemblements sont interdits. 7. Les infractions à ces ordonnances seront sévèrement punies [...]. »

Ainsi, les travailleurs de la Saxe démocratique, privés du droit de grève et de tous les droits constitutionnels, n'ont plus aucun moyen de défense légale. Le gouvernement socialiste de la Saxe – qui observe une réserve assez piteuse – est annulé d'un trait de plume. Le moindre geste de protestation des travailleurs saxons ne peut être qu'extra-légal et la Reichswehr est autorisée par la grande coalition à le réprimer avec la dernière rigueur !

Le Parti communiste lance le mot d'ordre de la grève générale politique. Demain peut-être cette grève générale peut s'imposer à la Saxe ouvrière qui ne saurait accepter facilement le régime du sabre et de la botte de la Reichswehr. Que se passe-t-il alors ? Toute la bourgeoisie, y compris celle qui appartient à la grande coalition, est depuis des mois pleinement d'accord sur ce point avec les gens de Munich : « Le scandale criant au ciel de la Saxe et de la Thuringe doit cesser. » (Maretsky[4], député populiste – de la grande coalition – dans le *Tag.*) Contre un mouvement révolutionnaire, sciemment provoqué par le général Müller, le front uni des fascistes de toute nuance, bavarois, séparatistes, pangermanistes et autres, de la Reichswehr et du gouvernement démocratique et social-démocrate se réaliserait instantanément. On voit l'étendue du péril et la gredinerie des citoyens ministres Schmidt, Hilferding, Sollmann, Radbruch[5] qui préparent sciemment la répression du mouvement ouvrier de Saxe et de Thuringe par les méthodes de Noske, dussent-ils se faire pendre après par Ludendorff.

Ils croient sans doute avoir plus de chance encore d'être pendus si une révolution socialiste triomphait en Allemagne centrale.

Ceux qui n'y comprennent rien

Pendant que les communistes allemands affrontent cette situation complexe et périlleuse, pendant qu'ils fortifient à grand peine, contre l'assaut imminent de la réaction, le dernier bastion prolétarien de l'Europe centrale, des gens qui ne comprennent visiblement rien ni à la pensée communiste, ni aux événements d'Allemagne (quoiqu'ils aient appartenu, il n'y a pas longtemps, au PC français) écrivent textuellement des choses dans le genre de celle-ci :

« Transposé en France, le projet Radek-Rosmer [6] équivaut donc à la défense nationale française prêchée dans *l'Humanité*, par des artistes signés Léon Daudet [7]. » Pauvres bougres ! Il faut être bien aveugles ou bien malhonnêtes pour confondre la défense nationale d'un Etat impérialiste avec la défense « nationale » d'une révolution ouvrière internationaliste qui commence ; pour ne pas comprendre que dans un pays où le joug d'un impérialisme étranger s'ajoute à celui du capital national, il en résulte dans les masses un double sentiment de révolte qui constitue la plus grande force révolutionnaire ; pour ne pas comprendre que les communistes allemands, en le méconnaissant, assureraient la victoire du fascisme nationaliste et que le démembrement de l'Allemagne consacrerait, dans une Europe centrale balkanisée, un durable affermissement du désordre capitaliste.

Mais épinglons ici une coupure de la *Germania* (du 19 septembre), organe du centre catholique. On y déplore amèrement, dans une « Lettre politique du Wurtemberg », que la propagande communiste ait pénétré parmi les paysans wurtembergois que le Centre catholique et les socialistes-nationaux influençaient seuls naguère encore. La *Germania*, dont nous ne mettrons pas la compétence en doute, atteste de la sorte la valeur et le succès de la tactique du PC allemand vis-à-vis du mouvement nationaliste.

Bien au-dessus du dollar

Nous payons, depuis quelques jours, les journaux 5 millions, le chemin de fer de banlieue (troisième classe) et les communications urbaines 4,5 millions, une lettre pour l'étranger 6 millions et le reste à l'avenant. Cela met, avec un change du dollar qui a varié ces jours derniers entre 160 et 200 millions, le journal à 40, 50 ou 60 centimes le numéro, le tramway *idem*, le reste à l'avenant. Le *Montag Morgen* publie à ce propos un curieux diagramme de la hausse des prix et de celle du dollar. Le 6 août, la hausse des prix était à peu près proportionnée à celle du dollar. A partir du 20 août, la cherté de la vie dépassait sensiblement la hausse du dollar. La différence entre eux était, l'un et l'autre étant désignés par 100 au 1er août, de : dollar 509, cherté de la vie 1 567. Au 17 septembre, la différence s'accroit encore : dollar 1 210, cherté de la vie 1 931. Au 24 septembre, la cherté de la vie équivaut à plus du double de la hausse du change : dollar 13 364, index de cherté 39 200.

La vie est plus chère à Berlin qu'à New York et qu'à Paris. Et l'on paye toujours l'ouvrier allemand en marks papier ! La dictature

de l'armée réactionnaire s'imposait vraiment, surtout aux ministres socialistes !

1. Deux semaines de suite, il s'était produit en Rhénanie des troubles graves provoqués par les manifestations des « séparatistes », protégés par les autorités françaises d'occupation, et les heurts avec la population locale.

2. Otto Hermann von Lossow (1868-1938), général de la Reichswehr, commandait les troupes de Bavière.

3. Le général Alfred Müller (1866-1925) commandait la Reichswehr en Saxe.

4. Oskar Maretsky (1881) appartint d'abord à la droite du DVP puis rejoignit le DNVP.

5. Robert Schmidt (1864-1943), ancien ouvrier (fabricant de claviers), ancien dirigeant syndical, avait été ministre de l'Economie et était vice-chancelier dans le cabinet Stresemann. Wilhelm Sollmann (1881-1951), journaliste, était représentatif du petit groupe qui cherchait un rapprochement entre socialistes et chrétiens.

6. Alfred Griot dit Rosmer (1877-1964), ami personnel de Trotsky, était entré au petit bureau de l'IC avant même la naissance du PCF, dont il était devenu l'un des dirigeants.

7. Léon Daudet (1867-1942), journaliste à *l'Action française,* ne dédaignait pas de manifester un antisémitisme virulent.

XVII
La réaction ?

Correspondance internationale, n° 79, 4 octobre 1923

La grande offensive contre les huit heures

La grande offensive contre les huit heures est déclenchée sur toute la ligne. Depuis trois jours, la crise ministérielle était dans l'air. Le chancelier Stresemann a fini par démissionner hier soir (3 octobre) mais a été chargé par le président Ebert de constituer le nouveau ministère. La crise annoncée par les organismes nationalistes avec soixante-douze heures d'avance et démentie à ce moment par toute la presse de la grande coalition s'est précisée quand M. Scholz [1], président de la fraction parlementaire du Parti populaire allemand (Deutsche Volkspartei) à la tête duquel il remplace le chancelier actuel, a présenté les trois revendications de la majorité de son groupe, tout à fait inacceptables par la social-démocratie : 1. élargissement de la grande coalition qui devrait comprendre désormais les nationaux allemands, d'extrême droite ; 2. suppression de la journée de huit heures ; 3. démission des ministres socialistes Hilferding et Radbruch. M. Scholz exigeait en outre que l'on évitât un conflit entre la Bavière et le Reich.

Souffletés ainsi par le puissant parti industriel de la grande coalition, les social-démocrates se sont montrés aussi conciliants que possible. Hier soir, mercredi, on annonçait la solution de la crise, la social-démocratie consentant à des mesures dictatoriales pour le relèvement de la production et à la « formule élastique du ministre Brauns » sur la journée de huit heures.

Pour n'être pas chassés du pouvoir, les social-démocrates consentaient en d'autres termes au vote d'une loi de pleins pouvoirs, qui donnera au gouvernement le droit d'exercer une sorte de dictature sur le travail : à la suppression, à peine masquée d'un mot équivoque, de

la journée de huit heures : à laisser le pouvoir à la Reichswehr contre-révolutionnaire et à éviter un conflit avec la Bavière en armes qui prépare au grand jour sa grande offensive militaire contre l'Allemagne prolétarienne.

Ce n'était pas assez. Au dernier moment, les partis bourgeois ont fait un nouvel effort pour débarquer du gouvernement la social-démocratie. Et les choses en sont là.

Situation claire. M. Cuno est tombé, chassé par la grève générale, au moment où une menaçante vague de grève et d'émeutes, déferlant sur toute l'Allemagne, faisait trembler la bourgeoisie. La bourgeoisie dut appeler les social-démocrates au secours : sans eux, son sauvetage devenait problématique. En toute hâte, elle vota, dans une mémorable séance d'anxiété du Reichstag, ses impôts sur les classes possédantes, ses impôts de la peur. Depuis, sa situation intérieure s'est améliorée. Avec la complicité des social-démocrates, elle a capitulé devant M. Poincaré et institué à l'intérieur la dictature des généraux. Les impôts de la peur, elle ne veut pas les payer. Les social-démocrates l'ont tirée du mauvais pas, ils la gênent désormais. Armée du pouvoir dictatorial de ses généraux, elle voudrait imposer au travail le nouvel effort indispensable à la reconstruction de l'Allemagne capitaliste. Les socialistes à la porte et un bon coup de barre à droite !

Les social-démocrates de gouvernement sont bien plats mais ne peuvent pas reculer au-delà d'une certaine limite sans achever de se déshonorer aux yeux des masses de leur propre parti. D'autre part, le traitement que la dictature Gessler-von Kahr leur fait subir en Bavière les éclaire sur ce qui les attend après une capitulation complète. Or, la loi de pleins pouvoirs économiques et financiers dont les partis bourgeois ont besoin et qu'ils voudraient appliquer contre les travailleurs, avec le concours de la Reichswehr, sans le contrôle même formel de ministres social-démocrates, doit être votée par les deux tiers du Reichstag. Ce qui fait que, sans les voix des social-démocrates, elle ne peut passer en aucun cas. Ou les partis bourgeois s'entendront donc avec la social-démocratie prête à toutes les complaisances ou le Reichstag sera dissous et les partis bourgeois, la dictature militaire, les bandes fascistes nationalistes tenteront probablement d'imposer leur volonté à la classe ouvrière par des moyens extra-légaux.

Küstrin

L'incident de Küstrin montre à quel degré d'exaltation en sont arrivés certains éléments de la contre-révolution. Le major de Buchrucker[2], leader des anciens combattants de la société du Casque d'acier – la plus forte association fasciste de l'Allemagne

centrale — a tenté dans la nuit du 1er octobre de s'emparer de la forteresse et de la ville de Küstrin. Pourquoi faire, grands dieux ? Le valeureux major s'imaginait sans doute donner à toute l'Allemagne le signal de la délivrance nationale, en d'autres termes de la guerre civile contre le prolétariat. (On dit, selon l'expression de M. von Kahr et de Hitler, la guerre au marxisme et aux Juifs ; on évite d'employer le mot socialisme, dont Hitler fait usage dans la propagande démagogique du Parti national-socialiste.) Il fût suivi par plusieurs centaines d'hommes. La Reichswehr n'eut pas de peine à rétablir l'ordre (un tué). De nombreuses arrestations ont été opérées, mais les gens du Casque d'acier venus en armes des environs de Küstrin ont pu se retirer sans être inquiétés.

Un détail remarquable. Le premier communiqué officiel oublié à Berlin sur l'échauffourée de Küstrin parlait d'une émeute national-communiste. Ce mensonge officiel portait la marque de fabrique du *Vorwärts*. Il paru dans les journaux, en même temps qu'une ordonnance de M. Gessler, interdisant de publier sur de semblables événements autre chose que des informations officielles. Pour éviter la propagation de fausses nouvelles... Désormais, les mensonges officiels seront les seuls publiés.

La réaction profite de l'état de siège — et largement

A Munich, von Kahr, imitant d'ailleurs le général Müller qui gouverne la Saxe rouge, interdit les grèves et menace de punir les actes de sabotage de la peine de mort. En Saxe, le général Müller supprime les journaux communistes, le *Kämpfer* de Chemnitz et le *Volksblatt* de Gotha. La Reichswehr se concentre aux environs de Berlin. On nous assure que deux mille mitrailleuses sont arrivées à Spandau — à trente minutes de la capitale — et que la contre-révolution compte sur plus de cinquante mille hommes armés à Berlin et dans les environs (chiffre donné par le *Klassenkampf*).

La crise ministérielle et la campagne de presse, à la tête de laquelle se signalent la *Kölnische Zeitung* et le grand organe de Stinnes, *Allgemeine Zeitung*, attestent que l'offensive actuelle de la bourgeoisie a des buts avant tout économiques. Son but le plus immédiat est l'abrogation de la journée de huit heures. Il est suggestif de constater que la réaction allemande est sur ce point absolument d'accord avec la bourgeoisie française. Il y a des mois que *le Temps* poursuit sa campagne pour la prolongation de la journée de travail en Allemagne — et en France aussi ! Tandis que M. Scholz présentait son ultimatum aux ministres social-démo-

crates, le général Degoutte faisait connaître à Düsseldorf les conditions posées par les autorités françaises pour la reprise du travail. Et ce sont : l'abrogation de la loi sur les comités d'usines, la journée de dix heures, etc. Stinnes, Scholz, Ludendorff, Degoutte, Primo de Rivera [3] : comme ils sont d'accord !

La social-démocratie jugée par ses alliés

Il est curieux de voir comment la social-démocratie est jugée par la brave bourgeoisie allemande à laquelle elle a rendu, il y a un mois, un service pourtant appréciable. Il y a quelques jours, *Deutsche Allgemeine Zeitung* publiait, sous la signature d'Ulysse, un article piquant intitulé « L'Allemagne et la révolution mondiale ». Nous y découpons ces lignes : « Tant que l'Allemagne fut une des nations dominantes du monde, l'idée de la révolution lui resta suspecte et répugna à sa bourgeoisie. Celle-ci laissa le principe révolutionnaire à la social-démocratie qui, représentant les classes montantes, sut fort bien l'exploiter. Mais depuis que la social-démocratie a cessé d'être un parti socialiste et n'est plus qu'un ramassis de petits-bourgeois remplis de crainte et d'espérance, elle a perdu l'idée de la révolution salvatrice et cette idée, cet élément vivifiant, n'existe plus en Allemagne. Lorsque l'auteur de ces lignes chercha à représenter la guerre comme un bouleversement révolutionnaire mondial et à tirer de ce fait des conclusions pratiques pour la politique allemande, il se heurta à l'incompréhension complète des social-démocrates. La social-démocratie s'était déjà détournée de la conception révolutionnaire dialectique de l'histoire et ne rêvait que pacifisme [...]

« Ainsi ce grand parti, en entrant en 1918 au gouvernement, ne pouvait plus rien ajouter de précieux ni d'original à la vie spirituelle politique de la bourgeoisie allemande. Que l'on se souvienne de l'amère déception de la bourgeoisie allemande après 1918, devant l'impuissance de la social-démocratie dans tous les domaines. On ne la connaissait pas. On attendait d'elle qu'elle apportât des forces neuves... ce dont l'Allemagne avait tant besoin : une conception révolutionnaire hardie de l'histoire mondiale qui conclut de la misère d'aujourd'hui à un mieux de demain. »

Quand il a fallu l'être, la bourgeoisie a su être révolutionnaire. Aujourd'hui encore, pour maintenir sa domination, pour mater le prolétariat, elle n'hésite pas à faire peau neuve, à jeter aux orties la défroque démocratique, à instituer des dictatures, à ériger en principe l'emploi quotidien de la violence de classe. Elle a raison de mépriser le socialisme dégénéré qui lui a fait peur d'abord, en

qui elle a cru trouver son maître et qui s'est mis au moment décisif à plat ventre devant elle.

A l'égard des communistes, elle tient un autre langage : « Le marxisme est l'ennemi mortel de la culture allemande », a dit M. von Kahr.

Les rumeurs de Berlin annoncent depuis une semaine un coup de force national qui devait se produire avant hier, qui doit maintenant se produire vendredi... A part cette attente d'une action soudaine des éléments de droite, l'état de siège ne se remarque guère. Le général von Horn n'a pas osé ajouter aux brimades ordinaires que fait subir le gouvernement aux travailleurs allemands. Mais n'est-il pas significatif que jamais on a tant parlé d'un coup de force réactionnaire que depuis que M. Gessler détient tout le pouvoir politique ?

Des petites affiches officielles prohibent la vente ou la diffusion des organes communistes *Der Rote Kämpfer, Die Arbeiterfaust* (le Combattant rouge, le Poing ouvrier). N'empêche que ce matin le Berlinois peut lire le *Klassenkampf* (la Lutte des classes). Ainsi, chaque jour, malgré la suppression de *Die Rote Fahne,* le Parti communiste fait paraître une nouvelle feuille, tantôt improvisée extra-légalement sur place, tantôt imprimée en province. Des poursuites sont ordonnées contre les auteurs et propagateurs de feuilles volantes communistes polycopiées à la main et distribuées dans les usines. Comme sous l'ancien régime russe !

De nombreuses familles juives de Berlin ont reçu cette semaine des lettres de menaces, signées d'une « ligue antisémite », leur annonçant un prochain massacre de Juifs, au cours duquel « les enfants mêmes ne seront pas épargnés ». Il y a donc des gens qui pensent sauver ainsi le capitalisme allemand !

M. Léon Daudet préconise les mêmes méthodes pour régénérer le capitalisme français.

1. Ernst Scholz (1874-1932) était un réactionnaire classique, président du parti populaire.

2. Le major Bruno Buchrucker (1878), membre du groupe terroriste d'extrême-droite *Orgesch,* avait obtenu des autorités militaires la permission de développer une « formation de réserve » qui fut appelée « Reichswehr noire ». Il avait prévu une « marche sur Berlin » qu'il dût décommander à partir du moment où la Reichswehr était aux com-

mandes. Le major poussa ses hommes à se révolter et occuper Küstrin pendant quelques jours. Il fut condamné à dix ans de forteresse.

3. Miguel Primo de Rivera y Orbaneja (1870-1930), général espagnol, avait pris le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire approuvé par le roi d'Espagne. Il venait de proclamer la loi martiale.

XVIII
La réaction veut tout le pouvoir

Bulletin communiste, 12 octobre 1923

La crise ministérielle à peine dénouée – vraisemblablement pour peu de temps – par la reconstitution d'un cabinet Stresemann n'a fait que traduire une tentative de la grande bourgeoisie pour prendre légalement ou à peu près un pouvoir dictatorial qu'elle ne cache pas son intention d'employer exclusivement contre le travail.

Dans la *Vossische Zeitung*, Georg Bernhardt, qui n'est pas le moins du monde un socialiste [1], a écrit tout net : « Il s'agit en définitive de savoir qui devra payer les dépenses des derniers mois (celles de la guerre économique de la Ruhr) et si l'assainissement de l'économie allemande doit s'accompagner exclusivement d'un effort extraordinaire de la classe ouvrière. » En effet, tous les efforts du parti du Centre et du parti démocrate pour ressusciter la grande coalition, toutes les complaisances de la social-démocratie, prête à sacrifier en fait la journée de huit heures, ont échoué en présence de la volonté irréductible du parti de Stinnes (Populaire), qui veut une coalition de droite avec les nationaux-allemands et ne veut plus de gouvernement ni parlementaire ni constitutionnel.

A son avis, l'heure de la dictature du grand patronat est venue. Dès aujourd'hui, il faut obliger le peuple allemand à travailler dix heures par jour et à manger moins encore qu'il ne mange pour payer les réparations, payer les frais de la résistance passive de la Ruhr – qui a enrichi les industriels rhénans et bien d'autres fricoteurs –, remettre l'industrie allemande à même de reprendre sa place sur le marché international. On ne peut imposer aux travailleurs d'Allemagne, sous-alimentés, surmenés, aigris, et, les meilleurs, conscients de leurs intérêts de classe, un semblable effort, que par une dictature impitoyable dont la tâche serait de réduire immédiatement à l'impuissance toutes les organisations ouvrières,

de décimer le Parti communiste et d'imposer une discipline toute prussienne du travail.

C'est ce que veut depuis longtemps M. Stinnes. Le grand ploutocrate, qui se flatta pendant la guerre d'organiser l'exploitation de la Belgique occupée, et, après la guerre, s'entendit avec le capital français (accord Stinnes-de Lubersac [2]), est depuis longtemps le promoteur d'une politique de droite, anti-ouvrière, anti-démocratique, qui doit commencer par imposer la journée de dix heures. On a beaucoup remarqué au Reichstag son activité pendant la crise ministérielle dont il est un des auteurs. C'est lui qui, le 3 et le 4, a négocié un rapprochement entre son Parti populaire et le Parti nationaliste. Sa gazette, la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, tient depuis quelques jours un nouveau langage. Elle ne parle que de *« méthodes révolutionnaires »* – à appliquer audacieusement par le patronat – pour la renaissance de l'Allemagne. Elle professe « un optimisme joyeux et une combativité qui l'attirent invinciblement à droite et dans lesquels le sociologue reconnaîtra l'indice de la décomposition des vieux partis ». « Il s'agit, écrit-elle dans son numéro du 4 octobre, d'une œuvre (de régénération) qui incombe avant tout aux partis de droite et ne peut évidemment s'accomplir ni démocratiquement ni parlementairement. » Avez-vous reconnu ce langage ? C'est mot pour mot celui des idéologues du fascisme dans la presse de Mussolini.

Die Zeit, inspirée par M. Stresemann lui-même, a envisagé la dissolution du Reichstag et l'exercice d'un pouvoir extra-parlementaire : une dictature bourgeoise sans le moindre masque.

Un manifeste des agrariens exige que l'on fasse « table rase », qu'on en finisse avec l'influence social-démocrate, qu'un gouvernement bourgeois comprenant les nationalistes se forme, et annonce, dans le cas contraire, qu'il « coulera des flots de sang ». Le gouvernement bavarois adresse cependant à Berlin, par télégramme, une demande d'adoucissement et de révision des impôts sur les classes possédantes. Le même jour, en Saxe, le général Müller suspend, jusqu'à nouvel ordre, la parution de tous les journaux communistes.

Interrègne

Le replâtrage a été malaisé, mais il a fini par réussir. La grande coalition des partis bourgeois et social-démocrate s'est reconstituée, sans le citoyen Hilferding, vraiment trop incapable. Jusqu'au dernier moment, la chose a paru improbable. On parlait d'un « directoire » de six bourgeois, d'une coalition purement bour-

geoise, de dissolution du Reichstag, de dictature de droite... Quel fait nouveau est venu modifier le cours des événements ? Une foule de choses se passent dans la coulisse. Retenons seulement que :
– M. Stinnes a, d'après les révélations de la *Germania* (catholique) décidé de la crise quelques jours avant qu'elle n'éclatât ; – l'Union patronale des métallurgistes – le Comité des Forges allemands, *Verband Eisen-und Stahlindustriallen* – a, comme certains agrariens et la gazette de Stinnes, annoncé avec obstination la fin du parlementarime et une dictature de droite ;
– Les partis du centre (démocrate et catholique) se sont évertués à ressusciter la grande coalition ;
– Les social-démocrates ont sacrifié Hilferding et la journée de huit heures.

Au dernier moment, la bourgeoisie a reculé devant les perspectives de la guerre civile. Les perpétuels conciliateurs des classes l'ont emporté.

L'impuissance du gouvernement Stresemann-Robert Schmidt devant la montée triomphale du dollar, l'arrogance de la réaction bavaroise, les exigences des rois de la Mine, de la Forge, de la Banque et de la Presse, reste totale.

Il ne peut qu'adorer le dollar, capituler devant Munich, servir le capital, maître bourru qui s'apprête à le renvoyer demain. Une seule affirmation est nouvelle dans la déclaration-programme du chancelier, faite au Reichstag le 6 :

« [...] Pour intensifier la production, nous ferons appel à la bonne volonté des travailleurs et, s'il le faut, à la loi. »

La formule de compromis, acceptée par les social-démocrates, dit, en effet, après avoir parlé d'amélioration technique, qu'une « réglementation nouvelle de la durée du travail, la journée de huit heures restant considérée en principe comme normale, sera arrêtée ». La grande coalition, dernière réserve de la démocratie allemande, ressuscite par la vertu de ce nègre blanc.

Dans l'entretemps, le dollar a gravi les hauteurs suivantes : 1er octobre, 242 millions de marks ; 3 octobre, 440 ; 5 octobre, 600 millions ; 6 octobre (cours libre à Berlin), 740 et 775 millions, d'après la *Morgenpost*...

A la manière de Nicolas II [3]

M. von Kahr a, le 7, promulgué en Bavière une nouvelle ordonnance interdisant, sous peine de prison, la rédaction, l'impression, la diffusion, sous quelque forme que ce soit, de quelque publication communiste que ce soit. Le style des rescrits

de M. von Kahr rappelle ceux des oukazes de feu Nicolas II – auquel de semblables mesures répétées pendant de longues années n'ont pas assuré une heureuse fin de règne...

Mais, au fait, le général Müller, qui représente à Dresde le pouvoir d'Ebert et de Gessler, a pratiquement supprimé tout aussi complétement la presse communiste. (La *Sächsische Arbeiterzeitung*, imitant l'exemple du *Völkische Beobachter* nationaliste de Munich, n'en a d'ailleurs pas moins continué de paraître à Leipzig.)

En Thuringe rouge, le général Reinhardt[4] entreprend de désarmer la classe ouvrière et ordonne (Gotha, 4 octobre) la livraison dans les neuf heures de toutes les armes possédées par les particuliers, sous peine de mort ! Les manifestations et les grèves sont interdites.

Allemagne rouge

Sous la pression combinée de la dictature militaire, de l'offensive de la grande industrie contre la journée de huit heures, du fascisme bavarois, du sabotage de la production organisé par le patronat, de la misère, l'Allemagne ouvrière sort de la profonde léthargie où l'avaient plongée quarante années de réformisme socialiste.

Voici le bloc de l'Allemagne rouge constitué. La Saxe et la Thuringe ont, depuis quelques jours, des gouvernements ouvriers composés de social-démocrates de gauche et de communistes. Ces deux gouvernements ont conclu un pacte d'alliance semblable à celui qui unit, dans les deux pays, les partis social-démocrate (de gauche) et communiste. Leur programme de défense ouvrière comporte la « républicanisation de la Reichswehr »...

« C'est du propre ! va s'exclamer, à Pantin ou Montsouris, celui-qui-n'y-comprend-rien. Des ministres communistes pour exiger la "républicanisation" de l'armée allemande ! »

Expliquons à ce révolutionnaire intransigeant que les ministres social-démocrates ont précisément institué en Allemagne la dictature de l'armée réactionnaire pour tenter de sauver à la fois leurs portefeuilles et l'enjeu de la grande bourgeoisie ; tandis que nos camarades de Saxe et de Thuringe entrent dans les gouvernements Zeigner et Frölich, en régime d'état de siège et de dictature militaire, pour organiser malgré tout l'armement du prolétariat. Expliquons-lui encore que l'épuration « républicaine » d'une armée réactionnaire, quand le mot « république » signifie uniquement

échec aux rois du fer et du charbon, peut être une action révolutionnaire.

Il se peut bien qu'une preuve historique nous en soit bientôt donnée par l'Allemagne rouge. La situation y est, en effet, d'une gravité qu'on ne saurait trop souligner. Toutes les libertés ouvrières supprimées, le droit de grève supprimé, la presse communiste supprimée, les centuries ouvrières désarmées et mises, en fait, dans l'impossibilité de manifester leur existence : la police saxonne – dirigée par un social-démocrate – activement noyautée par la troupe fasciste ; à Dresde, le général Reinhardt, ex-complice de Kapp [5], proconsul ; et toute la bourgeoisie allemande qui se prépare à en finir avec la Saxe et la Thuringe rouge !

Les ouvriers des deux pays sentent, voient le guet-apens s'organiser partout autour d'eux. Il suffit d'une provocation militaire pour les acculer à la grève générale – seule arme qui leur reste – c'est-à-dire à l'insurrection, la grève étant défendue et les rigueurs de l'état de siège annonçant une immédiate répression par les armes...

Ne pas agir, c'est, pour les prolétaires de cette Allemagne rouge, consentir à être traités en vaincus de guerre sociale sans avoir livré combat. Agir, c'est se mettre en révolte ouverte contre la dictature des généraux et donner à l'Allemagne blanche le signal de la grande attaque.

Le sort de la révolution allemande – et, partant, celui du prolétariat européen dans les dix ou vingt années à venir – se joue en ce moment dans le quadrilatère Erfurt-Dresde-Leipzig-Vogtland. Retenez tous ces noms, camarades !

Un verdict significatif

A cette heure, une foule d'indices atteste la ferme volonté de la réaction d'engager partout le combat. Toute l'opinion publique en Prusse vient de suivre avec attention le procès d'un hobereau prussien des environs de Potsdam, le propriétaire Karl von Kaehne. Tout est typique dans cette affaire.

Von Kaehne était accusé d'avoir tué le jeune ouvrier Laase qui ramassait du bois dans son domaine. Von Kaehne et ses fils, auxquels il a donné une féroce éducation de junkers, ont déjà été plusieurs fois poursuivis pour voies de fait, coups et blessures infligés à de pauvres gens qui manquaient de respect à leur propriété. L'un des Kaehne, ayant une fois surpris dans ses terres un paysan qui ramassait des champignons, l'avait assommé sur place. Il y avait contre le vieux Kaehne les présomptions d'assas-

sinat les plus sérieuses. Quant à sa moralité de propriétaire et de dur hobereau prussien, il l'a manifestée avec orgueil devant les jurés, par des déclarations dans le genre de celles-ci :

« Nous sommes toujours armés et personne n'a le droit de nous reprocher de défendre notre bien. Je ne tire pas sur les gens convenables, mais je n'ai pas peur de tirer sur la canaille. » Il a reconnu avoir dit, en apprenant qu'on avait trouvé dans ses terres le cadavre d'un maraudeur : « Qu'il y reste et que les cochons le mangent ! »

Les jurés de Postdam ont pensé que c'était très bien et l'ont acquitté (4 octobre). Il y a des juges à Postdam, de bons juges pour les propriétaires qui savent leur métier !

Postdam est une des citadelles de la réaction. La police a dû pourtant y protéger l'acquitté contre une foule indignée qui conspuait les jurés et voulait, aux cris de : « Mort au dogue sanguinaire ! », lyncher M. von Kaehne.

Le chancelier du fer et du charbon

Tous les pays capitalistes ont à la fois deux sortes de gouvernants : monarques et ministres qui passent, financiers et hommes d'affaires qui durent. L'Allemagne actuelle a ainsi deux chanceliers. L'un, sans argent, sans presse, sans influence sociale autre que celle de ses maîtres, arrivé hier à un pouvoir beaucoup plus apparent que réel, s'en ira demain ; en attendant il en a toute la responsabilité formelle. L'autre possède des mines, des usines, des domaines, des banques, des journaux ; n'est responsable de rien devant personne ; est au-dessus des lois ; fait l'opinion publique, les ministères, la paix et la guerre ; est inamovible. L'un n'est que l'exécuteur des ingrates besognes gouvernementales de la bourgeoisie. L'autre est le cerveau de la bourgeoisie.

Stresemann et Hugo Stinnes.

Dans la répartition des rôles, le premier – entouré de ses satellites social-démocrates – a surtout pour mission réelle de préparer les voies au second.

M. Stinnes, en effet, se comporte depuis quelques jours très ostensiblement comme le maître véritable de l'Allemagne. Les pourparlers ne sont pas encore engagés entre MM. Stresemann et Poincaré. Mais M. Stinnes traite – dans le secret – avec le général Degoutte. A peine a-t-il fait grâce au ministère de la grande coalition qu'il lui adresse l'ultimatum du 9 octobre, dont voici résumé les dix points : 1° indemnisation pour le charbon confisqué par les Français pendant l'occupation de la Ruhr ; 2° indemnisation

pour les prélévements forcés de l'impôt du Reich sur le charbon ; 3° abrogation de cet impôt pour la Ruhr ; 4° libre disposition des fournitures de charbon ; 5° priorité de la Ruhr dans le ravitaillement en vivres et matières premières ; 6° suppression du commissariat des charbons ; 7° reconnaissance aux industriels du droit de traiter avec les autorités françaises et 8° de résoudre avec elles les questions courantes ; 9° participation éventuelle des industriels à une régie franco-allemande des chemins de fer rhénans ; 10° journée de travail de huit heures et demi dans les mines et de dix heures partout ailleurs.

Le gouvernement est sommé de répondre au chancelier du fer avant le mardi 9, à midi. Anticipant sur sa réponse, les industriels de la Ruhr ont exigé des mineurs la prolongation de la journée de travail.

Jamais gouvernement officiel d'un pays n'a été traité avec autant de dédaigneuse arrogance par ses maîtres réels. M. Stresemann et le citoyen Robert Schmidt ont « encaissé » le soufflet de Stinnes et interrompu toutes leurs affaires courantes pour examiner ses « propositions »...

Le plus beau dans tout ceci, c'est de voir M. Hugo Stinnes se poser en victime – toute puissante ! – de la guerre économique de la Ruhr, exiger (patriotiquement) des indemnités, des compensations, des privilèges...

Un magnat

M. Hugo Stinnes a développé sa puissance industrielle et financière sous l'ancien régime impérial. La prospérité de l'Empire a été la sienne. Les armements du Kaiser l'ont enrichi : il était le grand fournisseur de charbon des fabricants de canon, ses associés.

Pendant la guerre M. Hugo Stinnes a continué à s'enrichir : chaque obus tourné en Allemagne lui rapportait ; chaque cadavre pourrissant sur un champ de bataille lui rapportait... Il dévalisait en outre l'industrie belge.

Après la guerre, M. Stinnes s'est associé avec les vainqueurs pour exploiter plus ou moins tous les peuples du monde, a conclu avec M. de Lubersac une avantageuse convention de réparations, a étendu son empire sur Vienne et la Tchécoslovaquie.

La baisse du mark en a fait un des profiteurs de la vente au rabais de l'Allemagne. La guerre de la Ruhr a fait passer dans ses coffres-forts une partie importante de la réserve d'or du Reich.

La capitulation de l'Allemagne doit lui procurer de larges indemnités, l'accord futur des réparations lui ouvrir un pactole, l'effroyable misère de la nation allemande l'amener à la dictature...

M. Hugo Stinnes est le potentat du Syndicat houiller de Rhénanie, de la Société allemande de commerce du charbon et de navigation, de la Société minière de Dortmund, de la Société anonyme germano-luxembourgeoise des mines et hauts-fourneaux, des usines d'électricité d'Aix-la-chapelle et de Westphalie, des Mines de Gelsenkirchen, de la Société d'électricité du Rhin et de l'Elbe, de celle de Bochum, des Aciéries Bohlen, du konzern électro-minier Siemens et Schuckert, etc.

Il est propriétaire de plusieurs grands quotidiens : *Deutsche Allgemeine Zeitung* (Gazette générale de l'Allemagne), *Rheinische Westfälische Zeitung* (Gazette du Rhin et de Westphalie) ; il influence le *Lokai Anzeiger* (Berlin), le *Tag*, la *Deutsche Zeitung* (Gazette allemande), *Hamburger Nachrichten* (Nouvelles de Hambourg)... Dans chaque cité importante de l'Allemagne, il y a au moins une feuille à sa dévotion.

Aucune évaluation précise de sa fortune et de sa puissance n'est possible.

Il peut traiter d'égal à égal avec les représentants de l'impérialisme français ; il a l'habitude – et le droit – de donner des ordres au gouvernements de Berlin. Et il sait très bien ce qu'il veut.

Le plan du magnat

Ce qu'il veut c'est, pour le moment, en politique intérieure, deux choses : 1° imposer au peuple allemand la journée de travail de dix heures ; 2° pour l'imposer, prendre le pouvoir, la plénitude du pouvoir ; la dictature.

Sa *Deutsche Allgemeine Zeitung* (Gazette générale de l'Allemagne) se livre dans ce sens à une persévérante agitation. Rouvrons-en les derniers numéros. L'article de fond du 9 octobre est consacré à une philippique contre les saboteurs du travail intensifié et à une apologie de la journée de dix heures. L'article de fond du 8 annonçait l'« Ere des dictatures » ; le professeur Richard Sternfeld [6] y citait Sylla, Richelieu, César Borgia, Cromwell et jusqu'à Lénine...

Si le travailleur allemand travaillait deux heures de plus par jour – sans manger davantage – M. Stinnes, M. Kloeckner, M. Krupp [7], M. Otto Wolff [8] pensent qu'ils pourraient, sans y rien perdre – au contraire ! – « payer les réparations... » Moyennant quoi, les baïonnettes sénégalaises leur assureraient la quiétude des bonnes digestions...

En réalité, le problème est beaucoup plus complexe. Nous doutons que la dictature économique la plus dure, même exercée

par le chancelier du fer, puisse relever la production allemande dont le marasme a des causes profondes, auxquelles la dictature ne remédierait que si elle était exercée par le prolétariat. Parce que ces causes principales sont : 1° l'épuisement d'une main-d'œuvre constamment sous-alimentée ; 2° le mauvais état de l'outillage d'une industrie qui a vécu de la dépréciation du mark ; 3° les bénéfices scandaleusement élevées du capital.

Pour tuer la « Rote Fahne »

Après quinze jours de suspension, l'organe communiste de Berlin, *Die Rote Fahne* (le Drapeau rouge) venait de reparaître. Quatre numéros en avaient paru — elle paraît deux fois par jour — quand M. Gessler, ministre dictateur, jugea bon, hier (10 octobre) de la suspendre à nouveau et cette fois jusqu'à nouvel ordre. Après une suspension de quinze jours, il ne peut être question en fait, que d'une suspension de trois semaines ou d'un mois au moins. Jusqu'à nouvel ordre est mieux. Cette sanction s'étend à tous les journaux communistes de Berlin ou des environs qui pourraient tenter de suppléer à la *Rote Fahne*. Celle-ci avait vu depuis quelques mois grandir sans cesse le nombre de ses abonnés. Il est évident que des suspensions constantes — nous en sommes à la quatrième ou cinquième en peu de temps — doivent désorganiser complétement ses services, lui faire perdre contact avec son public, la priver de ses abonnés. Et c'est le résultat que l'on cherche à atteindre.

Ainsi, dans presque toute l'Allemagne, infestée de journaux fascistes et nationalistes, l'état de siège a pour conséquence la suppression de la seule presse communiste. A Munich, von Kahr la supprime définitivement. A Berlin, M. Gessler, et en Saxe le général Müller, la suppriment jusqu'à nouvel ordre. Ailleurs d'autres généraux...

Nous apprenons aussi que de nombreuses arrestations de communistes viennent d'avoir lieu à Breslau (10 octobre). La plupart des dirigeants des sections du Parti communiste en Silésie, et toute la rédaction de la *Silesische Arbeiter Zeitung* (la Gazette ouvrière de Silésie), seraient sous les verrous. L'officieuse *Vossische Zeitung* (la Gazette de Voss) confesse avec candeur que ces arrestations ont pour but de réprimer « la propagande communiste pour un gouvernement ouvrier et paysan » !

Retenons cette franche déclaration assez remarquable au moment où la propagande pour une dictature fasciste se développe sans que le gouvernement démocrate et social-démocrate y apporte la moindre entrave. Souvenons-nous de la révolution russe. Trois

mois avant la révolution d'octobre, l'éloquent Kerensky[9] supprimait et suspendait *la Pravda*, emprisonnant les bolcheviks, gardait Trotsky en cellule, traquait Lénine et Zinoviev[10], Kornilov, Savinkov[11] et Dénikine conspiraient à leur aise. M. Stresemann a eu tort de ne pas lire l'histoire récente...

Et qui pourrait se répéter !

46 844 781 444 537 903 ?

Au 30 septembre, la dette flottante de l'Allemagne dépassait quarante-six trillions de marks, soit exactement 46 844 781 444 537 903. Mais le dollar n'était qu'à 150-200 millions. Il est aujourd'hui, 12 octobre, coté cinq milliards.

Au 30 septembre, Berlin comptait cent soixante mille sans-travail.

1. Georg Bernhardt (1875-1944) était journaliste au très influent et très sérieux *Vossische Zeitung*.

2. Raoul, marquis de Lubersac (1878-1932), homme d'affaires français, passé du pétrole et des transports maritimes à la banque, était sénateur de l'Aisne et président de coopératives des régions dévastées : en cette qualité, il avait cherché un accord direct, au titre des « réparations », dans l'entente avec Stinnes pour un paiement en nature.

3. Nicolas II (1868-1918), tsar déposé par la révolution de février.

4. Le général Walter Reinhardt (1872-1930) avait été pour peu de temps chef de la Reichswehr et Serge le qualifie de complice de Kapp. S'agit-il bien de lui ?

5. Wolfgang Kapp (1858-1922), haut-fonctionnaire prussien, d'extrême droite, avait été le chef nominal du putsch dirigé par le général von Lüttwitz en mars 1920.

6. Richard Sternfeld, professeur d'université, se livrait à l'exercice favori des politicologues au début de leur « science » : la comparaison et la généralisation du particulier.

7. Gustav Krupp von Bohlen und Harbach (1870-1950), mari de Bertha Krupp, avait succédé à son beau-père à la tête des aciéries.

8. Otto Wolff (1881-1940), industriel de la Ruhr à la tête d'un grand konzern.

9. A. F. Kerensky (1881-1970), ancien socialiste-révolutionnaire, chef du Gouvernement provisoire, renversé en octobre 1917.

10. L. D. Bronstein, dit Trotsky (1879-1940) avait été emprisonné à Pétersbourg au lendemain des journées de juillet. V. I. Oulianov dit Lénine (1870-1924) s'était caché en Finlande, et G. I. Radomylsky dit Zinoviev (1883-1936) était également caché.

11. Le général L. G. Kornilov (1870-1928), avait tenté de renverser Kerensky en août 1917 : au lendemain de juillet, il était en pleins préparatifs pour son coup. Boris Savinkov (1870-1925), ancien terroriste socialiste-révolutionnaire, avait été vice-ministre de la Guerre de Kerensky et voulait liquider par la force les bolcheviks.

XIX
« Dictature constitutionnelle »

Correspondance internationale, n° 82, 16 octobre 1923

Ce n'est plus de jour en jour que la situation se tend. Chaque heure nous apporte quelque nouvelle grave.

Le Reichstag s'est réuni samedi (13 octobre) et a voté la loi de pleins pouvoirs exigée par M. Stresemann. On sait que, dans une première séance, deux jours auparavant, au cours de laquelle le lamentable spectacle de l'impuissance de la grande coalition s'était étalé, le cabinet avait été mis en échec, principalement à cause de l'abstention au vote de la minorité radicale. Je ne sais pas exactement si elle a voté et comment. Peu importe. Mais elle est restée dans la salle pour parfaire le quorum. Ainsi a été évitée la dissolution du Reichstag. Nous voici pourvus d'une « dictature constitutionnelle » et d'un « homme fort ». L'homme fort, c'est M. Stresemann – puisque les députés bavarois et l'opposition social-démocrate sont restés dans l'hémicycle...

A la vérité, cette comédie, un peu tragique tout de même, ne donne le change à personne. La grande coalition n'a plus aucune autorité. Les éléments bourgeois les plus influents qui en font partie veulent une dictature de droite, se soucient peu de Parlement, et moins des ministres social-démocrates. La dictature, ils l'excercent en la précisant, en l'affermissant de mieux en mieux chaque jour. M. Stinnes et Vögler [1] dictent au gouvernement sa politique intérieure. M. von Kahr fait la sienne propre et se moque du chancelier berlinois. Quant aux social-démocrates, ils se divisent en deux catégories : ceux qui se sentent roulés, battus par la réaction, mais incapables de la moindre velléité d'action, se cramponnant à un rêve périmé d'opposition loyale et de sauvetage d'apparences républicaines, et ceux qui, voyant venir la guerre civile, se tournent vers les communistes.

Retenons la nullité parlementaire et autre des partis de la moyenne et de la petite bourgeoisie, démocrate, centre catholique, pourvus cependant d'une forte représentation parlementaire. La bourgeoisie petite et moyenne, ruinée ou en passe de l'être, n'a plus ni prestige ni influence réelle. L'heure est aux ploutocrates, au Syndicat des mines, à Stinnes, et aux aventuriers militaires qui leur promettent une garde prétorienne : Hitler, Ehrhardt, Rossbach [2].

Veilles de batailles en Saxe rouge

La Saxe a depuis quelques jours trois ministres communistes, Brandler, Böttcher, Heckert [3]. La Thuringe aura les siens ces jours-ci. Rien n'est plus anormal, plus saugrenu que cet événement. Dans un pays en état de siège, où déferlent d'une frontière à l'autre des vagues d'émeutes, où la presse communiste est supprimée, où des centaines de communistes sont en prison depuis des années, voici que des révolutionnaires entrent paisiblement dans des ministères pour — ils le disent bien haut ! —, rien que pour y organiser la résistance du prolétariat à la contre-révolution, c'est-à-dire la guerre civile.

Et quels révolutionnaires ! Leurs seuls noms nous parlent. Brandler est le leader le plus écouté du PC allemand. Cet ancien maçon trapu et large d'épaules, d'une quarantaine d'années, considéré comme l'un des organisateurs de l'action de mars 1921, s'est évadé l'année suivante d'une forteresse et réfugié en Russie jusqu'au moment où une amnistie lui a permis de rentrer. Fritz Heckert, également maçon, plus jeune de cinq ans, a également passé par les prisons de la république ; c'est même un ministre saxon qui l'a fait enfermer autrefois. Heckert milite depuis sa seizième année, a toujours été un adversaire résolu du social-patriotisme, a participé à la fondation du PC allemand, appartient à son comité central. Böttcher est typo. Social-démocrate indépendant, il a rejoint le PC au congrès de Halle. En 1920, le général Maercker [4], complice de Kapp, le faisait enfermer à la forteresse de Kœnigstadt. Les ouvriers le libéraient. Un ami du général Maercker exerce le pouvoir dictatorial à Dresde, et Böttcher est ministre des Finances !

Le général Müller saisit parfaitement l'énormité de cette situation. A la constitution du gouvernement ouvrier, il vient de répondre par une très nette déclaration de guerre. Ses ordonnances du 13 dissolvent les centuries ouvrières — légalement constituées avec l'appui du cabinet Zeigner —, prescrivent la livraison dans les trois jours de toutes les armes possédées par des particuliers,

interdisent la constitution de comités d'action, prévoient la prison et l'amende pour les contrevenants.

Ces deux oukazes, qui commencent toutes les deux par ces mots : « Je défends... », sont précédés d'un commentaire explicatif. Le patronat, y dit-il, se plaint, en divers lieux de la Saxe, d'être molesté par une « minorité ouvrière violente ». De vieux ouvriers se plaignent des jeunes... Le *Vorwärts* lui-même s'en indigne. Citons-le : « Les centuries prolétariennes sont dissoutes en Saxe. En Bavière, la réaction reste armée. *Dans ces conditions l'état de siège est intolérable.* » (Souligné dans l'original.) Vous vous en apercevez, citoyen ?

Des camarades appartenant aux cadres des centuries prolétariennes ont déjà été arrêtés.

Le Congrès des comités d'usines de Saxe et de Thuringe, qui devait se réunir le 18 octobre, est interdit.

D'autres mesures d'une extrême gravité, dont le *Vorwärts* n'a garde d'entretenir ses lecteurs, complètent celles-ci.

Le général Müller, qui tente ainsi de désarmer le prolétariat, arme la réaction. A Dresde, à Leipzig, ailleurs, les effectifs de la Reichswehr sont grossis par l'enrôlement de volontaires désireux de contribuer au rétablissement de l'ordre. Des compagnies mixtes sont formées auxquelles la Reichswehr fournit les cadres, l'armement, l'équipement, jusqu'à l'uniforme. Le député communiste Siewert a révélé que deux mille cinq cents fascistes du Casque d'acier ont été armés à Dresde et dans l'Erzgebirge [5]. Le général Müller en a convenu. Ses troupes ont besoin de renforts ! A la faveur de l'état de siège, une armée contre-révolutionnaire se forme en Allemagne rouge.

Dès avant la constitution du gouvernement ouvrier, le cabinet social-démocrate (de gauche) saxon avait annoncé des mesures contre les industriels, saboteurs de la production. Ceux-ci, en effet, ont interrompu le travail de quantité d'entreprises pour intensifier le chômage et aggraver la condition des ouvriers. On les contraindra – Heckert, Brandler et Böttcher aidant – à rouvrir leurs ateliers ; on leur défendra de les fermer. Ils s'en trouvent fort « molestés ». Cette guerre latente ne peut pas se prolonger longtemps. Ou le gouvernement du Reich, soutenant le général Müller, destituera les ministres ouvriers de Dresde et la classe ouvrière n'aura plus d'autre recours que la grève générale alors forcément insurrectionnelle ; ou la grève générale obligera le général Müller au respect de l'organisation prolétarienne. Des actions décisives, dont le signal de la révolution allemande peut très bien jaillir, paraissent imminentes en Saxe rouge.

Pourquoi la social-démocratie évolue

Il faut, pour concevoir l'effet des ordonnances du général Müller, tâcher de se représenter les sentiments du vieil ouvrier social-démocrate auquel son journal apporte le brelan de nouvelles que voici :

A Bade, le général commandant la région dissout les centuries ouvrières. *L'Arbeiterzeitung* est saisi (11 octobre).

Le général Lossberg [6] interdit la *Niedersächsische Arbeiterzeitung* (Gazette ouvrière de la Basse Saxe) (11 octobre).

La *Dresdner Volkszeitung* (Gazette populaire de Dresde), reparue après huit jours de suspension, est de nouveau suspendue pour quatorze jours.

Le *Volksblatt* (Journal du peuple), social-démocrate, de Gœttingen est suspendu.

A Berlin, le général von Horn [7] défend la formation des commissions ouvrières de contrôle des prix et de toutes les organisations analogues. Prévoyant des attentats contre les biens des agriculteurs, il proclame sa volonté de les châtier avec sévérité. La troupe est autorisée à tirer sur quiconque désobéit à ses sommations.

A Stettin, le général von Tschichwitz [8], gouverneur militaire du Mecklenbourg-Strelitz, fait mieux encore. Considérant les entreprises agricoles comme d'éminente utilité publique, il y interdit les grèves sous peine de prison. Mieux, vous dis-je ! Tout journalier valide est tenu de ne pas manquer au travail. En cas de maladie, un certificat médical doit être produit dans les deux heures.

Die Rote Fahne de Berlin est suspendue. On recherche les éditeurs du quotidien illégal du PC qui paraît avec régularité.

En revanche :

Die Deutsche Zeitung (nationaliste) de Berlin, suspendue le même jour que *Die Rote Fahne*, vient de recevoir l'autorisation de reparaître ; on vend dans les artères les plus fréquentées de la capitale *Die weisse Fahne* (le Drapeau blanc) de Hitler, publié à Nuremberg. On y vend partout la feuille d'agitation fasciste *Fridericus* qui n'a jamais été inquiétée...

M. von Kahr, vient de déclarer le major Ehrhardt, l'évadé de Leipzig, l'inculpé de la Haute Cour, exempt de toutes poursuites sur le territoire bavarois. La Haute Cour n'a pas bronché. Le général von Lossow, chargé de faire respecter à Munich les lois du Reich, va, dit-on, démissionner.

Est-ce pour entériner la décision du dictateur bavarois ? Est-ce parce que la réaction a manifestement besoin qu'on lui rende tous ses égorgeurs expérimentés ? La Haute Cour de Leipzig vient de

faire libérer l'Ober-Lieutenant Rossbach, l'organisateur des noyaux fascistes de la Reichswehr, emprisonné depuis quelques mois sous l'inculpation de complot contre la république.

Vendredi et samedi, des troubles de la faim se sont produits à Hambourg, Leipzig, Essen, Düsseldorf, Hanovre, Francfort-sur-le Main, Gelsenkirchen, Wiesbaden. Quelques boutiques ont été pillées. Le sang des pauvres a coulé sur le seuil des épiceries... Le dollar est à cinq milliards.

Ce que pense l'ouvrier social-démocrate informé de ces choses, on vient de s'en rendre compte à Dresde, où d'innombrables délégations ouvrières, dans lesquelles les social-démocrates étaient nombreux, sont venues de tous les points du pays saluer le premier gouvernement ouvrier et demander appui et conseil pour l'organisation de la résistance.

Le *Vorwärts*, enfin, vient de sortir de sa torpeur. Il porte ce soir, en manchette cette fois, la petite phrase que nous y lisions hier pour la première fois : « L'Etat de siège insoutenable ». Et il révèle à ses lecteurs que le général von Horn a interdit à Berlin un manifeste d'une société anti-alcoolique social-démocrate qui se terminait par ces mots : « Anti-alcooliques, organisez-vous ! » Intenable, oui. Mais qui l'a voulu, qui l'a institué, citoyens ?

1. Albert Vögler (1877-1945), magnat de l'acier, était associé à Stinnes. Il était député du parti national-allemand.

2. Le lieutenant Gerhardt Rossbach (1893) avait combattu pour la défense des pays Baltes contre les soviétiques ; il était l'un des plus fameux chefs des Corps-francs. Homosexuel, lié à Roehm et Heines, il adhéra tôt au parti nazi et travailla pour lui dans l'armée.

3. Heinrich Brandler (1881-1967), maçon, avait pris en 1921 la présidence du KPD. Il venait du groupe spartakiste. Paul Böttcher (1891), ouvrier imprimeur, venait en revanche du parti social-démocrate indépendant. Fritz Heckert (1884-1936), maçon, venait aussi du groupe Spartakus.

4. Ludwig Maercker (1865-1924), général et chef des premiers Corps-francs, avait fait un « tour d'Allemagne », éliminant les organismes révolutionnaires en 1919.

5. Le maçon Robert Siewert (1877), un ancien spartakiste, était secrétaire du district KPD de l'Erzgebirge.

6. Friedrich von Lossberg, général de la Reichswehr, commandait en 1923 la 6ᵉ division.

7. Rudolf von Horn, général de la Reichswehr, commandait alors la 3ᵉ division.

8. Erich von Tschichwitz, général de la Reichswehr, commandait la 2ᵉ division.

XX
Vers une Commune allemande

Correspondance internationale, n° 83, 19 octobre 1923

Provoquer pour réprimer

Vieille tactique de toutes les réactions chancelantes. Provoquer l'effort révolutionnaire prématuré. Etouffer la révolution avant qu'elle n'ait mûri. Tous les efforts de l'Allemagne bourgeoise y tendent avec une concordance remarquable.

En Bavière, le dictateur royaliste von Kahr met les communistes et le mouvement ouvrier hors la loi, abroge la Constitution républicaine, oblige le gouvernement du Reich à s'incliner devant le fait accompli.

Dans la Ruhr et la Rhénanie, voici que les grands industriels, ceux-là même qui, après s'être enrichis de la résistance passive, exigent encore du Reich qu'il les indemnise de prétendus dommages subis, viennent de se déclarer dans l'impossibilité de payer les salaires des ouvriers. Comme ils négocient et s'entendent avec le gouvernement français, ce n'est pas une continuation masquée de la résistance passive, c'est un lock-out. Le lock-out d'un million au moins d'ouvriers déjà affamés, épuisés, désespérés, prêts comme leurs ancêtres français du siècle passé, à « mourir en combattant » puisqu'ils ne peuvent plus « vivre en travaillant ».

A Berlin, le gouvernement Stresemann met la dernière main à son projet de loi sur la durée du travail : huit heures dans les mines, dix heures partout ailleurs ! Et se déclare, dans une note officielle du 17 octobre, résolu à faire respecter la Constitution et les lois de l'état de siège... en Saxe rouge – pas en Bavière !

En Saxe rouge, la parole peut être d'un moment à l'autre aux mitrailleuses et aux grenades. Le conflit est voulu, cherché, délibérément créé par le général Müller avec l'appui de Berlin.

La campagne de presse des journaux d'extrême droite contre Stresemann s'est atténuée, comme celle des gazettes officieuses contre Stinnes. L'union sacrée des gros industriels, des fascistes et du dernier gouvernement démocratique se cimente pour sauver l'ordre bourgeois dans le sang des ouvriers de Dresde et de la Ruhr.

Vers une Commune allemande

Si l'ensemble de ces faits ne laisse pas de place au doute, les événements de Saxe sont d'une signification plus claire encore. La dissolution des centuries ouvrières (constituées, rappelons-le, avec l'appui du gouvernement Zeigner) a été décrétée dans des conditions formellement scandaleuses. Le général Müller n'avait pas le droit de prendre cette mesure sans l'assentiment du commissaire civil du gouvernement saxon, le député socialiste Meyer [1] (de Zwickau), qui vint lui présenter ses objections. Le général Müller prit néanmoins son arrêté arguant de ce qu'il n'était « pas encore officiellement informé de la nomination de M. Meyer ». Ce stratagème bureaucratique risque d'être le commencement de la guerre civile...

Les centuries ouvrières ont annoncé qu'elles ne se dissoudront pas. Hier, 17 octobre, le général Müller, continuant par un coup de force, retirait au gouvernement ouvrier de la Saxe le commandement de toute la police locale et se la subordonnait. Il publiait le matin même que les centuries ouvrières seraient dissoutes, au besoin par la force, avec l'aide des troupes, c'est-à-dire de cette Reichswehr pro-fasciste qu'il vient de faire renforcer par des milliers d'hommes du Casque d'acier [2]. Le conflit se développe avec rapidité. Le soir même, nous apprenions deux nouvelles graves. D'abord l'ultimatum du général Müller au président socialiste du conseil de la Saxe, Zeigner. Dans une lettre insolente, lue à la tribune du Landtag, le général lui a demandé de désavouer formellement, avant le 18 octobre à 11 h, le ministre communiste des Finances, Böttcher, qui a préconisé l'armement du prolétariat et la dictature rouge. Aux applaudissements de la majorité ouvrière du parlement saxon, Zeigner a répondu que son gouvernement ne se considère comme responsable que devant le Landtag, et refuse de rendre des comptes à l'autorité militaire. Que reste-t-il à faire à celle-ci, sinon arrêter les ministres et dissoudre le Parlement ? L'autre nouvelle, point officielle, commente avec vigueur la première : on dit que le commandement supérieur de la Reichswehr vient d'envoyer en Saxe pas mal d'artillerie.

Dans toute cette affaire, il se confirme que le général Müller n'a pas agi sans entente avec le ministre de la Reichswehr, M. Gessler, et par conséquent avec le cabinet tout entier...

Von Kahr, de son côté, exige de M. Stresemann des sanctions contre la Saxe rouge où s'est tenu à Plauen le congrès des comités d'usine de Bavière (14 octobre, cent cinquante délégués)... Interdit en Saxe même par le général Muller, le premier congrès des centuries ouvrières saxonnes s'est tenu quand même le 13 octobre (cent cinquante-cinq délégués). Le bloc ouvrier est réalisé en Thuringe où se forment (13 octobre), sous l'égide du gouvernement ouvrier, un comité d'action de vingt membres comprenant des représentants du Parti communiste, de la social-démocratie, des indépendants social-démocrates, de l'Union générale des syndicats allemands, etc. et des organisations communes de défense prolétarienne.

Le comité central de la social-démocratie allemande a adopté (le 17) une résolution demandant – enfin ! – l'abrogation immédiate de l'état de siège, et a envoyé Hermann Müller [3] négocier avec Ebert et Stresemann. Il y a bien des raisons de douter que ce suprême effort pour éviter en Saxe une sanglante bataille aboutisse. Quoi qu'il en soit, le bouleversement ouvrier de Dresde et le prolétariat qui le soutient ne reculeront pas. A la force, ils répondront par la force et ce peut être demain l'insurrection, c'est-à-dire pour tout le prolétariat allemand cet impératif catégorique proclamé au crépitement des mitrailleuses : la révolution ou la mort.

Comme ces choses devraient être claires et devraient émouvoir profondément l'ouvrier français quel qu'il soit, le Parisien surtout ! Car c'est presque trait pour trait la répétition de l'histoire de la Commune de Paris. Il fallait payer en 1871 à la Prusse impérialiste la guerre perdue. Thiers, [4] tenait à la faire payer par le prolétariat français tout comme Stinnes et Stresemann veulent faire payer par le prolétariat allemand à l'impérialisme français leurs guerres perdues de 1914-1918 et de la Ruhr. Le 17 mars 1871, M. Thiers annonçait aux bons citoyens de Paris le « désarmement » du peuple ouvrier détenteur de quelques canons. On était en période d'état de siège. La tentative malheureuse des troupes de l'ordre faite à Montmartre pour s'emparer de l'artillerie de la garde nationale donnait le lendemain le signal de la proclamation de la Commune. L'histoire se répète. Seulement la Commune allemande n'aura pas moins de quinze millions de combattants...

La social-démocratie dans l'impasse

Rien de plus faux, rien de plus tragiquement lamentable à ce tournant de l'histoire que la situation des dirigeants de la social-démocratie allemande. Ce sont eux qui ont institué avec Stresemann l'état de siège en Allemagne — c'est-à-dire donné la dictature à sept généraux sous les ordres de von Seeckt — pour, disaient-ils, faire respecter la République par la réaction bavaroise. Ah, bien oui ! Ils entendaient éviter à tout prix la guerre civile. Ils ont encore trois ministres, dont le vice-chancelier, Robert Schmidt, au cabinet de grande coalition. Et l'état de siège *bavarise* toute l'Allemagne, se tourne exclusivement contre la classe ouvrière, contre un gouvernement républicain présidé par le social-démocrate Zeigner, mène tout droit, à toute vapeur, le pays à la guerre civile. Et le comité central du Parti social-démocrate en arrive, après quelques semaines à demander — sans pouvoir l'imposer — l'abrogation de cet état de siège. Et le *Vorwärts* se répand en protestations impuissantes et incolores...

S'ils avaient encore tant soit peu de virilité politique, les ministres social-démocrates devraient poser à Stresemann un ultimatum précis et s'en aller. « Ils ne le feront pas ! » m'assurait ce matin un social-démocrate. Ils savent trop bien qu'on leur dirait : « Fort bien : allez-vous en ! »

Leur parti presque entier les lâche. La moitié de sa fraction parlementaire, qui n'est pourtant pas bien révolutionnaire, veut une rupture catégorique avec les partis bourgeois. Dernière chance de sauver ce qui peut rester d'honneur à ce pauvre parti. Des régions entières se rendent à l'évidence, conviennent que les communistes avaient raison, font le front uni. Après la Saxe et la Thuringe, il se fait à Hambourg, à Solingen, à Francfort, il est l'objet de négociations à Berlin. Les fonctionnaires syndicaux de Bonn se font les promoteurs de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat. Vingt-deux associations de coopératives — ce n'est pas un élément turbulent ! — demandent qu'un congrès ouvrier de l'alimentation se réunisse et pose révolutionnairement la question du ravitaillement des masses. Le congrès régional social-démocrate de Berlin va se réunir incessamment ; ce n'est mystère pour personne qu'il donnera à l'opposition une solide majorité.

Pendant ce temps, la vieille revue scientifique de la pensée socialiste allemande, *Die Neue Zeit*, fondée en 1885 et dirigée pendant trente-deux ans, jusqu'à 1917, par Kautsky, cesse de paraître, faute de ressources, de lecteurs, faute aussi de penseurs. La voix la plus autorisée du socialisme réformiste s'éteint... Conçoit-on banqueroute plus complète ?

Les émeutes de la faim

Les émeutes de la faim deviennent quotidiennes. Dans les derniers jours, du 12 au 18 octobre, il s'en est produit de graves à Höchst-sur-Main où la troupe française est intervenue, à Francfort, à Hanovre, à Leipzig, à Bibrich – où la foule a désarmé la police, avant que les Français ne rétablissent l'ordre – à Gelsenkirchen, à Düsseldorf, à Cologne, à Mannheim, à Halberstadt, à Ortelsbourg, à Berlin. A Berlin, des boulangeries et des épiceries ont été pillées. Il est à remarquer que la police verte, la *Schupo*, s'est montrée au cours de ces troubles beaucoup moins brutale que naguère. En bien des cas, elle a eu à l'égard de la foule affamée une attitude nettement sympathique. Par contre, à Meningen, dans une bagarre sur laquelle la lumière n'a pas été faite, la Reichswehr a tiré et tué deux civils (14 octobre).

Le peuple a faim. La faim le chasse dans la rue. Des foules d'affamés, prêtes à devenir de terribles armées de révolution, remplissent les cités d'Allemagne. Au 1er juillet, il y avait à Berlin 68 000 sans-travail. Au début de septembre, il y a en avait 110 000, au 6 octobre 160 000. Il n'y en a pas moins de 200 000 aujourd'hui. On estime que le nombre de chômeurs n'est pas inférieur en Allemagne (y compris les régions occupées) à deux millions. Et quelle n'est pas leur misère ! Le lock-out masqué de l'industrie rhénane et de la Ruhr doit l'augmenter sensiblement. Cinq à six millions d'ouvriers font de courtes semaines et de courtes journées. Nos camarades de la *Volkswacht*, de Lübeck, calculent que le salaire actuel ne dépasse pas 15 à 20 % de celui d'avant-guerre. Mais soyons plus précis. Un métallurgiste gagnait, du 8 au 14 octobre, pour sa semaine, six milliards cinq cents millions (treize pfennig-or de l'heure), soit deux à trois dollars au grand maximum. Un peintre en bâtiment gagnait du 11 au 18 octobre un peu plus de six milliards, et c'est cette semaine là que le dollar a atteint les sept milliards. Un mineur de l'Allemagne centrale gagnait du 8 au 15 octobre quatre milliards soixante-quinze millions, soit douze centimes d'avant-guerre de l'heure et deux à trois dollars... Mais le 16 janvier un œuf coûtait cent dix millions ; environ une heure de travail dans la mine. Des brodequins de travail coûtent entre six et dix dollars. Nous ne parlons que des salaires d'ouvriers faisant des journées complètes.

Episodes significatifs

On nous permettra d'y revenir, tant leur signification est grande. Poursuivi devant la Haute Cour de Leipzig du chef de

complot contre la République pour avoir jeté dans la Reichswehr les bases de quelques organisations fascistes, le major Rossbach était le 13 dernier mis en liberté provisoire [5]. Les considérants de l'ordonnance prise à son endroit disaient que « point n'était à craindre qu'il se dérobât à la justice ». Aussitôt informé, le président du conseil de Dresde, Zeigner, lançait contre Rossbach un nouveau mandat d'arrêt. Trop tard ; l'intéressé avait déjà pris le train pour la Bavière. Evasion légale, justifiée avec humour par la raison qu'il n'y a pas... d'évasion à craindre !

Pendant que se font les préparatifs de sanglante répression à Dresde, l'incident de frontière qui s'est produit entre la Thuringe et la Bavière est liquidé par des notes officielles émanant de Munich. Dans la nuit du 9 au 10 octobre, des bandes bavaroises avaient ouvert, à la frontière, un feu de mitrailleuses contre la police de Thuringe. On explique à Munich que la police bavaroise, renforcée par des organisations patriotiques national-socialistes, a cru devoir prendre des mesures contre une agression possible de rouges... Ainsi les « centuries anti-ouvrières » de Hitler collaborent officiellement avec la police de von Kahr. Mais c'est la pacifique Saxe rouge qu'on pense à « désarmer » demain à coup de canons !

1. S'agit-il d'Heinrich Meyer, socialiste et catholique ?

2. Le Stahlhelm (Casque d'acier) était l'organisation militaire des hommes de la droite réactionnaire classique.

3. Hermann Müller (1876-1931), avait été l'un des dirigeants social-démocrates des conseils en 1918 et avait remplacé Ebert comme président du parti et, en tant que ministre des Affaires étrangères, avait signé le Traité de Versailles. Il avait une autorité généralement reconnue.

4. Adolphe Thiers (1797-1877) avait été opposant à la Restauration, à la République démocratique et à l'Empire autoritaire. Il restera, pour l'Histoire, le chef des « Versaillais ».

5. Rossbach avait été emprisonné à cause de son activité dans l'armée au compte des nazis, au titre de « complot contre la République ».

XXI
La fin de l'unité allemande

Correspondance internationale, n° 84, 25 octobre 1923

Munich contre Berlin

Il n'y a plus d'unité allemande. Celle que Bismarck [1] avait fondée à Sadowa et à Sedan [2] n'existe plus. Le Reich a bien un président, un gouvernement, une armée. Apparences, survivances d'un passé vers lequel il semble chaque jour plus difficile de revenir. Le Reich n'a plus, à la vérité, ni argent ni armée ni prestige ni – par conséquent – pouvoir. M. Poincaré « reconnaît » moins le gouvernement Stresemann que celui des soviets, dont il « connaît » en tout cas la force. Détachées économiquement et politiquement du reste de l'Allemagne, la Rhénanie et la Ruhr se préparent à suivre leur propre destin. La Bavière se gouverne en Etat indépendant. La Saxe et la Thuringe ont des gouvernements ouvriers. Les caisses de l'Etat sont vides. L'armée fasciste désobéit. La presse officieuse sert en réalité un gouvernement occulte de financiers absorbés par la préparation de la guerre civile.

La fin de l'unité allemande est le grand fait historique que les événements de ces tout derniers jours ont subitement fait ressortir. Essayons d'en donner une courte et claire vue d'ensemble, avant de rappeler la conclusion qu'ils motivent.

Depuis le lundi 15 octobre, le conflit mûrissait entre la Saxe rouge et Berlin. Il s'avérait que le général Müller, dictateur à Dresde, ne se montrait si provoquant (menace de dissolution par la force des centuries ouvrières, ultimatum à M. Zeigner) que parce qu'il avait l'appui de la majorité bourgeoise du gouvernement de grande coalition. On renforçait la Reichswehr en Saxe. On pouvait – on peut et on doit encore ! – s'y attendre d'une heure à l'autre

à une dernière provocation qui ne laisserait plus au prolétariat de l'Allemagne centrale d'autre recours immédiat qu'une grève générale forcément insurrectionnelle.

Mais voici que, vendredi 19 et samedi 20, la situation change du tout au tout. L'opinion démocratique, le gouvernement du Reich, la social-démocratie se voient tout à coup en présence d'un fait nouveau : la rébellion ouverte de la Bavière réactionnaire. Au fond, un incident futile. Le général von Lossow, représentant à Munich le dictateur militaire du Reich Gessler, en réalité ami et subordonné de M. von Kahr – comme nous l'avons indiqué le jour même de l'institution de l'Etat de siège –, n'a ni osé ni voulu faire respecter en Bavière la suspension de l'organe fasciste le *Völkische Beobachter*, décrétée par son chef hiérarchique. Sommé d'agir, il a répondu dans un télégramme non-chiffré, c'est-à-dire livré à la curiosité publique, qu'il ne pouvait pas appliquer des mesures rendues inapplicables par l'état d'esprit du pays. Sommé de démissionner, il a refusé. Il s'est mis sous la protection du dictateur bavarois. Pour ne pas élargir le conflit, M. Gessler n'a, au début, voulu y voir que l'acte d'indiscipline d'un général. Mais von Kahr, afin que toute l'Allemagne ne s'y méprit, a rompu les relations avec le ministre de la Reichswehr. Il n'est plus resté à M. Gessler et à von Seeckt qu'à révoquer de ses fonctions le général von Lossow. Ce qu'ils ont fait. Von Kahr leur a répondu en ordonnant aux troupes de la Reichswehr cantonnées en Bavière de n'obéir qu'à l'autorité bavaroise et en nommant von Lossow, leur commandant, désormais officiellement son subordonné. La Bavière ne reconnaît plus le gouvernement de Berlin et le dépossède d'une partie de son armée comme elle lui a déjà pris la réserve d'or de Nuremberg.

Une situation de fait que l'Allemagne ouvrière connaissait depuis longtemps acquiert ainsi la consécration formelle. La région bavaroise poursuit imperturbablement son chemin vers la guerre civile. Elle ne permet aux milieux démocrates républicains, social-démocrates, aucune échappatoire. Elle les soufflète.

Pour elle, son intérêt s'identifie avec celui de « toute l'Allemagne » (déclaration de M. von Kahr, 20 octobre). L'unité nationale importe peu si ce n'est pas une unité réactionnaire.

De ces événements, les conclusions suivantes, idéologiques et pratiques, se dégagent pour nous. 1. C'est la grande bourgeoisie allemande, aspirant à une dictature de classe, qui porte à l'unité nationale de l'Allemagne le premier coup décisif. 2. Cette bourgeoisie se sent assez forte pour se refuser à tout compromis avec les classes moyennes démocratiques et avec la social-démocratie. Elle veut à bref délai une décision militaire : l'écrasement, par les

armes, de la classe ouvrière de l'Allemagne centrale. Elle ne s'insurge contre le gouvernement de Berlin que parce qu'il s'évertue encore à retarder l'échéance de la guerre sociale.

En Saxe : intervention russe et « nouvelles tatares »

La rupture entre Munich et Berlin marque une victoire de la Saxe rouge : elle ne se serait pas produite si les gouvernements de Berlin avaient prescrit au général Müller « d'agir avec la dernière rigueur », ce que demandaient la Bavière, le parti de Stinnes, la presse nationaliste et jusqu'à celle de M. Stresemann. Devant la volonté de résistance des prolétaires saxons, les ministres de Berlin ont hésité. Peut-être pas pour longtemps. Peut-être assez pour tomber.

C'est que la Saxe rouge se défend bien. A l'ultimatum du général Müller, M. Zeigner faisait le 18, au Landtag de Dresde, une réponse assez péremptoire : ses révélations sur la Reichswehr noire.

Le procès du Parti national allemand devant la Haute Cour de Leipzig a révélé l'existence de cette armée clandestine commandée par les généraux de Ludendorff, Lettow-Vorbeck [3] et Maercker (le Maercker du putsch de Kapp). Des mois durant, des étudiants ont reçu au camp de Kœnigsbrucke une instruction militaire. Mêmes faits à Küstrin où, en outre, sept assassinats politiques se sont produits en peu de temps. Stralsund, Doeberitz, Lubben sont d'autres centres de formations militaires « noires ». Situation analogue en Pomérante, Silésie, Mecklenbourg. A Leipzig, mille cinq cents jeunes gens de la Reichswehr « noire » viennent d'être incorporés dans l'armée officielle... « Il serait inutile d'en révéler davantage » a dit M. Zeigner. « La France est parfaitement informée à ce sujet » a-t-il ajouté.

La France de Poincaré ne voit certes aucun inconvénient à l'armement de la bourgeoisie allemande contre le prolétariat.

De son côté, le ministre communiste des Finances saxonnes, notre camarade Böttcher, a pris des mesures contre la disette. L'enquête à laquelle il s'est livré a révélé que sept cent mille habitants de la Saxe – ouvriers, employés, paysans, petits rentiers, pensionnés, mutilés de guerre – soit le septième de la population totale, sont dans une gêne telle qu'il est du devoir de la collectivité de les secourir d'urgence. Les banques et les milieux industriels ayant refusé à l'Etat tout concours en vue d'une large organisation du secours aux pauvres, Böttcher s'est adressé à la société du

Secours ouvrier international qui a immédiatement mis à sa disposition deux mille tonnes de blé ; il est enfin entré en relations avec le gouvernement des soviets dont il espère recevoir avant un mois, en échange d'articles manufacturés, vingt mille tonnes de céréales. Ce sera, croyons-nous, la première intervention des soviets en Allemagne. L'intervention des blés russes contre la faim et le fascisme !

Alarmée par la fermeté et l'habileté du gouvernement ouvrier, la bourgeoisie allemande concentre contre lui toutes ses forces. De grands journaux, *Deutsche Allgemeine Zeitung, Tag, Zeit, Lokal-Anzeiger*, pour préparer l'opinion publique à une action militaire en Saxe, multiplient les informations fantaisistes sur la « terreur communiste dans les régions industrielles ». La presse radicale (bourgeoise) a donné un nom spirituel à ces fausses nouvelles : *« Tataren nachrichte »*, nouvelles tatares. Toujours est-il qu'elles justifient le renforcement officiel de la Reichswehr dans le sud de la Saxe (18, 19 octobre). M. von Kahr, lui, a rompu les relations diplomatiques avec Dresde et interdit l'exportation du lait et du beurre de Bavière en Saxe. Le commandement militaire de Breslau a de même interdit l'exportation des pommes de terre de la région silésienne... Le général Müller, dans un manifeste daté du 20, document arrogant et insultant pour le prolétariat s'il en fût, se dit appelé à défendre « l'Etat libre de Saxe » contre « le chaos économique voulu par les communistes ». Selon des rumeurs persistantes, les industriels saxons demanderaient bientôt, contre la « terreur rouge », la protection du gouvernement de Munich...

Chez Hitler

Un journaliste allemand, appartenant à des milieux d'avant-garde, a trouvé moyen, en se présentant comme recommandé par Mussolini, de pénétrer la semaine dernière chez Hitler. Son reportage, publié par divers journaux allemands et russes, sous la signature prudente de L. H. ou sans signature, est fort intéressant.

Hitler aspire à jouer en Allemagne le rôle de Mussolini. Son état-major occupe divers locaux dans la Schellingstrasse de Munich. Au n° 39 de cette rue, se trouve la rédaction du *Völkische Beobachter* (l'Observateur populaire), son organe officiel ; à côté se tient l'état-major proprement dit. Ses automobiles occupent un garage voisin.

Un certain M. Stolzing, rédacteur en chef du *Völkische Beobachter*, remplit auprès du valeureux « colonel » les fonctions de

conseiller politique. Ce M. Stolzing, bavarois, était récemment encore tchèque, s'appelait M. Czerny et organisait les « associations sportives » des Sokols de Bohême...

Ce M. Stolzing a fait à l'interviewer, sur les intentions des bandes socialistes-nationalistes, les déclarations que voici :

« Dans la Ruhr, vous voulions une résistance active, par des actes de sabotage systématique et par une guerre de guérilla. Nous eussions, ce faisant, équipé une armée en vue d'une guerre véritable.

– Sans armes ? »

M. Stolzing répond en riant :

« Il ne faut pas affaiblir à l'étranger la légende de l'Allemagne désarmée. Je peux bien vous dire que nous ne manquons pas d'armes. Il ne nous faudrait plus qu'un millier de canons pour avoir une guerre complète. »

En politique étrangère :

« Rattachement de l'Autriche et des Allemands de Bohême. Concessions à l'Italie dans le Tyrol, car l'Italie (fasciste) est notre alliée naturelle... Rien de commun avec la Russie soviétiste. »

En politique intérieure :

« Nous exigeons de l'action. Un de ces matins, nous irons en Saxe et Thuringe soviétisées, extirper le marxisme par les méthodes qui ont réussi à Mussolini. »

– « Vos prévisions pour l'avenir le plus proche ? »

– « Dans trois semaines, les paysans ne livreront plus de vivres aux villes. Stresemann sera fini ; Kahr aura achevé son rôle (ce n'est pas un dictateur, c'est un excellent fonctionnaire). Toutes les forces actives sont avec Hitler. Le jour où nous marcherons sur la Saxe, nos amis de Poméranie, du Mecklenbourg et de Prusse se soulèveront instantanément. »

Rodomontades ? En politique internationale, oui ; et personne ne s'y trompe. En politique intérieure, non. L'incident de Küstrin, les révélations de Zeigner sur la Reichswehr noire, le procès von Kaehne à Postdam, enfin, surtout, la politique bavaroise confirment ces déclarations. Elles sont faites dans un quartier général de parti politique, militairement gardé, où tout le monde est en tenue (en vieil uniforme autrichien, il est vrai), où les sentinelles présentent les armes à Hitler lorsqu'il entre ! Au cours d'un cambriolage récent, on y a volé des armes. Dans des nombreuses conversations téléphoniques qui ont lieu en présence du faux-envoyé de Mussolini, il est toujours question de commandes d'armes et de munitions.

Le gouvernement de la grande coalition veut désarmer les centuries ouvrières de Saxe et de Thuringe. Contre les bandes de

Hitler qui menacent beaucoup plus directement la République, il n'a rien fait – parce qu'il ne peut rien faire, ne disposant d'aucune force en Bavière et parce que l'esprit de classe, l'esprit de réaction lui montre le danger chez les ouvriers et non chez les fascistes. Des communiqués officieux sur les discussions du cabinet de cette semaine l'ont dit avec précision : « Il apparaît à la majorité des membres du gouvernement que les centuries ouvrières constituent un danger plus grand que l'organisation nationaliste... »

La rue a faim

La rue grise, au matin. Devant les crémeries, ces perpétuels, ces lamentables attroupements de pauvres femmes. Elles s'installent, elles apportent des pliants, des chaises, un ouvrage. Elles apportent leurs enfants. L'une, mal abritée de la brume, dans l'encoignure d'une porte, donne le sein. Il fait froid, l'humidité transperce les vieux vêtements de misère. Elles sont là pendant des journées entières pour acheter un peu de margarine. Devant elles, l'inévitable policier vert, hargneux et triste d'avoir honte de son métier. Sa femme est peut-être là, avec les autres...

Un camion passe chargé de pommes de terres. Des deux trottoirs, ce n'est qu'une ruée convergente. Des gosses s'agrippent à l'arrière de la lourde voiture, jettent sur la chaussée à pleine brassées, les précieux tubercules, aussitôt ramassés. Le chauffeur donne de la vitesse. Un agent de police s'égosille en vain. Je vois un monsieur assez bien mis, petit employé sans doute, ramasser tranquillement quelques patates et les fourrer dans ses poches. Je vois une vieille femme grisonnante et courbée qui s'essoufle pour accroître sa part...

La rue a faim. La rue a des visages de désespoir, de colère et de haine.

Toute la journée, jusqu'à minuit, aux carrefours populeux, des groupes d'hommes discutent. Des sans-travail. J'ai souvent prêté l'oreille à leurs débats : le communiste, le social-démocrate et le national-socialiste s'y trouvent habituellement en présence ; et le communiste l'emporte.

Parfois, soudainement, ces groupes se rassemblent, se forment en colonne grondante, bousculent les *Schutzmänner*[4] tremblants, se ruent sur les boutiques. C'est arrivé ces jours-ci dans divers quartiers de Berlin, dans quantité de villes d'Allemagne. Un témoin occulaire m'a raconté un de ces pillages. Il était émerveillé de l'esprit d'ordre des affamés. Pillage méthodique, sans casse ni bousculade inutile. On ne prenait pas d'articles de luxe. On prenait du pain, des graisses, des chaussures. Brusquement haussés à la

primitive conscience de leur droit à la vie, des hommes condamnés à mourir de faim prenaient de quoi vivre. Il fallait l'intervention de la police pour que l'expropriation dégénérât en émeute.

Mais la police hésite, ne tire plus aussi facilement qu'il y a six mois. Elle se sent noyée dans un mouvement de foule – et elle a faim aussi. Dans les bagarres de Schœneberg et des environs de la Bourse son changement d'attitude a été très marqué. Aux environs de la Bourse, l'autre jour, des sans-travail arrêtaient quelques autos de maître et se mettaient en devoir de les pousser vers la Sprée. Un agent de police haranguait ces misérables exaspérés, parlait à leur raison, à leur sentiment humain et – comme ils en ont plus que Stinnes et Poincaré – liquidait l'incident sur le point de devenir tragique.

Les grands magasins tiennent à moitié clos leurs grillages de fer ; les épiciers ne les rentrent point. La rue affamée fait peur. On sent qu'elle devient une redoutable puissance révolutionnaire.

Le pain coûtait, il y a deux jours, 620 millions ; il coûte, ce 21 octobre, 2 milliards 800 millions.

Dans la mêlée

Voici, pour compléter le tableau d'ensemble de la situation des derniers jours, une poignée de faits.

M. von Kahr a refusé de renouveler les permis de séjour en Bavière de diverses personnalités russes officielles, munies de passeports diplomatiques des soviets, notamment de Krestinsky, de Steklov, de Tsiouroupa [5].

Die Rote Fahne a pu reparaître, pour deux jours, avant d'être de nouveau interdite (21 octobre). Pendant sa suspension, *Die Rote Sturmfahne* illégale avait paru avec régularité.

La police a occupé l'imprimerie de la *Hamburger Volksstimme* communiste. L'organe communiste de Brême vient d'être suspendu. A Heide, Brême, Altona, Dresde, on signale des arrestations d'ouvriers. A Altona, le comité des sans-travail est arrêté (17 octobre).

A Mannheim, émeutes de la faim et grève générale de vingt-quatre heures (16-17 octobre). La police tire sur les manifestants : 7 morts, 150 blessés.

L'Union des syndicats – réformiste : l'ADGB – de Halle exige la réquisition des vivres (17 octobre).

Les fonctionnaires berlinois de l'Union générale des syndicats allemands – réformistes – votent par 1500 voix contre 50 la grève générale en cas d'agression de la Reichswehr contre la Saxe rouge (17 octobre).

A Aix-la-Chapelle, ce dimanche 21, on proclame une république rhénane. Les séparatistes s'emparent sans difficulté de la ville occupée par les troupes belges. Celles-ci observent une neutralité certainement bienveillante...

A Berlin, le même jour, le congrès local du Parti social-démocrate donne une majorité à l'opposition de « gauche ».

Un immense danger se lève dans la Ruhr et en Rhénanie. Le secours financier du Reich à l'industrie du pays occupé a cessé le 20. Les gros industriels se sont déclarés dans l'impossibilité de payer les salaires. 600 000 travailleurs lassés par six mois de souffrance vont se trouver sans pain. Que feront-ils demain ?

A Chemnitz (Saxe), un congrès de toutes les organisations ouvrières de l'Allemagne centrale, auquel ont participé les organisations interdites et dissoutes par le général Müller, a siégé dimanche (21 octobre) et décidé de répondre immédiatement par la grève générale à toute action de la Reichswehr contre la Saxe rouge. Comme j'achève ces notes, on me dit que la troupe a tiré à Dresde. Si c'est vrai, la bataille peut s'engager dans quelques heures. « Il y va de tout ! » écrivait Brandler, samedi. Il est certain qu'en présence du coup de force de la réaction bavaroise, le prolétariat de l'Allemagne centrale ne peut plus tolérer une heure de plus, des inqualifiables provocations d'un général pressé de jouer les Galliffets [6].

1. Otto von Bismarck-Schoenhausen (1815-1898) réalisa, comme chef du gouvernement prussien, l'unité allemande.

2. C'est sous le gouvernement de Bismarck que l'armée prussienne a vaincu l'armée autrichienne à Sadowa le 3 juillet 1866. La victoire de l'armée prussienne sur l'armée française à Sedan le 1er septembre 1870 paracheva l'entreprise, créant les conditions de l'unité allemande sous l'égide de la Prusse.

3. Paul von Lettow-Vorbeck (1870-1964), officier colonial, général commandant les forces allemandes en Afrique orientale pendant la guerre, un des organisateurs des « formations de réserve » au début des années vingt.

4. Les Schutzmänner sont les agents de police.

5. N. N. Krestinsky (1883-1938), ancien secrétaire du parti, était ambassadeur à Berlin. I. M. Steklov (1873-1941) était journaliste et A. D. Tsiouroupa (1870-1928) président du Gosplan.

6. Gaston, marquis de Galliffet (1830-1909), officier d'ordonnance de Napoléon III, général en 1870, se distingua par sa dureté dans la répression contre les Communards : il fut plus tard ministre dans le gouvernement Waldeck-Rousseau qui « liquida » l'affaire Dreyfus.

XXII
Deux poids, deux mesures

Correspondance internationale n° 85, 26 octobre 1923

M. von Kahr a fait prêter à la 7e Division de la Reichswehr, cantonnée en Bavière, le serment de fidélité à la Bavière. Il a interdit la publication des appels du ministre de la Reichswehr, M. Gessler et du général von Seeckt. Il a suspendu jusqu'à nouvel ordre l'*Allgemeine Zeitung* (la *Gazette générale*, bourgeoise) de Munich, coupable d'avoir imprimé ces actes officiels du gouvernement de Berlin. Le *Conseil de l'empire* (Reichsrat) est appelé à « arbitrer » le conflit entre Munich et Berlin. L'impuissance du Reich ne saurait être plus complète.

M. von Kahr affecte de vouloir « défendre l'unité allemande » contre les « influences marxistes » que subit le cabinet Stresemann.

D'imposants mouvements de troupes ont, pendant ce temps, lieu en Saxe. La Reichswehr des régions les plus réactionnaires de l'Allemagne se concentre, en son arroi de guerre, dans des districts industriels de la Saxe rouge. Le général Felsch [1] opère dans la région de Kœnigsbruck – Bischofswerda – Dresde ; le général von Ledebur [2] autour de Leipzig ; le colonel Faehrenbach [3] dans la région de Hof. A Meissen (le 22 octobre) la troupe, répondant à un coup de revolver parti d'une fenêtre, blesse plusieurs personnes. A Pirna, le général Felsch fait tirer sur des manifestants (un tué).

A la tribune du Landtag de Dresde, M. Zeigner dévoile la duplicité de la grande coalition (23 octobre). Le gouvernement de Berlin lui a donné, par lettre, l'assurance que le renforcement de la Reichswehr en Saxe a pour but principal la protection des frontières du pays contre une agression possible des fascistes bavarois. Mais le général Müller, commandant en chef de ces troupes, s'affirme mandaté pour « rétablir en Saxe l'ordre constitutionnel ». Aux provocations, il ajoute des provocations. Après son

manifeste anticommuniste de la semaine dernière et sa deuxième lettre comminatoire à M. Zeigner, il fait défiler devant l'hôtel de ville de Dresde de l'infanterie mecklenbourgeoise, un escadron de hussards, des automobiles blindées, l'artillerie, les cyclistes, les sapeurs. Avec ces manœuvres purement stratégiques concordent des manœuvres économiques, peut-être plus inquiétantes encore. Le blocus de la Saxe rouge est un fait. Les industriels y boycottent le gouvernement ouvrier. Le commandement militaire de la Prusse orientale et de la Silésie avaient interdit l'exportation de pommes de terre en Saxe. Cette interdiction a été levée le 20 : mais les marchands demandent de leurs pommes de terre un prix – en or – si élevé que la Saxe aux bas salaires ne peut pas les acheter. La Bavière a interdit l'envoi en Saxe des laitages. Son ministère du ravitaillement fait une politique particulariste. D'après Heckert, la Saxe compte ces jours-ci 900 000 nécessiteux sur 4 800 000 habitants. Dans l'industrie textile on y travaille deux jours par semaine. Dans les houillères, vingt-quatre à trente-deux heures en six jours. A Brona (Leipzig) des mineurs ont touché pour la deuxième semaine de septembre un salaire de sept cents millions alors que l'abonnement au chemin de fer régional leur coûtaint cinq cents millions. Beaucoup ont dû renoncer à toucher leur ration de charbon, faute de pouvoir en payer le transport. Les meuneries n'ont plus de blé. L'administration des greniers du Reich demande pour ses céréales un prix de 41 % plus élevé que celui de la Bourse – un prix que personne ne peut payer... Sans le blé russe, on serait devant une catastrophe imminente. Ainsi la situation en Saxe est plus grave que jamais.

La ville sans pain

Berlin manque de pain. Attroupements, police, bagarres devant les boulangeries. Ces 22 et 23 octobre la police a dû intervenir quatre fois pour en empêcher le pillage. Elle n'y a pas toujours réussi. Des groupes de sans-travail pénètrent à l'improviste dans un magasin disant avec calme : « Donnez-nous du pain, ou – tant pis pour vous ! » On les laisse prendre. Ailleurs les petites gens arrivant avec leurs milliards de marks et, trouvant les boutiques vides, entrent en fureur.

Le blé, dit-on, ne manque pas : cette disette n'est qu'une conséquence de l'inflation et de l'agiotage. Le dollar a doublé de valeur à peu près chaque jour, depuis six ou sept jours. Le 15, on le cotait 3 milliards 600 millions ; et le 23 on le vendait à Berlin 70 milliards. Le prix du pain a monté en proportion. Tous ceux,

dans la population, qui en avaient les moyens, se sont empressés de faire provision de pain avant les hausses du lendemain et du surlendemain. Les pauvres sont restés sur le carreau sans pain...

La grande coalition a supprimé la carte de pain : c'est une des réformes du citoyen Hilferding ; l'accaparement du pain par les riches en découle si visiblement et constitue un si gros danger que la carte vient d'être rétablie (à partir du 24 octobre).

M. Stresemann, pour remédier à cette situation, donne le portefeuille du ravitaillement à M. le comte Kanitz [4], agrarien, grand propriétaire foncier, qui vient de démissionner du Parti national-allemand. Les ministres social-démocrates consentent à collaborer avec ce monsieur : mais lui ne pense guère à collaborer avec eux : à peine nommé, il se proclame dans un manifeste aux agriculteurs et aux patriotes (du 22) résolu.

« A ne consentir jamais à des mesures portant atteinte à l'intérêt de la production ». Ce sont les termes même des industriels et des agrariens qui refusent de payer les impôts sur la propriété, parce qu'ils « portent atteinte à l'intérêt de la production. »

Berlin manque de pain. Les partis bourgeois et social-démocrates au pouvoir chargent un des grands affameurs de veiller au ravitaillement du pays !

La faim et l'émeute partout

Le mouvement séparatiste de la région semble avoir piteusement échoué. A Aix-la-Chapelle, la grande majorité de la population s'est montrée si résolument hostile aux deux mille bourgeois armés qui avait hissé sur l'hôtel de ville le drapeau vert-blanc-rouge, que le commandement belge n'a pas osé les prendre sous sa protection. La république rhénane n'a vécu que quelques heures (22 octobre). Au fait, d'où viennent les armes dont les bataillons de choc des séparatistes sont pourvus ?

A Hambourg, batailles de rues (23 octobre), intervention de la marine. Le sang des pauvres sur le pavé. Du plomb au lieu de pain. Des cours martiales. Demain, peut-être, des exécutions. L'ordre. Les émeutiers ont pour le moment quatre tués et cent huit blessés. La police sept tués, une trentaine de blessés. Hambourg est gouverné par une coalition des partis bourgeois et socialistes. Les social-démocrates appellent la population ouvrière à ne pas suivre le mot d'ordre communiste de grève générale. « Emeute communiste », dit la presse [5]. C'est naturellement faux : notre parti repousse les actions isolées partielles, faciles à vaincre, qui énervent

et débilitent la préparation révolutionnaire. Sans doute les communistes de Hambourg se sont-ils pourtant battus sur les barricades dressées par des sans-travail, des grévistes, des affamés qui ne peuvent plus attendre... Ces troubles de Hambourg ont une grosse signification. Toute une fraction du prolétariat allemand est à bout de patience. Six millions d'hommes environ ne peuvent plus vivre – et ne veulent pas se laisser mourir de faim. Nous savons ce qu'il en coûte aux militants des partis ouvriers de les dissuader de se lancer dans des actions prématurées. Cette armée active de la révolution allemande veut monter à la ligne de feu.

Grèves au port de Brême (23 octobre) où les centuries ouvrières occupent les bâtiments de diverses administrations. – Troubles de la faim à Stettin. Les agrariens des environs de cette ville refusent les mark-papiers, prétendent se faire payer les pommes de terre en valeurs-or. Emeute à Erfurt. La police tire : un tué. – Tentatives de pillage à Brunswick et à Munich. Munich aussi manque de pain (même jour).

Pour la seule journée du 24 ; troubles à Brunswick, Francfort-sur-le Main, Cologne, Kiel, Essen, Gelsenkirchen, Oppeln, continuation des sanglantes batailles de rues de Hambourg.

Les industriels de la Ruhr (MM. Stinnes, Klöckner, Vögler), dans leurs négociations avec la commission franco-belge des ingénieurs, refusent de payer l'arrièré de l'impôt sur le charbon. « C'est au-dessus de leurs forces ». Ils ne peuvent même pas assurer le paiement des salaires ! Conflit : la commission franco-belge ne cédant pas, le travail ne peut pas reprendre dans les mines et les usines. Industriels allemands et ingénieurs français s'imputent réciproquement « toute la responsabilité des complications possibles... » Navrante hypocrisie. Ce conflit d'intérêts entre capitalistes allemands et alliés cause le chômage d'un demi-million d'ouvriers dont la faim, le désespoir, la colère, le sang prêt à ruisseler deviennent des arguments qu'on monnaie autour du tapis vert d'un conseil d'administration...

L'inflation pour remédier à l'inflation

La valeur du dollar double à peu près chaque jour ; tous les prix aussi. Que reste-il, trois jours après, à l'ouvrier qui a touché son salaire le samedi ? Ses milliards de papier ont automatiquement subit trois diminutions consécutives de moitié. Je sais des travailleurs qui, le 19, ont touché cinq milliards pour leur semaine. Quatre jours plus tard ce n'était plus le prix d'un pain. A toutes les discussions des groupes qui s'attardent jusqu'à minuit dans les rues, il n'est qu'une conclusion : « Il faut en finir ! ».

L'ADGB, la lourde machine des syndicats réformistes, s'est mise en mouvement. Elle a exigé du gouvernement de grande coalition – dans lequel les socialistes sont entrés il y a des mois déjà à la condition que les salaires seraient valorisés – le paiement immédiat des salaires en papier ayant une valeur réelle. M. Stresemann lui a sur l'heure « accordé satisfaction ». Une note officielle à la presse annonce que, dès cette semaine, des petites coupures de l'emprunt-or seront mises en circulation. On en imprimera pour huit millions par jour... D'autre part, encore le mark-rente va être lancé... Voilà bien du papier nouveau en perspective. « Attendons-nous, a écrit sagement le *Berliner Börsenzeitung* (le Courrier de la Bourse de Berlin), à une nouvelle inflation... ». Mais où sera sa valeur réelle ?

Cela est si vrai qu'avant même que son emploi en qualité de monnaie courante soit généralisé l'emprunt-or est déjà déprécié. Ce faux dollar allemand était coté à Berlin, le 24 octobre au soir, soixante-trois milliards alors que le dollar – tout court ! – valait quatre-vingt-quinze milliards ! L'emprunt-or perd déjà près de 30 % de sa valeur nominale.

L'emprunt-or n'a pas rendu. Son échec est bien caractérisé. A-t-on créé une valeur réelle en inscrivant sur un bout de papier coloré que c'est « le vrai, le bon », qu'il vaut de l'or ?

Les bons des grandes firmes permettront à celles-ci d'avantageuses combinaisons financières ; mais leur valeur correspondra au prix des marchands, déterminé à son tour par le degré de l'inflation générale...

Reste le mark-rente, issu des projets combinés de M. Hilferding, social-démocrate, et du monarchiste agrarien Helfferich. Le mark-rente a été émis par une Banque nouvelle que dirigera un conseil d'administration composé de représentants de la finance, du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, bref de l'oligarchie qui exploite et met l'Allemagne en coupe réglée. La valeur du mark-rente est garantie par une hypothèque de 4 % sur les biens de cette oligarchie ; une hypothèque, c'est-à-dire une convention, un papier ; les biens restent en sa possession. A partir du 1er avril 1924 les propriétaires s'engagent à verser à l'Etat 6 % sur la part non hypothéquée de leurs biens ; et ces 6 % doivent leur être remboursés sur les bénéfices de la banque. Combinaison assez compliquée dont il ressort que l'oligarchie des possédants : 1. acquiert le contrôle des finances du Reich ; 2. émet du papier-monnaie garanti en définitive par sa seule parole ; 3. ne prêtera rien de tangible à l'Etat avant le 1er avril 1924. Il n'y a pas d'exemple d'une monnaie émise de cette sorte depuis la mémorable et triste expérience des mandats territoriaux du Directoire.

La création d'une valeur réelle requiert deux conditions, une couverture réelle, réellement à la disposition de l'Etat ; la confiance de la collectivité. Le trésor du Reich est vide. Les classes riches ne donnent et ne veulent rien donner à l'Etat. Elles n'ont point confiance en lui et elles ont peur du prolétariat qui peut, bientôt, se trouver le maître de l'Etat. Les classes moyennes et pauvres n'ont plus aucune confiance en la parole des riches... Ni ressources, ni réserves, ni confiance. Le gouvernement de l'Allemagne capitaliste ne peut remédier à la banqueroute que par des stratagèmes se réduisant toujours plus ou moins à une audacieuse spéculation sur la crédulité publique.

... On rétablit le taux légal du change ; on défend la publication à Berlin des cours du change des bourses étrangères...

1. Felsch, général de la Reichswehr.

2. Leopold von Ledebur, général de la Reichswehr, succéda à von Lossberg à la 6[e] division.

3. Fährenbach, colonel de la Reichswehr.

4. Le comte Kanitz était un gros propriétaire terrien.

5. Victor Serge ment-il pour protéger ses camarades de Hambourg ou est-il réellement dupe de la version officielle du KPD ? Nous l'ignorons. En tout cas, c'est de l'« insurrection de Hambourg » qu'il s'agit, préparée et dirigée par les gens du KPD sans que la classe ouvrière prenne part aux combats.

XXIII
La défaillance

Correspondance internationale, n° 86, 30 octobre 1923

La défaillance des social-démocrates de gauche

Une seconde fois, depuis la grève générale d'août, la social-démocratie vient de sauver la mise de la bourgeoisie allemande. Au début de la semaine écoulée, une grande offensive prolétarienne était possible, semblait prête à se déclencher, s'imposait, dirais-je volontiers. Le général von Lossow et la Bavière se mettaient en rébellion ouverte contre le Reich. Tout un courant d'opinion radicale se créait pour le bloc des partis républicains autour de la Saxe rouge : ainsi s'exprimaient les publicistes Georg Bernhardt et von Gerlach [1]. Les séparatistes rhénans agissaient ; leur initiative faisait ressentir tout le danger, pour l'unité allemande, des menées réactionnaires. La Reichswehr, cependant, entrait en Saxe rouge. Là-bas, l'indignation et la colère trouvaient pour s'exprimer, à la conférence ouvrière de Chemnitz, des accents d'une belle énergie. Les social-démocrates de gauche, à Berlin et à Dresde, s'étaient engagés à ne pas tolérer d'attentat armé contre la Saxe. Les émeutes de la faim brassaient des foules des sans-travail devant tous les hôtels de ville d'Allemagne...

Une grève générale, à ce moment, heurtant de front toutes les interdictions de la dictature militaire, eût entraîné toutes les masses ouvrières et conquis la sympathie de tous les éléments républicains. Des mots d'ordre clairs, conformes aux aspirations de la majorité des populations ouvrières et moyennes, pouvaient être les siens :

« Du pain ! » « Abrogation de l'état de siège ! » « Paix à la Saxe ouvrière et républicaine ! » « Unité du Reich ! » « Désarmement de la réaction bavaroise ! » « Gouvernement ouvrier ! »

Ce mouvement de masses ne s'est pas produit.

Le Parti communiste était prêt. Une forte et nombreuse minorité d'ouvriers affamés était prête à se battre s'il l'eût fallu. Plutôt que de donner l'assaut aux boulangeries, c'est très volontiers que les sans-travail d'Allemagne se battraient pour un gouvernement ouvrier. L'opinion démocratique, celle des classes moyennes, eût compris à ce moment une action ouvrière. Quel facteur d'inertie l'a empêchée ?

Deux. La volonté des social-démocrates de gouvernement de persévérer à tout prix dans la trahison. L'indécision des social-démocrates de gauche.

Le premier est, à vrai dire, un facteur de contre-révolution. Le second, beaucoup d'entre nous n'en connaissent pas encore toute l'importance. Les social-démocrates de gauche ne sont des révolutionnaires que malgré eux ; ils considèrent encore trop souvent les Ebert, les Wels, les Robert Schmidt, les Sollmann, non comme des transfuges infiniment dangereux pour la classe ouvrière, mais comme des camarades de parti appartenant seulement à une autre tendance. Mais il s'agit bien de tendance ! La social-démocratie en décomposition conserve, dans le cadre de son unité formelle, deux partis ennemis condamnés à s'entretuer quelque jour. Ce parti renferme de nouveau, côte à côte, des spartakistes et des soldats de Noske. Mais pour prendre conscience d'eux-mêmes, pour devenir des révolutionnaires authentiques, les premiers ont encore à secouer l'influence des traditions de la vieille social-démocratie, le fétichisme de l'unité, quelques dernières illusions républicaines. Les seconds, eux, sont depuis longtemps d'authentiques contre-révolutionnaires.

L'occasion perdue peut se retrouver et même très vite. Constatons néanmoins que la défaillance des social-démocrates de gauche a rendu, en cette troisième semaine d'octobre, à la bourgeoisie allemande, un service à peu près équivalent à celui que lui prêta la social-démocratie officielle au mois d'août, en entrant dans la grande coalition.

En ces huit jours, les positions des capitalistes allemands dans la guerre sociale se sont en effet singulièrement renforcées. Cinquante mille hommes de la Reichswehr sont entrés en Saxe rouge. Bluff, filouterie nouvelle au début d'une nouvelle tactique financière, l'apparition du papier monnaie « à valeur réelle » va procurer, surtout aux classes moyennes et au petit commerce, un certain soulagement. Le conflit avec la Bavière devient chronique et « se tasse ». Les négociations avec la Commission des réparations paraissent enfin sur le point de commencer... Le moment est plutôt favorable à une offensive de la bourgeoisie : nous venons d'apprendre qu'elle a lieu contre la Saxe rouge.

Jamais encore le pouvoir de la conscience de classe, la valeur efficace de l'esprit révolutionnaire n'ont été mieux visibles qu'aujourd'hui, en Allemagne, où la dictature de la bourgeoisie ne dure encore que grâce à la trahison des dirigeants de la social-démocratie, et grâce à la défaillance des masses avancées de ce parti.

L'ultimatum à Zeigner

Entre Munich et Berlin, la sournoise comédie se prolonge. Von Kahr paraissait revenir à des meilleurs sentiments vis-à-vis de M. Stresemann ; le Conseil de l'Empire, arbitrant le différend, approuvait Stresemann ; von Kahr remerciait Stresemann pour sa loyauté dans l'incident du Palatinat ; puis, brusquement, le 25 octobre, von Kahr déclare ne plus vouloir discuter avec un gouvernement berlinois « soumis à l'influence marxiste ». Il invite Stresemann à démissionner. Berlin répond par une note aigre, mais modérée, qui suspend sur la tête du dictateur de Munich « le blâme du peuple allemand ». Et...

Et Berlin adresse un ultimatum au gouvernement ouvrier de Dresde (28 octobre). Berlin exige la retraite des ministres communistes dont l'attitude est « anticonstitutionnelle ». L'ultimatum expire le lendemain, dimanche, à midi. Si M. Zeigner résiste, de « graves mesures seront prises ».

Pendant qu'on rédigeait cet ultimatum à Berlin, la Reichswehr tirait à Freiberg (Saxe) sur une foule ameutée – mais désarmée – tuait douze ouvriers, en blessait cent ! Troisième assassinat d'ouvriers commis en Allemagne rouge en moins de cinq jours. A propos du précédent (24 octobre, Pirna, un mort !) le commandement de la Reichswehr a fait afficher que la « troupe ne peut ni discuter ni hésiter à faire respecter ses ordres ; elle n'est point la police, en toutes circonstances elle doit agir, elle agira, avec une impitoyable rigueur... » Comme en temps de guerre ; comme en pays ennemi.

La Saxe rouge est pays ennemi. Toutes les organisations social-démocrates et syndicales de Saxe (Parti, Union des syndicats, Union des employés, Union des fonctionnaires) appellent l'Allemagne ouvrière au secours. « La Saxe est livrée à soixante mille hommes de troupes de la Reichswehr. A Pirna la brutalité de la soldatesque a été si révoltante que les conseillers municipaux nationaux-allemands se sont associés à la protestation générale. A Dresde on a arrêté les chefs – social-démocrates – de la police, dans l'exercice de leurs fonctions... » De son côté, M. Gessler a

démenti officiellement que la Reichswehr soit entrée en Saxe pour défendre le pays contre une agression bavaroise éventuelle ; il ne s'agit que d'y rétablir l'ordre.

L'énorme dans tout ceci, c'est l'attitude des ministres social-démocrates du Reich, Robert Schmidt, Sollmann, Radbruch. Ils ont voté, en conseil de cabinet, l'ultimatum adressé à Zeigner ! — De l'avis de social-démocrates même modérés, c'est le suicide de la grande coalition. « Après ça, il faut qu'ils s'en aillent ! » De tous les points du pays, les protestations indignées arrivent à la centrale social-démocrate. La centrale affirme n'être pas au courant. Elle était en voyage. Elle va délibérer... Le *Vorwärts* donne raison à M. Stresemann et au citoyen Robert Schmidt : tous les torts sont du côté des communistes saxons qui « n'ont pas su entrer dans le rôle d'un parti gouvernemental » (! ! !) Le *Vorwärts* aura beau dire : son parti, tout entier, comprend que les ministres social-démocrates — si plats devant von Kahr — se sont rendus impossibles : inutiles à la bourgeoisie, haïssables au prolétariat et même à l'élément républicain de l'Allemagne centrale.

— C'est leur deuxième grosse turpitude en une semaine : le 24 octobre les imprimeurs de Berlin menaçaient de suspendre l'imprimerie de tous les journaux bourgeois et des billets de banque si *Die Rote Fahne*, communiste, n'était pas autorisée à reparaître. Car le *Völkische Beobachter* de Hitler, *Fridericus*, le *Die Weisse Fahne* (le Drapeau blanc), la *Deutsche Zeitung* infestent les étalages de marchands de journaux. Mais toute la presse communiste est étouffée. A cette menace de grève, formulée par une majorité syndicale, malgré toutes les exhortations des fonctionnaires réformistes, le gouvernement et le commandement militaire de Berlin ont répondu (26 octobre) en interdisant les grèves dans la capitale !

Par tous ces chemins, nous voici arrivés à un tournant. C'est la bourgeoisie qui prend l'offensive. La grande coalition a vraisemblablement vécu. Et après ? Il ne peut y avoir après qu'une dictature, pas constitutionnelle cette fois, pas constitutionnelle du tout. Laquelle ?

Question de force.

Buchrucker et Thorell

Le procès des fascistes qui avaient tenté, il y a quelques semaines, un coup de main sur la forteresse de Küstrin a commencé le 22 octobre au tribunal de Cottbus et s'est déroulé à huis clos. Le principal accusé, le major en retraite Ernst Buchrucker (ancien

participant du putsch de Kapp qui s'était signalé à l'époque en fusillant les ouvriers de Cottbus) a été condamné à dix années de forteresse, du chef de haute trahison. A l'exception d'un seul, ses douze co-accusés sont tous condamnés à des peines inférieures à deux années d'emprisonnement (26 octobre). L'instruction avait duré plusieurs semaines.

Il suffit pour les ouvriers insurgés de Hambourg d'une instruction de trois jours. Dès le 28, la cour martiale de Hambourg a prononcé une première peine de mort. Le condamné est un jeune ouvrier communiste de vingt-deux ans, nommé Thorell, qui a tiré sur un agent de police (sans le tuer), ce qui lui vaut d'abord six ans de prison, puis la mort ensuite, du chef de haute trahison. Thorell a été si maltraité lors de son arrestation qu'il a perdu un œil...

Le même tribunal a condamné un sans-travail, absolument sans ressources, à dix mois de prison pour vol d'un pain !

Haute trahison, l'ouvrier Thorell : douze balles, à moins que n'intervienne (problématique) la grâce présidentielle du citoyen Ebert. Et le coup de revolver de la classique « tentative d'évasion », même en cas de grâce, toujours possible...

Marxisme ministériel

M. Stresemann ne se soucie pas le moins du monde d'alléger la tâche à ses collègues et collaborateurs, les ministres socialistes. Lassé de s'entendre reprocher, par M. von Kahr, des concessions au marxisme qu'il n'a jamais faites, il a fait, le 24 octobre, publier dans la *National-liberale Korrespondenz*, organe officiel de son parti, une réponse circonstanciée au dictateur bavarois. M. von Kahr n'en sera certainement pas convaincu. Mais on donnerait gros pour voir la tête qu'ont dû faire les ministres social-démocrates en dégustant cette prose officieuse.

Est-ce du marxisme, demande l'organe de M. Stresemann, que l'abrogation des dernières contraintes économiques, imposées par l'Etat, – l'abrogation des arrêtés, datant de la démobilisation, concernant la protection du travail ; l'abrogation de l'impôt sur le charbon ; le sacrifice du formalisme parlementaire et la loi des pleins pouvoirs ; la fondation de la nouvelle banque d'émission de marks-rente ; la suspension temporaire de la journée de huit heures ; la suppression du contrôle des exportations ? Est-ce du marxisme ? Toutes ces mesures n'ont-elles pas pour but la reconstruction de l'économie capitaliste ?

De notre côté nous pourrions ajouter :

Et l'état de siège tourné exclusivement contre la classe ouvrière ? Et l'inlassable mansuétude de Berlin vis-à-vis du fascisme

arrogant de Munich ? Et l'occupation militaire de la Saxe ? Et enfin l'ultimatum du 27 octobre au gouvernement ouvrier de Dresde ? – en un mot la dictature des généraux ? Est-ce du marxisme ? – Mais, à quoi bon ?

De plus en plus, les social-démocrates de gouvernement apparaissent aux partis bourgeois pour lesquels ils se déshonorent, comme des alliés inférieurs et méprisables, à l'égard desquels on peut tout se permettre...

Je crois, du reste, qu'ils sont sur le point de s'en aller, chassés par un sursaut de colère et de dégoût de leur propre parti...

Papier à « valeur réelle » et salaires

Il n'est question, depuis quelques jours, que de papier-monnaie à valeur réelle. Samedi (27 octobre), les premières petites coupures de l'emprunt-or du Reich ont été mises en circulation, en attendant les marks-rente. Les municipalités, et même les grandes firmes industrielles, sont autorisées à émettre du papier monnaie à valeur réelle garanti par un dépôt en titres de l'emprunt-or... Le problème est résolu.

Mais oui. L'inflation, la banqueroute, le mark-milliard – rien du tout, c'est fini : les évaluations les plus optimistes fixaient dernièrement la valeur réelle totale de tout le papier monnaie allemand en circulation à cent vingt, cent cinquante millions de marks-or. Nous croyons cette évaluation fortement exagérée. Et l'on vient de mettre en circulation, dès le premier jour pour dix millions de dollars de petites coupures de l'emprunt-or, – pour cent millions de papier-monnaie à valeur réelle. Patientez : dans quelques semaines nous en aurons pour un milliard... Conjurer une faillite de l'empire n'est pas plus difficile que cela.

Réfléchissons-y un moment. D'abord, si ce n'était pas plus difficile, pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt ? Ensuite, si l'emprunt-or est couvert, s'il a été un succès, pourquoi ne pas l'avoir dit ? Enfin, est-ce bien l'essentiel d'avoir une monnaie stable quand on en est où en est l'Allemagne capitaliste ?

Aux deux dernières de ces questions, il nous est possible de trouver une réponse. L'emprunt-or n'a pas été un succès ; il a donné peu de chose à l'Etat ; aux particuliers qui l'ont souscrit, il a surtout procuré des soucis : leurs doléances ont rempli les pages économiques des grands journaux. Il est loin d'être couvert ; toutes les fois qu'on n'en a pas soutenu artificiellement le cours, il est tombé au-dessous du dollar : de 15 % le 1er et le 3 octobre, de 25 % le 10. L'émission et la mise en circulation de coupures de

l'emprunt-or constituent à la fois un retour à l'inflation et une spéculation sur la confiance – inexistante d'ailleurs ! – du public. L'emprunt-or est coté sensiblement au-dessous du cours véritable du dollar (ce 26 : dollar à New York, 80 milliards de marks ; emprunt-or à Berlin, 65 milliards) que des expédients de Bourse diminuent de 30 à 40 % à la Bourse de Berlin (ce 26 : New York, 80, Berlin, 52,6) et les grands magasins ne le prennent qu'à un taux déjà inférieur de 10 à 15 % au cours officiel.

Le mark-rente n'aura de valeur réelle que si l'industrie, le commerce, l'agriculture, la banque le veulent bien ; et elles ne le voudront que si tel est leur intérêt, c'est-à-dire si leurs desseins économiques et politiques triomphent, ce qui est pour le moment fort douteux. Admettons pourtant que l'Allemagne ait demain un papier monnaie à valeur réelle. S'ensuit-il que ses deux millions de chômeurs toucheront des allocations suffisantes pour vivre ? Que ses cinq millions d'ouvriers, faisant de courtes semaines, gagneront assez pour vivre ? Que ses salaires correspondront, en général, aux besoins du travailleur ? Car il ne suffit pas à l'ouvrier de toucher le samedi autre chose que de la fausse monnaie ; il faut que sa paie lui assure le pain de tous les jours de la semaine. Les plus réelles valeurs, si elles ne lui permettent que de vivre trois jours sur six, ne l'avantagent guère.

Une allocation de deux marks-or par jour, versée à un million cinq cent mille chômeurs, coûterait mensuellement, à l'Allemagne, quatre-vingt-dix millions de marks-or. Aucune combinaison financière ne peut lui procurer cette somme phénoménale. Les sans-travail continueront donc à crever de faim.

Sans sacrifier tous ses bénéfices, à quoi elle ne consentira jamais, l'industrie germanique ne peut procéder à aucun relèvement des salaires. Dès maintenant les prix de ses articles dépassent ceux du marché mondial ; sa capacité de concurrence est abolie, ne pouvant plus réduire les salaires, elle ne pense qu'à allonger la journée de travail. Le salaire payé en « valeur réelle », est possible, sinon probable (et n'est-elle pas déjà commencée ?). L'impression de marks-papier continue. Dans tous les cas, le paiement des allocations et des salaires en billets de banque valant peut-être quelque chose n'apportera aucune amélioration sérieuse à la condition du travailleur allemand. Peut-être un peu moins à la merci de la spéculation quotidienne, il n'en restera pas moins affamé !

1. Helmuth von Gerlach (1866-1935), démocrate et pacifiste.

XXIV
Ils se complètent

(1er novembre 1923)
Correspondance internationale n° 87, 2 novembre 1923

A en croire les apparences, le conflit entre Berlin et Munich, Stresemann et von Kahr, serait insoluble. Ce conflit, en réalité, n'existe guère. M. Stresemann professait, il y a deux ans, les opinions aujourd'hui affirmées avec vigueur par M. von Kahr. Ce sont « républicains » de même farine, au service de la même classe sociale et faisant, sous deux aspects différents, dans deux milieux différents, une politique sensiblement la même. Ils ne se combattent pas, ils se complètent.

Voici trois mois déjà que dure en Allemagne, chaque jour plus accusée et plus audacieuse, l'offensive générale de la réaction, c'est-à-dire de la grosse industrie et de la grande propriété, contre les classes laborieuses. La réaction a d'abord été tentée de prendre la dictature par un coup de force ; devant les risques de la guerre civile, elle a hésité, reculé, permis la reconstitution du cabinet de grande coalition ; une autre voie vers le pouvoir lui est apparue ; elle s'y est engagée et y persévère avec méthode : il s'agit d'arriver à la dictature sans heurt trop brusque, par d'importantes conquêtes quotidiennes qu'on pourrait appeler légales.

C'est le but de Stresemann à Berlin et celui de von Kahr à Munich. Derrière tous les deux, il y a d'ailleurs les mêmes coffres-forts. Chaque avance du fascisme bavarois permet au chancelier du Reich de faire ressortir à la fois son impuissance à imposer le respect de la démocratie, la débilité de celle-ci et l'insignifiance politique de la social-démocratie. Chaque reculade de Stresemann encourage, stimule, affermit les réactionnaires de Munich. Les gouvernants de Berlin ont pour tâche manifeste de discréditer le régime républicain, de berner quelque temps encore — juste assez pour le désarmer — le prolétariat, bref, de préparer les voies à la

dictature de droite, à laquelle les gouvernants de Munich préparent une armée, donnent un centre d'organisation et de rayonnement, confèrent un grand prestige.

Ce jeu est-il conscient ou non ? Dans l'esprit de la majorité des politiques de la droite, on ne peut pas douter qu'il soit envisagé avec la plus grande lucidité. Les social-démocrates et les partis du centre s'évertuent seuls à ne le point reconnaître. Encore leur est-ce devenu difficile.

La Bavière fasciste a donné la dictature à un monarchiste anti-sémite, supprimé les organisations et la presse communiste, brimé les social-démocrates, armé au grand jour des centaines de milliers de réactionnaires, saisi une partie de la réserve d'or du Reich, abrogé diverses lois du Reich, rompu avec le « dictateur légal » de Berlin, M. Gessler, dépossédé le Reich d'une partie de son armée, pris sous sa haute protection et placé à la tête de son armée un général entré en rébellion contre ses supérieurs. Mais, « dans les différends qui ont surgi entre Berlin et Munich, on aurait le plus grand tort de voir aucune atteinte à l'ordre constitutionnel de la République » disait littéralement une note officieuse, il y a quatre ou cinq jours.

La Saxe, elle, a constitué un gouvernement ouvrier, formé des centuries ouvrières, pour la défense d'une république... Inadmissible atteinte à la Constitution !

Et la *Germania* (Centre catholique) de remarquer avec ingénuité : « Le gouvernement saxon, répondant à toutes les exigences formelles de la Constitution, est destitué par celui du Reich auquel nul paragraphe de la Constitution ne donne le droit d'agir de la sorte. »

Une trahison de plus

Rappelons les faits. Une campagne de presse si mensongère que le Parti démocrate (bourgeois) saxon en dénonce, dans un télégramme à M. Stresemann, le caractère odieux, fait connaître à l'Allemagne que « la terreur communiste » s'installe en Saxe. Ce sont les « nouvelles tartares ». Le général Müller entre en conflit avec M. Zeigner. Bruit de rappel du général Müller (la Bavière s'insurge contre Berlin, incident von Lossow). « Détente en Saxe ». Cependant, plus de 50 000 hommes de troupes de la Reichswehr et de troupes fascistes envahissent la Saxe. Des premiers assassinats de prolétaires y restent impunis. La social-démocratie de gauche s'avère beaucoup moins résolue, moins combative qu'on ne l'avait cru des deux côtés de la barricade. « Détente avec la Bavière » :

Berlin accepte le fait accompli. Le samedi 28 octobre, ultimatum de Stresemann à Zeigner : le gouvernement ouvrier doit démissionner ou les communistes en sortir dans les vingt-quatre heures. Le 29, le cabinet Zeigner refuse de se retirer. Le 30, le Dr Heinze [1], nommé commissaire de l'Empire pour « l'Etat libre de Saxe », se rend à Dresde. La troupe, musique en tête, occupe les ministères. Des escouades de fantassins, baïonnettes au canon, expulsent les ministres ouvriers de leurs cabinets. Zeigner sort du sien entre des fusils chargés, que l'on vient d'armer. Le général Müller interdit la réunion du Landtag. Le gouvernement ouvrier se déclare le seul gouvernement légal ; l'Union des syndicats, les Unions des fonctionnaires et des employés, les partis social-démocrate et communiste lancent des appels pour une grève générale de protestation de trois jours. La diffusion de ces appels est défendue...

Est-ce la grande bataille de classes que nous attendons tous depuis des mois ? 30 octobre...

Le lendemain, l'Allemagne apprend qu'un ministère socialiste de droite (Fellisch) s'est constitué à Dresde. Des social-démocrates ont accepté, des mains de M. Heinze, les portefeuilles brutalement repris à leurs camarades de parti [2]. Ils entrent avec des courbettes devant l'Homme de l'ordre, dans les ministères encore occupés par la troupe. Des officiers narquois les saluent. La grève générale ne signifie plus rien. Pourquoi ? Pour qui ? Des socialistes ont repris le pouvoir. Presque rien ne s'est passé, voyons ! Le *Vorwärts* expose qu'on ne pouvait vraiment pas laisser les communistes au pouvoir en Saxe... M. Stresemann a raison. Les communistes ont tous les torts.

La presse de droite s'est exclamée avec la *Deutsche Allgemeine Zeitung* : « Enfin ! » Toute la presse démocratique a condamné le coup de force du chancelier contre la Saxe rouge. Pour avoir blâmé trop sévèrement le « putsch de M. Stresemann », la *Berliner Volkszeitung* (démocrate) est suspendue.

Le *Vorwärts*, seul, a estimé qu'on ne pouvait pas mettre en doute la légalité des décisions du citoyen Ebert et de M. Stresemann.

Ce n'est pas qu'il les approuve complètement ; il en est fort marri, au contraire. Les ministres socialistes expliquent qu'ils n'ont souscrit qu'à leur corps défendant aux mesures contre la Saxe ; d'ailleurs, s'ils ne se sont pas retirés, ils ne les ont pas votées non plus... Rien d'équivoque, de déloyal, de piteux, de confus comme les explications de la Centrale du parti social-démocrate unifié. « Qu'on ne se hâte pas de nous juger... Nous allons délibérer... Nous allons vous expliquer... Nous allons agir... » Ces hommes sentent que la réaction se joue d'eux, les déshonore. Le coup de

poignard qu'ils viennent de porter dans le dos de la révolution allemande a été très maladroit : leur parti tout entier a vu le geste criminel et mesuré la profondeur de la plaie...

A cette social-démocratie avilie et aveulie, la bourgeoisie assène le soufflet qu'elle mérite. La *Deutsche Zeitung* de Berlin (30 octobre) écrit : « La social-démocratie est la plus faible. Elle se courbe jusqu'au sol, dans l'espoir d'éviter le coup. Selon toutes les règles de la tactique, c'est le moment pour l'adversaire de la frapper. Maintenant ou jamais ! » Plus elle s'avilit et plus ses maîtres la méprisent. Plus elle recule et plus elle est en danger. Leçon de choses.

La menace contre la Thuringe

Danger précis, matériel, qui est malheureusement plus encore que celui de la social-démocratie, celui du prolétariat trahi. La Saxe rouge est une citadelle démantelée. Reste la Thuringe, sur la route de Berlin, entre la Bavière et la capitale rouge de l'Allemagne. La *Socialistische Parlementarische Korrespondenz* (Correspondance parlementaire socialiste) révèle quel complot militaire se trame contre la Thuringe, où demeure encore un gouvernement ouvrier.

L'organisation fasciste *Bavière et Reich* surveille la frontière de Thuringe. A Cobourg, Kronach, Bamberg, le 22 octobre déjà, des formations illégales se concentraient. Hitler et Ehrhardt tenaient leur quartier général à Cobourg. Les unités illégales suivantes s'y trouvaient : neuf compagnies de la Brigade de marine Ehrhardt, trois compagnies de troupes de choc du Parti national-socialiste, trois de l'Oberland, une batterie de quatre canons, un train pourvu de deux stations radio-télégraphiques, divers groupes de l'Ordre jeune allemand.

Les fantassins portaient le casque. L'ancien duc de Cobourg-Gotha assistait à leurs manœuvres. On apercevait des canons à Fechheim (trois pièces), à Weissenturm (deux pièces), à Burg (deux également). Une division, analogue à celle qui occupe Cobourg, était concentrée à Kronach. A Bamberg, l'organisation du Reichsflagge déployait ses forces ; un parc d'artillerie et de mitrailleuses était installé. On voyait des avions portant la croix gammée du fascio. « Ces troupes sont payées en couronnes autrichiennes et en francs français. » (*Vorwaerts.*)

Elles menacent les régions industrielles de l'Allemagne centrale. Quand le général Müller et les ministres socialistes du cabinet Fellisch auront suffisamment démoralisé et désarmé la Saxe rouge, quand M. Stresemann aura tiré des citoyens Robert Schmidt,

Sollmann et Radbruch, tout ce qu'on en peut tirer de vilénies profitables à la bourgeoisie, les bandes de Hitler et d'Ehrhardt, dûment appuyées par la Reichswehr, entreront à leur tour en scène.

Dans la social-démocratie : la vague d'écœurement

Le président socialiste Ebert a fait dissoudre le gouvernement ouvrier de Dresde. Les leaders socialistes Wels et Dittmann [3] ont constitué à Dresde le ministère Fellisch. Les masses du parti, représentées par leurs fonctionnaires – qui les représentent mal ! –, sont écœurées.

L'assemblée des fonctionnaires social-démocrates de Berlin, du 31 octobre, a été, à cet égard, significative. Une militante, Wurm, y a crié, aux applaudissements de la salle entière, que « si les communistes se trompent, c'est quand même avec la volonté de servir le prolétariat », tandis que d'autres feignent de s'être trompés pour servir la réaction. Un délégué de Freiberg (Saxe) a relaté l'effroyable boucherie du 27 octobre. La Reichswehr s'est attaquée à des foules désarmées. Contre les sans-travail, elle a fait donner l'artillerie. Des automobiles blindées, circulant dans des rues calmes, ont répondu à un jet de pierre par un feu de mitrailleuses qui a coûté la vie à seize personnes. Le feu a été ouvert sur les brancardiers ouvriers qui ramassaient les morts et les blessés : leur fanion a été troué de balles. Au total, vingt-sept morts, vingt-deux cas de blessures graves, cinquante autres blessés. Des voix se sont fait entendre, enfin, pour la première fois si nettes et si fortes, pour la guerre civile. A une écrasante majorité, l'assemblée s'est associée à la décision des fonctionnaires social-démocrates de Leipzig exigeant l'exclusion du citoyen Ebert de la social-démocratie... La brève motion se termine par ces mots : « l'Assemblée trouve superflu de motiver cette revendication ».

La Centrale du parti et sa fraction parlementaire ont pourtant tenté (ce 1er novembre), après de longs débats au cours desquels il a été constaté que « la social-démocratie est loin d'exercer dans le gouvernement l'influence à laquelle elle a droit » (!), un suprême effort pour rester au pouvoir... Les ministres social-démocrates de la bourgeoisie allemande ne garderont leurs portefeuilles que : 1. si l'état de siège civil est substitué à l'état de siège militaire (Gessler, von Seeckt, Müller, Reinhardt, etc. restent à la tête de la Reichswehr) ; 2. si l'on agit avec énergie vis-à-vis de la Bavière (a-t-on jamais fait autre chose ?!) ; 3. si la police est seule chargée de maintenir l'ordre en Saxe... (enfin...) Cent députés social-

démocrates sur cent trente ont voté cet « ultimatum », tardif et modéré, à M. Stresemann...

L'avalanche

Pendant que ces tristes comédies se jouent sur les tréteaux politiques de Munich, de Berlin et de Dresde, la révolution vient avec le glissement lent, mais sûr et formidable, d'une avalanche. L'étendue de la faillite financière — et des misères indicibles qu'elle entraîne — le prouve assez.

Dans la deuxième décade d'octobre, les dépenses du Reich se sont élevées à 324 117 027 000 000 000 de marks : 324 quadrillions. Les revenus, en revanche, ont atteint la somme de 2,5 quadrillions (exactement : 2 456 918 405 millions) soit moins de 1 % des dépenses. Au 20 octobre, la dette flottante du Reich se montait à 407 quadrillions... Mais alors le dollar ne valait qu'une vingtaine de milliards ; il en vaut 200 aujourd'hui — et je suis trillionnaire comme tout le monde, ce qui n'est pas gai, je vous assure... Des billets de banque d'un trillion ont fait leur apparition. On émet, paraît-il, chaque jour pour plus de 500 trillions de papier-monnaie. On déplore de n'avoir pu émettre encore le quadrillion quotidien, faute de papier. On imprime aussi, nuit et jour, le nouveau papier à « valeur réelle », l'emprunt or : 3 000 000 de dollars-or-papier sont déjà mis en circulation ! et perdent déjà entre 30 % et 50 % à la bourse noire...

D'après l'indice officiel du coût de la vie, l'augmentation générale des prix a atteint, du 22 au 29, le sommet de 349 %. Ces jours derniers, avec un cours officiel du dollar de 65 milliards environ, les prix des vivres et des articles de première nécessité correspondent à un cours du dollar variant entre 200 et 300 milliards. Et cette différence était surtout payée par les pauvres gens qui n'ont point de dollars...

1. Rudolf Heinze (1865-1928), populiste, ministre puis vice-chancelier. Commissaire du Reich en Saxe.

2. Le docteur Karl ou Alfred Fellisch (1884), social-démocrate de droite, avait accepté de former un gouvernement en Saxe à la place de celui qui avait été déposé par la Reichswehr.

3. Wilhelm Dittmann (1874-1954), ébéniste, leader indépendant revenu au SPD en 1922.

XXV
Les fruits de la trahison social-démocrate

Correspondance internationale n° 89, 9 novembre 1923

Il semble qu'on soit en pleine confusion politique mais ce n'est là qu'apparence, la réaction travaille. Les ministres social-démocrates sortants ne sont pas encore remplacés. La loi de pleins pouvoirs qui ne devait être valable que tant que le cabinet de grande coalition gouvernerait, automatiquement abrogée par les démissions des citoyens Schmidt, Sollmann et Radbruch, reste en vigueur. On a parlé de compléter le ministère avec des personnalités apolitiques. Puis on a avoué que, cédant aux exigences de la Bavière et de la Schwerindustrie, M. Stresemann négociait l'entrée dans son ministère des nationaux-allemands. Cela équivaudrait à l'institution, légale en apparence, d'une dictature d'extrême droite. Les nationaux allemands posent pour conditions l'éviction des social-démocrates du gouvernement prussien et l'attribution à leur parti des portefeuilles les plus importants. De curieux ballons d'essai ont été lancés. On a parlé d'un directoire à la tête duquel se placerait M. Minoux [1] qui vient de démissionner de son emploi de directeur général des entreprises de M. Hugo Stinnes afin de se consacrer à la politique. Le comte Rewentlow a publié que, dans une récente entrevue de M. Hergt [2], un des chefs nationaux allemands, avec le général von Seeckt, commandant en chef de la Reichswehr, un accord parfait avait été réalisé. Tout concourt, semble-t-il, à l'établissement d'une dictature Stinnes, peut-être Stinnes-Ludendorff à brève échéance.

Arrêtons-nous sur les nombreux indices de coup de force en voie de préparation ou plus exactement d'accomplissement, M. von Preger [3], représentant de la Bavière à Berlin, a fait à un rédacteur de la *Münchner und Augsburger Abend Zeitung* (la Gazette du soir de Munich et d'Augsbourg), des déclarations

précises sur ce que veut son gouvernement : « Nous restons allemands de toute notre âme. Nous ne songeons pas à nous séparer du Reich. Mais nous voulons en finir avec ce qu'on appelle les conquêtes de la révolution et rétablir l'ordre... » Ce programme politique tient en trois mots : bavarisation de l'Allemagne.

M. von Kahr, continuant à l'appliquer chez lui, a interdit la vente en Bavière des principaux journaux libéraux de Berlin : *Berliner Tageblatt, Vossische Zeitung, Mittag Zeitung* (la Gazette de Midi), *Vorwärts,* et aussi de la *Frankfürter Zeitung* (la Gazette de Francfort) (5 novembre). C'est assez dire comme il entend la liberté de la presse. En Saxe, le général Müller l'entend exactement de même : il vient d'interdire la publication de toutes informations autres que les communiqués officiels, sur les cas où la Reichswehr fait usage de ses armes, c'est-à-dire sur les assassinats d'ouvriers. A Zwickau, le même général a interdit une conférence de fonctionnaires social-démocrates.

En Thuringe rouge opère le général Reinhardt. Et ce qu'il fait serait invraisemblable si les événements récents ne nous avaient habitués, en Allemagne, à toutes les duplicités du gouvernement officiel, à toutes les lâchetés de la social-démocratie qui les tolère et les voile, à toutes les audaces de la réaction armée. Vingt à trente mille volontaires nationalistes bavarois, dont le gouvernement de Munich et le magnat Hugenberg [4] paient la solde, sont massés aux frontières de la Thuringe ouvrière. Le château du duc de Coburg sert de quartier général officel à Hitler. Interwievé par un rédacteur du *Berliner Tageblatt,* le chef de la police de Coburg lui a dit qu'on « ne peut plus empêcher l'explosion d'un mouvement national ». Le comité central de l'association du Casque d'acier envoie (5 novembre) une adresse à M. Stresemann, l'invitant à instituer une dictature nationale. L'adresse se termine par ces mots : « Agissez pour que d'autres ne soient pas dans la nécessité d'agir ! » Dans les milieux démocratiques bourgeois, dans les milieux catholiques même, l'alarme est grande. Le gouvernement annonce, pour parer à toute éventualité, l'emploi de troupes de la Reichswehr à la frontière de la Thuringe et de la Bavière. Mais le général Reinhardt, auquel les instructions de M. Gessler (d'après le *Vorwärts* et d'après une lettre du ministre de la Reichswehr, lui-même, rendue publique le 8 novembre) prescrivent de défendre la Thuringe contre une attaque éventuelle des bandes nationalistes, fait placarder dans toutes les villes d'un pays où règne, de l'avis de la presse bourgeoise, « un ordre exemplaire » qu'il « vient y rétablir l'ordre, y faire cesser la terreur rouge, y désarmer les centuries ouvrières ». La défense de la Thuringe devient l'occupation militaire et le désarmement de ce pays ouvrier ! Par une ordonnance

du 5, M. Gessler s'avise cependant de protéger la Reichswehr contre la presse et de réprimer les crimes de lèse-armée.

De fait, nous sommes déjà en régime de dictature réactionnaire ; il y manque une sanction formelle, assez difficile parce que la classe ouvrière, en posture de vaincue sans avoir combattu, demeure redoutable aux partis gouvernants dont le but est d'intensifier brutalement l'exploitation du travail. On aperçoit désormais les terribles conséquences des trahisons des social-démocrates répétées et obstinément continuées (entrée de la social-démocratie dans la grande coalition, reconstitution ultérieure du cabinet Stresemann, institution de l'état de siège, vote de la loi des pleins pouvoirs) et aussi de l'impardonnable défaillance des social-démocrates de gauche qui ont laissé passer le moment de l'offensive ouvrière lors de l'entrée des troupes en Saxe. Maintenant la classe ennemie a pris l'initiative des opérations. Dans la guerre des classes, les batailles qui n'ont pas été livrées – les reculades – peuvent compter pour des défaites et coûter aussi cher que des défaites.

Pogroms à Berlin

Nous avons eu au centre de Berlin, ce 5 novembre, des pogroms authentiques à la manière russe d'autrefois. Cette effarante manifestation de bestialité humaine, que le régime des soviets a partout, sans effort, rendu impossible, s'est produite dans la capitale de l'Allemagne et a pu s'y prolonger impunément presque toute une journée. Dans une rue voisine de l'Alexanderplatz, un jeune Juif, empoigné dans la rue, déshabillé, assommé, s'est sauvé nu sous les clameurs de la foule et n'a dû la vie qu'au courage d'un patron-boucher qui l'a caché dans sa boutique dont il a défendu le seuil à coups de hache. Dans une autre rue voisine, on a vu, comme à Jitomir sous Nicolas II, jetées par la fenêtre la literie et la vaisselle des familles juives. Cela s'est passé sous les fenêtres du *Polizeipraesidium* et d'une caserne de la police verte. La police n'est intervenue que tardivement, mollement, comme à regret. Un médecin juif (bourgeois, patriote et décoré) a relaté que des officiers de police, passant en automobile à côté d'un groupe qui le malmenait, lui avaient refusé toute protection effective. Ne croirait-on pas lire une correspondance d'Odessa, datée de 1905 ?

J'ai parcouru, pendant et après les troubles, les quartiers hantés par l'émeute antisémite. J'ai eu l'impression très nette d'une action organisée. J'ai vu des groupes de jeunes « sans travail » antisémites remonter la Friedrichstrasse, manifestement dirigés par les indis-

pensables cyclistes chargés, en Allemagne, d'encadrer toutes les manifestations politiques. Depuis des mois, d'ailleurs, la presse nationaliste *Völkischer Beobachter* en tête, prêche « la libération de l'Allemagne du joug juif ». Et des incidents plus abominables encore que ceux de Berlin se sont produits près de Coburg, dans la région occupée par les Bavarois. Au village d'Altenhausen (5 novembre) des nationalistes en uniformes, ayant cerné les habitations de quelques familles juives, les ont fait comparaître devant une espèce de conseil de guerre pour condamner la plupart des adultes à être pendus sur le champ. Les victimes de cette atroce plaisanterie s'en sont tirées complètement dévalisées, brutalisées, après toute une nuit de cauchemar.

Soulignons que les pogroms ne sont pas le fait des sans-travail, mais d'une minorité très particulière recrutée parmi les sans-travail par les agitateurs nationalistes. Dans les principaux quartiers de Berlin, de grandes manifestations spontanées de chômeurs se sont déroulées sans se livrer à des excès d'aucune sorte. Un peu partout, il est vrai qu'on a pillé des boulangeries et des charcuteries. Ces actes ne sont pas à confondre avec ceux des antisémites, bien que la police ait tenu à les confondre et annoncé, à la grande satisfaction des boutiquiers, l'arrestation de cinq cent trente pillards (7 novembre).

En Allemagne, comme il le fut en Russie tsariste, l'antisémitisme est le dérivatif nécessaire que le nationalisme offre à la colère des foules inconscientes et à la bestialité des populaces soudoyées dont il a besoin pour tenir la rue et créer l'apparence de mouvements populaires. Contre les pogroms de Berlin, la police n'a pas sévi, probablement parce qu'ils faisaient partie de la mise en scène destinée à préparer l'opinion à l'avènement de la dictature de droite.

Par la banqueroute vers la dictature capitaliste

Le jour où commencèrent à Berlin les émeutes de la faim et les pogroms, le dollar valait, cours officiel, 420 milliards, le pain bis de trois livres coûtait 140 milliards. Mesure ruineuse, désastreuse comme toutes celles prises dans le domaine financier. Les cinq cents millions de l'emprunt-or qui devaient fournir au grand public un moyen d'échange stable ont disparu sans laisser de traces dans la circulation, monopolisés par la haute spéculation. Celle-ci fait des affaires d'or dont on peut esquisser le schéma comme suit :

1. Le financier spéculateur achète à l'Etat, au cours nominal, des « dollars allemands » qu'il paie en marks papier (et qu'il s'arrange souvent pour payer en retard le cinquième ou le dixième de leur valeur officielle). 2. Il dépose à la Caisse des prêts de l'Etat ses coupures à valeur réelle et reçoit un crédit en marks papier remboursable en marks papier, avec lequel il recommence les opérations. 3. Ou encore, il vend ses « dollars allemands » dans le commerce privé cinq et six fois leur valeur nominale (environ 2 trillions avec un cours officiel de 420 ou 625 milliards). 4. Avec les marks papiers recouvrés, il achète au cours nominal de 420 ou 625 milliards de dollars authentiques, américains qui valent en réalité dans toutes les bourses du monde sept à dix fois plus et qu'il se presse d'exporter en fraude.

Le résultat de ces opérations variées multipliées à l'infini, c'est la ruine des petits porteurs, l'exploitation des masses de consommateurs, le vol systématique des richesses de l'Etat.

Les cinq cents millions de l'emprunt-or étant déjà épuisés, le cabinet Stresemann vient de décréter l'émission d'un nouvel emprunt-or, à 6 %, de trois cents millions. Valeur fictive, sans ouverture d'aucune sorte, destinée à être escamotée comme la première émission. Ces huit cents millions de papier « à valeur réelle » que la spéculation aura achevés d'engloutir dans quinze jours sont remboursables en rente-marks » à venir. De sorte que, avant d'être perçue la première annuité de crédit en rente-marks accordée au Reich par les corporations capitalistes et qui est de neuf cents millions or, va être épuisée.

C'est ce fait qu'il faut mettre en lumière, ainsi que les retards intentionnels apportés à l'émission de marks-rente, car ils expliquent cette folle politique financière. La banqueroute du Reich reste une incomparable source de profits pour les milieux capitalistes et financiers à la merci desquels elle met, en outre, l'Etat. Par les voies de la banqueroute de la république démocratique dont ils ne veulent même plus entendre parler (dans les actes officiels du gouvernement, il n'est plus question de « défense de la république » mais uniquement de « sauvegarde de l'unité allemande »), ces milieux arrivent à la dictature financière, économique et politique.

Près de quatre-vingt-dix sortes de papier-monnaie à valeur réelle émis par les Etats, les villes, les chambres de commerce, les corporations et les grandes firmes industrielles sont en circulation. Mais les salaires se payent toujours en marks-papier. L'ultimatum de l'Union des syndicats allemands à M. Stresemann, ultimatum auquel avait répondu le lancement des petites coupures introu-

vables de l'emprunt-or, est resté lettre morte. Mais rien ne peut plus, semble-t-il, troubler l'incommensurable passivité, la lâcheté incommensurable des grandes organisations social-démocrates.

1. Friedrich Minoux, directeur général des entreprises de Stinnes, tenta une carrière politique à sa demande et ambitionna un portefeuille des Finances.

2. Oskar Hergt (1869-1967), ministre des Finances en Prusse en 1917-1918. Co-fondateur et président jusqu'en 1924 du DNVP, sera notamment député et ministre. Leader national-allemand au Reichstag.

3. Konrad von Preger était représentant de la Bavière à Berlin depuis le temps du gouvernement socialiste de Kurt Eisner en 1919.

4. Alfred Hugenberg (1865-1951), magnat de la presse, dirigeant du DNVP.

XXVI
Hitler, une idéologie fasciste

Correspondance internationale n° 90, 13 novembre 1923

De l'avis de quelques-uns de ses admirateurs politiques même, Adolf Hitler vient de faire une fin piteuse. A Nuremberg, il y a quelques mois, le chef du Parti national-socialiste passait en revue près de cent mille hommes de troupes bien armés. A la frontière de Thuringe, il venait de rassembler près de trente mille hommes. Il croyait le moment venu de passer de la menace aux actes et, grisé par la popularité que lui ont valu un facile talent d'orateur, l'appui des autorités, la persévérante réclame de la presse bourgeoise, les fonds secrets de M. Hugenberg, il s'imaginait pouvoir devenir, en tirant quelques coups de revolver dans le plafond d'une salle de réunion publique de Munich, quelque chose comme un nouvel empereur d'Allemagne : « J'assume la direction des affaires de l'Empire », disait-il, avec sérénité le soir du putsch. D'où vient ce Mussolini raté ? Il a quelque trente-cinq ans. Il était avant la guerre peintre d'enseignes et point allemand ! Autrichien ou plutôt Allemand de Bohême. Il n'est devenu citoyen du Reich que dernièrement. A la guerre, sous-officier, puis officier, dit-on, il ne s'est aucunement distingué. On a même eu des difficultés à lui créer après coup, une certaine réputation de bravoure.

Ses succès d'organisateur sont incontestables mais n'ont rien d'étonnant. Un aventurier politique, convenablement soutenu par la réaction qui détient le pouvoir et financé par des gros capitalistes peut, toujours, en période de troubles et de misère, recruter des bandes à tout faire. Ainsi seulement s'explique l'extension de ce qu'on a bizarrement appelé le « mouvement national-socialiste ». Curieux d'en connaître l'idéologie, j'ai lu quelquefois le *Völkischer Beobachter* (l'Observateur populaire) son grand quotidien de

Munich, rendu fameux par l'incident qu'il a provoqué entre le Reich et la Bavière. J'ai encore sous les yeux le compte rendu donné par ce journal d'une réunion tenue à Munich au Champ-de-Mars, le 30 octobre dernier, par les chefs du parti et suivis par plusieurs milliers d'hommes. Le président d'honneur du Parti national-socialiste, Anton Drexler est tout aussi méconnu du grand public allemand que les autres orateurs principaux, Max Weber, Hermann Esser, Dietrich Eckart [1]. Le grand homme, le tribun du parti, c'est « notre Adolf Hitler » dont on s'attache à tout moment à faire ressortir la mission de sauver l'Allemagne et les inappréciables mérites personnels. L'annonce de son nom déchaîne « des applaudissements enthousiastes ». Son discours tient trois colonnes et constitue un curieux document sur la démoralisation, l'intelligence, l'indigence idéologique de la foule à laquelle il s'adresse...

La thèse de Hitler c'est que le parlementarisme a perdu l'Allemagne. Tous les maux viennent du régime parlementaire. « Le jour même où fut créé le Reichstag, le peuple allemand fut condamné à mort... Un peuple tenu de se soumettre à la majorité est un peuple perdu. » Le remède est dans la fin du parlementarisme, le fin du régime des partis, l'extirpation du marxisme. « Le marxisme est la grande entreprise des Juifs pour la conquête du monde. ». La juiverie affame le pauvre peuple, sape l'unité nationale, soutient le parlementarisme. Le peuple allemand doit être tiré de l'abîme par l'affirmation d'un nouvel idéal purement national et la dictature. « Peuple allemand, l'heure de la délivrance a sonné... A Berlin ! »

Je ne déforme pas, je ne corse pas, si j'abrège. Entre ces idées, entre ces sommaires, grossières, et parfois énormes affirmations, aucun lien logique. Beaucoup d'exclamations, un ton familier, l'appel constant à des sentiments primitifs de « mes enfants », des « notre peuple », une péroraison frénétique ; c'est tout. Au fond, une naïve démagogie spéculant sur le sentiment national, le discrédit du socialisme réformiste et du parlementarisme, la misère, la vieille haine de l'usurier et du financier trop souvent juifs. C'est toute l'idéologie du socialisme national. Celle du fascisme italien, si elle n'est ni beaucoup plus logique, ni mieux construite n'en a pas moins plus de cohésion, plus d'envolée aussi. Ce mouvement allemand est bien fasciste mais c'est déjà un fascisme dégénéré, vulgarisé, abêti. Terribles symptômes de la décadence du régime capitaliste qui ne peut même plus fournir aux masses une idéologie digne de ce nom !

La tragi-comédie de Munich

Faut-il revenir sur la tragi-comédie de Munich ? Certains détails n'en sont encore guère connus. Le coup d'Etat était annoncé pour le 7 novembre, jour anniversaire de la révolution bavaroise. Il a commencé par une diatribe antimarxiste, dans le style Hitler, du dictateur von Kahr. Irruption de Hitler et de ses gens dans la salle. Décharge de carabine au plafond, panique et premiers mots magnifiques de Hitler, juché sur une table, à la salle qui va l'applaudir : « Si le calme ne se rétablit pas à l'instant, nom de Dieu, j'installe des mitrailleuses dans les tribunes ! » Le calme se rétablit et l'on emmène poliment von Kahr « pâle comme un linge », le général von Lossow et quelques autres personnes. Une heure après, von Kahr rentre « tout aussi pâle » et déclare qu'il assume, « en qualité de représentant de la monarchie », les fonctions de chancelier. A Hitler la dictature, à Ludendorff l'armée qui va marcher sur Berlin. Le lendemain, coup de théâtre. Von Kahr et von Lossow lâchent leur compère Hitler et font une excellente affaire, quoiqu'un peu risquée. Ils se débarrassent d'un rival encombrant, s'imposent à la bourgeoisie en sauveurs de la paix sociale, de l'unité du Reich, de l'ordre, acquièrent des droits à la reconnaissance de Stresemann et d'Ebert ; et ce que Hitler voulait maladroitement tenter par la force au risque de provoquer quelques magistrales ripostes du prolétariat, von Kahr, plus habile, l'obtient légalement sans effort : le premier contrecoup du putsch de Munich, c'est Berlin, la dictature du général von Seeckt... Mais voici d'autres détails. Le « roi » Rupprecht qui compte beaucoup sur la bienveillance de l'état-major français, avec lequel on affirme que ses partisans ont maintes fois négocié, serait effrayé de voir le vieux Ludendorff, cher aux Hohenzollern et mal vu à Paris, à la tête de la restauration.

Pendant les quelques heures que dure le putsch, les bandes de Ludendorff et de Hitler se rendent à la rédaction de la *Münchener Post*, organe social-démocrate munichois, qu'elles saccagent de fond en comble, saccagent de même la demeure du leader social-démocrate, Auer [2], arrêtent dans une séance de commission des conseillers municipaux socialistes et communistes, les font conduire dans un bois pour les y fusiller. Le *Vorwärts* assure que seul le revirement de la situation à Munich empêcha leur exécution. Des affiches placardées à Munich ordonnaient à tout citoyen allemand de se saisir de personnalités socialistes et républicaines, Ebert, Scheidemann, Oscar Cohn, Théodore-Paul Lévy, Théodore Wolff [3], Georg Bernhardt et de les remettre « mortes ou vives » entre les mains des autorités.

Pourquoi l'entreprise a-t-elle échoué ? Pourquoi M. von Kahr a-t-il lâché, au dernier moment, de « loyaux adversaires », avec lequel il était si souvent d'accord ? La réponse me paraît simple. L'industrie lourde, la haute finance, la caste militaire redoutent la guerre civile et estiment après les événements des derniers jours, le désarmement de la Saxe rouge, le complet effondrement de la social-démocratie, n'avoir plus besoin d'un coup de force pour prendre la dictature. Les démagogues et les impatients tels que Hitler leur deviennent plutôt gênants.

Hitler a pris la fuite ainsi que Rossbach, qui avait agi à ses côtés, le Rossbach tout dernièrement élargi par la Haute Cour pour la défense de la république de Leipzig. Contrairement à ce qu'on dit, je ne crois pas leur rôle politique fini. Nous les verrons quelque jour reparaître pendant la guerre civile, à la tête de bandes d'égorgeurs. Ludendorff, arrêté, a été remis en liberté sur parole d'honneur de renoncer à l'activité politique. Un jour ou deux avant le putsch, il donnait déjà sa parole d'honneur à von Kahr de ne pas agir sans dénoncer au préalable l'accord conclu entre eux. Mais tout cela n'est que comédie.

Les sénateurs social-démocrates de Hambourg traitent, eux, avec beaucoup moins de mansuétude les prisonniers communistes du récent soulèvement. Ils ne songent pas à rendre la liberté à leurs collègues communistes incarcérés, sans l'ombre d'une preuve de culpabilité.

La première semaine de nouvelle inflation

La première semaine de nouvelle inflation s'est écoulée. Et l'on en peut dresser le bilan. Je veux parler de l'inflation « en or », c'est-à-dire de papiers, dits à valeur réelle. Ces papiers, monopolisés par l'arbitrage qui les vend et les revend quatre et cinq fois leur valeur, demeurent invisibles et introuvables. Mais leur apparition et la fixation d'un cours officiel du dollar et du mark or (respectivement 630 et 150 milliards) a pour conséquence, en six jours, du 3 au 9 novembre une très forte augmentation de tous les prix calculés en or. En marks-papier, l'augmentation atteint pour cette semaine le record de 502 %. En or, l'indice du cours moyen de la vie passe brusquement de 76,2 % (le chiffre de 100 correspondant au cours moyen de la vie en 1913). Les prix des denrées alimentaires, toujours calculés en or, augmentent davantage, passant de 93,5 % à 152,6 %. Conclusion : le papier à valeur réelle a déjà perdu, avant d'être connu du grand public, le tiers de sa puissance d'achat. L'inflation, gigantesque entreprise d'escroquerie

au détriment des masses de travailleurs et de consommateurs, recommence sur des bases nouvelles...

La grève des imprimeurs berlinois

Pas de journaux ce lundi 12 novembre et la crise de papier-monnaie. Les presses à assignats ont cessé de fonctionner. Bravant toutes les interdictions de grève édictées par l'autorité militaire, les imprimeurs de journaux et de la Banque d'Etat sont en grève depuis trois jours. Le mouvement, prêt à éclater depuis plusieurs semaines — à propos de la suspension indéfinie de *Die Rote Fahne* — et obstinément saboté par les dirigeants syndicaux, n'a pas pu être retardé plus longtemps mais revêt un caractère principalement économique. Les imprimeurs ont touché pour la semaine du 3 au 9 novembre trois trillions et demi de marks papier (un peu plus d'un dollar au cours de la bourse noire) soit nominalement 22,5 marsk-or. Avant la guerre, ils gagnaient 35 marks-or par semaine et les prix, depuis la guerre, ont plus que doublé. Les pourparlers avec le ministre du Travail les ont édifiés sur la bonne volonté du gouvernement et du patronat.

Cette grève est importante. Soulignons qu'elle se produit malgré les rigueurs de l'Etat de siège et le sabotage réformiste. Elle témoigne de la volonté de résistance d'un élément ouvrier qui est loin d'être révolutionnaire. Le gouvernement ne se pressera peut-être pas d'y mettre fin. L'occasion lui est excellente d'imputer aux ouvriers les graves contrecoups du manque de papier-monnaie. De leur côté, les imprimeurs bénéficient de la situation ; ils coupent les vivres à M. Stresemann et suppriment toute la presse bourgeoise à un moment où l'opinion publique suivait les événements avec anxiété. Deux journaux paraissent seuls : le *Vorwärts*, composé avec l'autorisation des syndicats et la *Deutsche Zeitung* (la Gazette allemande), nationaliste, composé par les jaunes.

1. Le menuisier Anton Drexler (1884-1942) était le fondateur du parti, et en possédait la carte n° 1. Hermann Esser (1900- ?) en était le deuxième membre, c'était un antisémite féroce. Dietrich Eckart (1868-1923) était un poète, nationaliste et morphinomane. Il fut aussi l'un des pionniers du parti nazi.

2. Erhard Auer (1874-1945), ancien indépendant, était le leader de la social-démocratie en Bavière.

3. Oscar Cohn (1869-1934), avocat, membre du SPD, avait assuré les liens avec l'ambassade soviétique. Theodor Wolff (1868-1943), collaborateur du *Berliner Tageblatt*, était l'un des grands journalistes de son temps.

XXVII
Deux anniversaires : 7 et 9 novembre

Correspondance internationale n° 46, 15 novembre 1923

Cette année, le rapprochement de ces deux anniversaires de révolution va s'imposer en Allemagne à tous les esprits avec une rigueur impitoyable.

7 novembre 1917 (25 octobre vieux style) : conduits par les bolcheviks, les prolétaires de Petrograd prennent le Palais d'Hiver ; les prolétaires de Moscou entrent au Kremlin... Une ère d'inexprimables souffrances s'ouvre pour le peuple russe : mais ce sera aussi une ère d'héroïsme, de victoire, de résurrection. La Russie, réduite en de sombres jours aux proportions du grand duché de Moscou vers 1500, finira par s'étendre de nouveau de la Baltique à l'océan Pacifique, de l'océan Arctique à la mer Noire. En quatre années de guerre acharnée, les grandes puissances capitalistes ne parviendront pas à la vaincre. Elle finira par leur imposer le respect, la paix, le commerce. Elle restera citadelle révolutionnaire invincible, l'asile et le refuge de tous les révolutionnaires vaincus : elle se donnera des lois nouvelles, elle réformera hardiment ses mœurs, elle persévérera – par les plus durs chemins sans doute, mais librement – dans la voix vers le socialisme...

9 novembre 1918. Le coup d'épaule des marins de Kiel et de Cuxhaven a jeté bas la façade de l'Empire allemand. Pendant un an, jusqu'aux jours funèbres de janvier 1919, où meurent Liebknecht et Rosa Luxemburg, la social-démocratie allemande, alliée aux volontaires de la bourgeoisie, Noske allié à Ehrhardt, va bâtir sur des cadavres de prolétaires l'édifice d'une république démocratique. Aux foules exaltées par l'exemple des Russes, elle jettera sans cesse la menace de la famine, de l'intervention étrangère d'un sursaut de la réaction... Au terme de cinq années de démocratie social-démocrate, l'Allemagne impuissante assiste à l'intervention

française en Rhénanie et dans la Ruhr ; ses vingt millions de prolétaires et ses dix millions de petites gens ont faim ; la réaction en armes y marche à grands pas vers le pouvoir... Pour avoir différé la lutte finale de cinq ans, le prolétariat allemand n'en a que de plus grandes difficultés à surmonter. Aujourd'hui, comme en 1919, quand la lui montraient les spartakistes, il n'a qu'une voie de salut : celle où les révolutionnaires l'ont précédé.

Deux anniversaires ; une grande confrontation devant l'histoire des méthodes réformistes et révolutionnaires.

Pour une dictature de droite

« Ils se complètent », écrivais-je dernièrement à propos de Stresemann et de von Kahr. Voyez plutôt. Rappelez-vous qu'une huitaine de jours avant la sortie de la social-démocratie de la grande coalition (2 novembre) M. von Kahr avait fait connaître son intention de ne plus traiter avec un gouvernement du Reich « soumis à l'influence marxiste », c'est-à-dire comprenant les social-démocrates. Sur ce point encore M. Stresemann a donné satisfaction à la réaction bavaroise, assez pour l'encourager, pas assez pour la désarmer : tel est son rôle.

Voici les citoyens Robert Schmidt, Radbruch et Sollmann mis, sans grandes cérémonies, à la porte du gouvernement d'Empire. Ce serait le moment pour le Parti social-démocrate de dresser le bilan de sa politique de collaboration avec les partis bourgeois qui a valu à l'Allemagne ouvrière l'incroyable misère de ces jours-ci, le dollar à un trillion et demi de marks, la dictature des généraux, les assassinats quotidiens d'ouvriers, quelque deux à trois cents cadavres d'affamés entassés en deux mois aux pieds du fauteuil présidentiel d'Ebert. Mais dans son terne manifeste publié par le *Vorwärts* du 4 novembre, c'est aux communistes que la social-démocratie reproche le sang versé – à Hambourg – pour repousser une fois de plus leur proposition de front unique... Et sans contenir une seule parole virile, ce document se termine par un appel à l'unité et à la fermeté du parti, puissantes garanties de salut de la République allemande, seul terrain sur lequel on puisse combattre pour le socialisme.

Le même numéro du *Vorwärts* commente d'étranges rumeurs venues de Munich. Samedi 3 novembre on annonçait un nouveau coup d'Etat en Bavière, la destitution par von Kahr du gouvernement Knilling, si peu gênant pourtant, l'envoi d'un ultimatum à Berlin exigeant l'institution immédiate d'une dictature de droite.

Dans le cas contraire, les troupes bavaroises marcheraient sur la capitale. Ces nouvelles sont maintenant démenties, mais confusément, à moitié ou au tiers.

Le Parti populaire national allemand et le ministre bavavois de la Justice, le D[r] Gürtner [1], ont en effet voté un ordre du jour dans ce sens, et, en outre, exigé la démission d'Ebert. Aux frontières de la Thuringe, la concentration des troupes fascistes continue, non sans incidents : à plusieurs reprises, ces jours derniers, la police de Thuringe a essuyé des coups de feu... Hitler, dans des discours hystériques, crie à ses gens de se tenir prêts à marcher sur Berlin (Munich, 31 octobre) pour « y planter sur le château impérial le vieux drapeau noir-blanc-rouge ». Ludendorff, qui donne au *Völkischer Beobachter* des articles de fond, est couramment désigné comme un des chefs appelés à diriger les prochaines opérations militaires.

La plus grande confusion règne depuis longtemps dans l'information : pas une nouvelle sérieuse qui ne soit successivement lancée officieusement, démentie, relancée, modifiée, avant d'être finalement confirmée. Le mensonge, la fausse nouvelle, le démenti officiel de faits vrais, la fausse « note officieuse » dont des moyens quotidiennement, méthodiquement employés par la grande presse et par l'Etat pour préparer l'opinion publique, la tromper, l'égarer, la surprendre, selon le cas. L'offensive militaire contre la Saxe a été annoncée par la gazette de Stinnes, huit jours avant d'être officiellement commencée. La rébellion du général von Lossow a été tue pendant trois jours avant d'être publiée. Le refus catégorique de la Bavière de destituer von Lossow et de replacer la Reichswehr sous le commandement de M. Gessler a été passé à peu près complètement sous silence. Les « démentis » d'aujourd'hui n'expliquent pas pourquoi, le samedi 3 novembre, M. Stresemann après un entretien avec l'ambassadeur de Bavière von Preger, quittait précipitamment le conseil des ministres en délibération pour conférer avec le président de la République et le ministre de la Reichswehr.

La Bavière fasciste est forte et armée. Le gouvernement du Reich est faible et désarmé. A Berlin, même von Kahr a l'appui sans réserves du Parti national allemand des agrariens, de la *Schwerindustrie.* Ou il dictera sa volonté ou il tentera de l'imposer par la force. Le fascisme allemand est d'ailleurs dans une impasse : ses armements achevés, ses succès politiques, la débilité de la social-démocratie, des promesses réitérées d'une prompte liquidation du régime du 9 novembre, les intérêts enfin des groupements capitalistes qui le financent – mais ne songent pas à le financer indéfiniment sans obtenir de résultats précis – tout le pousse à agir sous peine de se discréditer.

Au moment où commençait, dans les derniers jours d'octobre, l'attaque contre le gouvernement ouvrier de Dresde, d'autres rumeurs significatives circulaient dans « les milieux informés ». On parlait d'un rapprochement entre von Kahr, Ludendorff et Hitler : on annonçait la proclamation à Munich d'un gouvernement du Reich... Retenons cette idée, au moment où commence une campagne nationaliste contre Ebert « sous la présidence duquel on ne peut pas se représenter un gouvernement national », écrite par la *Deutsche Zeitung*, approuvée par la *Kreuzzeitung* (Gazette de la Croix) et par la *Deutsche Tageszeitung* des agrariens.

Félicitons-nous de cette netteté vigoureuse de l'offensive réactionnaire. Il en faut davantage encore pour secouer la social-démocratie de son invraisemblable torpeur. Le jour où un von Kahr se décidera enfin à passer de la menace à l'action, il se peut que toutes les masses ouvrières et une bonne moitié des classes moyennes ruinées, se dressent contre lui, derrière le parti du prolétariat révolutionnaire.

(Un détail, indice de l'impuissance de MM. Stresemann et Gessler vis-à-vis des Bavarois. Un arrêté de M. Gessler, daté du 30 octobre et publié avec cinq jours de retard, vient d'interdire jusqu'à nouvel ordre le *Völkischer Beobachter* « sur tout le territoire du Reich, la Bavière exceptée... »)

Le gâchis financier

Je dirai bien que « le chaos financier est à son comble », mais ce vieux cliché serait inexact : chaque jour, dans le domaine infini de la banqueroute, de nouveaux records sont battus pour être, le lendemain, dépassés.

Nous avons ou nous sommes sur le point d'avoir en circulation dix sortes différentes de papier-monnaie, dont quatre sans valeur réelle, puisque les six autres sont dites à valeur réelle... 1. Le mark-papier, dont le milliard est désormais la plus petite unité ; 2., 3., 4., les marks-papier émis par les villes (les Etats confédéraux, les directeurs de chemins de fer) ; 5. L'emprunt-or (*Goldanleihe*) ou dollar allemand ; 6. le Rentenmark à valeur réelle ; 7. les bons à valeur réelle, émis par les banques et les firmes commerciales ; 8., 9., 10., le papier à valeur réelle émis par les villes, les Etats, les chemins de fer. Je ne suis pas sûr que ce soit tout.

A qui profite cette variété d'assignats ? A la seule spéculation des financiers, tous devenus véreux. Au seul détriment de qui s'exerce cette fructueuse spéculation ? Au détriment de l'Etat et des masses de travailleurs.

L'emprunt-or est l'objet d'un agiotage scandaleux rendu plus facile encore par le cours officiel – et artificiel – du dollar à la Bourse de Berlin et par l'insigne maladresse de la Banque du Reich. D'une part, on s'est évertué à donner à l'emprunt-or un cours supérieur à celui du dollar ; de l'autre, on n'a pas su satisfaire les demandes du public à qui la possession de toute valeur étrangère est cependant interdite. Il en est résulté une dépréciation nouvelle du mark-papier – que nous proposerions d'appeler le *mark-salaires* – des pertes scandaleuses pour la Reichsbank, des gains scandaleux pour quelques profiteurs. Précisons, d'après le *Vorwärts* :

Un banquier malin a acheté 2 000 « dollars allemands » au cours de 65 millliards de marks, c'est-à-dire pour 130 trillions. La Reichsbank ne lui en en livre les coupures qu'avec un gros retard, au moment où le dollar est à quelques centaines de milliards ; il reste entendu que le banquier paie le *Goldanleihe* le jour de la livraison au cours du jour où il l'a souscrit. La Reichsbank en échange de ses 2 000 dollars allemands, ne reçoit plus en marks-papier que la valeur de 200 dollars. Le banquier a gagné 1 800 dollars ; la Reichsbank les a perdus. Ces abus sont courants depuis des semaines. Il vient d'être question d'y porter remède en faisant payer l'emprunt-or au cours du jour de la livraison... « ce scandale, dit l'organe social-démocrate, dépassa de loin celui des crédits en marks-papier... » De plus fort en plus fort, n'est-ce pas ?

Mais l'emprunt-or n'ayant pas de couverture réelle, sera échangé par la suite contre des marks-rente. La nouvelle banque d'émission de *Rentenmark* ouvre pour cette année au Reich, un crédit de 900 millions, bien au-dessous des besoins réels de l'Empire. Si les 500 millions de l'emprunt-or doivent être prélevés sur ce crédit, que restera-t-il à l'Etat ? L'emprunt-or ne lui aura valu que des pertes ; le mark-rente ne fera que glisser entre ses mains. L'Etat se sera soumis au contrôle financier du grand capitalisme sans en retirer le moindre profit.

Autre aspect désastreux des choses. Les cours de la Bourse de New York, régularisent en quelque sorte, à Berlin même, ceux de la bourse noire. A New York, le 2 novembre, le dollar était côté 1 428 milliards de marks. Le même jour, à Berlin, le dollar et l'emprunt-or valaient officiellement 625 milliards. Le 3 novembre, le dollar vaut à New York, 1 219 miliards et à Berlin 418 milliards seulement. Le cours forcé du mark-papier est décrété au taux de un milliard pour un pfennig-or. L'Allemagne devient le pays où le dollar peut être acheté à meilleur compte. La spéculation internationale ne va-t-elle pas en profiter largement pour drainer les valeurs réelles restées dans le pays ?

Les prix en Allemagne sont réglés par le cours de la Bourse de New York, de sorte que la baisse artificielle du dollar, uniquement profitable aux agioteurs internationaux, est acquise aux frais des masses de consommateurs.

La capacité d'achat du pfennig-or a baissé dans des proportions saisissantes. En 1914, un pain de seigle coûtait 14 pfennigs-or ; au 31 octobre 1923, il en coûtait 18 ; de même, le riz a passé de 25 à 32 pf. ; la choucroute de 8 à 13 pf. ; les haricots, de 20 à 38 pf. ; la viande de bœuf, de 85 à 142 pf. ; la viande de porc, de 75 à 330 pf. ; le lard, de 95 à 464 pf. ; le beurre, de 125 à 181 pf. ; le sucre, de 25 à 40 pf. ; le poisson, de 30 à 90 pf. ; l'œuf, de 7 à 19 pf. ; le charbon (un cent de briquettes), de 100 à 178,5 pf. Ces chiffres nous donnent une mesure simplifiée de la cherté de la vie. Il convient de se rappeler, tandis que des représentants des ouvriers et des patrons discutent (depuis le 31 octobre), sous la présidence du ministre du Travail, Brauns [2], de la fixation des salaires en valeur-or. La thèse invariable du patronat, c'est qu'il ne saurait être question d'un retour aux salaires du temps de paix ; « les salaires actuels doivent être proportionnés à l'appauvrissement général ». M. Brauns ajoute qu'ils ne sauraient être payés en valeurs réelles que « dans une certaine mesure » et « dans quelque temps »...

Les effets et les causes

Les Berlinois ont payé, la semaine écoulée (31 octobre), la livre de saucisson fumé 64 milliards, avec un cours du dollar de 65. Le bourgmestre de Berlin disait cependant, dans une réunion tenue à l'Hôtel de Ville, que « plus de 300 000 ouvriers berlinois sont sans travail ». Un rapport de Mme Weil faisait connaître le dénuement des 12 000 orphelins recueillis et nourris par la ville, dont les asiles ne sont aménagés que pour 4 000 enfants. Il faut souvent faire coucher jusqu'à trois petits abandonnés dans le même lit...

J'ai rencontré un médecin de pauvres, un de ceux qui ont dû, voici quelques mois, se mettre en grève pour obtenir des Caisses de maladie un traitement aussi modeste que possible. « Depuis la venue de l'automne, m'a-t-il dit, nous observons tous un développement soudain de maladies de la faim. La scrofulose des nourrissons est de règle dans les quartiers ouvriers. L'hydropisie devient fréquente. Nous voyons reparaître le "mal de la faim" des pires moments de la guerre : la chair se boursoufle, ternit, n'offre plus de résistance au toucher. La carie des os, les entérites, toutes les variétés de tuberculose rongent à la longue l'organisme débilité par

l'inanition. Avez-vous remarqué le teint des visages aux environs, par exemple, de la gare de Silésie ? Ce teint grisâtre, jaunâtre, décoloré, met sur les fronts le sceau de la faim. Une alimentation insuffisante en graisses, sucre, viande, épuise toutes les réserves de l'organisme dont la capacité de travail diminue rapidement. Vous vous étonnez que ce peuple soit lent à s'éveiller à la conscience révolutionnaire ? Songez qu'il est atteint par la famine dans ses énergies vitales... »

« Savez-vous ce qui se passe dans les écoles ? Une rapide enquête, faite le 27 octobre, dans neuf arrondissements scolaires de Berlin a constaté la présence en classe de quatre cent soixante-dix enfants qui n'avaient rien mangé de la journée ! Les parents ont coutume de prévenir les maîtres : si l'enfant se trouve mal, qu'on n'en soit pas surpris ! Et puis, qu'on lui soit indulgent : il a faim... »

Nous arrivions à Alexanderplatz, – c'est l'une des places les plus fréquentées de Berlin ; on ne peut la comparer à Paris qu'à la place de la République – devant une longue queue de vieillards, de vieilles femmes, de gens sans âge, d'enfants à pauvres faces vieillotes. « Tenez, voyez ! ils attendent la soupe communale. »

J'ai payé un journal 10 milliards et j'y ai trouvé les nouveaux prix : lait, 20 milliards le litre ; gaz et eau, 21 milliards le mètre cube , tramway, 10 milliards ; pain (4 livres), 25 milliards... Mon journal m'a également appris qu'en revanche : « La fortune de M. Hugo Stinnes était déjà estimée avant la guerre à 100 millions de marks-or, et il a pu, comme tous les grands industriels, l'augmenter plusieurs fois pendant la guerre. Les usines Montan et les usines d'Electricité, dont M. Stinnes possède la majorité des actions, ses entreprises de navigation, sa firme de commerce de charbon de Mülheim, sa firme de navigation transatlantique de Hambourg valent bien chacune une centaine de millions de marks-or. Il faut y ajouter ses participations aux affaires à l'étranger, dans l'industrie minière, les pétroles, la banque, la navigation, ses possessions variées en Allemagne même : journaux, imprimeries, fabriques de papier, bois immeubles, le tout constituant une fortune qui se monte dans doute à des milliards de marks-or et ne pourrait être exprimée en marks-papier que par des nombres astronomiques... La postérité connaîtra seule la vérité sur l'étendue d'une puissance financière qui, dépassant celle des Morgan, des Rockefeller, des Cecil Rhodes, des Harriman, des Carnegie, des Rothschild, des Vanderbilt, atteint des proportions fabuleuses et donne déjà naissance à une sorte de mythe *... » [3]

La mort d'un peuple ; la fin d'une culture : quelle inépuisable source de richesses !

Le suicide de la République allemande va-t-il être consommé pour son cinquième anniversaire ? Des attroupements alarmés en discutent avec passion devant les marchands de journaux. La gazette est trop chère ; on vient lire les manchettes et ce qui se voit, aux devantures, des premières pages. Puis on discute avec le voisin et cela fait de curieux petits meetings en plein air.

Les dernières nouvelles, extrêmement alarmantes, confèrent un ton de panique aux journaux républicains. En Bavière, aux frontières de la Thuringe, en Poméranie, au Mecklenbourg, en Prusse orientale, en Silésie, les forces fascistes mobilisent en vue d'une marche militaire sur Berlin, annoncée pour le 7 novembre. Le gros de l'armée fasciste est concentrée aux frontières de la Thuringe sous les ordres du capitaine Ehrhardt en qui l'on voit « le dictateur de demain ». Ehrhardt aurait sommé le gouvernement Stresemann de se démettre... L'Ordre Jeune Allemand de l'Allemagne centrale est mobilisé dans la nuit du 3 au 4 novembre. L'association du Casque d'acier mobilise ses cinq mille groupes locaux. A Cobourg, quartier général fasciste, on ne voit dans les rues que jeunes gens en uniforme complet portant des brassards blancs, le casque et la carabine. Le capitaine C. L. Faber, correspondant du *Montag Morgen* (radical) [4] sur « ce théâtre des opérations », signale la présence de groupes d'artillerie à Burggrub et quatre mille fascistes autrichiens à Kronach. « Les fascistes, écrit-il, semblent avoir l'intention de couper par une attaque brusque vers Eisenach-Erfurt-Weimar, la ligne de Stuttgart, c'est-à-dire l'Allemagne du Nord ; ils s'empareraient par la même occasion d'importantes manufactures d'armes. » Ils procèdent en attendant à des réquisitions, à des expulsions de Juifs à Cobourg, à des manœuvres et à des revues que passe l'évadé de la Haute Cour de Leipzig. Ehrhardt « devant qui toutes les portes s'ouvrent », dit un autre journaliste.

Le gouvernement est au courant. Compte-t-il sur la Reichswehr ? « Jamais la Reichswehr ne tirera sur la Reichswehr » [5] affirment des nationalistes. D'autre part, les fascistes bavarois semblent n'être pas des irréguliers et agir avec la sanction de M. von Kahr. La presse radicale demande l'appel de volontaires républicains. Une réunion des jeunesses républicaines (4 novembre) vient de le décider en principe. M. Sollmann, ministre social-démocrate d'hier, y a prononcé de mémorables paroles, doublement mémorables pour un socialiste et pour un ex-ministre de Stresemann : « Si la République meurt, a-t-il dit, ce sera de la lâcheté de ses chefs. » Comme il a raison et comme il s'y connaît !

Ne se mêle-t-il pas à cette lâcheté beaucoup de fourberies ? Aucune mesure n'a été prise ces jours derniers contre les fascistes.

Mais le *Vorwärts* fait des « révélations sensationnelles » sur le péril communiste. Brandler, sous le coup d'un mandat d'arrêt, doit se cacher. On dit que toute la centrale du Parti communiste est recherchée. De nombreuses arrestations de militants, accusés de participer à la formation de centuries ouvrières viennent d'avoir lieu à Berlin. Un rescrit ministériel interdit dans toute l'Allemagne le congrés des comités d'usines...

* Annuaire du District Oderberg, Dortmund, cité par *Vossische Zeitung* (la Gazette de Voss) du 4 novembre.

1. Franz Gürtner (1881-1941), juriste, raciste, ministre de la Justice en Bavière jusqu'en 1932, fut, en cette qualité, le protecteur de Hitler durant son emprisonnement en 1923-1924 ; plus tard, nazi et ministre de la Justice du IIIe Reich.

2. Heinrich Brauns (1886-1932), ministre du Travail dans le gouvernement Cuno, un des plus ardents partisans du sabotage dans la Ruhr.

3. Les hommes énumérés ci-dessus sont les grosses fortunes récentes des Etats-Unis.

4. C. L. Faber, ancien officier, était devenu journaliste militaire.

5. *« La Reichswehr ne tire pas sur la Reichswehr »* était la réponse du général von Seeckt au ministre Noske qui lui demandait quelle serait l'attitude de ses troupes face aux kappistes soulevés en 1920.

XXVIII
Répression

Correspondance internationale n° 91, 17 novembre 1923

Le désarmement de la Thuringe rouge

Le désarmement de la Thuringe rouge s'accomplit ou plutôt s'achève grâce au concours désintéressé prêté par les social-démocrates à la dictature militaire. Le gouvernement ouvrier de la Thuringe n'existe plus depuis le 10-12 novembre. Présidé par le social-démocrate Frölich — qui est loin de valoir un Zeigner, quelque réserve qu'on ait à faire sur ce dernier —, il comprenait trois communistes, Tenner, Korsch, et Neubauer [1]. Il s'avère maintenant que l'expérience de nos camarades de Thuringe fut pénible. A aucun moment, ils ne parvinrent à tirer la majorité social-démocrate de sa passivité. Le gouvernement ouvrier s'était formé pour réaliser, avec la Saxe rouge, le bloc ouvrier de l'Allemagne centrale. Les social-démocrates, eux, espéraient bien n'en rien faire. Lorsque M. Stresemann entreprit son offensive contre le gouvernement ouvrier de Dresde, ils refusèrent, malgré l'effort des communistes, de se solidariser avec la Saxe rouge. Mieux : le président du conseil Frölich promit à M. Stresemann de liquider, sans intervention de la Reichswehr, la coalition ouvrière. La Reichswehr entra pourtant en Thuringe, sans y rencontrer la moindre résistance. On vit des chefs de police social-démocrates se prêter au désarmement des centuries ouvrières. Des camarades qui connaissent bien le pays affirment que la volonté d'action des masses y était grande, unanime, ardente... Le sabotage malhonnête de la résistance ouvrière par les ministres socialistes en est venu, pour un temps du moins, à bout. Nos camarades sont sortis de ce faux gouvernement ouvrier en faisant claquer la porte. De leur côté, les social-démocrates de Thuringe ont publié, le 12 novembre, un

long manifeste anticommuniste accusant nos camarades de se dérober aux responsabilités et de « feindre l'unité de front pour fomenter des émeutes » *(sic)*. Les social-démocrates de Thuringe publient ce triste document pendant que, dans toute l'Allemagne centrale, on arrête les ouvriers communistes, pendant qu'on les martyrise souvent en prison, pendant qu'on supprime toute leur presse, pendant qu'en Bavière von Kahr dissout le PC et confisque son avoir !

L'abandon du Rhin et de la Ruhr

Nous l'avons souvent écrit : la nation allemande, considérée comme une unité de travail et de culture, n'a pas d'ennemi plus dangereux que sa haute bourgeoisie « nationale ». Voici que la fin prochaine du drame de la Ruhr nous apporte de ce fait une confirmation vraiment tragique. Pendant de longs mois, subissant le régime de l'occupation française aggravé par de continuelles sanctions militaires, crevant de faim, le prolétariat de la Ruhr a résisté à l'impérialisme français ; les fonds destinés par le Reich à soutenir la résistance passive étaient cependant engloutis par les armements de la Reichswehr noire et par les coffres-forts des gros industriels de la région occupée. Les profiteurs de la résistance passive traitent maintenant avec le vainqueur français. Dans le débat qui se poursuit entre capitalistes français et allemands, le travail, la faim, la révolte, le sang des mineurs et des métallurgistes de la Ruhr constituent l'objet des plus machiavéliques combinaisons. Les industriels de la Ruhr ont déjà déclaré ne pas pouvoir assurer, dans les conditions que leur imposent leurs puissants rivaux, les paiements des salaires : ils ferment les usines et les mines. A partir du 1er décembre, sinon avant, le lock-out sera complet dans la Ruhr.

Le nouveau ministre de l'Intérieur du gouvernement Stresemann, le Dr Jarres [2], ancien *Oberbürgermeister* de Duisbourg, homme de droite et partisan connu de la séparation du Rhin, inaugure son activité ministérielle en coupant les vivres aux millions de sans-travail, lock-outés par le patronat, du Rhin et de la Ruhr. Deux millions d'ouvriers, qui ont fait tous les frais de la résistance passive, n'ont plus aucune ressource.

Aucune ressource !

Où veulent en venir les magnats de la mine et des forges dont messieurs Stresemann et Jarres ne sont que les commis ? Le crime qu'ils commettent contre tout « leur peuple » en condamnant à la faim et aux révoltes infructueuses de la faim les travailleurs de la Ruhr, ne saurait avoir que les buts suivants :

– créer dans la Ruhr une situation intenable qui rendrait plus accommodants les capitalistes français ;
– obliger les capitalistes français à subvenir de façon ou d'autre aux besoins de la Ruhr, ce qui aura double avantage de leur coûter cher et de consacrer la séparation politique de la région occupée du Reich (l'industrie lourde germanique paraît s'être prononcée pour cette séparation) ;
– provoquer un mouvement ouvrier, facile à réprimer avec l'appui des troupes françaises, mouvement dont le prolétariat sortirait déprimé, réduit à merci, pour reprendre le travail aux conditions que voudraient bien lui dicter messieurs Degoutte, Stinnes, Krupp, Vögler et les experts du Comité des forges : journée de dix heures, suppression des comités d'usine, abrogation de la législation sociale du Reich...

Pour briser la grève des imprimeurs berlinois

Le général von Seeckt, « nanti de pleins pouvoirs militaires sur toute l'étendue du Reich », prodigue les oukases... Le 12, il faisait afficher l'interdiction formelle faite à tous les imprimeurs de la Banque d'Etat de quitter le travail. L'arrêté enjoignait aux grévistes de rentrer sans délai, les menaçant dans le cas contraire de toutes les rigueurs de l'état de siège. L'oukase n'impressionna personne. Il y a plusieurs semaines que le général von Horn a interdit les grèves à Berlin. Pas un quotidien bourgeois ne paraît pourtant, à l'exception d'une pauvre feuille nationaliste composée par des non-syndiqués. L'inutilité de ses menaces constatée, le dictateur von Seeckt vient de se décider à briser la grève par des mesures de répression. De nombreuses arrestations de fonctionnaires syndicaux, pour la plupart social-démocrates, des organisations en grève, ont eu lieu le 15 novembre. Mentionnons celle du président du syndicat des ouvriers imprimeurs berlinois, Robert Brauns, du président des auxiliaires des arts graphiques, Gloth, du délégué des relieurs, Gäbel [3]. Six autres fonctionnaires syndicaux connus sont sous le coup de lettres de cachet de l'autorité militaire. Divers membres des comités d'usine et militants grévistes moins connus viennent d'être incarcérés. Toutes ces arrestations étant opérées en vertu de la dictature militaire n'ont besoin d'aucune justification légale ; les victimes n'ont droit à aucune défense légale...

Nous pensons que ces moyens, empruntés à la vieille Russie, ne réussiront pas à briser une grève qui a pour cause initiale la faim. Il est vrai qu'on envisage contre elle d'autres mesures bien difficiles à qualifier, même en Allemagne des généraux. Les imprimeurs sans

travail de la province de Brandebourg et de Berlin – ils sont quelques milliers – vont être sommés de remplacer les grévistes sous peine de se voir retirer le bénéfice de l'allocation de chômage. Sommés de devenir des jaunes sous peine de perdre leur dernier morceau de pain ! L'*Oberpräsident* de Brandebourg a signé cet oukase. Les dirigeants de l'Allemagne bourgeoise en décomposition se croient tout permis. De quoi faut-il s'émerveiller davantage : de leur manque de psychologie ou de leur cynisme de classe ?

(En dernière heure, j'apprends que la grève est brisée. « Devant les menaces prises par l'autorité militaire, tenant compte des négociations en cours et de la promesse de libérer les militants arrêtés », les fonctionnaires des organisations des arts graphiques ont décidé la reprise du travail.

C'est une défaite. C'est pis : c'est une capitulation.

Aux propositions de grève générale des communistes, les social-démocrates ont répondu que la classe ouvrière de Berlin « est trop affamée pour lutter » mais qu'ils vont préparer une offensive ouvrière dans le Reich entier. Mais dans le Reich entier, les travailleurs ne sont-ils pas également « trop affamés pour combattre » ?)

Arrestations, arrestations, arrestations...

Arrestations d'imprimeurs grévistes... Arrestations de meuniers grévistes (Berlin, 15 novembre)... Arrestations de communistes (à tout propos)... Arrestations de journalistes... Il n'est question que d'arrestations. (A Berlin – pas à Munich !) Aux dernières nouvelles plusieurs dizaines de militants communistes ont été arrêtés hier et avant-hier (13-14 novembre) à Cottbus, à Berlin et dans les environs, sous l'inculpation traditionelle de « complot contre la sûreté de l'Etat ». Le journaliste Walter Oehme [4] qui a fait des révélations sur les forces réactionnaires est mis sous les verrous par les soins du général von Horn. Un journaliste social-démocrate juif, correspondant d'un organe new yorkais, est arrêté pour avoir envoyé à son journal une relation trop imagée des récents pogroms *. Des journalistes accrédités par de grands organes de la presse étrangère évitent prudemment de coucher chez eux... Les prisons sont bondées. Arrestations à Chemnitz, à Leipzig, à Dresde. On instruit à Hambourg le procès de quatre cents ouvriers...

Mais Ludendorff, libre, lui – n'a-t-il pas donné sa parole d'honneur de... continuer ? – discourt sur les tombes des victimes

de son coup de force manqué du 7 novembre. Ehrhardt, l'évadé de Leipzig, pour la capture duquel des affiches encore apposées dans les gares promettent une «haute récompense», s'affiche à Munich dans des parades et demande qu'on l'amnistie. Rossbach, mis en liberté par la Haute Cour de Leipzig, réorganise les bandes de Hitler. Personne, en somme, n'a été inquiété après l'avortement du grotesque complot de Munich. Mais, au lendemain du sac de la rédaction de l'organe social-démocrate de Munich, M. von Kahr a supprimé définitivement toute la presse socialiste bavaroise. Pour reprendre quelque autorité auprès des nationaux-socialistes, mis fort en colère par sa volte-face, il a prononcé la dissolution du Parti communiste...

Dernier trait à ce tableau d'ensemble, le *Kronprinz* Wilhelm rentre dans son domaine de Silésie [5]. A ce propos, on ignore généralement que l'autorisation de retour lui a été donnée par le cabinet Stresemann à une époque où ce cabinet comprenait encore les social-démocrates. Peut-être nos grands politiques socialistes ont-ils voulu attiser, en facilitant le retour du *Kronprinz*, les discordes entre les clans monarchistes de Wittelsbach et de Hohenzollern [6]. Ce résultat est atteint, mais au prix d'une recrudescence d'intrigues réactionnaires.

Un journal comique

Répression sans frein à gauche. Arbitraire des généraux. Complots réactionnaires et monarchistes en permanence. Impunité des fauteurs de guerre civile réactionnaires. Excès des bandes nationalistes. Armements nationalistes. Préparation ouverte d'un coup de force de grande envergure. Tel est le bilan de l'actualité. Le Parti social-démocrate unifié se met enfin à chercher, à tous ces maux, des remèdes dignes de la IIe Internationale. A chercher ? Que dis-je ! Il a trouvé. Ecoutez-bien. Gardez-vous de rire. Le Parti social-démocrate exige la réunion du Reichstag. Il... ah ! mais ce sera sérieux cette fois ! Il se prépare à interpeller ! Il va poser sept questions, huit peut-être, à M. Stresemann ! Dût-il provoquer une nouvelle crise ministérielle, il ne lui votera plus la confiance ! C'est comme je vous le dis !

Le *Vorwärts* expose tout ceci avec un sérieux imperturbable, prévoit une dissolution du Reichstag et prépare ses lecteurs à une ardente lutte... électorale. Car, voyez-vous, le Reichstag dissous aux termes de la Constitution, des élections doivent avoir lieu dans le délai de soixante jours. L'idée que messieurs Stinnes, von Kahr, Stresemann, von Seeckt, Ludendorff se moquent bien de la

Constitution, semble ne pas encore être venue aux rédacteurs du *Vorwärts*. Le *Vorwärts* est un journal comique.

* Cette arrestation n'a pas été maintenue.

1. Albin Tenner (1885-1967), instituteur communiste, ministre de l'Economie en Thuringe. Karl Korsch (1886-1961), professeur de droit, ministre de la Justice en Thuringe, Theodor Neubauer (1890-1945), ministre sans portefeuille (Staatsrat) en Thuringe.

2. Karl Jarres (1874-1951) était maire de Duisburg et dirigeant du Parti populaire.

3. Otto Gäbel (1885-1953) était bien connu dans le mouvement ouvrier à Berlin. Militant social-démocrate en 1905, il avait publié, à Niederbarnim, en 1914, les premiers documents contre la politique de guerre. Membre de Spartakus, il avait rejoint l'USPD, avait été secrétaire de sa centrale et était venu au KPD unifié. Il était correspondant d'*Inprekorr* et avait été délégué au III[e] Congrès de l'Internationale communiste ; responsable syndical des relieurs, il avait été arrêté en relation avec la grève des imprimeurs.

4. Walter Oehme, ancien membre du parti social-démocrate indépendant, s'était attaché à enquêter sur le rôle politique des généraux. Il allait publier dix ans plus tard une biographie de von Schleicher.

5. Le Kronprinz Wilhelm (1882-1951), fils de Guillaume II avait été l'héritier de l'Empire. Général, commandant d'armée, il s'était exilé en 1918 et avait renoncé à ses droits.

6. Les Wittelsbach régnaient sur la Bavière et les Hohenzollern sur la Prusse.

XXIX
Politique de classe

Correspondance internationale, 20 novembre 1923

Le sort de la journée de huit heures

Le sort de la journée des huit heures se décide en ce moment. Les « ordonnances de démobilisation » prises en 1918, qui instituaient provisoirement la journée de huit heures, ont expiré le 17 novembre. Elles sont restées en vigueur pendant cinq ans, sans que la social-démocratie, qui fut pendant les deux premières années de la république allemande un parti dirigeant, ait songé, malgré leur caractère temporaire, à fixer par une loi la conquête de la journée de huit heures. Celle-ci est donc abrogée légalement, depuis quelques jours. M. Stresemann n'a pas caché l'intention de ne point proroger les ordonnances de démobilisation. Sans doute, les syndicats réformistes demandent-ils qu'elles soient prorogées ; mais la bourgeoisie serait bien bête et bien bonne de céder aux timides, formelles, réticentes revendications des syndicats. A Berlin, dans diverses grandes villes, les administrations déclarent bien haut qu'il ne peut plus être question du maintien de la journée de huit heures. L'opinion de la bourgeoisie allemande est à ce sujet unanime. Dans la Ruhr, le lock-out des industries minières et métallurgiques a pour but, notamment, d'imposer aux ouvriers la journée de dix heures. « Le patronat de la Ruhr affirme ne pas être en mesure de continuer la production si les frais n'en sont pas considérablement diminués. Les seuls moyens de la diminuer sont, pense-t-il, la prolongation de la journée de travail et le licenciement d'un tiers environ de la main-d'œuvre... » J'emprunte cette accusation précise au *Vorwärts* qui explique ainsi la cessation complète du travail dans les mines de la Ruhr annoncée pour le 30 novembre.

Dans un pays où il y a, au bas mot, un million et demi de chômeurs, où plusieurs millions d'ouvriers font déjà de courtes journées, où il est impossible à l'Etat de secourir les sans-travail, où les sans-travail sont voués à la plus triste misère et à la mort de faim, les chefs de l'industrie ne voient de salut – pour leurs profits et pour l'ordre qu'ils représentent – que dans l'augmentation du chômage et la prolongation de la journée de travail. Ils créent ainsi, tout à fait délibérément, une situation intenable : car ni les masses de chômeurs ne peuvent consentir à mourir lentement et paisiblement de faim, ni les masses d'ouvriers encore occupés dans les mines et les usines ne peuvent consentir à un asservissement complet, qui d'autre part, équivaudrait pour les chômeurs à une condamnation sans appel...

Mais la bourgeoisie calcule bien. Elle pense être prémunie, grâce à la dictature du général von Seeckt et bien plus encore grâce à l'incroyable lâcheté de la social-démocratie, contre un soulèvement ; elle ne craint plus l'ADGB (l'Union des syndicats allemands), démoralisée, sans ressources et dont les chefs, comme ceux de la social-démocratie, sont prêts à tout subir...

Il sera ces jours-ci question des huit heures au Reichstag. Déjà on répète à Berlin que les social-démocrates qui devaient, à la séance de ce mardi (20 novembre), renverser le cabinet Stresemann à grand fracas d'interpellations, n'en feront rien. L'homme de la grande officine contre la classe ouvrière restera donc probablement au pouvoir. A moins que la réaction ne veuille lui substituer quelque plus énergique personnage. Les social-démocrates s'abstiendront de voter et la journée de huit heures aura vécu...

Mark-rente et mark-salaire

Les Berlinois facétieux, se demandent l'un l'autre ? « Avez-vous vu le mark-rente ? » Comme on dirait à Tarascon « Avez-vous vu la Tarasque ? » Mais ici la plaisanterie n'est pas de mise. Il faut constater l'échec complet et scandaleux de la première « valeur réelle » créée par le gouvernement du Reich... pour satisfaire à une revendication des syndicats concernant le paiement des salaires en papier valant quelque chose : les huit cents millions de l'emprunt-or ont été intégralement absorbés par la spéculation financière qui a réalisé avec d'énormes bénéfices. Pas un ouvrier d'Allemagne n'en a vu la moindre coupure.

Et voici que commence, dans des conditions identiques, l'expérience du mark-rente...

Le mark-rente est en circulation depuis le 15 novembre. Nul ne l'a vu. Il paraît qu'on en trouve sous le manteau à des prix fous.

Les salaires continuent à être payés sans le moindre espoir de changement en marks-papier que nous proposons décidément d'appeler marks-salaires. De l'apparition du mark-rente, le grand public n'en a rien su, que par des informations indirectes mais combien suggestives !

Une note communiquée à la presse nous apprend que, le 15 novembre, le chancelier a reçu les directeurs de la banque d'émissions des marks-rente. Le président de cette banque lui a tenu un discours sur les moyens propres à assainir la situation financière de l'Allemagne. Les directeurs de la nouvelle banque sont tous choisis parmi les personnalités les plus influentes de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et de la banque. Tous, en un mot, grands capitalistes. Et voici les conseils impératifs qu'ils sont venus prodiguer au chef du gouvernement :

La politique étrangère de l'Allemagne doit tenir compte de l'affaiblissement économique du pays (traduisons : admettre toutes les capitulations conformes aux intérêts capitalistes). Le budget de l'Etat doit être équilibré grâce à la plus stricte économie ; le personnel des administrations doit être restreint. Traduisez : licenciement des fonctionnaires, journée de dix heures, abandon des entreprises étatisées au capital privé... Les impôts « nuisant à la production et au commerce » doivent être abrogés (ce sont évidemment les impôts sur la propriété, les capitaux, les bénéfices)... L'autonomie financière des Etats doit être étendue (comme le souhaite la Bavière et pour que l'Etat rhénan de demain soit bien celui des ploutocrates seuls)... Les frais de la production doivent être diminués par la prolongation de la journée de travail (accord final !)

Les directeurs de la nouvelle banque ont souligné au chancelier que la création du mark-rente est un sacrifice consenti par les classes possédantes qui ont bien droit à des compensations. En réalité, ces messieurs constituent déjà un directoire qui tient à la gorge le gouvernement du Reich puisqu'il peut à son gré lui couper les ressources ; et l'on a beaucoup remarqué qu'il a, dans un but évidemment politique, retardé de plusieurs semaines l'apparition du mouveau papier-monnaie.

On voit bien ce que le Reich perd à l'opération. On ne voit plus du tout ce qu'il pourrait y gagner. Le gâchis financier est tel que M. Stresemann a éprouvé le besoin de nommer un commissaire extraordinaire des valeurs, *Währungskommissar*, le docteur Hjalmar Schacht [1] auquel on prête une compétence et une honnêteté peu banale. Mais quels sont ses pouvoirs ? Il peut empêcher des mesures, il ne peut pas en imposer. Il n'a aucun pouvoir sur la banque des *Rentenmark*. En a-t-il davantage sur la Reichsbank ?

Non. Les questions fiscales ne sont pas de sa compétence, mais de celles des ministères des Finances et de l'Economie. La couverture de l'emprunt-or et des autres émissions analogues possibles regarde le cabinet tout entier et ne regarde pas M. Schacht. Les économies budgétaires concernent le seul ministère des Finances. Mais alors quels sont les pouvoirs du nouveau commissaire ? Je n'en sais rien. Et ce pourrait être une deuxième facétie berlinoise : « Connaissez-vous les pouvoirs du Dr Schacht ? »

Avant d'être nommé, le Dr Schacht avait insisté sur tous les dangers de l'émission du mark-rente et proposé des remèdes d'apparence sérieuse. Cet utopiste avait demandé que l'on prît des garanties contre le caractère corporatif-capitaliste de la direction de la banque d'émission ; que l'on empêchât une inflation nouvelle qui, grâce au vieux mécanisme du crédit, deviendrait encore pour certains milieux une source d'énormes bénéfices : que l'hypothèque prise par la banque émetteuse sur les biens privés fût répartie avec égalité, sans louches combinaisons ; que l'on prît des mesures pour que le mark-rente ne fut pas monopolisé par la spéculation comme l'a été l'emprunt-or... Il avait été jusqu'à demander qu'en faisant des économies on se souvînt que « l'existence physique du citoyen doit primer sur la raison d'Etat », en d'autres termes que, par raison économique, on tâchât de s'abstenir de vouer à une famine sans issue des millions de pauvres gens (d'après Leopold Schwarzschild [2], dans le *Montag Morgen*). N'est-il pas plaisant de trouver sous la plume d'un journaliste bourgeois ces cruelles suggestions d'un financier bourgeois ? Le mark-rente ne permet donc guère d'illusions...

...Et le mark-salaire continue son œuvre. Un travailleur intellectuel de mes amis, « grassement rétribué » dit-il, vient d'avoir la semaine dernière la mésaventure suivante. Il apprit le mercredi que son gain de la semaine était fixé à 7 billions. Il en fut satisfait. Le mark-or valant ce jour-là deux milliards, cela lui faisait une semaine de 85 mark-or. Mais quand il toucha ses 17 trillions le vendredi 12, le mark-or étant monté dans l'intervalle à 600 milliards, cette somme ne représentait plus que 27 marks... Ce vendredi-là, bien des ouvriers n'ont touché eux, que 7, 8, 9 trillions, rondement une pièce de 100 sous d'avant-guerre, pour une semaine de travail, pour une semaine a vivre ! Du 10 au 16 novembre cependant, tandis que le cours du dollar n'augmentait que de 166 % le coût de la vie augmentait de 224 %. La nouvelle inflation – celle des papiers à valeur réelle – continuait. Calculé en or, le coût de la vie est passé, dans ces six jours, de 104,6 % à 127 % (le coût de la vie en 1914 étant exprimé par 100) et le coût de l'alimentation de 152,6 % à 183,2. Ces chiffres, je les prends dans la grande gazette

de Stinnes qui ne les produit certes pas pour servir la propagande communiste. Ils prouvent combien l'émission des papiers à valeur réelle porte préjudice au travailleur payé en mark-salaire.

Concluons. Le pillage de l'Allemagne, la spoliation des masses laborieuses et des classes moyennes, l'affamement systématique du prolétariat continuent. Ce sont les résultats d'une politique de classe faite très consciemment. Il s'agit de démembrer et d'avilir la nation, de sacrifier son unité, de ruiner sa culture, de l'atteindre dans ses profondes énergies vitales pour sauver l'ordre capitaliste.

1. Hjalmar Horace Greeley Schacht (1877-1979) était directeur de banque depuis 1908 et devint directeur de la Reichsbank en 1923. Accusé et acquitté lors du procès de Nuremberg en 1946.

2. Leopold Schwarzschild (1891-1950), journaliste au *Neue Tagebuch* et au *Montag Morgen.*

XXX
L'année de la Ruhr

Correspondance internationale n° 95, 13 décembre 1923

L'occupation de la Ruhr a été le fait dominant de l'année qui finit. Deux autres faits plus marquants – l'affermissement de la réaction et celui, surtout apparent, de la social-démocratie – s'y rattachent de très près. A première vue, un semblable bilan paraît tout à l'avantage du vieux monde capitaliste. Ce n'est qu'à première vue, car la lutte des classes, la transformation révolutionnaire de l'ordre social, l'acheminement vers le communisme ne supposent ni des voies droites ni un progrès continu. Autrement complexe, rebelle à toutes les simplifications impatientes, la société poursuit, par des chemins sinueux, où les communistes voient d'ailleurs clair, sa route vers le but qu'ils affirment.

Cinq ans après la fin des hostilités de la Grande Guerre « du droit et de la civilisation », le 11 janvier 1922, une invisible mission d'ingénieurs français entrait dans la Ruhr protégée par des milliers de baïonnettes, précédée de tanks, de mitrailleuses, d'avions de guerre. On voyait un pays désarmé, un des nœuds vitaux de la production européenne, inondé de soldats, infesté de galonaille, couché en joue tout entier par un militarisme formidable. Et il y aurait à ce propos un bilan autre que le bilan politique à dresser : celui des pertes infligées à la civilisation par la guerre de la Ruhr. Passants fusillés dans la rue, pauvres bougres d'ouvriers attardés tués le soir par des sentinelles, le long des voies ferrées, sans cause ni raison – un coup de feu dans la nuit ! –, villes frappées de contributions insensées, villes murées, emprisonnées tout entières par des cordons de troupes, villes privées de postes et de tramways, tout cela pendant des mois, « en temps de paix » ; puis, en face, l'immense misère de l'Allemagne et ses quotidiennes fusillades

d'affamés... Les shrapnells de Mussolini déchiquetant à Corfou des poitrines d'enfants, n'ont été qu'une bien mince conséquence de l'action de M. Poincaré [1]. Ses conséquences totales, on les apercevra plus tard, quand on pansera les plaies. Mais peu importe au Harangueur de morts ! Sa victoire est, en attendant la fin, complète.

Elle a des aspects profonds qui la rendent surtout propre a être célébrée dans les cimetières. Jamais victoire d'un groupe capitaliste sur un autre n'avait encore ébranlé si profondément le capitalisme – européen du moins – entier. L'Allemagne démembrée en fait (séparation du Rhin et de la Bavière, impuissance sociale du Reich en Saxe et en Thuringe, etc.), démocratie formelle et dictature réelle, l'Allemagne banqueroutière, où les classes moyennes disparaissent, où le prolétariat et la réaction se mesurent sourdement, reste sur le seuil de la révolution, encore étonnée de ne pas l'avoir franchi dans la première semaine de novembre (M. Stresemann avait-il assez annoncé qu'il serait « le dernier » chef du gouvernement constitutionnel du Reich !). Le « Rhin français », la soudure du minerai lorrain et du charbon de la Ruhr, le triomphe de la métallurgie française, son hégémonie sur l'Europe (vassalité de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Roumanie, de la Yougoslavie, capitulation de l'Allemagne) dressent en face de la Grande-Bretagne, durement touchée par le chômage et par le détachement économique des dominions, la menace intolérable d'un empire napoléonien ressuscité. Continuation des armements. L'Angleterre construit des dreadnoughts sous-marins. Les Etats-Unis inventent des gaz prodigieusement meurtriers, toute une sinistre machinerie électrique. L'état-major français exhibe en grand mystère au président Masaryk [2] des tanks nouveaux d'une énorme puissance destructrice. Pour amener sur le continent européen le « matériel humain » de l'Afrique centrale, il étudie un projet de transsaharien... L'Espagne et l'Italie s'allient et commandent des croiseurs...

Causes et préparatifs de la prochaine guerre se sont singulièrement précisés en 1923 aux yeux de tous ceux qui songent à l'avenir... Or, le régime capitaliste a eu grand'peine à survivre en Europe centrale et méridionale à cette première tentative de suicide qu'a été la grande tuerie impérialiste ; en Russie, il en a crevé. Même doublée d'une victoire de la contre-révolution en Allemagne – qui est loin d'être acquise –, la victoire française dans la guerre économique de la Ruhr lui restera néfaste. A côté de ce grand fait tragique, quel pauvre facteur de consolidation que l'affermissement, si relatif, d'une dictature militaire en Allemagne !

« Mais le fascisme, entend-on dire quelquefois, continue son tour d'Europe... » La réaction imbue d'une idéologie dépouillée de toute hypocrisie démocratique – on peut ainsi, sommairement, définir le fascisme – se maintient en Italie ; au cours de l'année 1923, elle a conquis la Bulgarie puis l'Espagne. Sous des aspects fort différents, elle s'impose à l'Allemagne. Est-elle plus qu'un expédient historique ? A quels maux apporte-elle remède ? Aplanit-elle les contradictions internes des régimes bourgeois moribonds qu'elle parait galvaniser ? Que crée-t-elle ? Questions sans réponse. La violence des rétrogrades est stérile.

Je connais un social-démocrate allemand. « Vous voyez, m'a-t-il dit, il y a une semaine, vous voyez ! Le Labour Party va prendre le pouvoir en Angleterre. En Allemagne, la social-démocratie reste l'arbitre de la situation... » Délayés en de nombreuses colones, les raisonnements sur ce thème remplissent les gazettes réformistes. Le fait est qu'en 1923 l'affermissement de la réaction fasciste – mouvement bourgeois et petit-bourgeois de guerre sociale – a eu pour complément naturel un certain affermissement du socialisme de paix sociale. La lâcheté des uns est nécessaire au triomphe des autres en Allemagne, la corrélation de ces faits saute aux yeux. La victoire de Hugo Stinnes et du général von Seeckt sur la démocratie issue de la révolution de novembre a eu pour cause directe la « victoire » de la social-démocratie, puissance d'inertie, sur le prolétariat révolutionnaire... Contre la guerre de la Ruhr, la terreur blanche, les armements, la guerre impérialiste qui vient la IIe Internationale n'a rien su faire cette année. Ou bien elle a été complice ; des socialistes ont pactisé avec Mussolini, d'autres gouvernent avec Tsankov [3], d'autres serrent la main à von Seeckt. Sur le prolétariat révolutionnaire, la IIe Internationale a remporté des succès réels. Incapable d'agir, elle a su, en Allemagne, l'empêcher d'agir. La logique des choses est profonde qui met dans quatre pays des chefs d'Etat ex-socialistes à la tête de la bourgeoisie réactionnaire : Ebert, Millerand, Mussolini, Wojciechowski [4]. La violence réactionnaire s'ajoutant à l'inertie socialiste réussiront-elles à river les chaînes d'une vingtaine de millions de prolétaires de l'Europe centrale ? C'est tout le problème actuel. Et l'on s'aperçoit qu'il ne comporte pas de solution affirmative vraiment durable. La social-démocratie allemande d'ailleurs, en voie de désagrégation rapide – bien que trop lente à notre gré – ayant cessé d'être un facteur agissant de la vie politique, cesse déjà peu à peu d'être même un facteur d'inaction. Elle ne peut rien en Bavière contre l'extrémisme fasciste. Elle ne peut rien en Allemagne centrale contre l'évolution à gauche de ses propres masses. Ce sont des faits acquis.

Le 9 mai 1923, lord Curzon [5] adressait à la Russie des soviets son mémorandum. Le 10 mai, un monarchiste russe assassinait, dans un hôtel de Lausanne, le plénipotentiaire des soviets à la Conférence de la paix, Vorovsky [6]. Comme l'assassin de Jaurès, l'assassin de Vorovsky a été acquitté. Douze petits bourgeois suisses ont estimé qu'il est permis de tuer les grands serviteurs du prolétariat. Cette tâche de sang ajoute un sceau, le plus durable, aux documents signés à Lausanne. Marque de la plus médiocre et de la plus lâche des vengeances, elle rappelle l'impuissante colère des puissances capitalistes obligées de réviser, en présence de la Russie rouge abhorrée, le traité de Sèvres, fragment lui-même du traité de Versailles, déchiré par les paysans turcs... Qui se souvient encore de l'ultimatum de lord Curzon ? Seuls, peut-être, les électeurs britanniques, qui viennent de signifier clairement à leur gouvernement ce qu'ils pensent de son incapacité. Indice remarquable, l'année se termine par un autre « ultimatum » britannique, plus modéré, plus circonspect aussi, envoyé à l'Afghanistan qu'on juge à Londres par trop soumis à l'influence russe. Ainsi, l'année 1923 n'a pas fait gagner à l'impérialisme anglais un pouce de terrain sur la révolution russe ! Il nous semble même que c'est le contraire qui est vrai. L'influence soviétiste s'affermit en Orient, autant que la haine de l'oppresseur anglais aux Indes. L'Empire britannique est allé depuis douze mois d'échec en échec. Mis en échec par les Turcs à Lausanne, par M. Poincaré dans la Ruhr, il n'a pu, à la Conférence d'Empire de Londres, ni trouver des remèdes au chômage du Royaume-Uni, ni même dissimuler les irréductibles contradictions d'intérêts qui le minent. Quel est, d'autre part, en peu de mots, le bilan de l'année pour la Russie révolutionnaire ? A l'extérieur : sécurité et respect, exportation des blés, reprise des relations intellectuelles ; à l'intérieur : renaissance des lettres, activité intellectuelle, développement de la production, succès du tchervonietz, règlement de la question des nationalités, constitution des Etats-Unis soviétistes, augmentation du bien-être, premiers efforts vers la réforme des mœurs, pacification des esprits... Le contraste est saisissant. L'année de la Ruhr, année de crise, année désastreuse pour le monde capitaliste, n'a été une année de paix véritable, d'effort fécond, de relèvement – pénible, lent, irrégulier, oui, mais certain et vrai – que pour un pays du monde : celui où la révolution sociale a labouré le sol, le cœur et les cerveaux.

1. A la suite de l'assassinat, le 27 août 1923, sur le territoire grec, du général italien Tellini, chef de la mission inter-alliée pour la définition des

frontières albano-grecques, Mussolini avait adressé un ultimatum humiliant au gouvernement grec et, le 30 août 1923, avait envoyé sa flotte bombarder le château de Corfou où vivaient une centaine de réfugiés grecs. Un détachement de troupes italiennes avait ensuite occupé la ville, la revendiquant en tant qu'ancien territoire vénitien. Mussolini avait approuvé l'occupation de la Ruhr.

2. Thomas G. Masaryk (1850-1937), président de la République tchécoslovaque.

3. Aleksandr Tsankov (1878-1959), président du gouvernement qui écrase la tentative de soulèvement du PC en Bulgarie en 1923.

4. Stanislaw Wojciechowski (1869-1953), membre du PPS, attend des Alliés l'indépendance de la Pologne. Président de 1922 à 1926, déposé par Pilsudski.

5. George Nathaniel, 1er marquis Curzon of Kedleston (1859-1925), député, sous-secrétaire d'Etat, gouverneur général des Indes et secrétaire au Foreign Office britannique de 1919 à 1924.

6. V. V. Vorovsky, (1871-1923), militant révolutionnaire professionnel, devenu diplomate soviétique, assassiné en Suisse.

XXXI
Au seuil d'une révolution La « retraite d'Octobre » en Allemagne

(décembre 1923)

Clarté, 1er février 1924

Cinquante jours de veillée d'armes

On vient de vivre en Allemagne, en septembre-octobre-novembre, une profonde expérience révolutionnaire encore peu connue et souvent peu comprise dans les autres pays. Nous avons été au seuil d'une révolution. La veillée d'armes a été longue, l'heure H n'a pas sonné... Drame presque silencieux, presque invraisemblable. Un million de révolutionnaires, prêts, attendant le signal pour monter à l'assaut ; derrière eux des millions de sans-travail, d'affamés, de meurtris, de désespérés, tout un peuple douloureux, murmurant : « Nous aussi, nous aussi ! » Les muscles de cette foule déjà tendus, les poings déjà serrés sur les Mausers qu'on allait opposer aux automobiles blindées de la Reichswehr... Et rien ne s'est passé, que la sanglante bouffonnerie de Dresde, un caporal suivi de quatre reîtres chassant de leurs ministères les ministres ouvriers qui faisaient trembler l'Allemagne bourgeoise, quelques flaques de sang – soixante morts au total – sur le pavé des cités industrielles de la Saxe ; la jubilation d'une social-démocratie banqueroutière, sortie de l'aventure massive et passive, pesamment fidèle à ses vieux reniements... Nul de ceux qui ont vécu toutes les attentes de cette veillée d'armes de cinquante jours en connaissent tous les détails, toutes les coulisses : car deux classes entières se mesuraient, incarnées par leurs avant-gardes, masquées, dans l'ombre nécessaire des conspirations. De ce que chacun sait, tout ne peut pas être dit : car la préparation révolutionnaire continue sous une dictature militaire. Je voudrais seulement dans cette lettre vous donner des impressions, des observations précises et vous suggérer quelques conclusions...

La marche à la guerre civile

C'est vers le 15 septembre que l'on sentit âprement l'approche d'événements décisifs. La grande coalition, comprenant le parti Stinnes-Stresemann et la social-démocratie, avait pris le pouvoir le 12 août, à l'issue de la grève générale. Le sang de soixante-dix ouvriers tués dans les journées de grève scellait le pacte de collaboration conclu entre Stresemann, ex-syndic des industriels saxons, monarchiste de 1918 et Rudolf Hilferding, naguère social-démocrate indépendant de gauche, auteur marxiste du *Capital financier*. Contrairement à ce que l'on crut plus tard dans l'Internationale, la remarquable grève générale d'août qui chassa du pouvoir M. Cuno, n'avait été qu'un gros succès ouvrier et non pas une éclatante victoire. Les cheminots n'y avaient presque pas participé ; à Berlin, la circulation des rues, la vie commerçante n'avait été nullement troublées. Déjà la passivité social-démocrate enrayait au départ un puissant mouvement spontané des masses. Le vote hâtif, par le Reichstag, le 10 août, en pleine grève, d'impôts sur la propriété, le piteux effondrement de M. Cuno, témoignaient plus de l'anxiété de la bourgeoisie, mise pour la première fois devant les conséquences révolutionnaires du pillage de la nation, que de la vigueur de l'offensive ouvrière, menée par une forte minorité, mais sabotée par une pesante majorité. A ce moment, les esprits les plus clairvoyants des classes ennemies furent induits en erreur. Les bourgeois intelligents, impressionnés par l'ample spontanéité du mouvement, s'exagèrent la puissance immédiate du flot révolutionnaire ; ils ont peur. En revanche, les ouvriers révolutionnaires s'enthousiasment de la popularité du Parti communiste (auquel, en divers endroits, les grévistes ont délibérément offert la direction du mouvement), puis du succès politique obtenu, et commencent ainsi à surestimer leurs propres forces et à sous-estimer la « formidable impuissance » de la social-démocratie.

La bourgeoisie revient vite de son erreur. Un mois plus tard, dans la première semaine de septembre, toutes les concessions qu'elle a faites à la social-démocratie pour constituer la grande coalition se révèlent lettre-morte ; la grande industrie a commencé sa campagne anti-ouvrière. Il est, chaque jour, question de prolongation de la journée de travail. A ce moment, le rôle dérisoire, mais néfaste, des social-démocrates au ministère devient manifeste. L'idée du recours inévitable à la violence s'impose à des foules d'ouvriers, comme au grand patronat, aux ploutocrates, à l'ancienne caste militaire. Deux préparations de combat vont désormais se développer parallèlement jusqu'à la première semaine de novembre, que l'un et l'autre camp semblent bientôt adopter

comme échéance finale : car les anniversaires de la révolution allemande (7 et 9 novembre) et de la Révolution russe (7 novembre) ont une profonde signification. Et puis, on ne fait ni révolution ni contre-révolution en hiver.

L'Allemagne évolue vers la guerre civile. Course au pouvoir. Il faut à la réaction comme à la révolution des bases stratégiques. La réaction a la Bavière ; M. von Knilling tient, le 16 septembre, des propos menaçants. Là s'arment fébrilement les bandes de Hitler, financés par le richissime industriel Hugenberg et, dit-on, par M. Ford, citoyen des Etats-Unis [1]. Les communistes tentent de donner au prolétariat des positions gouvernementales en Saxe et en Thuringe, où se constituent sur leur initiative les « gouvernements ouvriers » Zeigner et Frölich. Presque tout l'avantage dans cette utilisation du pouvoir pour la guerre civile revient à la bourgeoisie. Les gens de Munich sont appuyés par Berlin. Les ministres ouvriers de Dresde sont sous la menace constante d'une action du Reich. Les gens de Munich – quoique divisés en séparatistes et pangermanistes, monarchistes et nationalistes populaires, Wittelsbach et Hohenzollern, gros industriels et manufacturiers, partisans de l'offensive ou de la temporisation – sont unanimes sur un point : qu'il faut en finir, par la force, avec le péril rouge. A Dresde et Gotha, les communistes seuls sont résolus, savent ce qu'ils veulent ; les dirigeants social-démocrates de gauche hésitent ; la direction du parti social-démocrate intrigue contre eux ; les sans-travail, les ouvriers qui chôment partiellement, brûlent du désir d'agir ; mais quantité de social-démocrates caressent encore le doux rêve d'une résurrection de la démocratie parlementaire. Bref, les communistes ne réussissent ni en Saxe ni en Thuringe à imposer aux social-démocrates de gauche une attitude réellement révolutionnaire. Ont-ils eu, comme l'affirment certains communistes (la gauche du parti), le tort de ne point prévoir cette situation ? Il est aisé « d'avoir prévu » après coup. De façon ou d'autre, il me semble qu'il fallait une expérience pour qu'on sût quelle influence dissolvante l'inertie social-démocrate exerçait, même sur les éléments les plus sains de la social-démocratie.

En octobre, les deux conspirations permanentes s'affrontent. D'un côté, la Reichswehr, doublée d'une Reichswehr noire, organisée à grands frais avec l'appui de M. Cuno et les fonds de « secours pour la Ruhr », les bandes de Hitler, plus de cent mille hommes, massées en Bavière, les Stahlhelm de l'Allemagne centrale, les ligues d'anciens combattants du Mecklenbourg et de Poméranie, les organisations disciplinés d'Ehrhardt et de Rossbach. De l'autre, le Parti communiste, qui poursuit fébrilement ses préparatifs techniques. A qui appartient la décision ? A

l'élément social le plus puissant chez l'ennemi, et qui se sent poussé vers la dictature : à l'industrie lourde. Dans la première crise du cabinet Stresemann, M. Stinnes a simplement voulu mesurer sa propre force et la faiblesse du gouvernement légal. Quelle sera cette décision ? S'il faut se battre, et il faudra se battre si la classe ouvrière résiste dans la rue aux empiétements systématisés de la réaction, l'industrie lourde n'utilisera qu'en dernier lieu le trouble élément fasciste dont les armements lui coûtent cher, dont la démagogie lui déplait. La centralisation du pouvoir en Bavière, entre les mains de M. von Kahr, a pour but partiel de prévenir une initiative inopportune des démagogues, des impatients des condottieri que mobilise Hitler. L'épisode de Küstrin [2] montre (1er octobre) à quel point les esprits sont surchauffés dans les avant-gardes de l'adversaire. Le major Buchrucker espérait donner le signal du soulèvement nationaliste. La Reischwehr demeure fidèle à ses chefs qui, eux-mêmes, sont fidèles aux maîtres fort sensés de la Schwerindustrie.

Sur le seuil...

Losschlagen !

Losschlagen veut dire : porter le coup que l'on retenait, déclencher l'action. Ce mot est sur toutes les lèvres, de ce côté-ci de la barricade. De l'autre côté aussi, me semble-t-il. En Thuringe, au sortir des réunions à demi-clandestines où un militant communiste va parler, des ouvriers – qu'il ne connaît pas – se campent devant lui. Un cheminot lui demande sans préambule : « Quand frapperons-nous ? Quand ? »

Aux considérations de tactique et d'opportunité, cet ouvrier, qui a fait vingt lieues de nuit pour poser cette question, entend peu de chose : « Mes gens, dit-il, en ont assez. Faites vite ! »

Le jeune communiste qu'on rencontre dans la rue vous dit d'un ton confidentiel : « Je crois que c'est pour la semaine prochaine » et lève vers vous son front carré, son regard dur, qui ne sait pas mentir.

Octobre est froid. Bruines, pluies, rues grises où l'on stationne longuement, dans les faubourgs ouvriers. Des chauffeurs, des ménagères, des sans-travail – qui sont aussi sans chemise et sans pardessus – discutent. On engueule l'étudiant nationaliste. Dans ces groupes énervés, tassés aux carrefours sombres, loin des places illuminés où la police veille au bien-être des *Schieber* absorbés par les combinaisons du change, j'entends souvent, obstinément parler de Russie... « Là-bas ! dit-il, là-bas... » Et tandis qu'il reprend

haleine, je songe qu'au ciel noir de ces pauvres gens, une étoile du moins s'est levée. Des femmes parlent souvent dans ces petits meetings improvisés. J'en ai entendu une apostropher un étudiant national-socialiste : « Ah ! vous voulez marcher sur Berlin, patriotes ! C'est plus facile, n'est-ce pas, que de chasser les Français de la Ruhr !... M'apportez-vous du pain ? » L'homme à casquette ceinte du ruban vert et blanc de sa corporation érudite, s'expliquait vainement : « On vous jettera dessus toutes les tuiles des toits ! » lui criait-on.

Brumes, bruines, pluies, premiers froids d'octobre. Logis sans pain ni feu. Boutiques gardées par les policiers verts, assiégées, de l'aube à la nuit tombée, par des mornes foules de femmes ; course précipitée des policiers, la courte carabine en bandoulière, par les artères populaires ; brusques passages de camions automobiles, hérissés de fusils et de shakos luisants ; maigres faces hargneuses, à toutes les portes, dans le soir fébrile ; nouvelles de journaux : « 7 morts à Beuthen... 12 morts à Sorau... 15 morts à Dusseldorf... 6 morts à Cologne... ».

Que faire quand la faim pousse les foules hors du respect des lois ? La police a peur. Elle a faim aussi. Mais elle n'est pas faite pour donner du pain. Elle n'a, pour résoudre les problèmes sociaux posés dans la rue, que des baïonnettes, des balles et des menottes...

On ne peut plus faire, en lisant le journal, le compte des assassinés du jour. Ils sont trop, l'information devient confuse. Le camarade rencontré raconte : « Je viens de voir piller une boulangerie... » « A l'usine X, les salaires n'ont pu être réglés, la police arrive en camions. » « Il paraît qu'on vient de tirer à Neukölln... » Les boulangers baissent leurs volets de fer. D'autres, hypocritement précautionneux, affichent dans leurs vitrines : « Ici, on souscrit pour les sans-travail ! ». La philanthropie du client est conviée à payer le pain qu'ils donnent : assurance contre le pillage, aux frais des voisins. Tous les jours à peu près, les prix doublent. Le salaire de la semaine est fixé le mardi après l'indice officiel ; payé en deux fois : acompte le mardi, règlement tous les vendredis. Du mardi au vendredi, il perd les trois quarts de sa valeur.

Après ces colères, ces désespérances, ces nervosités de la rue et de la maison, il est bon de trouver parfois rassemblés autour d'une même table quelques fronts d'hommes qui savent ce qu'il y a derrière ces choses et, dans cette souffrance d'un peuple, retrempent chaque jour leur volonté au contact d'une espérance illimitée. On est une demi-douzaine un soir ; mais l'un revient de loin : des policiers verts, dans la Ruhr, le tenaient voici quelques heures. Une jeune voix, clame, contenue : « Nous avons déjà des divisions entières... » L'armement, il est vrai, manque ; on ira le

prendre dans les casernes. La carte d'Allemagne est présente à tous les esprits : « Saxe, Thuringe, Berlin, Hambourg tiendront... La Russie ! » « Radek a écrit... » J'ai remarqué que les intellectuels – j'en suis – sont les plus méfiants envers le sort. Longuement, ils pèsent, soupèsent les difficultés, avec une raison raisonnante parfois d'un effet bien dissolvant. Un ami coupe court à nos gloses. « Je crois, dit-il, à la révolution, parce que je la veux ; parce que je vis avec les hommes qui la veulent. » C'était un organisateur de section. Il travaillait nuit et jour.

Losschlagen ! Losschlagen !

Chemnitz, Munich

Le coup n'a pas été porté.

Le poing suspendu du prolétariat allemand s'est abaissé lentement, paisiblement. Tous ceux qui ont vécu cela savent qu'il eût été, à divers points de vue, beaucoup plus facile d'agir que de ne pas agir. On n'a pas agi.

Le tournant décisif se situe pour nous entre le 15 et le 21 octobre. La Reichswehr est entrée en Saxe. Le droit de grève y est supprimé. La loi militaire régit insolemment ce pays rouge. Aucun recours ne reste au prolétariat saxon, que la grève générale – illégale – ayant pour but immédiat de paralyser, puis de chasser la Reichswehr ; donc insurrectionnelle. Le reste de l'Allemagne devrait la soutenir. Le signal est attendu d'heure en heure. Zeigner gouverne à Dresde, avec trois communistes : Brandler, Heckert, Böttcher. Le général Müller progresse chaque jour un peu dans les centres ouvriers. En réalité, la défaite, notre défaite, se produit brusquement le 21, à la conférence de Chemnitz. Social-démocrates de gauche, communistes, délégués sans parti des comités d'usine y délibèrent, malgré le dictateur militaire, sous la protection des centuries ouvrières dont le lourd pas martèle, dans les corridors, le silence. *Losschlagen !* Les communistes proposent d'agir tout de suite. « Il y va de tout » vient d'écrire Brandler. Les social-démocrates – de gauche –, qui les ont suivis jusque-là, répondent, après maint détour : « Non ! »

Ils ne sont pas prêts. Ce ne serait pas légal. La conférence n'a pas qualité. Attendre. Constituer une commission. Qu'est-ce ?

C'est la défaillance, à la suprême minute, des chefs de la moitié des effectifs de la révolution, le front ouvrier brisé devant la Reichswehr, le désarroi dans les âmes, la méfiance revenant parmi des prolétaires qui, déjà, se sentaient frères d'armes. L'heure précieuse, l'heure unique perdue. Après cela, rassuré, M. Stre-

semann peut agir, doit agir, et vite, pour profiter de l'avantage. Le 28 octobre, le gouvernement de Berlin adresse son ultimatum à Zeigner. (En somme, il exige l'exclusion des communistes du gouvernement). Ce dernier qui, lui-même, voulait se débarrasser de nos camarades, résiste par souci de dignité. La troupe le chasse de son ministère. L'initiative des opérations passe à la classe ennemie.

Jusqu'à ce moment, tout a dépendu de l'attitude de la classe ouvrière. Elle était en position d'offensive. A partir de la défaillance de Chemnitz, le poing ouvrier s'abaisse, renonçant à frapper ; le poing de la réaction se lève.

Losschlagen ! La réaction aussi veut *losschlagen* !

La tragi-comédie de Munich résout toutes les difficultés intimes de la réaction. Le démagogue Hitler et Ludendorff font, le 7 novembre, leur coup d'Etat, assument la dictature d'Empire dans une brasserie de Munich. L'espoir nous transporte un moment. *Ils vont obliger le prolétariat incapable d'offensive à une contre-offensive, qui, la volonté communiste aidant, peut aller très loin.* Tel n'est pas le dessein de l'industrie lourde, dirigée par des calculateurs autrement sérieux que l'ancien chef d'état-major général du Kaiser. L'industrie lourde n'a pas besoin de guerre civile. Moins encore de complications nouvelles avec l'étranger. Depuis Chemnitz, elle est rassurée sur la combativité de la classe ouvrière. Rien ne s'oppose plus à sa dictature légale. Désormais, elle ne donnera plus un sou aux bandes de Hitler, d'ailleurs assez dangereuses. Hitler finit pour le moment sa carrière dans une confortable prison où l'enferme son compère von Kahr.

1. Henry Ford (1863-1947) et son fils, Edsel Bryant Ford (1895-1943), étaient tous deux « hommes d'ordre » et tous deux commanditèrent les nazis. Dans son livre, *Wall Street and the Rise of Hitler*, au chapitre VI, pp. 86-97, intitulé « Henry Ford and the Nazis », Anthony Sutton conclut que les deux hommes auraient eu leur place sur le banc des accusés d'après-guerre avec les industriels allemands.

2. L'« épisode de Küstrin », c'est évidemment la mutinerie de la Reichswehr noire de Buchrucker.

XXXII
Le Parti communiste allemand se critique lui-même

(décembre 1923)
Clarté, 15 février 1924

Arrivé sur le seuil de la révolution, le prolétariat allemand ne l'a pas franchi. Est-ce la faute du Parti communiste allemand ?

Parler de fautes quand la situation s'est dénouée n'est que trop facile. Il le faut pourtant. Nous avons besoin d'une autocritique constante, vigoureuse, serrée. La retraite d'hier n'est jamais pour nous qu'une marche détournée à l'action de demain. Nous laissons aux vieux partis démocratiques le culte de l'irresponsabilité. Posons nettement la question : la responsabilité de la retraite d'octobre incombe-t-elle aux dirigeants du Parti communiste allemand et dans quelle mesure ? Nous verrons dans un instant comment le comité central du PC allemand y répond lui-même.

Les militants allemands s'accusent volontiers d'avoir sous-estimé la puissance d'inertie des social-démocrates en général et surestimé l'influence communiste sur les social-démocrates de gauche. Leur devoir est d'être sévères envers eux-mêmes. Et pourtant ! Etait-il possible de prévoir à l'avance la défaillance des social-démocrates de gauche ? Ces ouvriers saxons de vieille éducation socialiste, bureaucratique et routinière, n'ont-ils pas déjà donné au parti de la révolution quantité d'excellents combattants ? Ne semblaient-ils pas s'engager enfin à fond ? N'était-il pas permis d'espérer de leur part un réveil décisif ? Et, si oui, ne fallait-il pas miser sur la plus grande espérance, c'est-à-dire faire montre d'audace ?

Non, là n'est pas la faute, ou si faute il y a, elle n'est point capitale. La faute a-t-elle été de ne pas agir quand même ? C'est la thèse de certains camarades de la gauche. Je ne la trouve pas juste. Seuls en présence de toutes les forces de la société bourgeoise – Reichswehr, police, Reichswehr noire, fascistes, fonctionnaires,

social-démocrates à tout faire, plus d'un million de réactionnaires supérieurement armés –, les communistes ne pouvaient pas compter sur des chances sérieuses de succès durable.

Faisons entrer en ligne de compte l'insuffisance technique du parti : « Cette insuffisance technique, dit-on, n'apparut qu'au dernier moment. » Sans doute, voilà qui est grave. Nous touchons du doigt le point faible. Cela dénote une information défectueuse, de la présomption, de l'imprévoyance tout au moins dans la préparation concrète. Mais, tâchons d'être justes. Jamais, quelle que soit son organisation, un parti ouvrier révolutionnaire ne disposera avant l'insurrection d'un armement, je ne dis pas supérieur, mais simplement égal à celui d'une armée moderne. En tout état de cause, il fallait compter sur une grosse insuffisance technique. Car les armes étaient à prendre chez l'ennemi. Si le mouvement des masses s'était produit avec l'ampleur voulue, on eût remédié à cette insuffisance-là en vidant les arsenaux de la Reichswehr...

Lénine rappelait, à la veille de la révolution d'Octobre, les règles élémentaires de la stratégie révolutionnaire, formulées autrefois par Karl Marx [1] l'une des plus importantes est celle-ci : « Avoir au moment et à l'endroit décisifs une supériorité de forces décisives ». L'extrême décentralisation de l'Allemagne, ainsi que sa position géographique y rendent l'application de cette règle fort malaisée – d'où une certaine déperdition de confiance dans l'action quotidienne. Cela doit entrer en ligne de compte.

La retraite d'octobre m'apparait tout à fait justifiée. Il n'en est pas moins vrai que, dans la guerre sociale, comme dans toutes les guerres, les chefs vaincus – quels que soient leurs talents – sont le plus souvent écartés. Une majorité nouvelle s'est formée au comité central du Parti communiste allemand, qui a, dans des « Thèses sur la retraite d'octobre et les devoirs actuels du PCA » (*Correspondance internationale*, du 3 janvier 1924), durement précisé son opinion sur les erreurs du parti :

a) Le parti n'a pas reconnu à temps la portée des grandes actions de masses prolétariennes dans la Ruhr, en Haute-Silésie, dans toute l'Allemagne (grève générale contre le gouvernement Cuno) et a omis, en conséquence, d'adapter sa tactique à la situation que ces luttes avaient créées [...].

b) Le parti n'a pas commencé ses préparatifs de soulèvement armé au moment même où fut constaté la décomposition de la démocratie (à l'époque du gouvernement Cuno et de l'invasion de la Ruhr), mais peu de jours avant l'entrée en scène de la dictature blanche. De là : préparatifs militaires de courte haleine, faits à la hâte, armement insuffisant des ouvriers dans les journées décisives.

c) Le parti a essayé d'enrayer des mouvements élémentaires des masses, qui se sont déclenchés avant les événements d'octobre, pour les ajourner jusqu'au moment où le coup décisif aurait dû être porté [...]. Le parti a omis de lier étroitement son but suprême : la dictature du prolétariat, aux revendications de la période transitoire et aux actions partielles.
d) Le parti a méconnu le rôle et le caractère des leaders de la gauche de la social-démocratie [...].
e) Le parti n'a pas, comme il l'aurait pu, mis à profit les positions avancées qu'il occupait dans les gouvernements de plusieurs Etats allemands, pour mener à bonne fin la mobilisation des masses en vue d'une résistance organisée.
f) L'erreur la plus grave du plan stratégique du parti consistait, toutefois, à ne faire des préparatifs qu'en vue de la « lutte finale » pour la conquête du pouvoir politique, tout en refusant et en s'opposant même à l'organisation d'actions partielles ou d'actions pour des revendications partielles soutenues avec des moyens et des méthodes de combat moins agressifs.
g) Cette faute cardinale, on l'a mise à la base d'un calcul abstrait sur les forces en présence, sans se donner la peine de reconnaître et d'examiner la véritable situation à cet égard. Mais l'examen des forces en présence ne peut utilement se faire qu'au cours même de l'action dont dépendra également la date fixée pour l'offensive finale. Grâce à cette fausse stratégie purement théorique, on se dérobait toujours à la lutte.
h) Enfin, on attribua, dans les journées décisives pour le parti, une importance exagérée au nombre de fusils en même temps qu'on sous-estimait la force subjective et l'esprit de sacrifice énorme qu'apportait à la lutte l'avant-garde du prolétariat. (Voir les enseignements des batailles de Hambourg.)
i) Le plan rigide qui ne concevait l'action décisive que se développant à partir de la défense des positions en Allemagne centrale était basée sur un faux calcul. La conséquence, après l'entrée des Blancs en Allemagne centrale, en fut une désorientation complète des esprits.

Insistons sur un point : un parti ouvrier de combat, au tournant que traverse l'Allemagne, est tenu à la plus grande rigueur envers lui-même. De ces alinéas précis comme un verdict, je crois qu'il faut surtout retenir que :

Le développement de la situation révolutionnaire a dépassé en rapidité celui du parti. Malgré son expérience révolutionnaire, la plus riche après celle du prolétariat russe, le PC allemand n'a pas su s'adapter à une débâcle du capitalisme allemand, telle qu'il s'est trouvée en six mois sur le seuil de la révolution. Dans l'ensemble,

on remarquera que ces critiques portent sur la tactique générale du parti bien plus que sur son attitude au moment même de la retraite d'octobre.

Au chapitre III des mêmes thèses, il est dit que « la retraite sans combat a été une faute » parce qu'elle a désorienté, démoralisé quelque peu les éléments les plus combatifs du prolétariat allemand. La faute de « la retraite sans combat » s'étend sur toute la période de lutte qui va de la chute du cabinet Cuno à la conférence de Chemnitz. L'erreur des révolutionnaires allemands a été de manquer d'initiative, de ne pas harceler continuellement l'adversaire, de ne pas lui résister à chaque pas avec le maximum d'énergie, de se réserver au contraire pour une grande offensive finale, conçue un peu dans l'abstrait... Tel est, du moins, le jugement que les plus qualifiés d'entre eux nous suggèrent.

La situation révolutionnaire objective a mûri beaucoup plus vite que la conscience de classe de la majorité du prolétariat allemand. L'élite organisée de ce prolétariat – le PCA – n'a pas su d'abord s'adapter au rythme précipité des événements, n'a pas eu, ensuite, emportée par son ardeur et sa foi, la nette sensation du poids énorme de la masse social-démocrate qu'il fallait ébranler... Je ne proposerai, pour ma part, que ces seules conclusions.

La retraite n'a pas été une défaite

Il reste que pendant une période de six semaines à deux mois, le PCA a fourni un effort extraordinaire. Pas un de ses trois à quatre cent mille membres n'est resté inactif. Pas une cité du pays où l'on ne se soit préparé à la bataille avec le souci consciencieux d'hommes résolus à tout donner à leur cause. Pas une journée sans âpre labeur, pas une nuit sans sa tâche spéciale. Pas un problème négligé. Je sais des camarades qui n'ont pas, pendant de longues semaines, dormi une nuit complète. J'ai vu des visages ravinés par le surmenage. Les yeux volontaires y gardaient leur flamme intense. C'est grand. Dans quel pays (la Russie exceptée) a-t-on fait quelque chose de semblable ? On peut hardiment affirmer que le Parti communiste allemand *a donné au prolétariat du monde l'exemple nouveau, précieux, d'une formidable préparation révolutionnaire.*

Celui aussi du plus grand dévouement des prolétaires à leur classe. Toutes les fois qu'il a fallu, en Saxe, Thuringe, Rhénanie, Westphalie, à Hambourg mobiliser pour l'action les centuries ouvrières, chacun s'est trouvé à son poste. Ni déserteur ni hésitant. Une unanimité absolue dans l'accomplissement volontaire du devoir. Or chacun des ouvriers appelé par sa centurie savait

toujours qu'il risquait sa liberté, sa vie, le dernier morceau de pains des siens. Si le signal avait été donné, tout le Parti communiste allemand eût marché comme un seul homme, malgré les opinions objectives de quelques-uns sur l'issue probable de la lutte, malgré les désaccords de tendance, malgré l'insuffisance de l'armement – malgré tout.

Ce parti est dissous. Ses quarante quotidiens supprimés. Son comité directeur traqué. Son avoir saisi. La police d'Ebert offre jusqu'à quinze mille marks-or pour la capture de quelques-uns de ses militants. On lui a saisi des armes. On lui a tué des hommes. A quel chiffre s'élève le nombre de ses emprisonnés ? Ils se comptent par milliers. Eh bien !

Toutes les sections de ce parti sont vivantes et actives. La diffusion de sa presse illégale augmente de semaine en semaine. A plusieurs reprises, il a jeté dans les riches artères de Berlin des dizaines de milliers de manifestants. Ses armes, il les garde, et ce n'est point mystère. Sa préparation, il la continue. Il a de vastes services (secours aux prisonniers, ambulances, liaison, études) des écoles, un réseau complexe et souple d'organisation contre lequel la dictature militaire se révèle impuissante. Est-ce un parti vaincu ?

La retraite d'octobre n'a pas été une défaite. Les gouvernants de l'Allemagne le savent mieux que personne. La sécurité des vrais vainqueurs leur est interdite. Et c'est ce qui sauve, en Allemagne, un dernier restant de République...

La situation demeure révolutionnaire

Le seuil n'a pas été franchi. Nous avons même fait un pas en arrière. Mais nous restons sur le seuil.

La situation de l'Allemagne reste profondément révolutionnaire. La dictature militaire, si elle procure à la haute bourgeoisie d'appréciables avantages stratégiques, ne lui apporte que des possibilités de salut. Dans fort peu de jours, tout peu être remis en question, pour la bourgeoisie allemande. L'unité du Reich est un mythe politique. Ni le Rhin, ni la Ruhr, ni la Bavière n'admettent l'autorité du gouvernement central, que ne respectent guère plus les centres ouvriers. Parlementarisme, institutions démocratiques, constitution, droits du citoyen, pures fictions dont personne n'est plus dupe. La situation financière n'a jamais été plus grave qu'aujourd'hui. L'emprunt-or et les crédits en *Rentenmarks* accordés au Reich sont épuisés. Les fonctionnaires, réduits à de véritables traitements de famine, ne peuvent être payés que grâce à des expédients nouveaux, chaque quinzaine. En décembre, le

coût de la vie, malgré la stabilisation du change et des salaires, a accusé une hausse d'au moins 25 à 30 %. L'Etat est devant ce dilemme : recourir sans délai à une inflation nouvelle, dans d'énormes proportions, ou cesser ses paiements de toute nature. Aucune rentrée hâtive d'impôts ne peut le tirer de là, aucun impôt ne pouvant produire des sommes suffisantes. Les ruraux redoutent la dépréciation du mark-rente, et, obligés par la loi d'accepter encore le mark-papier, haussent leurs prix, restreignent les ventes de produits alimentaires. Les mois d'hiver ne se passeront très probablement pas sans amener encore les plus graves crises du ravitaillement des villes et leur cortège d'émeutes de la faim, de pillages, de massacres d'affamés. Le but de la Schwerindustrie est d'imposer au pays une reprise, à tout prix, de production intensive, aux seuls frais des travailleurs. Voie de salut. Mais l'outillage allemand est usé, vieilli, excepté dans les régions rhénanes, où les grands ploutocrates l'ont intelligemment entretenu, régions perdues pour le Reich, précisémment pour cette raison (Stinnes, Vögler, Wolff, Kloeckner, Krupp se soucient non pas d'avoir à remorquer une industrie nationale fort mal en point, mais de la piller). Partout, même en Rhénanie, la main-d'œuvre est usée par des années de faim, de surmenage, d'aigreur. Enfin, la production allemande est devenue strictement dépendante de la situation internationale ; sa résurrection signifierait pour toutes les grandes puissances industrielles d'Europe la réapparition d'un concurrent. Elle ne sera guère secondée. Dans ces conjonctures, les magnats de l'industrie ne vont-ils pas essayer de prolonger une politique en quelque sorte féodale, se bornant à enrichir de la ruine générale leurs propres entreprises ? La misère sans bornes des masses ouvrières est connue, l'ampleur du chômage aussi (un million cinq cents mille chômeurs, deux millions cinq cent mille chômeurs partiels). La prolétarisation s'attaque maintenant à de nouvelles couches de classes moyennes, aux fonctionnaires qui étaient jusqu'à présent les plus sûrs appuis de l'ordre social. Le problème du chômage est insoluble : l'Etat ne peut, à brève échéance, ni nourrir les sans-travail ni leur promettre du travail. Les Etats, les villes, les communes sont en faillite. Le fascisme proprement dit, mouvement des classes moyennes appauvries, armé et utilisé par le grand patronat, est à son déclin, rongé par la déception. La désagrégation des partis démocratiques continue. On commettrait la plus grande erreur en s'imaginant que la social-démocratie unifiée sort renforcée de la crise de novembre. Il est évident qu'aux prochaines élections du Reichstag, elle perdra – au bénéfice des communistes – une grande partie de ses mandats. Des contrées entières échappent à son influence. Dittmann constatait récemment dans *le*

Vorwärts « qu'une poignée de jeunes journalistes bolcheviques donne le ton aux social-démocrates saxons ». L'unité de ce parti, et sa puissance, sont des mythes, comme l'unité et la puissance du Reich. L'ADGB, la grande organisation syndicale réformiste, ne peut plus payer ses fonctionnaires et voit ses effectifs fondre à vue d'œil. Le parti social-démocrate lui-même vit des largesses du Labour Party britannique. Il ne représente plus guère un facteur politique actif : il fait encore masse par inertie. Sa puissance est uniquement d'inaction et ne peut plus ni s'imposer au respect de la bourgeoisie ni s'opposer aux progrès du communisme.

Cette situation intérieure de l'Allemagne, révolutionnaire, durera nécessairement pendant au moins quelques mois. Avec l'appui du capitalisme étranger, par les moyens d'une dictature de classe habile et cruelle, en consentant à payer elle-même une partie importante des frais, la bourgeoisie allemande peut à la fin réussir à consolider ses positions. Notre camarade E. Pavlovsky [2], observateur averti des choses économiques, l'admet. Pour le moment, les classes ennemies restent en présence. De leur degré de conscience, de leur volonté, de leur intelligence dépend encore l'issue de la lutte dans laquelle l'inertie social-démocrate a donné, en octobre-novembre, l'avantage à la réaction.

Il convient, en ce moment, de nous souvenir que les révolutions sociales ont besoin pour mûrir et s'accomplir, non de semaines ou de mois, mais d'années : la Révolution française s'étend avec des bonds en avant, des stabilisations, des ouragans, sur une quinzaine d'années. Préparée auparavant par de longues luttes, la Révolution russe livre sa première grande bataille en 1905 pour n'achever ses victoires qu'en 1920-1921.

P. S. : Brandler et Thalheimer [3], représentants les plus autorisés de l'ancienne majorité du comité central du KPD, imputent, dans leurs thèses, à l'exécutif de l'Internationale communiste et au KPD une « estimation erronée de la proportion des forces en présence ». Ils soulignent que l'exécutif de l'IC n'aurait pas tenu un compte suffisant des observations du KPD. L'Internationale ne manquera pas de faire la lumière sur ce point. La gauche du parti, dont Ruth Fischer [4] est l'un des leaders les plus connus, est d'un avis diamétralement opposé. Elle considère que la prise du pouvoir était possible en octobre, mais reproche au parti d'avoir, avant les discussions de Moscou sur la question allemande, négligé les préparatifs d'action révolutionnaire. Elle est d'avis que « le parti devait accepter la lutte même au risque d'une défaite car celle-ci aurait donné au prolétariat allemand de belles traditions révolutionnaires attachées au nom du PC, préparant en ce sens la victoire

future. Ce point de vue me paraît difficile à soutenir. Une insurrection communiste écrasée en Allemagne par la dictature militaire et les bandes fascistes eût, ce me semble, procuré à la bourgeoisie allemande un sentiment de sécurité et de victoire qu'elle est loin d'avoir. Les pertes qu'elle eût infligées à la classe ouvrière n'eussent pas été faciles à compenser malgré le renom d'héroïsme qui en fût resté au PC allemand. Il est des pertes irréparables : il suffit de prononcer les noms de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, chefs que la révolution allemande n'a pas encore retrouvés, bien que leur souvenir magnifique l'enorgueillisse justement. La Commune de 1871, elle aussi, a laissé dans l'histoire une trace épique ; mais la saignée infligée par les Versaillais au peuple travailleur de Paris ne l'en a pas moins débilité pour de longues années. Si convaincus que nous soyons tous de la victoire finale de la classe ouvrière, on ne peut soutenir que toutes ses défaites soient forcément des étapes vers la victoire. On peut l'affirmer de certaines défaites après en avoir mûrement pesé les conséquences ; il est bien hardi de tenir un semblable langage à propos d'une défaite hypothétique, mais qui eût assurément été très sanglante, très coûteuse, très exploitée par un ennemi préparé à jouer son va-tout.

1. Karl Marx (1818-1883), fondateur du « socialisme scientifique ».

2. Eugène Pawlowsky était l'un des pseudonymes de Jenö Varga (1879-1964), économiste hongrois réfugié à Moscou et travaillant notamment pour l'IC.

3. August Thalheimer (1884-1948), brillant intellectuel, journaliste, le théoricien de l'équipe Brandler.

4. Elfriede Eisler dite Ruth Fischer (1895-1961), leader de la « gauche » allemande.

Annexes

Chronologie des événements de 1923

Nous avons écarté de cette chronologie les éléments quotidiens importants, dont la multiplicité en ferait un ouvrage à elle seule : grèves, manifestations, arrestations, perquisitions, interdictions de journaux, etc., ne conservant que les plus importants d'entre eux. Nous nous sommes également limités strictement à la période de la rédaction des « Notes d'Allemagne ».

Janvier

4 Lénine dicte son post-scriptum recommandant d'écarter Staline.
Le dollar vaut 8 000 marks.

10 Démission du gouvernement de Saxe. Campagne du KPD pour le front unique.

11 Occupation de la Ruhr comme « gage productif » par les armées française et belge. Début, dans la Ruhr, de la « résistance passive » : grèves, manifestations, etc., mais aussi d'actions armées, voire terroristes.

15 Le dollar vaut 56 000 marks.

26 Etat de siège en Bavière.

27-29 Premier congrès du parti nazi.

Février

1er Constitution d'un front uni des organisations nationalistes (Arbeitsgemeinschaft der Vaterländischen Kampfverbände), dont Hitler est le directeur politique.

8 Le *Völkischer Beobachter*, organe nazi, devient quotidien.
28 Début du congrès du KPD et conflit violent entre la direction, la « droite » de Brandler, et l'opposition, la « gauche » de Ruth Fischer.

Mars

1er Fin du congrès du KPD en état de scission virtuelle.
2 Visite en Pologne du maréchal Foch. Série de revues et de parades militaires.
6 Lénine rompt ses relations personnelles avec Staline.
9 Lénine a sa troisième attaque.
9 et 15 Débats au Reichstag sur le compromis fiscal et rupture de l'entente entre patronat et social-démocratie.
17 au 25 XIIe Congrès du PCUS à Moscou.
21 Constitution en Saxe d'un gouvernement social-démocrate avec soutien du KPD, sous la présidence de Zeigner.

Avril

22 Zinoviev invite direction et opposition du KPD à une conférence avec l'exécutif à Moscou.
23 Début de la Conférence de Londres (fin le 24 juillet).

Mai

1er Défilé à Berlin de 25 000 hommes des « centuries prolétariennes ».
8 Ultimatum de Lord Curzon à l'URSS sur ses activités au Moyen-Orient.
10 Assassinat de Vorovsky à Lausanne.
16 150 000 Berlinois accompagnent le transfert du cercueil de Vorovsky.
Début de la réunion du CC du KPD : décision de coopter à la centrale des représentants de l'Opposition, comme il a été décidé à Moscou.
Début d'une série de grèves sauvages avec multiples incidents dans la Ruhr, notamment à Gelsenkirchen.
17 Le dollar vaut 96 000 marks.
23 Conférence de Hambourg : unification de la IIe Internationale et de la II$^{1/2}$; naissance de l'IOS.

26 Constitution dans la Ruhr d'un comité central de grève, en liaison avec la centrale du KPD.
Exécution, sur ordre des autorités françaises d'occupation, du nationaliste allemand, ancien des Corps Francs, Leo Schlageter, pour avoir saboté des installations ferroviaires.
La fédération des industriels présente à Cuno ses propositions pour les « réparations ».
29 Le comité central de grève de la Ruhr décide d'accepter les propositions patronales et de reprendre le travail.
Le haut-fonctionnaire allemand Lütterbeck écrit au général français Denvignes pour lui proposer la collaboration des autorités des deux pays dans le maintien de l'ordre en Allemagne occupée.

Juin

12 Début à Moscou d'une session de l'exécutif élargi qui abordera notamment la question de l'Allemagne et celle du « fascisme ».
16 Appel du comité d'action des comités d'usine à la lutte pour un programme élaboré par le KPD.
20 Discours de Radek à l'exécutif sur Schlageter, « pèlerin du néant ».
22 Fin de l'exécutif de l'IC.

Juillet

10 Le dollar vaut 200 000 marks.
12 La centrale du KPD décide une « journée antifasciste » le 29 juillet, avec manifestations de rue contre le fascisme.
23 Le dollar vaut 400 000 marks.
Violents incidents à Francfort au cours d'une manifestation ouvrière.
24 Premières interdictions de la manifestation, interdite aussi à Berlin par Severing.
26 Radek conseille à la centrale du KPD de ne pas passer outre à l'interdiction des manifestations de rue, le 29 juillet.
28 Le dollar vaut un million de marks.
29 A Weimar, conférence des députés social-démocrates de gauche, hostiles à la « grande coalition » avec la droite et partisans de l'alliance avec le KPD, regroupés autour de Paul Levi.

Août

2 Dans le cadre de l'organisation de débats avec les nazis, Remmele parle dans un meeting nazi à Stuttgart.

7 Discours de Zeigner dénonçant la Reichswehr et ses liens secrets avec les organisations comme la Reichswehr noire.

9 Le dollar vaut 6 500 000 marks.
Début d'une grève des imprimeurs, qui va entraîner à Berlin toutes les autres corporations.

10 Les syndicats refusent de soutenir la grève, après bien des hésitations.
Le Reichstag vote la confiance à Cuno.

11 Une assemblée générale des comités d'usine appelle à trois jours de grève générale.
Memorandum anglais contre l'occupation de la Ruhr.

12 Début des affrontements sanglants entre police et grévistes.
Démission de Cuno.

13 Gouvernement de grande coalition dirigé par Stresemann avec quatre ministres social-démocrates (R. Schmidt, vice-chancelier et reconstruction, Hilferding aux Finances, Sollmann à l'Intérieur, Radbruch à la Justice).

14 Le Parti nazi interdit à ses membres tout débat avec les communistes.
Quarante-trois députés socialistes, entraînés par Paul Levi, se prononcent contre la grande coalition et pour la lutte contre la bourgeoisie.

18 Accueil triomphal de Hindenburg en Bavière.

23 Le bureau politique du PCUS, après avoir discuté de la situation allemande, appelle l'exécutif de l'IC à préparer l'insurrection dans ce pays.

25 Parution du dernier numéro de *Die Neue Zeit.*

28 La Centrale du KPD désigne un « comité militaire ».

Septembre

1er et 2 Journée allemande à Nuremberg : manifestation nationaliste.

2 Anniversaire de Sedan célébré à Munich, où 70 000 hommes sont passés en revue par Hitler et Ludendorff.

5 Le dollar vaut 20 millions de marks.

7 Le dollar vaut 60 millions de marks.

9 8 000 membres des centuries prolétariennes rassemblés à Dresde.

11 Démission du gouvernement socialiste de Thuringe, à qui une majorité socialiste-communiste a refusé la confiance au Landtag.

13 Primo de Rivera instaure sa dictature en Espagne.

15 Le major Buchrucker mobilise secrètement les hommes de la Reichswehr noire en vue d'une opération contre Berlin à la fin du mois.

18 Le prix du charbon fixé en or.

20 Le dollar vaut 325 millions de marks.

21 Début à Moscou du travail de la commission de préparation à l'insurrection.

22 Le dollar stabilisé à 100 millions de marks.

23 Article de Trotsky dans la *Pravda*, sur la possibilité de fixer la date de la révolution ou de la contre-révolution.

25 Hitler directeur politique de la Ligue allemande de combat (*Deutscher Kampfbund*), née de la manifestation du 2.

26 Le réactionnaire von Kahr nommé commissaire du Reich en Bavière par le gouvernement bavarois.

27 Le gouvernement du Reich proclame l'état de siège : tous les pouvoirs à la Reichswehr et à son ministre, Gessler.

En Saxe, le général Müller explique que le pouvoir, c'est lui.

29 En Saxe, le général Müller décrète « l'état de siège renforcé ».

30 Journée allemande à Bayreuth.

Octobre

1er La Reichswehr noire du major Buchrucker occupe Küstrin.

Zinoviev télégraphie au KPD qu'il faut entrer dans les « gouvernements ouvriers », armer 50 000 hommes et « ignorer Müller ».

3 Les hommes de Buchrucker se rendent à la Reichswehr.

4 Fin de la conférence préparatoire qui a désigné un comité révolutionnaire (Revkom), avec notamment Radek et Piatakov.

6 Nouveau gouvernement Stresemann, où Luther remplace Hilferding aux Finances. Les social-démocrates restent au gouvernement à cause du « danger de droite ».

8 Trotsky écrit au bureau politique du PCUS une lettre pour le rétablissement de la démocratie dans le parti.
Brandler revient en Allemagne.
10 Entrée de trois ministres communistes dans le gouvernement saxon de Zeigner.
13 Entrée de trois communistes dans le gouvernement Frölich en Thuringe.
Le général Müller dissout en Saxe les centuries prolétariennes et leur donne trois jours pour rendre leurs armes.
14 Congrès des centuries prolétariennes de Saxe à Chemnitz.
15 Lettre des 46 sur la question de la démocratie dans le PCUS.
Création du *rentenmark*.
16 Le général Müller somme la police saxonne de se mettre à ses ordres.
Dans un discours public, Böttcher appelle à l'armement prolétarien et dit que la Saxe repoussera les menaces de Müller.
17 Le général Müller somme Zeigner de désavouer Böttcher.
19 Le gouvernement Stresemann décide de passer à l'action en Saxe contre le gouvernement Zeigner.
En Bavière, le général von Lossow refuse d'exécuter l'ordre de Gessler sur l'interdiction du journal nazi *Völkischer Beobachter*.
20 Réunion du Revkom à Dresde, qui confirme que la conférence de Chemnitz va appeler à la grève générale au cours de laquelle sera déclenchée l'insurrection.
21 Conférence de Chemnitz, où les social-démocrates de gauche saxons ne suivent plus le KPD. Pas de motion en faveur de la grève générale.
La centrale du KPD décide de renoncer à l'insurrection prévue.
22 Piatakov et Radek donnent leur accord pour renoncer à l'insurrection. Des courriers vont la décommander partout, sauf à Hambourg.
22 - 24 Insurrection de Hambourg. Retraite en bon ordre.
25 Dissolution de la Reichswehr noire.
27 Ultimatum de Stresemann à Zeigner : il doit se retirer.
29 La Reichswehr chasse ministres social-démocrates et communistes de leurs ministères, armes chargées et pointées.

30 « Aménagement » de la loi sur les contrats collectifs.
31 Le Landtag de Saxe remplace Zeigner par son camarade de parti, le D[r] Karl ou Alfred Fellisch.

Novembre

4 Le général von Seeckt assure que la Reichswehr défendra la Constitution.
7 Début du débat public dans le PCUS.
8 - 11 Putsch manqué de Hitler à Munich, dit putsch de la Brasserie.
11 Hitler arrêté et enfermé dans la prison de Landsberg où il va écrire *Mein Kampf.*
17 Abrogation de la loi sur la journée de travail de huit heures.
Schacht nommé commissaire à la Monnaie.
20 Le dollar pour 4,2 billions de marks.
23 Démission du gouvernement Stresemann.
30 Gouvernement Wilhelm Marx (1863-1946), sans ministres social-démocrates.

Décembre

5 Résolution du bureau politique du PCUS sur un « cours nouveau » dans ses rangs.
8 Lettre de Trotsky sur le « cours nouveau ».
11 Assemblée de Moscou et débat entre direction et opposition ; le PCUS semble coupé en deux.
14 La Reichsbank offre un *rentenmark* pour un milliard de marks anciens.
27 Au bureau politique, attaque de Zinoviev contre Radek, et au-delà de ce dernier, Brandler et Trotsky.
Dès lors, la discussion sur « l'Octobre allemand » n'est qu'une partie du débat dans le PCUS entre la troïka Zinoviev, Kamenev, Staline, que soutient Boukharine, et l'Opposition, de Trotsky, dans laquelle se sont rangés Radek et Piatakov.
30 La Commission des réparations décide de créer un Comité des experts pour évaluer la capacité allemande à payer les réparations.

Index des noms cités

Aux éditions La Brèche-PEC

Des pays et des luttes

Révolution et contre-révolution en Espagne. **F. Morrow** *(épuisé)*
Italie : les fruits amers du compromis historique. **A. Libera**
Angola : le tournant africain ? **C. Gabriel**
Les Femmes dans la révolution chinoise. **K. Curtin**
Le Socialisme emprisonné. **P. Uhl**
Le Stalinisme et son « socialisme réel ». **A. Zimine**
Frères Volcans. **V. Placoly**
La Pensée vivante de Sandino. **Augusto César Sandino**
Nouvelle-Calédonie : la révolte kanake. **C. Gabriel et V. Kermel**
Rendez-nous nos usines. **Z. M. Kowalewski**
La Tourmente mexicaine. **M. Durand**
Un automne à Santiago. **N. Siterre**
L'Ennemi intérieur. **M. Rajsfus**
L'Expérience yougoslave. **C. Samary**
Nouvelle-Calédonie : les sentiers de l'espoir. **C. Gabriel et V. Kermel**
Quand l'Amérique s'embrasera. **O. Núñez et R. Burbach**
Où va l'URSS de Gorbatchev ? **E. Mandel**
Ruptures à Cuba. **J.. Habel**

Les nôtres

Graine rouge. **J. Fourrier**
Sans bottes ni médailles. **A. Calvès**
Pour un portrait de Pierre Frank (écrits et témoignages)
Et notre drapeau est rouge. **O. Hippe**
La Marche de Wang. **W. Fanxi**
Henk Sneevliet. **F. Tichelman**
Mémoires. **A. Stinas**

Racines

La Crise, les crises, l'enjeu
Stratégie et parti
La LCR et le mouvement syndical. Politique et revendications
Pour l'école

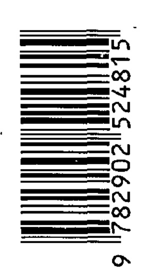
Victor Serge (pseudonyme de Viktor Lvovitch Kibaltchitch) est né à Bruxelles en 1890, de parents d'origine russe. D'abord anarchiste, il arriva en Russie en février 1919, où il rejoignit les bolcheviks.

Ses qualités de journaliste et d'écrivain lui valurent d'être affecté à Vienne et à Berlin par l'Internationale communiste, pour la revue *Correspondance internationale.* Ses *Notes d'Allemagne* sont envoyées plusieurs fois par semaine alors que la Ruhr, occupée, subissait une crise économique et sociale sans précédent dans un pays développé. Les communistes croient alors à la victoire de la révolution allemande, mais le fiasco de 1923 consacrera pour des années l'isolement de la révolution en Russie soviétique et la domination du stalinisme.

Dans le regard qu'il a posé sur l'URSS et le mouvement communiste international, particulièrement à travers ses livres et ses chroniques, Victor Serge a manifesté une lucidité exceptionnelle dans la compréhension des processus révolutionnaires.

Né en 1926, Pierre Broué est docteur en histoire, directeur scientifique et président de l'Institut Léon Trotsky. Professeur émérite à l'Université des sciences sociales de Grenoble, éditeur des *Œuvres* de Trotsky, fondateur de la revue *Cahiers Léon Trotsky,* il est l'auteur d'une biographie monumentale de Trotsky (*Trotsky,* éditions Fayard, 1988). Il a créé il y a peu la revue *le Marxisme aujourd'hui.* Militant dans le mouvement ouvrier et syndical depuis l'âge de dix-sept ans, récemment exclu du Parti communiste internationaliste (PCI), Pierre Broué a assumé des responsabilités dans le syndicalisme enseignant (SNES et SNES-Sup).

Conception graphique de la couverture : Youssef Abdelké. Tableau de George Grosz (détail).



La Brèche-PEC
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil
ISBN 2-902524-81-1
90 F TTC